COLECCION COMPLETA
DE LOS TRATADOS,

CONVENCIONES, CAPITULACIONES, ARMISTICIOS

Y OTROS ACTOS DIPLOMÁTICOS

DE TODOS LOS ESTADOS DE LA AMÉRICA LATINA

Comprendidos entre el golfo de Méjico y el cabo de Hornos,

DESDE EL AÑO DE 1493 HASTA NUESTROS DIAS,

PRECEDIDOS

DE UNA MEMORIA SOBRE EL ESTADO ACTUAL DE LA AMÉRICA,

DE CUADROS ESTADÍSTICOS, DE UN DICCIONARIO DIPLOMÁTICO,

Y DE UNA NOTICIA HISTÓRICA SOBRE CADA UNO DE LOS TRATADOS MAS IMPORTANTES

POR

CÁRLOS CALVO,

MIEMBRO CORRESPONSAL DEL INSTITUTO HISTÓRICO, MIEMBRO DE LA SOCIEDAD DE GEOGRAFÍA
Y DE LA SOCIEDAD IMPERIAL ZOOLÓGICA DE ACLIMATACION DE FRANCIA;
DE LA SOCIEDAD DE ECONOMISTAS DE PARIS;
DEL INSTITUTO HISTÓRICO Y GEOGRÁFICO DEL RIO DE LA PLATA,
Y ENCARGADO DE NEGOCIOS DEL PARAGUAY
CERCA DE LAS CORTES DE FRANCIA Y DE LA GRAN BRETAÑA.

TOMO SEXTO.

PARIS,

EN LA LIBRERÍA
DE A. DURAND,
Rue des Grès, 7.

EN LA LIBRERÍA ESPAÑOLA
DE Mme C. DENNÉ-SCHMITZ,
Rue Favart, 2.

1862.

BIBLIOGRAFÍAS.

JUICIOS DE ALGUNOS PUBLICISTAS FRANCESES

SOBRE LOS PRIMEROS TOMOS QUE SE HAN PUBLICADO DE ESTA OBRA.

AMÉRIQUE LATINE.

Recueil complet des traités, conventions, capitulations, et autres actes diplomatiques de tous les Etats de l'Amérique latine, depuis l'année 1493 *jusqu'à nos jours, précédé d'un Mémoire sur l'état actuel de l'Amérique*, par M. Carlos Calvo; 3 vol. Paris, chez Durand, 1862 (1).

Ce ne serait peut-être pas absolument une fantaisie paradoxale à un certain point de vue de dire que notre histoire contemporaine, surtout depuis quelques années, est un grand cours de géographie. Elle nous promène sans trève et sans repos de l'orient à l'occident, du nord au midi, des contrées asiatiques aux régions du Nouveau-Monde, et c'est le plus souvent à la lumière d'événements imprévus que recommence et se poursuit hâtivement cette étude de l'univers. Tant que la politique se renfermait dans un certain cercle occidental et restait en quelque sorte une œuvre d'initiés, on s'accoutumait presque à ne connaître les événements que par leurs résultats, par le retentissement du choc des armées, ou par quelque traité retraçant

(1) *Revue des Deux-Mondes* du 1er septembre 1862, pag. 237.

des frontières, disposant arbitrairement des peuples et de leur sol. Tout au plus y avait-il quelques explorateurs de la diplomatie et de la science allant plus loin, et mesurant dans leur étendue tous ces théâtres où s'agite le drame mystérieux de la vie universelle. Aujourd'hui l'horizon s'agrandit, le monde entier se déroule, et ce sont les guerres, les conflits de la politique, les aventures de la civilisation, les nécessités d'un commerce gigantesque, qui, en touchant à tous les intérêts, en stimulant les esprits, deviennent de grands maîtres de géographie et d'histoire. Nous sommes des Christophe Colomb improvisés qui découvrons l'Inde anglaise au bruit d'une formidable insurrection, la Chine au bruit de la prise de Pékin par nos armes, la Crimée et l'Italie elle-même à l'éclat de deux grandes guerres. Demain ce sera le Montenegro, l'Herzégovine, la Servie et Belgrade, le monde slave ou le monde oriental; aujourd'hui c'est le Mexique et l'Amérique latine, et c'est aussi l'Amérique du Nord avec ces immenses espaces où s'agite la guerre civile. Notre cours de géographie continue et se poursuit partout. Il faut bien savoir ce que sont ces pays où se débattent des questions si nouvelles et souvent si étranges, ce que sont ces races avec leurs mœurs, leur nature, leur histoire, leur organisation et tout ce qui sert à expliquer les événements contemporains.

Peut-être vaudrait-il mieux ne pas se laisser devancer par les événements et faire un cours de géographie moins précipité, moins agité par des sommations imprévues. On y perdrait sans doute le plaisir de la surprise et de la découverte; la politique y gagnerait de marcher d'un pas plus ferme sur un terrain mieux connu et mieux défini. On n'aurait point, comme cela arrive trop souvent, à découvrir l'Amérique espagnole et le Mexique le jour où une armée européenne se trouve obligée de faire une halte de quelques mois dans une ville dont le nom était hier inconnu. Pour ceux qui ont la prétention de suivre la marche de la politique, il n'est plus permis aujourd'hui de fermer les yeux sur ce mouvement des choses et sur ces innombrables théâtres où se livrent les combats de la civilisation morale et matérielle. C'est justement à ce besoin intime et profond de notions plus étendues et plus sûres que répond un livre de M. Carlos Calvo, un livre de science et d'érudition où se condensent

bien des faits ignorés de la politique intérieure et extérieure du Nouveau-Monde. Représentant officiel du Paraguay à Paris et à Londres, chargé de défendre plus spécialement les intérêts souvent obscurs d'une république qui n'est petite que par son rôle et par ses destinées jusqu'ici, M. Carlos Calvo rend à l'Amérique du Sud tout entière, à l'Amérique latine comme il l'appelle, le service signalé de faciliter l'intelligence de son développement traditionnel, de rassembler les éléments de son histoire diplomatique à l'époque coloniale, au temps des luttes de l'indépendance, et dans cette période plus récente qui date de l'émancipation définitive des anciennes possessions espagnoles transformées en républiques. L'histoire est complète ; elle remonte à la bulle fameuse du pape Alexandre VI, qui consacrait la domination des rois catholiques dans le Nouveau-Monde; elle ira jusqu'aux actes les plus récents, et elle est précédée d'un tableau aussi net que substantiel de l'Amérique du Sud dans sa constitution actuelle, dans son mouvement croissant et dans ses rapports de toute nature avec l'ancien monde.

Ce n'est pas tout à fait sans raison assurément que l'auteur se plaint de l'ignorance où l'on vit dans notre monde ancien de tout ce qui se passe au delà de l'Atlantique, et cette ignorance, il l'attribue à des causes diverses, — à ce qu'il y a de généralement superficiel dans l'enseignement européen sur l'histoire et la géographie de l'Amérique, à l'absence d'organes spéciaux qui s'occupent sérieusement d'éclairer l'Europe sur ses intérêts réels en lui faisant connaître le développement rapide de ces contrées nouvelles, et enfin aux récits fantastiques de quelques voyageurs qui défigurent la réalité. L'auteur pourrait ajouter une autre cause : les guerres civiles, qui, par leur fatigante mobilité, obscurcissent tout en même temps qu'elles jettent des éléments incessants de perturbation dans les rapports de l'ancien monde avec le nouveau. Et cependant il est certain qu'il n'est pas pour la civilisation de théâtre comparable en richesse et en immensité à ce vaste continent de l'Amérique latine, qui a une étendue de 390,460 milles carrés géographiques, où il y a un empire, le Brésil, aussi grand que l'Europe, où cette république avec laquelle nous sommes en guerre, la république mexicaine, est deux ou trois fois plus étendue que la France, et où le plus petit Etat a

le territoire d'un royaume très respectable. De plus, s'il est bien vrai qu'il y ait une immense et choquante disproportion entre cette étendue territoriale et la population, qui pour toute l'Amérique n'est pas de beaucoup supérieure à celle de la France, s'il y a une singulière incohérence dans cette population, si les guerres civiles, sans cesse renouvelées, sont aussi funestes aux intérêts qu'à la formation d'un ordre politique régulier, il n'y a pas à s'y méprendre, il ne s'accomplit pas moins dans ces contrées agitées un mouvement de civilisation croissant d'année en année, se manifestant sous toutes les formes, et ici les chiffres ont leur éloquence. En réalité, à n'observer que ce signe, le commerce sud-américain s'est développé depuis quelques années dans des proportions imprévues; il s'est élevé récemment, pour l'ensemble des Etats indépendants de l'Amérique du Sud, à plus de deux milliards de francs. Ce qu'il y a de caractéristique d'ailleurs, et ce que M. Calvo met justement en lumière, c'est la part croissante de la France dans ce mouvement d'échanges. Un jour, il y a onze ans, à l'occasion d'une intervention dans le Rio de la Plata, un homme d'Etat d'un esprit lumineux et pénétrant, M. Thiers, signalait dans l'assemblée législative de cette époque l'importance particulière des relations de la France avec l'Amérique du Sud, non-seulement au point de vue du chiffre du commerce, qui était dès lors de 150 millions, et qu'il considérait comme devant s'élever à 200 millions, mais encore au point de vue de la navigation. Il montrait la marine marchande française n'ayant qu'un rôle très secondaire dans les relations commerciales avec les Etats-Unis, et ayant au contraire la première, la plus grande place dans les relations avec l'Amérique du Sud. « Il y a donc un avenir immense! » ajoutait l'orateur.

Ce qui semblait une utopie à cette époque est moins que la réalité aujourd'hui, et les prévisions de M. Thiers ont été dépassées. Ce n'est pas le chiffre de 200 millions qu'a atteint en dix ans le commerce de la France avec l'Amérique, c'est le chiffre de 618 millions. Il avait pourtant commencé humblement : il était en 1825 de 12 millions. Le commerce français s'est partout accru rapidement en Amérique, dans le Rio de la Plata, au Pérou, au Chili, au Brésil, et, chose plus remarquable, il a dépassé en certains pays le commerce

anglais lui-même. A quoi tient cet accroissement du commerce français, partout sensible, excepté au Mexique, où il y a eu au contraire une diminution, suite inévitable de la décomposition du pays? Il y a sans doute l'affinité de civilisation, de mœurs, de race, d'éducation; mais en même temps M. Calvo n'hésite pas à signaler comme une des causes de ce progrès l'esprit de ménagement et de conciliation dont la France se montre animée dans ses relations avec l'Amérique, une politique plus humaine, moins violente pour les Etats faibles que n'est d'habitude la politique de l'Angleterre. Voilà des faits qui ne sont point à négliger, qu'il faut peser au contraire dans ce qu'ils ont de moral et de matériel, quand il s'agit des relations de la France avec le Nouveau-Monde, quand on se trouve conduit à cette nécessité extrême des interventions, des réclamations.

Les interventions, les réclamations, les demandes d'indemnités, c'est là, il faut le dire, le cauchemar permanent de l'Amérique du Sud, et plus d'un Américain a songé à provoquer la formation d'une sorte de confédération de tous les Etats du Nouveau-Monde, ne fût-ce que pour créer une force défensive suffisante et opposer une résistance commune aux pressions périodiques de l'Europe. Qu'il y ait parfois quelque exagération et quelque péril dans ce système, qui tend à faire peser de si sévères responsabilités sur les gouvernements sud-américains, qu'il y ait des abus dans ces demandes d'indemnités qui se sont multipliées, cela est bien possible; mais il y a pour rassurer et désarmer l'Europe un moyen bien plus simple que tous les projets de résistance et les combinaisons d'un droit nouveau américain: c'est de créer enfin un ordre régulier où tous les intérêts nationaux et étrangers soient garantis, où les relations des deux continents soient à l'abri de ces violentes secousses qui se reproduisent trop souvent, et où les seules interventions possibles soient celles du travail, de l'industrie, des immigrations allant du vieux monde dans le nouveau pour y porter et féconder les germes de la civilisation. Cet avenir est, je crois, celui qu'entrevoit patriotiquement M. Calvo, et c'est déjà s'y préparer que de montrer par l'étude du passé comment l'Amérique du Sud a cheminé jusqu'ici dans cette voie laborieuse et difficile des révolutions politiques et diplomatiques.

CH. DE MAZADE.

DU COMMERCE DE LA FRANCE DANS L'AMÉRIQUE DU SUD (1).

M. Charles Calvo (2) s'est proposé de mettre en lumière les actes diplomatiques relatifs à l'Amérique latine depuis l'époque de la découverte de cette vaste et belle contrée jusqu'à nos jours. Ce travail, bien digne de la noble intelligence que n'a pas effrayée une entreprise si considérable, formera 16 vol. in-8°. Trois sont déjà livrés à la publicité, et l'on peut dès à présent apprécier l'immense service que M. Calvo va rendre à l'Amérique latine d'abord, à laquelle il restitue les documents les plus précieux de son histoire, à la diplomatie, qui trouvera dans son livre le texte exact des traités, etc., que cette contrée a passés soit avec la mère-patrie, soit avec d'autres nations européennes, et enfin aux écrivains qui suivent avec intérêt la lutte engagée au sein de ces nombreux Etats entre la barbarie et la civilisation. L'ouvrage de M. Calvo permettra à un grand nombre de lecteurs de découvrir à leur tour l'Amérique latine, car, il faut bien l'avouer, au risque de froisser notre amour-propre national, elle est fort peu connue dans notre pays, où elle n'a guère été étudiée qu'au point de vue des sciences naturelles et du pittoresque. Mais elle mérite d'être envisagée sous d'autres aspects ; on sait notamment qu'elle offre à notre commerce et à notre industrie un vaste marché pour des transactions avantageuses. Il nous sera facile de démontrer sommairement combien la France est intéressée à entretenir des relations de plus en plus suivies avec ces Etats de l'Amérique du Sud qui pourraient être les plus puissants du monde si le chiffre de leur population était en rapport avec l'étendue de leur territoire. Qui ne sait, en effet, que tel d'entre eux qui est à lui seul plus grand que toute l'Europe, ne compte, toute proportion gardée,

(1) *Revue du Monde colonial*, organe des intérêts agricoles, industriels, commerciaux, maritimes, scientifiques et littéraires des Deux-Mondes. Paris, 15 oct. 1862, page 305.

(2) Recueil complet des traités, conventions, capitulations, armistices, et autres actes diplomatiques de tous les Etats de l'Amérique latine, etc., précédé d'un Mémoire sur l'état actuel de l'Amérique, etc., par M. Charles Calvo, chargé d'affaires du Paraguay, t. I. Paris, Durand, éd., rue des Grès.

qu'un très petit nombre d'habitants. Ainsi le Brésil, dont la superficie est de 147,624 milles carrés géographiques, ne renferme que 7,677,800 âmes. On peut dire sans exagération que ces régions sont presque désertes si on les compare à notre vieux continent, où des populations agglomérées se disputent un sol qui devient de jour en jour trop étroit pour les contenir. Aussi voit-on chaque année des habitants déshérités de cette terre qui n'est plus assez féconde pour nourrir tous ses enfants, s'éloigner avec regret du ciel natal pour aller demander aux solitudes de l'Amérique de quoi creuser un sillon et une tombe.

L'Amérique latine comprend, outre le Brésil, le plus important et le plus peuplé de ses Etats, les républiques du Chili, du Rio de la Plata (Provinces Argentines, Paraguay, Uruguay), du Pérou, de la Bolivie, de l'Equateur, de la Nouvelle-Grenade, du Vénézuéla, du Centre-Amérique et du Mexique. Ces Etats ne sont pas, comme pourraient le penser quelques esprits prévenus, étrangers aux progrès de la civilisation moderne. La jeunesse y est instruite et sérieuse, et elle ne vient en Europe que pour y perfectionner son éducation. Elle a du reste sous les yeux de glorieux modèles dans les hommes que les suffrages de leurs concitoyens ont portés au pouvoir suprême. Qui n'a pas entendu parler — pour ne citer que quelques noms — du général Paëz, l'illustre lieutenant de Bolivar, actuellement chef civil et militaire du Vénézuéla; de Carlos-Antonio Lopez, président de la république du Paraguay, et de son fils le brigadier général Lopez, dont la médiation habile et désintéressée a fait rentrer la province de Buénos-Ayres dans la Confédération Argentine après sept ans de séparation? La brutale agression dont le bateau à vapeur qui transportait ce général au retour de sa mission pacifique fut l'objet de la part de deux navires de guerre anglais, a eu récemment un grand retentissement dans le monde diplomatique et a valu à M. Lopez les plus honorables sympathies.

La République Argentine a confié ses destinées au général Mitré, doublement illustre par ses talents militaires et par les savants ouvrages dont il a enrichi la littérature de l'Amérique du Sud.

Les pays que gouvernent ces hommes éminents s'efforcent de rivaliser avec les nations de l'Europe par leur zèle à s'approprier

toutes les inventions, toutes les découvertes qui peuvent contribuer au bien-être des populations, au développement de leurs lumières et de leur moralité. Les chemins de fer, la télégraphie électrique, ont reçu plus d'extension au Chili, au Brésil, dans la Plata et le Pérou que dans beaucoup de contrées de l'Europe. Enfin, dans l'Amérique du Sud, le commerce a pris un essor qui a de beaucoup dépassé les prévisions éloquemment exprimées par M. Thiers, dans un discours qu'il fit, en 1850, à l'assemblée législative, au sujet de la longue mésintelligence qui régnait depuis dix ans entre la République Argentine et la France et l'Angleterre. L'éminent homme d'Etat, voulant montrer combien la France avait intérêt à se maintenir en bons rapports avec l'Amérique du Sud, s'écriait : « Ecoutez cette proportion : Dans l'Amérique du Nord, pour trois cent cinquante bâtiments américains il y a cinquante bâtiments français. Dans l'Amérique du Sud, pour deux cent quatre-vingt-quinze bâtiments français il y a quarante et quelques bâtiments étrangers, et dans ces quarante et quelques il y a trente-neuf espagnols et dix américains. Voilà donc toute l'importance du commerce de l'Amérique du Sud : une rapidité d'accroissement telle qu'elle surpasse même la rapidité d'accroissement du commerce dans l'Amérique du Nord. »

M. Thiers, après une étude approfondie de la question, considérait comme la dernière limite du possible le chiffre de 200 millions auquel il espérait voir s'élever le montant des affaires commerciales de la France avec les Etats de l'Amérique méridionale. Eh bien ! durant les dix années qui se sont écoulées depuis que M. Thiers prononça ce mémorable discours, notre commerce avec cette contrée a pris un accroissement qui tient du prodige. Mais remontons plus haut pour mieux en apprécier les progrès : En 1825, il ne dépassait pas 12 millions de francs ; en 1848, il s'élevait déjà à 150 millions ; en 1855, en y comprenant quelques colonies, il montait à 413 millions, et en 1860, qui est l'époque de son apogée, il a atteint le chiffre de 618 millions de francs !

Après avoir démontré avec plus de détails et, par conséquent, avec plus de clarté que nous ne pouvons le faire ici, l'importance commerciale de l'Amérique du Sud, M. Charles Calvo s'efforce de prouver que les guerres civiles dont elle est trop souvent le théâtre,

tendent à disparaître pour faire place à une ère de calme et de prospérité. Il exprime, à cette occasion, le désir que les Etats dont se compose cet immense continent forment entre eux une Confédération qui les mette à l'abri des dangers auxquels leur isolement les expose. Il appelle l'attention des hommes éclairés sur des idées analogues développées avec talent par un publiciste américain très distingué, M. J.-M. Torres Caicedo, chargé d'affaires du Vénézuéla.

On le voit, l'ouvrage de M. Charles Calvo ne contient pas seulement des documents diplomatiques d'un grand intérêt ; on y trouve aussi des réflexions qui révèlent chez l'auteur les vues supérieures d'un homme d'Etat. Dieu veuille que le brillant avenir qu'il se plaît à présager aux Etats de l'Amérique latine se réalise au gré de ses espérances, et que leurs populations, jusqu'ici continuellement agitées, parviennent à asseoir sur une base solide l'édifice de leur prospérité et de leur puissance !

JULES DE LAMARQUE.

RECUEIL COMPLET DES TRAITÉS
DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE,

Par M. CALVO, chargé d'affaires de la République du Paraguay.

Durand, 1862 (1).

Depuis l'époque des grandes découvertes entreprises par d'illustres voyageurs sur les traces de Christophe Colomb, les progrès de la civilisation dans les deux Amériques se sont accrus avec une rapidité qui n'a pas eu d'exemple dans les annales de l'histoire.

A peine le navigateur génois avait-il touché le sol du Nouveau-Monde, que des milliers d'aventuriers de tous les pays se sont élancés vers ces régions inconnues dont l'or et la conquête promettaient tant de richesses. En peu d'années, après de nouvelles explorations, ces contrées, si fertiles et si peu habitées par les indigènes en raison

(1) Journal *La France*, dirigé par M. le vicomte de la Guéronnière. Paris, 14 novembre 1862.

de l'étendue des vastes territoires, furent aussitôt partagées entre les puissances européennes, qui apportèrent avec leur commerce et leur industrie tous les éléments d'une civilisation destinée bientôt à faire des colonies modernes les rivales de l'ancien continent.

Toutes les nations maritimes de la vieille Europe, disons-nous, envahirent l'Amérique à la suite de nouvelles découvertes. Les grands navigateurs, Cortés, Pizarro, Almagro, Pinzon, Cabral, Magellan et Americo Vespucci, dont le nom fut injustement donné à la conquête de Colomb, ouvrirent le Nouveau-Monde à la satiété de ceux qui ne voyaient dans ces régions éloignées que le moyen d'assouvir la soif de l'or et des richesses. L'Espagne, la France, l'Angleterre, le Portugal, le Danemarck, les Pays-Bas, formèrent des établissements de commerce et d'agriculture, lorsque la mine des trésors fut épuisée au milieu de l'extermination des Indiens et de l'égorgement des envahisseurs entre eux.

Mais de toutes les puissances qui, les premières, ont contribué par leur prépondérance aux développements de l'Amérique, l'Espagne et l'Angleterre ont seules laissé des traces ineffaçables de leur colonisation; à tel point que le Nouveau-Monde est divisé maintenant, aussi bien par les mœurs que par la géographie, en deux parties bien distinctes: la première, essentiellement composée de la race anglo-américaine, et la seconde, de la race hispano-latine.

Dans l'Amérique septentrionale, un grand peuple s'est formé. En moins d'un siècle, il a acquis, par son intelligence, par sa force, par ses progrès, par sa puissance et ses libres institutions, le rang des premières nations du monde.

Non-seulement les chemins de fers parcourent ses provinces, les bateaux à vapeur sillonnent ses mers et ses fleuves, les fils télégraphiques traversent l'immensité de son territoire, mais encore les moindres découvertes de la science trouvent chez lui le meilleur accueil et la plus prompte application. On ne saurait compter les nombreuses machines et les vastes fabriques qui servent à l'industrie; on ne saurait évaluer le chiffre énorme de ses transactions commerciales. Malheureusement, une guerre intestine et sanglante est venue arrêter les rapides développements de ce peuple déjà si avancé, à qui l'avenir semblait promettre tant de prospérités.

Dans l'Amérique méridionale, l'empire du Brésil occupe la première place par l'importance de son gouvernement et par la vaste étendue de ses possessions. Les autres Etats qui entourent ce pays vivent dans l'indépendance la plus complète. Ils ont secoué le joug que leur imposait la métropole, et se sont tous constitués en petites républiques gouvernées par des constitutions et représentées par des présidents.

D'après les plus récentes statistiques établies sur des documents authentiques et officiels, le commerce, dans les divers Etats de l'Amérique méridionale, a acquis des proportions considérables; et les relations extérieures que la France principalement a contractées avec cette partie du Nouveau-Monde, si fertile et si riche, s'augmentent tous les jours d'une manière sensible.

Il est vrai qu'en Europe, si les savants naturalistes ont approfondi la constitution physique et les phénomènes de ce côté du globe terrestre, les voyageurs ont oublié d'étudier l'état de la civilisation et les progrès continuels des peuples qui composent l'Amérique du Sud. On n'a pas fait un examen sérieux de l'état intellectuel, politique, économique et social de ces petites Républiques, dont la prospérité croissante mériterait bien d'attirer des regards de justice, si ce n'est d'admiration.

On parle beaucoup des guerres civiles, des révolutions, des victoires, des revers de tous les Etats, et l'on croit caractériser ainsi les peuples du nouveau continent. On oublie seulement de dire qu'ils ont pris les armes pour secouer le joug et conquérir l'indépendance au prix de leur sang.

C'est précisément parce que l'Amérique méridionale est peu connue, mal jugée, que M. Calvo a entrepris le travail de patience et de recherches qui fait de son livre une œuvre sérieuse et utile.

Ce livre est accompagné d'arguments irrésistibles, de travaux authentiques, de documents et de statistiques véritables. La première preuve sur laquelle il s'appuie est un éloquent discours de M. Thiers, prononcé à l'Assemblée nationale le 5 janvier 1850, sur l'importance du commerce de l'Amérique du Sud, son extension et son avenir. Les prévisions de l'honorable historien ont été rapidement dépassées. Il semblait regarder le chiffre de 200 millions comme exagéré pour

représenter le commerce de la France avec les Etats de l'Amérique latine, et l'année 1860 atteignait 618 millions !

La prospérité des nations est essentiellement prouvée par la grande importance de leurs relations comerciales, qui, avec les progrès incessants de la civilisation, amènent dans un pays le bien-être et les richesses qu'on peut considérer comme le développement intellectuel, politique et social des peuples.

C'est certainement là le but que se propose M. Calvo en poursuivant ses recherches laborieuses. Il nous démontre, à l'aide des intéressants tableaux qu'il a recueillis d'après les documents officiels, la véritable situation du commerce général des Etats indépendants de l'Amérique latine, le rang élevé qu'il occupe dans le monde, ses accroissements considérables et sa supériorité sur la majeure partie des nations de l'Europe.

Mais ce qui constitue particulièrement cet ouvrage, c'est l'étude du droit public américain, qui lui sert de preuve pour établir toute l'importance des Etats qui composent actuellement l'Amérique latine. Il a mis en pratique l'excellent précepte de Mably, qui s'exprime ainsi dans son livre sur l'*Histoire du droit public en Europe :* « Les traités sont les archives des nations, où se déposent les titres de tous les peuples, les obligations mutuelles qui les unissent, les lois qu'elles se sont imposées elles-mêmes, les droits qu'elles ont acquis ou perdus. Peu de connaissances sont aussi utiles pour les hommes d'Etat et même pour les simples particuliers qui savent penser ; et cependant, combien peu s'en sont occupés ! »

M. Calvo s'est imposé la tâche ingrate et longue de rassembler tous les traités, conventions, armistices, mémoires, capitulations qui ont été conclus par les anciennes métropoles, au sujet des conquêtes, des limites, des territoires, du commerce, de la navigation, de la traite des noirs, depuis l'année 1493 jusqu'à la guerre de l'indépendance américaine. Il a joint à son travail toutes les pièces officielles, les actes diplomatiques relatifs à notre époque, les congrès de plénipotentiaires, les projets de confédération et les principales questions du plus haut intérêt pour l'avenir de l'Amérique du Sud.

Chaque document important contenu dans cette étude, à la fois consciencieuse et complète, est accompagné de notes explicatives, de

détails historiques, de justes appréciations, qui rendent intéressante la lecture souvent aride d'actes officiels et de pièces diplomatiques.

Le recueil de ces traités, dont les textes ont été publiés en langues portugaise, espagnole, française et anglaise, formera vingt volumes. Les quatre premiers tomes de cette importante collection ont déjà paru tout récemment; les autres seront édités successivement, de manière à terminer l'ouvrage dans le courant de l'année prochaine.

On ne saurait trop remercier M. Calvo d'avoir entrepris un travail si utile, malgré le peu de temps que lui laissent les fonctions qu'il occupe dans le monde diplomatique. Il n'a pas reculé devant toutes les difficultés des recherches les plus approfondies, car non-seulement il lui a fallu consulter les ouvrages parus jusqu'à ce jour sur la question américaine, tels que les livres de Chiflet, ceux de Martens, de Cussy, les collections de Castro, Abreu et Cantillo, mais encore il a dû compléter ses documents dans les bibliothèques et dans les archives.

Telle est l'œuvre de M. Calvo sur le droit public américain, destinée à intéresser par son actualité ceux qui s'occupent de cette importante question. Consciencieusement traité, profondément étudié dans ses moindres détails, ce livre méritait tout l'accueil dont il a été l'objet, et la lettre de l'honorable ministre des affaires étrangères qui se trouve en tête du premier volume, vient ajouter un nouveau prix à un ouvrage dont Sa Majesté a daigné accepter la dédicace.

STÉPHANE DE ROUVILLE.



ADVERTENCIA.

Los tratados, convenciones, armisticios, y otros actos concernientes á la ocupacion é incorporacion del territorio del Uruguay al Portugal primero, y al Brasil despues, desde 1812, harán parte del *segundo período,* en lo relativo á la guerra de la Independencia de los pueblos del Plata.

En el *primer período*, que se termina con este tomo, se han comprendido los tratados, convenciones, etc., que los reinos de Portugal y del Brasil celebraron con las potencias extranjeras hasta la separacion definitiva de este último de su antigua metrópoli; circunstancia que ha hecho indispensable la alteracion del órden cronológico, pues que la revolucion en las colonias hispano-americanas comenzó el año de 1810, miéntras que la del Brasil solo tuvo lugar en 1823.

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA, GRAN BRETAÑA, PORTUGAL, ETC.



ACTO FINAL
DEL CONGRESO DE VIENA.

(CONTINUACION.)

ARTICLES CONCERNANT LA NAVIGATION DU NECKAR, DU MEIN, DE LA MOSELLE, DE LA MEUSE ET DE L'ESCAUT.

1815.

Liberté de la navigation.

ART. 1er. — La liberté de navigation, telle qu'elle a été déterminée pour le Rhin, est étendue au Neckar, au Mein, à la Moselle, à la Meuse et à l'Escaut, du point où chacune de ces rivières devient navigable jusqu'à leur embouchure.

Abolition des droits d'étape.

ART. 2. — Les droits d'étapes ou de relâche forcée sur le Neckar et sur le Mein seront et demeureront abolis, et il sera libre à tout batelier qualifié de naviguer sur la totalité de ces rivières, de la même manière que cette liberté a été établie par l'article 19 sur le Rhin.

Péages sur le Neckar et le Mein.

ART. 3. — Les péages établis sur le Neckar et le Mein ne seront point augmentés; les gouvernements co-possesseurs de la rive promettent au contraire de les diminuer dans le cas qu'ils excéderaient actuellement les tarifs en usage en 1802

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA, GRAN BRETAÑA, PORTUGAL, ETC.



REGLAMENTO

SOBRE EL RANGO DE LOS AGENTES DIPLOMÁTICOS.

(CONTINUACION.)

ARTIGOS CONCERNENTES Á NAVEGAÇAO DO NECKAR, MENO, MOSELLA, MOSA E ESCALDA.

ART. 1°. — A liberdade da navegação, tal como foi fixada para o Rheno, é extensiva ao Neckar, Meno, Mosella, Mosa e Escalda, desde o ponto em que cada um d'estes rios se torna navegavel até á sua embocadura. 1815. Liberdad[e] da navega[ção]

ART. 2. — Os direitos de transito ou de arribada forçada no Neckar e no Meno são e continuarão sendo abolidos, e será livre a todo e qualquer barqueiro qualificado o navegar na totalidade d'estes rios, do mesmo modo que essa liberdade foi estabelecida pelo artigo 19 no Rheno. Abolição dos direit[os] de transit[o]

ART. 3. — Os direitos de portágem estabelecidos no Neckar e no Meno não serão augmentados; os governos co-possuidores da márgem promettem, pelo contrario, no caso de que excedessem actualmente as tarifas vigentes em 1802, de os igualar aos Diminuiçã[o] das tarifas.

1815. jusqu'au taux de ces tarifs. Ils s'engagent également à ne point grever la navigation par de nouvelles impositions quelconques, et se réuniront, aussitôt que possible, pour convenir d'un tarif aussi analogue à celui de l'octroi sur le Rhin que les circonstances le permettront.

Droits perçus sur la Moselle et la Meuse.

ART. 4. — Sur la Moselle et la Meuse les droits qui y sont perçus actuellement, en vertu des décrets du gouvernement français du 12 novembre 1805 et du 10 brumaire de l'an XIV, ne seront point augmentés; les gouvernements co-possesseurs de la rive promettent au contraire de les diminuer, dans le cas qu'ils fussent plus considérables que ceux sur le Rhin, jusqu'au même taux.

Cet engagement de ne pas rehausser les tarifs actuels ne s'entend néanmoins que de la totalité et du maximum des droits, les gouvernements se réservant expressément de fixer par un nouveau règlement tout ce qui a rapport à la distribution des marchandises assujetties à un moindre tarif dans différentes classes, aux différences établies maintenant pour la remonte et la descente, au bureau de perception, au mode de percevoir, à la police de la navigation, ou à tout autre objet qui aurait besoin d'être réglé ultérieurement.

Ce règlement sera rendu aussi conforme que possible à celui du Rhin, et pour obtenir davantage cette conformité, il sera dressé par ceux des membres de la commission centrale pour le Rhin dont les gouvernements auront aussi des possessions sur la rive de la Moselle et de la Meuse.

Une augmentation du tarif, tel qu'il sera définitivement arrêté par le nouveau règlement, ne pourra plus avoir lieu que si une pareille augmentation était jugée nécessaire sur le Rhin, et dans la même proportion seulement, et aucune autre disposition du règlement ne pourra être changée que d'un commun accord.

Travaux d'entretien.

ART. 5. — Les Etats riverains des rivières spécifiées à l'article 1er se chargent de l'entretien des chemins de halage et des travaux nécessaires dans le lit des fleuves, de la même manière que cela a été arrêté à l'article 7 pour le Rhin.

que estas fixam. Obrigam-se igualmente a não onerar a navegação com quaesquer novos impostos, e se reunirão o mais breve possivel para concordar em uma tarifa tão analoga á dos direitos da navegação no Rheno quanto as circumstancias o permittirem. 1815.

Art. 4. — Os direitos que agora se cobram no Mosella e no Mosa, em virtude dos decretos do governo francez de 12 de novembro de 1806 e de 10 *brumaire* do anno XIV, não serão augmentados; os governos co-possuidores da márgem promettem, pelo contrario, no caso de que fossem mais consideraveis que os do Rheno, de os igualar a estes ultimos.

Direitos que se cobram no Mosella e no Mosa.

Esta obrigação de não augmentar as tarifas actuaes refere-se comtudo sómente ao impórte e ao maximum dos direitos, reservando-se expressamente os governos fixarem, por um novo regulamento, tudo o que diz respeito á distribuição em diversas classes das mercadorias que pagam menores direitos, á differença agora estabelecida para subir e descer o rio, á casa de arrecadação, ao modo de cobrança, á policia da navegação, ou a qualquer objecto que necessite ser regulado ulteriormente.

Este regulamento deverá ser tão conforme quanto possivel com o do Rheno; e para obtêr maior uniformidade, será o mesmo redigido pelos membros da commissão central do Rheno cujos governos tambem tenham possessões na márgem do Mosella e do Mosa.

Não poderá augmentar-se a tarifa que se estabelecer pelo novo regulamento sem que se haja julgado necessario fazer igual augmento na do Rheno, mas sómente na mesma proporção; e nenhuma outra disposição do regulamento poderá ser alterada senão de commum accordo.

Art. 5. — Os Estados que ficam nas márgens dos rios, especificados no artigo 1, encarregam-se da conservação dos caminhos de sirga e das óbras necessarias nos leitos dos rios, pelo modo que foi estabelecido no artigo 7 para o Rheno.

Óbras de conservação.

1815.

Droits respectifs.

ART. 6. — Les sujets des Etats riverains du Neckar, du Mein et de la Moselle jouissent des mêmes droits pour la navigation sur le Rhin, et les sujets prussiens pour celle sur la Meuse, que les sujets des Etats riverains de ces deux dernières, en se conformant toutefois aux règlements y établis.

Navigation de l'Escaut

ART. 7. — Tout ce qui aurait besoin d'être fixé ultérieurement sur la navigation de l'Escaut, outre la liberté de la navigation sur cette rivière prononcée à l'article 1, sera définitivement réglé de la manière la plus favorable au commerce et à la navigation, et la plus analogue à ce qui a été fixé pour le Rhin.

DALBERG.
Le Comte DE KELLER.
CLANCARTY.
WREDE.
TURCKHEIM.
DANZ.
BERCKHEIM.
DE MARSCHALL.
SPAEN.
Le Baron DE LINDEN, sauf la ratification de Sa Majesté le roi.
WESSENBERG.

XVII[e] annexe à l'acte final du congrès de Vienne.

RÈGLEMENT SUR LE RANG ENTRE LES AGENTS DIPLOMATIQUES.

Prétentions de préséance.

Pour prévenir les embarras qui se sont souvent présentés, et qui pourront naître encore des prétentions de préséance entre les différents agents diplomatiques, les plénipotentiaires signataires du traité de Paris sont convenus des articles qui suivent, et ils croient devoir inviter ceux des autres têtes couronnées à adopter le même règlement.

Trois classes.

ART. 1[er]. — Les employés diplomatiques sont partagés en trois classes :

Celle des ambassadeurs, légats ou nonces ;

1815.

Direitos respectivos.

ART. 6. — Os subditos dos Estados que ficam nas márgens do Neckar, do Meno e do Mosella gosarão dos mesmos direitos na navegação do Rheno, e os subditos prussianos na do Mosa, de que gosam os subditos dos Estados que ficam nas márgens d'aquelles dois rios, conformando-se porém com os regulamentos ali estabelecidos.

Navegação do Escalda.

ART. 7. — Tudo o que necessite de ser fixado ulteriormente ácerca da navegação do Escalda, além da liberdade da navegação n'este rio especificada no artigo 1, será definitivamente regulado do modo mais favoravel ao commercio e á navegação, e o mais analogo com o que se estabeleceu para o Rheno.

DALBERG.
O Conde DE KELLER.
CLANCARTY.
WREDE.
TURCKHEIM.
DANZ.
BERCKHEIM.

DE MARSCHALL.
SPAEN.
O Barão DE LINDEN, salva a ratificação de Sua Magestade el rei.
WESSENBERG.

Annexo XVII ao acto final do congresso de Vienna.

REGULAMENTO DE CATEGORIAS ENTRE OS AGENTES DIPLOMATICOS.

Pretenções de precedencia.

Para prevenir os embaraços que por vezes se têem apresentado, e que podem ainda originar-se das pretenções de precedencia entre os differentes agentes diplomaticos, os plenipotenciarios das potencias signatarias do tratado de París convieram nos artigos seguintes, e crêem dever convidar os das outras testas coroadas para adoptar o mesmo regulamento.

Tres classes.

ART. 1. — Os empregados diplomaticos dividem-se em tres classes:

A dos embaixadores, legados ou nuncios;

1815. Celle des envoyés, ministres ou autres accrédités auprès des souverains;

Celle des chargés d'affaires, accrédités auprès des ministres chargés des affaires étrangères.

Caractère représentatif. ART. 2. — Les ambassadeurs, légats ou nonces ont seuls le caractère représentatif.

Mission extraordinaire. ART. 3. — Les employés diplomatiques en mission extraordinaire n'ont à ce titre aucune supériorité de rang.

Rang d'après l'arrivée. ART. 4. — Les employés diplomatiques prendront rang entre eux dans chaque classe, d'après la date de la notification officielle de leur arrivée.

Le présent règlement n'apportera aucune innovation relativement aux représentants du pape.

Réception. ART. 5. — Il sera déterminé dans chaque Etat un mode uniforme pour la réception des employés diplomatiques de chaque classe.

Parenté. ART. 6. — Les liens de parenté ou d'alliance de famille entre les cours ne donnent aucun rang à leurs employés diplomatiques.

Il en est de même des alliances politiques.

Ordre de signature. ART. 7. — Dans les actes ou traités entre plusieurs puissances qui admettent l'alternat, le sort décidera, entre les ministres, de l'ordre qui devra être suivi dans les signatures.

Le présent règlement est inséré au protocole des plénipotentiaires des huit puissances signataires du traité de Paris dans leur séance du 19 mars 1815.

Suivent les signatures dans l'ordre alphabétique des cours.

Autriche.

Le prince DE METTERNICH.

Le baron DE WESSENBERG.

Espagne.

P. GOMEZ LABRADOR.

France.

Le prince DE TALLEYRAND.

Le duc DE DALBERG.

LATOUR DU PIN.

Le comte ALEXIS DE NOAILLES.

1815.

A dos enviados, ministros ou outros acreditados junto dos soberanos;

A dos encarregados de negocios, acreditados junto dos ministros a cujo cargo estão os negocios estrangeiros.

Legados.

ART. 2. — Só os embaixadores, legados ou nuncios têem caracter representativo.

Missão extraordinaria.

ART. 3. — Os empregados diplomaticos em missão extraordinaria não têem por este titulo superioridade alguma de categoria.

Órdem de chegada.

ART. 4. — Os empregados diplomaticos tomarão logar entre si em cada classe, segundo a notificação official da sua chegada.

O presente regulamento nada altera pelo que respeita aos representantes do papa.

Recepção.

ART. 5. — Em cada Estado se determinará um modo uniforme para a recepção dos empregados diplomaticos de cada classe.

Parentesco.

ART. 6. — Os laços de parentesco ou de alliança de familia entre as côrtes não dão maior categoria aos seus empregados diplomaticos.

O mesmo se entende pelo que toca a allianças politicas.

Órdem nas assignaturas.

ART. 7. — Nos actos ou tratados entre muitas potencias que admittem a alternativa, decidirá a sorte entre os ministros sobre a órdem que se deverá seguir nas assignaturas.

O presente regulamento fica inserto no protocolo dos plenipotenciarios das oito potencias signatarias do tratado de París na sua sessão de 19 de março de 1815.

Seguem as assignaturas pela órdem alphabetica das côrtes.

Austria.
O principe DE METTERNICH.
O barão DE WESSENBERG.

Hespanha.
P. GOMEZ LABRADOR.

França.
O principe DE TALLEYRAND.
O duque DE DALBERG.
LATOUR DU PIN.
O conde ALEIXO DE NOAILLES.

1815.

Grande-Bretagne.

CLANCARTY. CATHCART.

STEWART.

Portugal.

Le comte DE PALMELLA.

SALDANHA.

LOBO.

Prusse.

Le prince DE HARDENBERG.

Le baron DE HUMBOLDT.

Russie.

Le comte DE RASOUMOFFSKY.

Le comte DE STACKELBERG.

Le comte DE NESSELRODE.

Suède.

Le comte DE LOWENHIELM.

Extrait du protocole des plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, en date du 3 novembre 1815.

Le Chablais et le Faucigny.

La neutralité de la Suisse sera étendue au territoire qui se trouve au nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris cette ville, au midi du lac d'Annecy, et de là au lac de Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux provinces de Chablais et de Faucigny par l'article 92 de l'acte final du congrès de Vienne.

Réunion de la Savoie à la Sardaigne.

Pour faire participer Sa Majesté le roi de Sardaigne, dans une juste proportion, aux avantages qui résultent des arrangements présents avec la France, il est convenu que la partie de la Savoie qui était restée à la France en vertu du traité de Paris du 30 mai 1814, sera réunie aux Etats de Sadite Majesté, à l'exception de la commune de Saint-Julien, qui sera remise au canton de Genève.

Les cabinets des cours réunies emploieront leurs bons offices pour disposer Sa Majesté Sarde à céder au canton de Genève les communes du Chesne, Thouex et quelques autres nécessaires pour désenclaver le territoire situé entre la route d'Evron et le lac, qui avait été cédé par Sa Majesté Sarde dans l'acte du 29 mars 1815.

Le gouvernement français ayant consenti à reculer ses lignes

1815.

Gran-Bretanha.

CLANCARTY. CATHCART.

STEWART.

Portugal.

O conde DE PALMELLA.

SALDANHA.

LOBO.

Prussia.

O principe DE HARDENBERG.

O barão DE HUMBOLDT.

Russia.

O conde DE RASSOUMOFFSKY.

O conde DE STACKELBERG.

O conde DE NESSELRODE.

Suecia.

O conde DE LOWENHIELM.

Extracto do protocolo dos plenipotenciarios de Austria, Gran-Bretanha, Prussia e Russia, em data de 3 de novembro de 1815.

O Chablais e Faucigny.

A neutralidade da Suissa se estenderá ao territorio que está ao norte de uma linha tirada desde Ugine, incluindo esta villa, ao sul do lago d'Annecy, e d'ali ao lago de Bourget até ao Rhodano, do mesmo modo que se estendeu ás provincias de Chablais e Faucigny pelo artigo 92 do acto final do congresso de Vienna.

A Saboya será reunida á Sardenha.

A fim de que Sua Magestade el rei de Sardenha possa participar, em justa proporção, das vantágens que resultam dos arranjos presentes com a França, conveiu-se em que a parte da Saboya que ficára á França em virtude do tratado de París de 30 de maio de 1814, será reunida aos Estados de Sua dita Magestade, exceptuando o povo de S. Julien, que será restituido ao cantão de Genebra.

Os gabinetes das côrtes reunidas empregarão os seus bons officios para dispôr Sua Magestade Sarda a que ceda ao cantão de Genebra os povos de Chesne, Thouex e quaesquer outros que sejam necessarios para desencravar o territorio situado entre a estrada de Evron e o lago, que fôra cedido por Suá Magestade Sarda pelo acto de 29 de março de 1815.

Tendo o governo francez consentido em recuar as suas linhas

1815. de douane des frontières de la Suisse du côté du Jura, les cabinets des cours réunies emploieront leurs bons offices pour engager Sa Majesté Sarde à les faire reculer également du côté de la Savoie au moins au delà d'une lieue de la frontière suisse, et en dehors des Voirons de Salève et des monts de Sion et de Wuache.



de alfandega das fronteiras da Suissa do lado do Jura, os gabinetes das côrtes reunidas empregarão os seus bons officios para induzir Sua Magestade Sarda a que tambem as recue do lado da Saboya, pelo mênos uma legua além da fronteira süissa e pela parte de fóra dos Voirons de Salève e dos montes de Sion e de Wuache. 1815.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y RUSIA.

1810. *Ukase de Alexandre I, imperador da Russia, prohibindo o commercio entre Portugal e a Russia, datado de S. Petersburgo, em 22 de maio de 1810.*

(Segundo o texto dado por Martens no seu *Recueil des traités.*)

Alexandre I, pela graça de Deus, imperador e autocrata das Russias, etc.

Havendo os acontecimentos politicos, que tiveram logar em Portugal, interrompido o commercio de exportação com aquelle paiz, ficaram comtudo abertos os portos do Brazil aos navios das potencias amigas. Em tal estado de cousas, havemos assentado em fazer as alterações seguintes no tratado celebrado com aquella potencia em 1798, sobre proposta do cavalheiro d'empire, e segundo o aviso do nosso conselho d'Estado.

Prohibição da importação.

ART. 1. — Ficam prohibidas, até nova órdem, toda a importação dos productos de Portugal na Russia, e toda a expedição de navios e mercadorias da Russia para Portugal.

Cessação de impostos.

ART. 2. — Em consequencia d'esta prohibição, e até ulterior explicação do dito tratado de commercio, haverá cessação de

impostos sobre as mercadorias portuguezas taes como o sal e azeites. 1810.

Art. 3. — Os vinhos da Madeira e das ilhas dos Açores, o anil e tabaco do Brazil, que chegarem directamente d'estes paizes, continuarão a gosar do direito de reducção nos impostos. Direito de reducção.

Art. 4. — Todos os assucares, cafés, cacau, pau de campeche, arroz e drogas, que chegarem directamente do Brazil e das suas colonias em navios russos e portuguezes, por conta dos subditos russos e portuguezes, e que fôrem munidos de certidões boas e validas, pagarão sómente metade do imposto. Metade do imposto.

Art. 5. — No caso em que os productos russos sejam expedidos para o Brazil e suas colonias, os privilegios referidos nos titulos VII et VIII do tratado, e que tratam dos direitos de reducção para as mercadorias russas, devem receber a sua execução. Mercadorias russas.

Art. 6. — Em virtude das ordenações publicadas relativamente ao commercio com as potencias amigas, os navios mercantes que chegarem dos portos portuguezes, não entrarão nos portos russos senão depois que a commissão estabelecida para examinar a neutralidade dos navios tenha tomado conhecimento dos papeis, e certificado que não ha connivencia alguma com os Inglezes. Á saída das embarcações portuguezas carregadas de mercadorias russas, os negociantes terão de se conformar com a ordenação de 13 de maio de 1808, e darão uma minuta com juramento á alfandega, de qúe aquellas mercadorias são destinadas a potencias amigas e não a inimigas. Navios mercantes portuguezes.

Art. 7. — Os titulos 4 e 5 d'esta ordenação, relativos á reducção nos impostos das mercadorias importadas e exportadas, ficarão em vigor até 15 de março de 1811. Termo da reducção.

S. Petersburgo, 22 de maio de 1810.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y BRASIL.

CARTA DE LEY

POR LA CUAL EL PRÍNCIPE REGENTE DON JUAN ELEVÓ EL BRASIL A LA CATEGORÍA DE REINO.

NOTICIA HISTÓRICA.

1815. El 16 de diciembre de 1815 el regente creó el título de Reino Unido de Portugal, Brasil y Algarves para la monarquía portuguesa, título que, segun el señor Constancio, historiador brasileño, era evidentemente una pueril ostentacion, imitando la nueva denominacion del imperio británico, el que léjos de consolidar los lazos que unian los dominios de Portugal, solo sirvió para marcar la época precursora de la separacion del Brasil de la madre patria. Este acto del gobierno, dice el mismo autor, fué un anuncio de la intencion de despojar á Portugal de dinero y poblacion, dejándolo entregado al gabinete británico y á la regencia compuesta de instrumentos de él. El reino fué proclamado unido cuando en realidad faltaba muy poco para completar su total desunion; no obstante, la corte y los necios, infatuados de este pomposo título, lo festejaron como si fuese

una garantía de la gloria y prosperidad futura de la nacion portuguesa (1). 1815.

DOCUMENTO.

Carta de lei pela qual o principe regente o senhor dom João elevou o Brazil á categoria de reino, dada no Rio de Janeiro a 16 *de dezembro de* 1815.

(Tirada da legislação portugueza.)

Brazil elevado á categoria de reino.

Dom João, por graça de Deus, principe regente de Portugal e dos Algarves, d'áquém e d'além mar, em Africa de Guiné, e da conquista, navegação e commercio da Ethiopia, Arabia, Persia e da India, etc. Faço saber aos que a presente carta de lei virem, que tendo constantemente em meu real animo os mais vivos desejos de fazer prosperar os Estados que a Providencia divina confiou ao meu soberano regímen; e dando ao mesmo tempo a importancia devida á vastidão e localidade dos meus dominios da America, á copia e variedade dos preciosos elementos de riqueza que elles em si contêem: e outrosim reconhecendo quanto seja ventajosa aos meus fieis vassallos em geral uma perfeita união e identidade entre os meus reinos de Portugal e dos Algarves e os meus dominios do Brazil, erigindo estes áquella graduação e categoria politica, que pelos sobreditos predicados lhes deve competir, e na qual os ditos meus dominios já foram considerados pelos plenipotenciarios das potencias que formáram o congresso de Vienna, assim no tratado de alliança concluido aos 8 de abril do corrente anno, como no tratado final do mesmo congresso; sou portanto servido, e me praz ordenar o seguinte:

(1) *Historia do Brazil*, por F. S. CONSTANCIO, tomo II, pág. 198.

1815. 1° Que desde a publicação d'esta carta de lei o Estado do Brazil seja elevado á dignidade, preeminencia e denominação de *reino do Brazil*.

Reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves.

2° Que os meus reinos de Portugal, Algarves e Brazil formem d'ora em diante um só e unico reino, debaixo do titulo de *Reino Unido de Portugal e do Brazil e Algarves*.

3° Que aos titulos inherentes á corôa de Portugal, e de que até agora hei feito uso, se substitua em todos os diplomas, cartas de leis, alvarás, provisões e actos publicos o novo titulo de *principe regente do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves,* d'áquém e d'além mar, em Africa de Guiné, e da conquista, navegação e commercio da Ethiopia, Arabia, Persia e da India, etc.

E esta se cumprirá, como n'ella se contém. Pelo que mando a uma e outra mesa do desembargo do paço, e da consciencia e órdens, presidente do meu real erario, regedores das casas da supplicação, conselhos da minha real fazenda e mais tribunaes do reino unido, governadores das relações do Porto, Bahia e Maranhão, governadores e capitães generaes e mais governadores do Brazil e dos meus dominios ultramarinos, e a todos os ministros de justiça e mais pessôas a quem pertencer o conhecimento e execução d'esta carta de lei, que a cumpram e guardem, e façam inteiramente cumprir e guardar, como n'ella se contém, não obstante quaesquer leis, alvarás, regimentos, decretos ou órdens em contrario, porque todos e todas hei por derogados, para este effeito sómente, como se d'ellas fizesse expressa e individual menção, ficando aliás sempre em seu vigor. E ao doutor Thomás Antonio de Villa Nova Portugal, do meu conselho, desembargador do paço e chanceller mór do Brazil, mando que a faça publicar na chancellaria, e que d'ella se remettam copias a todos os tribunaes, cabeças de comarca e villas d'este reino do Brazil, publicando-se igualmente na chancellaria mór do reino de Portugal, remettendo-se tambem as referidas copias ás estações competentes, registando-se em todos os logares, onde se costumam registar similhantes cartas, e guardando-se o original no real archivo, onde se guardam as

minhas leis, alvarás, regimentos, cartas e órdens d'este reino do Brazil. 1815.

Dada no palacio do Rio de Janeiro, aos 16 de dezembro de 1815.

PRINCIPE (com guarda).

Marquez DE AGUIAR.

Carta de lei, pela qual Vossa Alteza Real ha por bem elevar este Estado do Brazil á graduação e categoria de reino, e uni-lo aos seus reinos de Portugal e dos Algarves, de maneira que formem um só corpo politico, debaixo do titulo de *Reino Unido de Portugal e do Brazil e Algarves*, tudo na fórma acima declarada.

Para Vossa Alteza Real ver.

MANUEL RODRIGUES GAMEIRO PESSOA a fez.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

1816. *Tratado celebrado entre o principe regente o senhor dom João e dom Fernando VII, rei de Hespânha, para o casamento d'este monarcha com a infanta de Portugal a senhora dona Maria Izabel Francisca, assignado em Madrid a 14 de fevereiro de 1816 e ratificado por parte de Portugal em 20 de junho do dito anno, e pela de Hespânha em 7 de fevereiro de 1817.*

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

Em nome da Santissima Trindade, Padre, Filho e Espirito Santo. Amen.

Communicação os plenos poderes.

O serenissimo mui alto, mui excellente e mui poderoso principe dom João, por graça de Deus, principe regente de Portugal e dos Algarves, etc.; e o serenissimo mui alto, mui excellente e mui poderoso principe dom Fernando VII, pela mesma graça de Deus, rei Catholico das Hespânhas e das Indias, etc., desejosos de estreitar mais e mais os vinculos de parentesco e amisade que os unem para felicidade das suas familias e de seus reinos, Estados e respectivos subditos, com o matrimonio que o mui alto e mui poderoso principe el rei Catholico dom

Fernando VII, de accordo com o mui alto e mui poderoso principe o principe regente de Portugal, tem resolvido contrahir com a mui alta e mui poderosa princeza a serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca, filha dos serenissimos principes do Brazil, têem nomeado e dado seus plenos poderes a fim de concertar este assumpto, a saber: Sua Alteza Serenissima o principe regente de Portugal, a dom José Luiz de Sousa Mourão Botelho, fidalgo da sua real casa, cavalleiro da órdem militar da Torre e Espada, do conselho de Sua Alteza Real e seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario junto de Sua Magestade Catholica; e Sua Magestade Catholica, a D. Pedro Cevallos e Guerra, seu conselheiro d'Estado, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem de Carlos III, das de S. Fernando e do Merito, e de S. Genaro das Duas Sicilias, gentil-homem da câmara com exercicio, seu primeiro secretario d'Estado e do despacho universal, e superintendente geral dos caminhos, canaes, correios e postas de Hespânha e Indias; os quaes, depois de se haverem communicado os seus plenos poderes em devida fórma, convieram em os artigos seguintes: 1816.

Art. 1. — Convencionou-se e ajustou-se que com a graça e benção de Deus, e precedida dispensa do nosso santissimo padre o Papa de todos os parentescos que unem aos dois muito altos e muito poderosos principes, el rei Catholico dom Fernando e a serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca, se celebrarão seus desposorios e matrimonio por palavras de presente, segundo a fórma prescripta pelos sagrados canones e constituições da Igreja catholica apostolica romana; para cuja celebração se fixou o tempo immediato á chegada de Sua Alteza Real a serenissima senhora infanta dona Maria Izabel Francisca a Cadiz ou a outro porto de Hespânha, supposto que ambos os altos contrahentes se acham com a idade capaz para faze-lo, e se não lh'o estorvar algum inconveniente, a bordo da nau em que Sua Alteza venha, por poderes, se Sua Magestade el rei Catholico se não achar presente. Tempo da celebraçaõ.

Art. 2. — Sua Alteza Serenissima o principe regente promette e se obriga a dar e dará á serenissima infanta dona Ma- Dote de quinhentos mil escudos.

1816. ria Izabel Francisca, em dote e a favor do matrimonio com el rei Catholico dom Fernando, a somma de quinhentos mil escudos de oiro do sol, o seu justo valor, em a villa de Madrid, entregando-a, ao effectuar-se o matrimonio, ou no momento da ratificação do presente tratado, a Sua Magestade, ou a quem tivér seus poderes e commissão, se no primeiro caso se não podér entregar.

Pagamento do dote.

ART. 3.— El rei Catholico obriga-se a assegurar e assegurará o dito dote da serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca em boas rendas e consignações seguras, á satisfação do serenissimo principe regente, ou das pessôas que para este effeito nomear ao tempo do pagamento, e remetterá logo ao mesmo principe os documentos da referida consignação. E em caso de dissolver-se o matrimonio, e que por direito tenha logar a restituição do dote, será este restituido á serenissima infanta ou a seus herdeiros e successores, a quem se satisfarão os juros dos quinhentos mil escudos de oiro do sol a rasão de 5 por cento, desde o dia da dissolução até ao da restituição effectiva.

Renuncia á quaesquer acções, direitos e heranças.

ART. 4. — Mediante o pagamento effectivo do dito dote, que fará o principe regente no termo e tempo que vae expressado, se dará por satisfeita a serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca, para não allegar outro algum direito, nem intentar acção ou pretenção alguma, solicitando que lhe pertencem ou podem pertencer outros bens, direitos ou acções, por causa de heranças ou maiores successões dos principes do Brazil, seus paes, nem de outra qualquer maneira e por qualquer causa ou titulo que seja ou fôr, sabido ou ignorado: entendendo-se que de qualquer qualidade e condição que fôrem as cousas acima ditas, deve ficar excluida d'ellas. E a serenissima infanta, antes de effectuar-se o seu desposorio por palavras de presente, fará renuncia em bôa e devida fórma, e com todas as seguranças, solemnidades e requisitos que fôrem precisos para o devido effeito: a qual renuncia confirmará e ratificará logo depois que se tenha celebrado o matrimonio; executando o mesmo Sua Magestade el rei dom Fernando, que já então será seu esposo, com as mesmas fórmas e solemnidades que a serenissima in-

fanta tivér usado em a sobredita primeira renuncia, e mais 1816.
com as clausulas que se julgarem convenientes e necessarias. E Sua Magestade el rei dom Fernando e a serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca ficam e ficarão, assim no presente como para então, obrigados ao effeito e cumprimento da dita renuncia e ratificação d'ella, em virtude e em confirmação dos presentes artigos; devendo ser a citada renuncia e suas ratificações havidas e julgadas, assim no presente como no futuro, por bem feitas e verdadeiramente passadas e outorgadas. E as referidas renuncias se farão da fórma mais authentica e efficaz que podér ser, para que sejam bôas e validas, juntamente com todas as clausulas derogatorias de qualquer lei, jurisdicção, direitos, constituições e costumes a esta contrarias, ou que impeçam ou possam impedir em todo ou em parte as ditas renuncias e ratificações. E para effeito e validação do que acíma fica expressado, Sua Alteza o principe regente e Sua Magestade el rei Catholico derogarão e derogam desde agora sem reserva alguma, e entendem e entenderão, assim no presente como para então, têr derogadas todas as excepções em contrario.

Anneis e joias.

Art. 5. — El rei dom Fernando dará á serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca, á sua chegada a Hespânha, para seus anneis e joias, o valor de oitenta mil pesos, os quaes lhe pertencerão sem difficuldade depois de celebrado o matrimonio, da mesma sorte que todas as joias que trouxér comsigo, e serão suas proprias e de seus herdeiros e successores, e d'aquelles que tivérem seu direito.

Caso de verificar-se a viuvez.

Art. 6. — El rei dom Fernando consignará e constituirá á serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca, na rasão de viuvez, para o caso de verificar-se, o que tem sido sempre costume assignalar-se ás rainhas de Hespânha quando enviuvam, a qual será situada sobre rendas e terras, cujos productos annuaes cheguem á somma da viuvez, constituida na intelligencia de que, não lh'a pagando a corôa, a perceberá por si e por sua auctoridade e de seus commissarios e officiaes, das rendas e terras consignadas. E em ditas terras proverá as justiças, e lhe pertencerá a provisão de officios, como é costume, enten-

1816. dendo-se que os ditos officios não poderão ser dados senão a Hespanhoes de nascimento, como nem a administração e arrendamento das ditas terras, conforme tambem o costume de Hespânha. E a serenissima infanta entrará a possuir a expressada assignação logo que tiverem logar as arrhas, para gosar d'ella toda a sua vida, seja ficando em Hespânha, ou que se retire a outra parte. Porém se em logar do referido a serenissima infanta quizer mais bem um augmento de dote, segundo o mesmo costume de Hespânha, el rei Catholico lhe dará outra tanta quantidade como o importe d'aquelle, e este augmento, no caso de dissolução do matrimonio, e que a serenissima infanta sobreviva a Sua Magestade el rei Catholico, fará vezes de herança para Sua Alteza e para quem d'ella tenha causa, da qual poderá dispôr entre vivos e por ultima vontade. E quando o matrimonio se tenha effectuado se fará á serenissima infanta assignação da dita somma para gosa-la, se succeder o caso de augmento de dote, na fórma que lhe fôrem assignados o capital e a renda do mesmo dote.

Manutenções e gastos.

Art. 7. — El rei dom Fernando dará e assignará á serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca, para o gasto da sua câmara e para mantêr o seu estado e casa, uma somma conveniente que corresponda a mulher de tão alto monarcha, e a filha de tão grandes principes, assignando-lh'a na fórma e maneira que se costuma fazer em Hespânha para similhantes manutenções e gastos.

Cortejo da princeza.

Art. 8. — O principe regente fará conduzir, á sua custa e despeza, a serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca, sua filha, até ao territorio hespanhol com o acompanhamento e dignidade que pertence a tão alta princeza, e da mesma fórma será recebida por parte de el rei Catholico, e tratada e servida com toda a magnificencia que lhe convem.

Caso de dissolver-se o matrimonio.

Art. 9. — Em caso que se dissolva o matrimonio de Sua Magestade Catholica e a serenissima senhora infanta dona Maria Izabel Francisca, e que esta sobreviva ao rei, será livre á dita serenissima infanta ficar em Hespânha no logar que quizer, ou voltar a Portugal ou a outra qualquer parágem conveniente,

ainda que seja fóra dos reinos de Hespânha, todas e quantas vezes bem lhe parecer, com todos os seus bens, dote, arrhas, joias, baixella, vestidos e quaesquer outros moveis, com seus officiaes e creados de sua casa, sem que por qualquer rasão ou consideração que seja se lhe possa pôr impedimento nem embaraço algum á sua partida, directa nem indirectamente, nem impedir-lhe o uso ou recuperação de seus referidos bens, dote, arrhas, joias, baixella e vestidos, nem das assignações que se lhe tiverem feito ou devido fazer; e para este effeito dará el rei Catholico ao principe regente para a expressada serenissima infanta dona Maria Izabel Francisca, sua filha, aquellas cartas e seguranças que fôrem necessarias, firmadas da sua propria mão, e selladas com o seu sêllo, e desde agóra para então o promette e assegura por si e pelos reis seus successores com fé e palavra real. 1816.

Troca das ratificações.

ART. 10. — Os presentes artigos de matrimonio convencionados e ajustados entre os sobreditos plenipotenciarios do principe regente de Portugal e de el rei Catholico, em virtude dos seus plenos poderes respectivos, serão ratificados por Sua Alteza e Magestade, e as ratificações em devida fórma se trocarão dentro de seis mezes, ou antes se fôr possivel.

Em fé do que, nós os referidos plenipotenciarios firmámos de nossos proprios punhos os presentes artigos, e lhe fizemos pôr os sêllos de nossas armas, em Madrid, a 14 de fevereiro de 1816.

D. José Luiz de Sousa. (L. S.)

Pedro Cevallos. (L. S.)

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

1816. *Tratado celebrado entre o principe regente o senhor dom João e Fernando VII, rei de Hespânha, para o casamento da infanta de Portugal a senhora dona Maria Francisca de Assis, com o infante de Hespânha o senhor dom Carlos Maria Izidro; assignado em Madrid a 14 de fevereiro de 1816* (1).

Em nome da Santissima Trindade, Padre, Filho e Espirito Santo. Amen.

Communicação dos plenos poderes respectivos.

O serenissimo mui alto, mui excellente e mui poderoso principe dom João, pela graça de Deus, principe regente de Portugal e dos Algarves, etc., e o serenissimo mui alto, mui excellente e mui poderoso principe dom Fernando VII, pela graça de Deus, rei das Hespânhas e das Indias, etc.; desejosos de estreitar mais e mais os vinculos de parentesco e amisade que os unem para felicidade das suas familias e dos seus reinos, Estados e respectivos subditos, por meio do matrimonio que con-

(1) Não sabemos ao certo a data da ratificação de Sua Magestade Fidelissima a este tratado, mas presumimos têr sido dada a 20 de junho do mesmo anno. Sua Magestade Catholica ratificou-o em 7 de fevereiro de 1817.

-vencionaram, do mui alto e mui poderoso principe o serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro, filho do rei Catholico dom Carlos IV, com a mui alta e mui poderosa princeza a serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, filha dos serenissimos principes do Brazil, nomearam e deram os seus plenos poderes, a fim de concertar este assumpto, a saber : Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, a D. José Luiz de Sousa Botelho Mourão; fidalgo da sua real casa, cavalheiro da órdem militar da Torre e Espada, do conselho de Sua Alteza Real e seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario junto a Sua Magestade Catholica; e Sua Magestade el rei Catholico, a D. Pedro Cevallos e Guerra, seu conselheiro d'Estado, cavalheiro gram cruz da real e distinguida órdem de Carlos III e da de San-Fernando e do Merito, e de San-Genaro das Duas-Sicilias, gentil-homem de câmara com exercicio, seu primeiro secretario d'Estado e do despacho universal, e superintendente geral de caminhos, canaes, correios e postas de Hespânha e Indias; os quaes, depois de terem communicado os seus plenos poderes em bôa e devida fórma, convieram em os artigos seguintes : 1816.

Art. 1. — Conveiu-se e ajustou-se que com a graça e benção de Deus e precedida a dispensa do nosso mui santo padre o papa de todos os parentescos que unem aos dois mui altos e mui poderosos principes o serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro e a serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, se celebrarão os seus desposorios e matrimonio por palavras de presente, segundo a fórma prescripta pelos sagrados canones e constituções da Igreja catholica apostolica romana : para cuja celebração se fixou o tempo immediato á chegada de Sua Alteza Real a serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis a Cadiz ou a outro porto de Hespânha, supposto que ambos os altos contrahentes se acham com a idade capaz para faze-lo, e se não o estorvar algum inconveniente, a bordo do navio em que Sua Alteza venha, por poderes, se não se achar presente o serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro. Celebração dos desposorios e matrimonio.

Art. 2. — Não permittindo as circumstancias actuaes da corôa fundar um morgádo para o serenissimo infante dom Carlos Renda de 50,000 ducados.

1816. Maria Izidro, como o fez seu augusto avô a favor do serenissimo infante dom Gabriel, e considerando el rei Catholico que o dito serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro e sua esposa a serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis devem mantêr decorosamente a dignidade do seu alto nascimento, offerece Sua Magestade Catholica provêr a este objecto com 50,000 ducados, que serão pagos a Sua Alteza dos fructos e rendas do Estado de Albufera, ficando encarregado o serenissimo infante de os perceber directamente por meio do administrador que para ese effeito nomeie para o governo e administração do dito Estado de Albufera, e se por algum motivo, que por agora não se offerece á memoria, não se podér destinar a esse effeito este Estado, se substituirá outro que pelo menos produzca a renda dos 50,000 ducados.

Dote de 500,000 escudos.

ART. 3 (1). — O principe regente promette e se obriga a dar e dará á serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, em dote e a favor do matrimonio com o serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro, e pagará a el rei Catholico e ao referido serenissimo infante ou a quem tivér os seus poderes e commissão, a somma de 500,000 escudos de oiro do sol, ou o seu justo valor, em a villa de Madrid, entregando-a ao effeituar-se o matrimonio, ou no momento da ratificação do presente tratado, se então não se podesse entregar.

Restituição do dote no caso de dissolver-se o matrimonio.

ART. 4. — El rei Catholico e o serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro se obrigam a assegurar e assegurarão o dito dote da serenissima infante dona Maria Francisca de Assis em bôas rendas e consignações seguras á satisfação do principe regente, ou das pessôas que para este effeito nomear ao tempo do pagamento, e desde logo Sua Magestade Catholica assignala para a referida segurança as rendas de Albufera, e remetterá ao principe regente os documentos da dita consignação. E no caso de dissolver-se o matrimonio, e que por direito tenha logar a restituição do dote, será este entregue á serenissima infanta e

(1) Vide em data de 3 de fevereiro de 1817 a declaração relativa a este artigo.

aos seus herdeiros e successores, a quem se satisfarão os juros dos ditos 500,000 escudos de oiro do sol, a rasão de 5 por cento, desde o dia da dissolução até ao da restituição effectiva. 1816.

Respectivas renuncias a quaesquer acções, direitos e heranças.

Art. 5. — Mediante o pagamento effectivo do dito dote que fará o principe regente, em o termo e tempo que vae expressado, se dará por satisfeita a serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, para não allegar outro algum direito, nem intentar alguma acção ou pretenção, solicitando que lhe pertencem ou podem pertencer outros bens, direitos ou acções por causa de heranças ou maiores successões dos principes do Brazil, seus paes, nem de outra qualquer maneira e por qualquer causa ou titulo que seja ou fosse, sabido ou ignorado: entendendo-se que de qualquer qualidade que fôrem as cousas acima ditas, deve ficar excluida d'ellas; e a serenissima infanta, antes de effeituar-se seu desposorio por palavras de presente, fará renuncia em bôa e devida fórma, e com todas as seguranças, solemnidades e requisitos que fôrem precisos para o devido effeito; cuja renuncia confirmará e ratificará logo depois que haja celebrado o matrimonio, executando o mesmo o serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro, que já então será seu esposo, com as mesmas formulas e solemnidades, de que a serenissima infanta tivêr usado em a sobredita primeira renuncia, e além d'isso com as clausulas que se julgarem convenientes e necessarias: e o serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro e a serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis ficam e ficarão, assim do presente como para então, obrigados ao effeito e cumprimento da dita renuncia e ratificação d'ella, por virtude e em conformidade dos presentes artigos; devendo ser a citada renuncia e as suas ratificações havidas e julgadas, assim ao presente como no futuro, por bem feitas e verdadeiramente passadas e outorgadas. E as referidas renuncias se farão na fórma mais authentica e efficaz que podér ser, para que sejam boas e validas, juntamente com todas as clausulas derogatorias de qualquer lei, jurisdicção, direitos, constituições e costumes a isto contrarios, ou que impeçam ou possam impedir em todo ou em parte as ditas renuncias e ratificações. E para este effeito

1816. e validade do que acima fica expressado, Sua Magestade el rei Catholico e Sua Alteza o principe regente derogarão desde agora sem reserva alguma, e entendem e entenderão, assim ao presente como para então, têr derogadas todas as excepções em contrario.

Anneis e joias.

ART. 6. — El rei Catholico dará á serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, na sua chegada a Hespânha, para os seus anneis e joias, o valor de 80,000 pesos (1), os quaes lhe pertencerão sem difficuldade, depois de celebrado o matrimonio, da mesma sorte que todas as joias que trouxer comsigo, e serão suas proprias e de seus herdeiros e successores, e d'aquelles que tivérem o seu direito.

Caso de viuvez, e de dissolução do matrimonio.

ART. 7. — El rei Catholico consignará e constituirá á serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, por motivo de viuvez, para o caso de se verificar, por um equivalente a 20,000 escudos de oiro do sol, a metade das commendas que gosa o serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro, durante a sua viuvez; cujas rendas perceberá a serenissima infanta por si e por sua auctoridade, e a dos seus commissarios e officiaes. E a serenissima infanta entrará a possuir a expressada consignação, logo que tiverem logar as arrhas, para gosar d'ella toda a sua vida, seja que fique em Hespânha ou que se retire a outra parte. Porém, se em logar do referido a serenissima infanta quizer mais bem um augmento de dote, conforme o costume de Hespânha, el rei Catholico lhe dará a somma de 166,666 escudos de oiro do sol e dois terços de outro, que são a terceira parte do dito dote, e este augmento, no caso de dissolução de matrimonio, e que a serenissima infanta sobreviva ao serenissimo infante, fará as vezes de herança para Sua Alteza, e para quem d'ella tenha causa, da qual poderá dispôr entre vivos e por ultima vontade. E quando o matrimonio se haja effectuado, se fará á serenissima infanta consignação da dita somma para gosala, se succedesse o caso de augmento de dote, em a fórma por que lhe fôrem assignados o capital e a renda do mesmo dote.

(1) Na ratificação de Sua Magestade Catholica, diz-se *trinta mil.*

ART. 8. — El rei Catholico dará e assignará á serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, para o gasto da sua câmara, uma somma conveniente, qual corresponde á grandeza de seu augusto esposo, e a uma filha de tão altos principes, assignando-lh'a em a fórma e maneira que se costuma fazer em Hespânha para similhantes manutenções e gastos. 1816. Gastos e manutenções.

ART. 9. — O principe regente fará conduzir, a sua custa e gastos, a serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, sua filha, até ao territorio hespanhol, com o acompanhamento e dignidade que pertence a tão alta princeza, e do mesmo modo será recebida por parte de el rei Catholico, e tratada e servida com toda a magnificencia que lhe convem. Cortejo da princeza.

ART. 10. — No caso de dissolver-se o matrimonio do serenissimo infante dom Carlos Maria Izidro e da serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, e que esta sobreviva ao infante, será livre á dita serenissima infanta ficar em Hespânha no logar em que quizer, ou tornar a Portugal ou a qualquer outra parte conveniente, ainda que seja fóra dos reinos de Hespânha, todas e quantas vezes bem lhe parecer, com todos os seus bens, dote, arrhas, joias, baixella, vestidos e quaesquer outros moveis, com os seus officiaes e creados da sua casa, sem que por qualquer rasão ou consideração que seja se lhe possa pôr impedimento nem embaraço algum á sua partida, directa ou indirectamente, nem impedir-lhe o uso ou recuperação dos seus referidos bens, dote, arrhas, joias, baixella e vestidos, nem das consignações que se lhe tivérem feito; e para este effeito dará el rei Catholico ao principe regente, para a expressada serenissima infanta dona Maria Francisca de Assis, sua filha, aquellas cartas e seguridades que fôrem necessarias, firmadas de sua propria mão, e selladas com o seu sêllo; e desde agóra para então o promette e assegura por si e pelos reis seus successores com fé e palavra real. Caso de dissolver-se o matrimonio.

ART. 11. — Os presentes artigos de matrimonio convindos e ajustados entre os sobreditos plenipotenciarios do principe regente de Portugal e de el rei Catholico, em virtude dos seus respectivos plenos poderes, serão ratificados por Sua Magestade Troca das ratificações.

1816. e Alteza, e as ratificações em bôa e devida fórma se trocarão dentro de seis mezes, ou antes se fôr possivel.

Em fé do qual, nós os referidos plenipotenciarios firmámos de nossos proprios punhos os presentes artigos, e lhes fizemos pôr os sêllos de nossas armas, em Madrid, a 14 de fevereiro de 1816.

D. José Luiz de Sousa. (L. S.)

Pedro Cevallos. (L. S.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

Escriptura e contrato matrimonial da infanta de Portugal a senhora dona Maria Izabel Francisca com dom Fernando VII, rei de Hespânha, assignada em Madrid a 22 de fevereiro de **1816.** 1816.

(Archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros. — Copia (1).)

Em nome da Santissima Trindade, Padre, Filho e Espirito Santo, tres pessôas e um só Deus: á sua honra e gloria e bem d'estes reinos.

Seja notorio a todos os que a presente escriptura e contrato matrimonial virem, que no dia de hoje, 22 de fevereiro do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1816, perante mim D. Francisco Bernaldo de Queiroz, marquez de Campo Sagrado, tenente general dos reaes exercitos, do conselho d'Estado, e secretario d'Estado do despacho da guerra, e notario d'estes reinos, o muito alto, muito excellente e muito

(1) É sem duvida a traducção do original que deve têr sido escripto em idioma hespanhol.

1816. poderoso principe rei nosso senhor dom Fernando VII, por graça de Deus, rei de Castella, de Leão, de Aragão, das Duas Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galliza, de Malhorca, de Sevilha, de Sardenha, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jaen, dos Algarves, de Algesiras, de Gibraltar, das ilhas Canarias, das Indias Orientaes e Occidentaes, ilhas e terra firme do mar Oceano, archiduque de Austria, duque de Borgonha, de Brabante e de Milão, conde de Abspurg, Flandres, Tyrol e Barcelona, senhor de Biscaya e de Molina, etc.; os muito altos, muito excellentes e muito poderosos infantes de Hespânha, dom Carlos Maria Izidro, e dom Antonio Pascoal, irmão e tio de el rei nosso senhor, de uma parte; e da outra o senhor D. José Luiz de Sousa Botelho Mourão, fidalgo da casa real, cavalleiro da órdem militar da Torre e Espada, coronel de cavallaria, do conselho de Sua Alteza Real o muito alto, muito excellente e muito poderoso principe o principe regente de Portugal, e seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario junto de Sua Magestade, auctorisado com o seu pleno poder, o qual ha de ficar em minhas mãos, e cuja copia se inserirá no fim d'esta escriptura; achando-se presentes os senhores marquez de la Lapilla e Monasterio, mórdômo mór nomeado da serenissima senhora infanta dona Maria Francisca d'Assis, cavalleiro gram cruz da real órdem hespanhola de Carlos III; duque de Aragon, capitão das guardas da real pessôa, cavalleiro gram cruz da mesma órdem; marquez de Villadarias e da Véra, capitão supranumerario na ausencia e enfermidades do proprietario; marquez de Valparaiso, capitão que foi do mesmo real côrpo, cavalleiro gram cruz da real e distinguida órdem de Carlos III; duque del Parque, capitão que foi do mesmo real côrpo, cavalleiro gram cruz da referida real órdem, e das de S. Fernando e S. Hermenegildo, embaixador de Sua Magestade na côrte de París; patriarcha das Indias, pro-capellão mór d'el rei nosso senhor, cavalleiro gram cruz e gram chanceller da citada órdem; D. Christovão Bencomo, do conselho e câmara de Castella, confessor de Sua Magestade; duque do Infantado, coronel das

Plenipotenciario.

guardas reaes hespanholas, presidente do conselho real, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III; marquez de S. Simão, coronel das guardas reaes walonas, cavalleiro gram cruz da mesma órdem, e capitão general dos reaes exercitos; o bailio D. Antonio Valdez, conselheiro d'Estado, cavalleiro da insigne órdem do Tosão de Oiro e capitão general da real armada; conde de Colomera, conselheiro d'Estado, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III e da de S. Hermenegildo, e capitão general dos reaes exercitos; marquez das Hormazas, conselheiro d'Estado; D. Pedro Cevallos e Guerra, conselheiro d'Estado e primeiro secretario d'Estado e do despacho universal, e interino do da graça e justiça, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III, das de S. Fernando e do Merito, e S. Januario das Duas Sicilias; D. Antonio de Cordova e Heredia, conselheiro d'Estado; D. Miguel de Lardizabal, conselheiro d'Estado, e cavalleiro gram-cruz da real órdem americana de Izabel a Catholica; D. José de Ybarra, conselheiro d'Estado; D. José Vasques Figueirôa, do conselho d'Estado, e secretario d'Estado do despacho universal da marinha, cavalleiro gram cruz da real órdem americana de Izabel a Catholica; D. Manuel Lopes Araujo, do conselho d'Etado, e secretario d'Estado do despacho universal de fazenda; bispo inquisidor geral, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III; duque de Veragua, do conselho d'Estado, e presidente da fazenda, cavalleiro gram cruz da mesma órdem e da americana de Izabel a Catholica; duque de Granada de Ega, presidente do conselho de órdens, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem de Carlos III; os gentís homens da câmara de Sua Magestade: duque de Hijar, cavalleiro gram cruz da mesma real e distincta órdem de Carlos III; D. José Artiaga, capitão general de Castella a Nova, cavalleiro gram cruz da referida órdem; conde do Rafal; marquez de Montealegre, e conde de Oñate, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem de Carlos III; conde de Trastamara, cavalleiro gram cruz da mesma órdem; conde de Villa Monte, conde de Salvaterra; marquez de Santa

1816. Cruz, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem de Carlos III; marquez de Malferit; D. José Gutierres de los Rios; conde de Belbeder, cavalleiro gram cruz da órdem de S. Fernando; duque de Rivas; marquez de Serralbo; senhor de Rubianes; duque de Osuna; duque de Frias; marquez de Ayerve; e os capitães generaes do exercito e da real armada: D. Felix de Fexada, decano do conselho do almirantado, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem de Carlos III e da de S. Hermenegildo; marquez de Santa Cruz de Marcenado, cavalleiro gram cruz da órdem de S. Hermenegildo; D. José de Palafox e Melci, cavalleiro gram cruz das órdens de S. Fernando e S. Hermenegildo; e D. Joaquim Blake, engenheiro general, e cavalleiro gram cruz das mesmas duas órdens: estipulando el rei por si e pelos ditos serenissimos infantes, e o citado senhor D. José Luiz de Sousa, por Sua Alteza o serenissimo principe regente, e em seu nome; disseram e declararam que, desejosos de que para maior serviço de Deus, exaltação da nossa santa fé catholica e bem da christandade, se estreite com mais fortes e novos vinculos o parentesco que felizmente existe entre as duas reaes familias, e que se conservem e firmem entre Sua Magestade Catholica e Sua Alteza Real o principe regente e seus successores, a amizade, amor e bôa harmonia e correspondencia que tanto interessa ás suas duas monarchias, subditos e vassallos, julgáram que nada poderia contribuir mais efficaz e seguramente para conseguir tão importantes e saudaveis fins, como o unir-se em matrimonio el rei nosso senhor á muito alta e muito poderosa princeza a serenissima senhora infanta D. Maria Izabel Francisca, filha dos muito altos e muito excelsos e muito poderosos principes do Brazil; e para que tenha effeito, a Magestade Catholica de el rei nosso senhor, por si e pelos referidos serenissimos infantes, e o citado senhor ministro plenipotenciario e enviado extraordinario D. José Luiz de Sousa, em nome do serenissimo principe regente de Portugal, tratáram e concordáram nos artigos seguintes:

Celebração dos desposorios e matrimonio.

Art. 1. — Conveiu-se e ajustou-se que, com a graça e benção de Deus, e precedendo dispensa do nosso muito santo padre o

papa de todos os parentescos que unem os dois muito altos e muito poderosos principes el rei Catholico D. Fernando e a serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca, se celebrarão os seus desposorios e matrimonio por palavras de presente, segundo a fórma prescripta pelos sagrados cânones e constituições da Igreja catholica apostolica romana; para cuja celebração se fixou o tempo immediato á chegada de Sua Alteza Real a serenissima senhora infanta D. Maria Izabel Francisca a Cadiz ou a outro porto de Hespânha, supposto que ambos os altos contrahentes se acham com a idade capaz para faze-lo, e se não o estorvar algum inconveniente, a bordo do navio em que Sua Alteza Real venha, por poderes, se Sua Magestade el rei Catholico se não achar presente. 1816.

ART. 2. — Sua Alteza serenissima o principe regente promette e se obriga a dar e dará á serenissima senhora infanta D. Maria Izabel Francisca, em dote e a favor do matrimonio com el rei Catholico D. Fernando, a somma de 500,000 escudos de oiro do sol ou o seu justo valor, na villa de Madrid, entregando-a ao effeituar-se o matrimonio ou no momento da ratificação do presente tratado a Sua Magestade, ou a quem tivér os seus poderes é commissão, se no primeiro caso não podér entregar-se.

Dote de 500,000 escudos.

ART. 3. — El rei Catholico se obriga a assegurar e assegurará o dito dote da serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca, em bôas rendas e assignações seguras, á satisfação do serenissimo principe regente ou das pessôas que para este effeito se nomearem ao tempo do pagamento, e remetterá logo ao mesmo principe os documentos da referida assignação. E no caso de dissolver-se o matrimonio, e que por direito tenha logar a restituição do dote, será este restituido á serenissima infanta ou a seus herdeiros e successores, a quem se satisfarão os reditos dos ditos 500,000 escudos de oiro do sol, a rasão de 5 por cento, desde o dia da dissolução até o dia da restituição effectiva.

Rendas e assignações seguras.

ART. 4. — Mediante o pagamento effectivo do dito dote que fará o principe regente no termo e tempo que vae expressado, se dará por satisfeita a serenissima infanta D. Maria Izabel Fran-

Reciprocas renuncias a quaesquer acções, direitos e heranças.

1816. cisca para não allegar outro algum direito, nem intentar acção ou pretenção alguma, solicitando que lhe pertencem ou possam pertencer outros bens, direitos ou acções por causa de heranças ou maiores successões dos principes do Brazil, seus paes, nem de outra qualquer maneira e por qualquer causa ou titulo que seja, quér seja sabido ou ignorado ; entendendo-se que de qualquer qualidade e condição que fôrem as cousas acima ditas, deve ficar excluida d'ellas. E a serenissima infanta antes de effeituar-e o seu desposorio por palavras de presente, fará renuncia em bôa e devida fórma, e com todas as seguranças, solemnidades e requisitos que fôrem precisos para o devido effeito : a qual renuncia confirmará e ratificará logo depois que se haja celebrado o matrimonio, executando o mesmo Sua Magestade el rei D. Fernando, que já então será seu esposo, com as mesmas fórmas e solemnidades que a serenissima infanta houver praticado na sobredita primeira renuncia, e além d'isto com as clausulas que julgarem convenientes e necessarias. E Sua Magestade el rei D. Fernando e a serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca ficam e ficarão, assim ao presente como para então, obrigados ao effeito e cumprimento da dita renuncia e ratificação d'ella, por virtude e em confirmação dos presentes artigos, devendo ser a citada renuncia e suas ratificações havidas e julgadas, assim ao presente como para o futuro, por bem feitas e verdadeiramente passadas e outorgadas. E as referidas renuncias se farão na fórma a mais authentica e efficaz que ser possa, para que sejam bôas e validas, juntamente com todas as clausulas derogatorias de qualquer lei, jurisdicção, direitos, constituições e costumes a isso contrarias, ou que impeçam ou possam impedir em todo ou em parte as ditas renuncias e ratificações. E para effeito e validade do que acima fica expressado, Sua Magestade el rei Catholico e Sua Alteza o principe regente derogarão e derogam desde agora, sem reserva alguma, e entendem e entenderão, assim ao presente como para o futuro, terem derogadas todas as excepções em contrario.

El rei dará 80,000 pesos.

ART. 5. — El rei D. Fernando dará á serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca, á sua chegada a Hespânha, para seus

anneis e joias, o valor de 80,000 pesos, as quaes lhe pertencerão sem difficuldade depois de celebrado o matrimonio, da mesma sorte que todas as joias que trouxér comsigo, e serão suas proprias e de seus herdeiros e successores, e d'aquelles que tivérem seu direito. 1816.

Art. 6. — El rei D. Fernando consignará e constituirá a serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca, por motivo de viuvez, para o caso de verificar-se, aquillo que tem sido sempre costume assignalar-se ás rainhas de Hespânha, quando enviuvam, o que será estabelecido sobre rendas e terras, cujos productos annuaes cheguem á somma da viuvez constituida, na intelligencia de que, não a pagando a corôa, a perceberá por si e por sua auctoridade e dos seus commissarios e officiaes, das rendas o terras consignadas. E nas ditas terras proverá as justiças, e lhe pertencerá o provimento dos officios como é costume; entendo-se que os ditos officios não poderão ser dados senão a Hespanhoes de nascimento, assim como a administração e arrendamento das ditas terras, conforme o costume de Hespânha. E a serenissima infanta entrará a possuir a expressada assignação logo que tivérem logar as arrhas, para gosar d'ella toda a sua vida, seja que fique em Hespânha ou que se retire para outra parte. Porém se em logar do referido a serenissima infanta quizesse antes um augmento de dote, segundo o mesmo costume de Hespânha, el rei Catholico le dará outra tanta quantidade como o importe d'aquelle, e este augmento, no caso de dissolução do matrimonio, e de que a serenissima infanta sobreviva a Sua Magestade el rei Catholico, servirá de herença para Sua Alteza e para quem a ella tivér direito, da qual poderá dispôr entre vivos e por ultima vontade. E quando o matrimonio se tenha effeituado se fará á serenissima infanta assignação da dita somma para gosar d'ella, se succeder o caso de augmento de dote, na fórma que fôrem assignados o capital e a renda do mesmo dote.

Caso de viuvez.

Art. 7. — El rei D. Fernando dará e assignará á serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca, para o gasto de sua câmara e para mantêr o seu estado e casa, uma somma conveniente

Manutenções e gastos.

1816. que seja correspondente á mulher de tão alto monarcha, e á filha de tão grandes principes, assignando-a na fórma e maneira que se costuma fazer em Hespânha para similhantes manutenções e gastos.

Cortejo da princeza.

ART. 8. — O principe regente fará conduzir á sua custa e despeza a serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca, sua filha, até o territorio hespanhol com o cortejo e dignidade que pertence a tão alta princeza, e da mesma fórma será recebida por parte de el rei Catholico, e tratada e servida com toda a magnificenca que lhe convem.

Caso de dissolução do matrimonio.

ART. 9. — No caso que se dissolva o matrimonio de Sua Magestade Catholica e a serenissima senhora infanta D. Maria Izabel Francisca, e que esta sobreviva a el rei, será livre á dita serenissima infanta ficar em Hespânha no logar que quizer, ou voltar a Portugal ou a qualquer outra parágem conveniente, ainda que seja fóra dos reinos de Hespânha, todas e quantas vezes bem lhe parecer, com todos os seus bens, dote, arrhas, joias, baixella, vestidos e quaesquer outros moveis, com seus officiaes e criados de sua casa, sem que por qualquer rasão ou consideração que seja se lhe possa pôr impedimento nem embaraço algum á sua partida, directa ou indirectamente, nem impedir-lhe o uso ou recuperação dos seus referidos bens, dote, arrhas, joias, baixella e vestidos, nem das assignações que se lhe tivessem feito ou devido fazer : e para este effeito dará el rei Catholico ao principe regente para a expressada serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca, sua filha, aquellas cartas e seguranças que fôrem necessarias, firmadas pelo seu proprio punho, e selladas com o seu sêllo, e desde agora para então o promette e assegura por si e pelos reis seus successores, com fé e palavra real.

Troca das ratificações.

ART. 10. — Os presentes artigos de matrimonio convindos e ajustados entre os sobreditos plenipotenciarios del rei Catholico e do principe regente de Portugal, em virtude dos seus respectivos plenos poderes, serão ratificados por Sua Magestade e Alteza, e as ratificações em bôa e devida fórma se trocarão dentro de seis mezes, ou antes se possivel fôr.

E Sua Magestade Catholica se tem obrigado e obriga a fazer registar o presente contrato, sem reserva nem limitação alguma, no seu conselho d'Estado e nas demais partes que fôr costume, e o dito senhor ministro plenipotenciario e enviado extraordinario, D. José Luiz de Sousa, tem promettido e promette igualmente em nome do serenissimo principe regente, que Sua Alteza approvará e ratificará, artigo por artigo, o presente contrato, e dará suas cartas de ratificação expedidas em bôa e devida fórma dentro do termo assignalado, contado desde a data d'este tratado, para que se troquem na fórma do costume; com promessa de faze-lo registar tambem no conselho d'Estado de Sua Alteza o principe regente, e nas demais partes que fôr costume, sem restricção nem modificação alguma; promettendo respectivamente Sua Magestade Catholica e Sua Alteza o principe regente, por si e pela serenissima infanta D. Maria Izabel Francisca, e por seus herdeiros e successores, guardar, cumprir e observar inviolavelmente os sobreditos artigos e convenções, sem contravir jamais a elles, nem permittir que se contravenha directa ou indirectamente, porque assim Sua Magestade e Altezas os serenissimos infantes, e o senhor ministro plenipotenciario, D. Jose Luiz de Sousa, em nome do serenissimo principe regente, o têem estipulado, promettido e outorgado, e o têem firmado com seus proprios punhos; achando-se presentes por testemunhas os senhores conde de Miranda, marquez de Valverde, conde Torrejon, duque de Sedavi, duque de Montemar, marquez de Ariza, conde de la Puebla del Maestre, marquez de Villanova do Douro, conde de Villariezo, marquez de Belgida, marquez de Altorga e marquez de Villa Franca. De cujo referido tratado e contrato, eu o dito secretario d'Estado e notario dos reinos, D. Francisco Bernaldo de Queiroz, marquez de Campo Sagrado, tenho feito dois originaes de um mesmo teôr; um para pôr nas mãos do dito senhor ministro plenipotenciario, D. José Luis de Sousa, e o outro para ficar nas minhas, e tirar d'elle e entregar os instrumentos e traslados auctorisados, que fôrem necessarios e se me pedirem.

1816.

Cartas de ratificação.

Foi feito o sobredito na heroica villa de Madrid, côrte de Sua

1816. Magestade Catholica, e em seu real palacio, nos referidos dia, mez e anno no principio d'esta escriptura mencionados.

Eu el Rei.

Carlos. D. José Luiz de Sousa.
Antonio.

Passou perante mim o secretario d'Estado, escrivão e notario publico, acima dito.

Francisco Bernaldo de Queiroz.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

Escriptura e contrato matrimonial da infanta de Portugal a senhora dona Maria Francisca de Assis, com o infante de Hespânha o senhor dom Carlos Maria Izidro; assignada em Madrid a **22** *de fevereiro de* **1816.** 1816.

(Archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros. — Copia (1).)

Em nome da Santissima Trindade, Padre, Filho e Espirito Santo, tres pessôas e um só Deus: á sua honra e gloria, e bem d'estes reinos.

Seja notorio a todos os que a presente escriptura e contrato matrimonial virem, que no dia de hoje, 22 de fevereiro do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1816, perante mim D. Francisco Bernaldo de Queiroz, marquez de Campo Sagrado, tenente general dos reaes exercitos, do conselho d'Estado e secretario d'Estado e do despacho da guerra, e notario d'estes reinos, o muito alto, muito excellente e muito

(1) É sem duvida a traducção do original que deve têr sido escripto em idioma hespanhol.

1816. poderoso principe, el rei nosso senhor Fernando VII, por graça de Deus, rei de Castella, de Leão, de Aragão, das Duas Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galliza, de Malhorca, de Sevilha, de Sardenha, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jaen, dos Algarves, de Algesiras, de Gibraltar, das ilhas Canarias, das Indias Orientaes e Occidentaes, ilhas e terra firme do mar Oceano, archiduque de Austria, duque de Borgonha, de Brabante e de Milão, conde de Abspurg, Flandres, Tyrol e Barcellona, senhor de Biscaya e de Molina, etc.; os muito altos, muito excellentes e muito poderosos infantes de Hespânha dom Carlos Maria Izidro e dom Pascoal, irmão e tio d'el rei nosso senhor, de uma parte; e da outra o

Plenipotenciario. Sr. D. José Luiz de Sousa Botelho Mourão, fidalgo da casa real, cavalleiro da órdem militar da Torre e Espada, coronel de cavallaria, do conselho de Sua Alteza Real o muito alto, muito excellente e muito poderoso principe, o principe regente de Portugal, e seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario junto de Sua Magestade, auctorisado com seu pleno poder, o qual ha de ficar em minhas mãos, e cuja copia se inserirá no fim d'esta escriptura; achando-se presentes os Srs. marquez de la Lapilla e Monasterio, mórdômo-mór nomeado da serenissima senhora infanta dona Maria Francisca de Assis, cavalleiro gram cruz da real órdem hespanhola de Carlos III; duque de Aragão, capitão das guardas da real pessôa, cavalleiro gram cruz da mesma real órdem; marquez de Villadarias e de la Véra, capitão supranumerario na ausencia e enfermidades do proprietario; marquez de Valparaiso, capitão que foi do mesmo real côrpo, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III; duque del Parque, capitão que foi do mesmo real corpo, cavalleiro gram cruz da referida real órdem, e das de S. Fernando e S. Hermenegildo, embaixador de Sua Magestade na côrte de París; patriarcha das Indias, pro-capellão-mór d'el rei nosso senhor, cavalleiro gram cruz e gran chanceller da citada órdem; D. Christovão Bencomo, do conselho e câmara de Castella, confessor de Sua Magestade; duque do Infantado, coronel das reaes guardas hespanholas, presidente do conselho

real, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III; marquez de S. Simão, coronel das reaes guardas walonas, cavalleiro gram cruz da mesma órdem, capitão general dos reaes exercitos; o bailio D. Antonio Valdez, conselheiro d'Estado, cavalleiro da insigne órdem do Tosão de Oiro, e capitão general da real armada; conde de Colomera, conselheiro d'Estado, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III, e da de S. Hermenegildo, e capitão general dos reaes exercitos; marquez das Hormazas, conselheiro d'Estado; D. Pedro Cevallos e Guerra, conselheiro d'Estado, e primeiro secretario d'Estado e do despacho universal, e interino do da graça e justiça, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III, das de S. Fernando, e do Merito, e S. Januario das Duas Sicilias; D. Antonio Cordoba e Heredia, conselheiro d'Estado; D. Miguel de Lardizabal, conselheiro d'Estado, e cavalleiro gram cruz da real órdem Americana de Izabel a Catholica; D. José Ybarra, conselheiro d'Estado; D. José Vasquez Figueiroa, do conselho d'Estado e secretario d'Estado, e do despacho universal da marinha, cavalleiro gram cruz da real órdem americana de Izabel a Catholica; D. Manuel Lopes Araujo, do conselho d'Estado, e secretario d'Estado do despacho universal da fazenda; bispo inquisidor geral, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem hespanhola de Carlos III; duque de Veragua, do conselho d'Estado, e presidente do da fazenda, cavalleiro gram cruz da mesma órdem e da americana de Izabel a Catholica; duque de Granada de Ega, presidente do conselho de órdens, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem de Carlos III; os gentis homens da câmara de Sua Magestade: duque de Hijar, cavalleiro gram cruz da mesma real e distincta órdem de Carlos III; D. José Artiaga, capitão general de Castella a Nova, cavalleiro gram cruz da referida órdem; conde de Rafal; marquez de Montalegre, e conde de Onate, cavalleiro gram cruz da real e distincta órdem de Carlos III; conde de Trastamára, cavalleiro gram cruz da mesma órdem; conde de Vilamonte; conde de Salvaterra; marquez de Santa Cruz, cavalleiro gram cruz da real e distincta 1816.

1816. órdem de Carlos III; marquez de Malferit; D. José Gutierres de los Rios; conde de Belbeder, cavalleiro gram cruz da órdem de S. Fernando; duque de Rivas; marquez de Serralvo; senhor de Rubianes; duque de Osuna; duque de Frias; marquez de Ayerve; e os capitães generaes do exercito e da real armada: D. Felix de Fechada, decano do conselho do almirantado, cavalleiro gram-cruz da real e distincta órdem de Carlos III e da de S. Hermenegildo; marquez de Santa Cruz de Marcenado, cavalleiro gram cruz da órdem de S. Hermenegildo; D. José de Palafox e Melci, cavalleiro gram cruz das órdens de S. Fernando e S. Hermenegildo; e D. Joaquim Blake, engenheiro general, e cavalleiro gram cruz das mesmas duas órdens; estipulando el rei por si e pelos ditos serenissimos infantes, e o citado D. José Luiz de Sousa por Sua Alteza o serenissimo principe regente, e em seu nome disseram e declaráram que, desejosos de que para maior serviço de Deus, exaltação na nossa santa fé catholica, e bem da christandade, se estreite com mais fortes e novos vinculos o parentesco que felizmente existe entre as duas reaes familias, e que se conservem e firmem entre Sua Magestade Catholica e Sua Alteza Real o principe regente e seus successores a amizade, amor e bôa harmonia e correspondencia que tanto interessa ás suas duas monarchias, subditos e vassallos, julgáram que uma das cousas que poderiam contribuir mui efficazmente para conseguir tão importantes e saudaveis fins, era o de unir em matrimonio o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro, irmão d'el rei nosso senhor, com a muito alta princeza a serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis, filha dos muito altos, excelsos e poderosos principes do Brazil; e para que tenha effeito, a Magestade Catholica d'el rei nosso senhor, por si e pelos referidos serenissimos infantes, e o citado Sr. ministro plenipotenciario e enviado extraordinario D. José Luiz de Sousa em nome do serenissimo principe regente de Portugal, tratáram e concordáram nos artigos seguintes:

Quando se celebrará o matrimonio.

ART. 1º. — Conveiu-se e ajustou-se que com a graça e benção de Deus, e precedendo dispensa de nosso muito santo padre o

papa de todos os parentescos que unem aos dois mui altos e mui poderosos principes, o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro e a serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis, se celebrarão os seus desposorios e matrimonio por palavras de presente, segundo a fórma prescripta pelos sagrados cânones e constituições da Igreja catholica apostolica romana, para cuja celebração se fixou o tempo immediato á chegada de Sua Alteza Real a serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis a Cadiz, ou a outro porto de Hespânha, supposto que ambos os altos contrahentes se acham com a idade capaz para faze-lo; e se não estorvar algum inconveniente a bordo do navio em que Sua Alteza venha, por poderes, se não se achar presente o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro. 1816.

Renda de 50,000 ducados.

ART. 2. — Não permittindo as circumstancias actuaes da corôa fundar um morgádo para o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro, como o fez seu augusto avô a favor do serenissimo infante D. Gabriel, e considerando el rei Catholico que o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro e sua esposa a serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis devem mantêr decorosamente a dignidade do seu alto nascimento, offerece Sua Magestade Catholica provêr a este objecto com 50,000 ducados annuaes, que serão pagos a Sua Alteza dos fructos e rendas do Estado de Albufera, sendo do cargo do serenissimo infante percebe-los directamente por meio do administrador que para esse effeito nomeie para o governo e administração do dito Estado de Albufera; e se por algum motivo, que agóra se não offerece á memoria, se não podér destinar para o dito fim este Estado, se substituirá outro que pelo mênos produzca a renda dos 50,000 ducados.

Dote de 500,000 escudos.

ART. 3. — O principe regente promette e se obriga a dar e dará á serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis, em dote e a favor de matrimonio com o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro, e pagará a el rei Catholico e ao referido serenissimo infante, ou a quem tivér seus poderes e commissão, a somma de 500,000 escudos de oiro do sol, ou o seu justo valor na villa de Madrid, entregando-a ao effeituar-se o matrimonio

1816.

ou no momento da ratificação do presente tratado, se antes não se podér entregar.

Segurança do dote.

ART. 4. — El rei Catholico e o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro se obrigam a assegurar e assegurarão o dito dote da serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis em bôas rendas e assignações seguras, á satisfação do principe regente, ou das pessôas que para este effeito nomear ao tempo do pagamento; e desde logo Sua Magestade Catholica assignala para a referida segurança as rendas de Albufera, e remetterá ao principe regente os documentos da dita assignação. E no caso de dissolver-se o matrimonio, e que por direito tenha logar a restituição do dote, será este devolvido á serenissima infanta ou a seus herdeiros e successores, a quem se satisfarão os reditos dos ditos 500,000 escudos de oiro do sol, a rasão de 5 por cento, desde o dia da dissolução até ao dia da restituição effectiva.

Reciproca renuncia á quaesquer pretenções, direitos e successões.

ART. 5. — Mediante o pagamento effectivo do dito dote, que fará o principe regente no termo e tempo que vae expressado, se dará por satisfeita a serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis para não allegar outro algum direito, nem intentar alguma acção ou pretenção, solicitando que lhe pertencem ou podem pertencer outros bens, direitos ou acções por cousa de heranças ou maiores successões dos principes do Brazil seus paes, nem de outra qualquer maneira e por qualquer causa ou titulo que seja ou fosse, sabido ou ignorado, entendendo-se que de qualquer qualidade ou condição que fôrem as cousas acima ditas, deve ficar excluida d'ellas: e a serenissima infanta, antes de effeituar-se o seu desposorio por palavras de presente, fará renuncia em bôa e devida fórma, e com todas as seguranças, solemnidades e requisitos que fôrem precisos para o devido effeito: a qual renuncia confirmará e ratificará logo depois que se haja celebrado o matrimonio, executando o mesmo o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro, que já então será seu esposo, com as mesmas formalidades e solemnidades de que a serenissima infanta tivér usado na sobredita primeira renuncia, e além d'isso com as clausulas que se julgarem convenientes e necessarias: e o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro, e a

serenissima infanta D. Francisca de Assis, ficam e ficarão assim de presente como para então obrigados ao effeito e cumprimento da dita renuncia e ratificação d'ella, por virtude e em conformidade dos presentes artigos, devendo ser a citada renuncia e as suas ratificações havidas e julgadas, assim agóra como para o futuro, por bem feitas e verdadeiramente passadas e outorgadas. E as referidas renuncias se farão na fórma a mais authentica e efficaz que podér ser, para que sejam bôas e validas, juntamente com todas as clausulas derogatorias de qualquer lei, jurisdicção, direitos, constituições e costumes a isso contrarios, ou que impeçam ou possam impedir em todo ou em parte as ditas renuncias e ratificações. E para effeito e validade do que acima fica expressado, Sua Magestade el rei Catholico e Sua Alteza o principe regente derogarão e derogam desde agóra sem reserva alguma, e entendem e entenderão, assim ao presente como para então, terem derogadas todas as excepções em contrario. 1816.

Art. 6. — El rei Catholico dará á serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis á sua chegada a Hespânha, para seus anneis e joias, o valor de 80,000 pesos, os quaes lhe pertencerão sem difficuldade depois de celebrado o matrimonio, da mesma sorte que todas as joias que trouxér comsigo, e serão proprias suas e de seus herdeiros e successores, e d'aquelles que tivérem o seu direito. Anneis e joias.

Art. 7. — El rei Catholico consignará e constituirá á serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis, por motivo de viuvez para o caso de verificar-se, por um equivalente a 20,000 escudos de oiro do sol, a metade das commendas que gosa o serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro, durante a sua viuvez; cujas rendas perceberá a serenissima infanta por si e por sua auctoridade, e a de seus commissarios e officiaes. E a serenissima infanta entrará a possuir a expressada assignação logo que tivér logar as arrhas, para gosar d'ella toda a sua vida, seja que se fique em Hespânha ou que se retire para outra parte. Porém, se em logar do referido a serenissima infanta quizer antes um augmento de dote, segundo o costume Caso de verificar-se a viuvez.

1816. de Hespânha, el rei Catholico lhe dará a somma de 166,666 escudos de oiro do sol e dois terços de outro, que são a terça parte do dito dote; e este augmento em caso de dissolução do matrimonio, e que á serenissima infanta sobreviva o serenissimo infante, servirá de herança para Sua Alteza e para quem d'ella tenha direito: da qual poderá dispôr entre vivos e por ultima vontade. E quando o matrimonio se tenha effeituado, se fará á serenissima infanta assignação da dita somma para gosar d'ella, se succeder o caso de augmento de dote, na fórma que lhe serão assignados o capital e a renda do mesmo dote.

Gastos da câmara. ART. 8. — El rei Catholico dará e assignará á serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis, para o gasto da sua câmara, uma somma conveniente, a qual corresponda á grandeza de seu augusto esposo, e a uma filha de tão altos principes, assignando-a na fórma e maneira que se costuma fazer em Hespânha para similhantes manutenções e gastos.

Cortejo da princeza de Assis. ART. 9. — O principe regente fará conduzir á sua custa e despezas a serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis, sua filha, até ao territorio hespanhol com o cortejo e dignidade que pertence a tão alta princeza, e do mesmo modo será recebida por parte d'el rei Catholico, e tratada e servida com toda a magnificencia que lhe compete.

Caso da dissolução do matrimonio. ART. 10. — No caso de dissolver-se o matrimonio do serenissimo infante D. Carlos Maria Izidro e a serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis, e que esta sobreviva ao infante, será livre á dita serenissima infanta ficar em Hespânha no logar que quizer, ou voltar a Portugal ou a qualquer outra parágem conveniente, ainda que seja fóra dos reinos de Hespânha, todas e quantas vezes bem lhe parecer, com todos os seus bens, dote, arrhas, joias, baixella, vestidos é quaesquer outros moveis, com seus officiaes e criados de sua casa, sem que por qualquer rasão ou consideração que seja se lhe possa pôr impedimento ou embaraço algum á sua partida, directa ou indirectamente, nem impedir-lhe o uso ou recuperação dos seus referidos bens, dote, arrhas, joias, baixella e vestidos, nem das assignações que se lhe houverem feito; e para este effeito dará el rei Catholico ao

principe regente, para a expressada serenissima infanta D. Maria Francisca de Assis, sua filha, aquellas cartas e seguranças que fôrem necessarias, firmadas de seu proprio punho; e desde agóra para então o promette e assegura por si e pelos reis seus successores com fé e palavra real. 1816.

ART. 11. — Os presentes artigos de matrimonio convindos e ajustados entre os sobreditos plenipotenciarios d'el rei Catholico e do principe regente de Portugal, em virtude dos seus respectivos plenos poderes, serão ratificados por Sua Magestade e Alteza, e as ratificações em bôa e devida fórma se trocarão dentro de seis mezes, ou antes se possivel fôr.

E Sua Magestade Catholica se tem obrigado e obriga a fazer registar o presente contrato, sem reserva nem limitação alguma, em o seu conselho d'Estado e nas demais partes que fôr costume; e o dito Sr. ministro plenipotenciario e enviado extraordinario, D. José Luiz de Sousa, tem promettido e promette igualmente, em nome do serenissimo principe regente, que Sua Alteza approvará e ratificará artigo por artigo o presente contrato, e dará suas cartas de ratificação em bôa e devida fórma dentro do termo assignalado, contado desde a data d'este tratado, para que se troquem na maneira costumada, com promessa de faze-lo registar tambem no conselho d'Estado de Sua Alteza o principe regente, e nas demais partes que fôr costume, sem restricção nem modificação alguma, promettendo respectivamente Sua Magestade Catholica e Sua Alteza o principe regente por si e pelos serenissimos infantes D. Carlos Maria Izidro e D. Maria Francisca de Assis, e por seus herdeiros e successores, guardar, cumprir e observar inviolavelmente os sobreditos artigos e convenções, sem contravir jamais nem permittir que se contravenha directa nem indirectamente, porque assim Sua Magestade e Altezas os serenissimos infantes, especialmente D. Carlos Maria Izidro, e o Sr. ministro plenipotenciario D. José Luiz de Sousa, em nome do serenissimo principe regente, o têem estipulado, promettido e outorgado, e o firmáram com seus proprios punhos, achando-se presentes por testemunhas os Srs. conde de Miranda, marquez de Valverde,

Approvação e ratificação do presente tratado.

1816. conde de Torrejon, duque de Sedavi, duque de Montemar, marquez de Ariza, conde da Puebla de Maestre, marquez de Villa Nova do Douro, conde de Villariezo, marquez de Belgida, marquez de Astorga, marquez de Villa Franca. De cujo referido tratado e contrato, eu, o dito secretario d'Estado e notario dos reinos, D. Francisco Bernaldo de Queiroz, marquez de Campo Sagrado, tenho feito dois originaes de um mesmo teôr, um para pôr nas mãos do dito Sr. ministro plenipotenciario D. José Luiz de Sousa, e outro para ficar nas minhas, e tirar d'elle e entregar os instrumentos e traslados que fôrem necessarios e se me pedirem.

Foi feito o sobredito na heroica villa de Madrid, côrte de Sua Magestade Catholica, e no seu real palacio, em os referidos dia, mez e anno no principio d'esta escriptura mencionados.

EU EL REI.

CÁRLOS. D. JOSÉ LUIZ DE SOUSA.
ANTONIO.

Passou perante mim o secretario d'Estado, escrivão e notario publico acíma dito.

FRANCISCO BERNARDO DE QUEIROZ.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y AUSTRIA.



TRATADO

ENTRE EL REY DON JUAN VI Y FRANCISCO I, EMPERADOR DE AUSTRIA,

PARA EL CASAMIENTO DEL PRÍNCIPE REAL DEL BRASIL DON PEDRO, Y LA PRINCESA CAROLINA, ARCHIDUQUESA DE AUSTRIA.

Tratado celebrado entre el rei o senhor dom João VI e Francisco I, imperador de Austria, para os desposorios do principe real do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, o senhor dom Pedro de Alcantara, com a archiduqueza de Austria, a senhora dona Carolina Josefa Leopoldina, assignado em Vienna a 29 *de novembro de* 1816 (1). 1816.

En nome da Santissima e Indivisivel Trindade.

Seja notorio a todos aquelles que as presentes virem, que Sua Magestade Imperial o imperador de Austria, rei de Hungria e de Bohemia, etc., etc. (2), e Sua Magestade o senhor

(1) Não sabemos ao certo a data da ratificação de Sua Magestade Fidelissima, mas suppomos têr sido dada nos primeiros dias do mez de abril de 1817. A de Sua Magestade o imperador de Austria é de 14 de maio do mesmo anno, sendo as ditas ratificações trocadas em Vienna em 29 do seguinte mez de junho. (CASTRO.)

(2) A precedencia que aqui tem o imperador de Austria sómente provém

1816. dom João VI, rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, etc., etc., desejando mutuamente estreitar cada vez mais, para prosperidade dos seus respectivos Estados, os vinculos de amizade, confiança e parentesco que os unem, têem para este fim ajustado o casamento da senhora dona Carolina Josefa Leopoldina, princeza imperial e archiduqueza de Austria, etc., etc., com o senhor dom Pedro de Alcantara, principe real do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, etc., etc., e tendo

Plenipotenciarios. sido nomeados plenipotenciarios de uma e outra parte para regular e concluir solemnemente as convenções matrimoniaes, a saber : por parte de Sua Magestade o imperador de Austria, o illustrissimo e excellentissimo senhor Fernando, principe de Trautmansdorff-Weinsberg, seu camarista, conselheiro intimo actual, ministro d'Estado e das conferencias, e seu mórdômo-mór, cavalleiro do Tosão de Oiro, gram cruz da real órdem de Santo Estevão de Hungria, cavalleiro da de Santo Huberto de Baviera, e gram cordão da Legião de Honra de França, etc., etc., e o illustrissimo e excellentissimo senhor Clemente Vẽnceslau Lothario, principe de Metternich-Winneburg, principe de Ochsenhausen, duque no reino das Duas Sicilias, seu camarista, conselheiro intimo actual, ministro d'Estado, das conferencias e dos negocios estrangeiros, cavalleiro do Tosão de Oiro, gram cruz da real órdem de Santo Estevão de Hungria, e da cruz civil de Honra em Oiro, cavalleiro da órdem de S. João de Jerusalem, de Santo André, de Santo Alexandre Newsky e de Sant'Anna da primeira classe da Russia, da órdem suprema da Annunciada de Sardenha, do Elefante de Dinamarca, da Aguia preta e da Aguia vermelha de Prussia, e dos Seraphins de Suecia, gram cordão da Legião de Honra, cavalleiro da órdem de Santo Januario, e gram cruz da de S. Fernando e do Merito de Sicilia, cavalleiro da órdem de Santo Huberto de Baviera, gram cruz da órdem de S. José de Toscana, cavalleiro da Aguia de

de que o documento que damos é tirado da propria ratificação de Sua Magestade Imperial, ignorando nós aonde se encontra o tratado assignado pelos plenipotenciarios. (CASTRO.)

Oiro de Wurtemberg, e da órdem da Corôa Verde de Saxonia, gram cruz da órdem dos Guelfos de Hanover, cavalleiro da órdem da Fidelidade de Baden, e gram cruz da órdem Constantina de S. Jorge de Parma, chanceller da órdem militar de Maria Thereza, e inspector da academia das Bellas Artes, etc., etc.; e por parte de Sua Magestade el rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, o illustrissimo e excellentissimo senhor D. Pedro José Vito de Menezes Coutinho, marquez de Marialva, conde de Cantanhede, do conselho de Sua Magestade Fidelissima, seu estribeiro-mór e gentil homem da sua câmara, commendador das órdens militares de Christo, de S. Bento de Aviz, S. Thiago da Espada, e cavalleiro da de S. João de Jerusalem, general brigadeiro dos exercitos portuguezes, e embaixador extraordinario e plenipotenciario de Sua dita Magestade junto de Sua Magestade Imperial e Real, etc., etc., estes mesmos plenipotenciarios, em virtude dos poderes de que estão munidos na fórma mais ampla e que reciprocamente se communicáram, convieram nos artigos e condições do contrato de casamento, taes como seguem : 1816.

Archiduqueza de Austria unida por matrimonio ao principe de Alcantara.

ART. 1. — Sua Magestade Imperial Francisco I, imperador de Austria, rei de Hungria et de Bohemia, cede ao pedido amigavel de Sua Magestade o senhor dom João VI, rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, concedendo á senhora sua filha dona Carolina Josefa Leopoldina, princeza imperial e archiduqueza de Austria, princeza real de Hungria e de Bohemia, para ser unida por meio de matrimonio a Sua Alteza Real o senhor dom Pedro de Alcantara, principe real do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, etc., etc., segundo a fórma e solemnidades prescriptas pelos sagrados cânones e constituições da Igreja catholica, apostolica, romana; e como por causa de parentesco que existe entre os dois muito illustres esposos se obteve previa dispensa (1) do soberano pontifice, este matrimonio será brevemente celebrado em Vienna, por palavras de presente, em virtude do poder e commissão que para este fim

(1) Não a encontrámos nos nossos archivos. (CASTRO.)

1816. fôram dados pelo serenissimo esposo, o qual ratificará o dito matrimonio, e o effectuará pessoalmente quando a serenissima archiduqueza dona Carolina Josefa Leopoldina tivér chegado ao Brazil.

Esquadra para transportar a princeza real ao Brazil.

ART. 2. — Depois da ceremonia do matrimonio a serenissima archiduqueza dona Carolina Josefa Leopoldina será declarada princeza real do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, partirá para o porto de Liorne, com a dignidade e cortejo conveniente, tudo á custa de Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, para ali ser entregue ao commissario plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima, auctorisado para a receber, e se embarcará depois para ser transportada ao Brazil na esquadra que para ali fôr mandada por Sua dita Magestade Fidelissima, com o cortejo do costume.

Dote de 200,000 florins.

ART. 3. — Sua Magestade Imperial e Real Apostolica constitue em dote á serenissima princeza, sua filha, a somma de 200,000 florins do Rheno, que será paga em dinheiro de contado em Vienna, antes de celebrado o matrimonio, contra o recibo do costume, que ha de passar a pessôa que fôr devidamente auctorisada pelo serenissimo esposo para receber a dita somma. Demais Sua Magestade Imperial fará prover a serenissima archiduqueza, sua filha, na occasião da sua partida para Liorne, do enxovál necessario, bem como das joias, baixella, etc., etc., conforme o uso estabelecido na casa de Austria.

Enxovál necessario.

Assignação a titulo de contradote.

ART. 4. — Por outro lado promette Sua Magestade Fidelissima em nome do serenissimo principe real, seu filho, e assignará á serenissima archiduqueza dona Carolina Josefa Leopoldina uma somma igual á do dote, a saber : 200,000 florins do Rheno, a titulo de contradote, e tanto o dote como o contradote, que juntos prefazem a somma de 400,000 florins do Rheno, terão por hypotheca a totalidade das rendas do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, e em especial os bens da corôa d'este reino, especificados no instrumento de segurança (1) que Sua Magestade Fidelissima mandará expedir em bôa e devida

(1) Vide a carta de lei de 7 de abril de 1817.

fórma, a satisfação de Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, e remettêr para Vienna juntamente com a ratificação do contrato matrimonial. 1816.

Renuncia a todos bens, direitos e pretenções em favor dos outros herdeiros.

Art. 5. — Mediante o dito dote de 200,000 florins do Rheno, a serenissima archiduqueza renunciará uma vez por todas, e com juramento, antes de se celebrar o matrimonio, a todos e cada um dos bens moveis e immoveis, direitos, acções e pretenções quaesquer, tanto áquelles que possam têr sido deixados na herança e successão de sua augusta mãe, a imperatriz Maria Thereza, de gloriosa memoria, como os que um dia compozerem a herança paterna e a successão em todos os reinos, provincias e districtos que possue Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, felizmente reinante, ou que no futuro possa possuir, por qualquer titulo que ser possa, tudo na conformidade das regras estabelecidas nas duas casas da Austria e de Lorena, para a successão por linha de primogenitura, e a serenissima archiduqueza fará estas renuncias, cessões e desistencias a favor e em beneficio dos outros herdeiros e successores de Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, actualmente reinante, e de sua augusta mãe, de gloriosa memoria, os quaes a precedem, quér por sexo, quér pela idade, assim como a favor de seus legitimos descendentes de um e outro sexo até ao infinito; bem entendido, todavia, que a serenissima futura esposa conservará no todo o direito indubitavel, que lhe pertence, bem como á sua posteridade legitima, de succeder nos ditos bens, na falta dos herdeiros acíma mencionados, que a precedem, conforme a dita órdem de successão. A cessão e renunciação da serenissima esposa, ficando assim effectuada com juramento, será ratificada, aceita e confirmada tambem com juramento pelo serenissimo principe real seu esposo, para elle, e para seus descendentes, herdeiros e successores, e a sua ratificação, aceitação e confirmação serão do mesmo modo approvadas e confirmadas por Sua Magestade Fidelissima na fórma mais solemne e mais authentica.

Faltas dos herdeiros.

Somma annual de 60,000 florins, á titulo de alfinetes.

Art. 6. — Sua Magestade el rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, etc., promette em nome do principe real, seu filho, e assignará á serenissima archiduqueza dona

1816. Carolina Josefa Leopoldina uma somma annual de 60,000 florins do Rheno, a titulo de alfinetes. Esta somma, que se pagará na rasão de 5,000 florins por mez, será unicamente destinada a esmolas, compras de objectos de enfeite, e a outras pequenas despezas n'este genero; bem entendido que Sua Magestade Fidelissima proverá além d'isso ao que exigem os gastos da casa e da côrte do principe real, seu filho, e da senhora archiduqueza, sua esposa, bem como a mobilia, mesa e trem, que correspondem á alta jerarchia d'estes illustres esposos.

Presente do casamento.

ART. 7. — Sua Magestade Fidelissima promette igualmente em nome do principe real, seu filho, assignar á serenissima archiduqueza dona Carolina Josefa Leopoldina, depois de consummado o matrimonio, a somma de 60,000 florins do Rheno, a titulo de presente do casamento.

80,000 florins a titulo de arrhas, em caso de viuvez.

ART. 8. — Sua Magestade Fidelissima se obriga, por si, seus herdeiros e successores, a assignar á serenissima archiduqueza dona Carolina Josefa Leopoldina, para o caso de ella sobreviver ao principe real, seu esposo, a somma annual de 80,000 florins do Rheno, que ha de ser paga por trimestre, sem deducção alguma, a titulo de arrhas. Estas arrhas terão por hypotheca, assim como o dote e contradote, a totalidade das rendas do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, e em special os bens da corôa especificados no instrumento de segurança que se entregará a Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, segundo o que foi estipulado no artigo 4 do presente contrato matrimonial. A serenissima archiduqueza gosará d'estas arrhas durante todo o tempo da sua viuvez, quér fique no reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, quér tenha por conveniente ausentar-se do dito reino. A dita serenissima princeza terá, no primeiro caso, a opção de permanecer no palacio que ocupava emquanto foi vivo o serenissimo principe seu esposo, ou de escolher a seu gosto para sua residencia um outro palacio n'aquelle dos Estados da monarchia portugueza, onde se achar a séde do governo. O logar da residencia da serenissima viuva será mobilado, completamente montado e conservado em estado habitavel á custa de Sua Magestade Fidelissima, de seus herdeiros e

successores; deverá o mesmo ser fornecido de baixella, roupa branca e do trem necessario, tudo como corresponde á alta jerarchia d'esta illustre princeza. 1816.

Usofructo dos juros á 5 %, propriedades, joias, vestidos, etc.

Art. 9. — Se no seu estado de viuvez a senhora archiduqueza se achasse sem filhos, poderá, quér fique, quér deixe o reino, dispôr livremente do seu dote, que lhe será restituido o mais tardar no praso de um anno, com o usofructo dos juros, na rasão de cinco por cento, até ao momento em que o capital fôr effectivamente entregue nas suas mãos. Poderá livremente dispôr de toda a sua propriedade, joias, vestidos, baixellas e mais objectos, quér os haja trazido para o reino unido de Portugel e do Brazil e Algarves, quér adquirido de qualquer modo; ser-lhe-ha consignada, para d'ella dispôr a sua vontade, metade dos bens moveis, não pertencentes á corôa, adquiridos em commum com o principe real, seu esposo, durante o matrimonio.

Juros do contradote enteiro: direito ás arrhas; térça do dote e contradote.

Art. 10. — Se pelo contrario, como ha todo o motivo de esperar, o Céu abençôe esta união, e o serenissimo principe real deixe um ou mais filhos, n'esse caso a serenissima archiduqueza viuva conservará, fixando a sua residencia no reino, o que lhe foi consignado pelas estipulações dos dois precedentes artigos, e bem assim o usofructo dos juros do contradote inteiro, emquanto que, deixando o reino para se estabelecer em outra parte, não terá direito senão ás suas arrhas, á térça do dote e contradote, e do que então possuisse como seu, quér em objectos trazidos por occasião do seu casamento, ou adquiridos mais tarde de qualquer modo; e bem assim á terça parte da metade dos bens moveis, não pertencentes á corôa, adquiridos em commum com o principe real, seu esposo, durante o matrimonio, devendo as outras duas térças dos bens e effeitos, que acabam de enumerar-se, ser devolvidas, quanto ao capital, aos filhos que ella tivér deixado no reino, e só conservar a serenissima viuva o usofructo dos juros emquanto viver.

Caso de fallecimento da archiduqueza.

Art. 11. — No caso de que fallecesse a serenissima archiduqueza dona Carolina Josefa Leopoldina antes do serenissimo principe real, seu esposo, sem deixar filhos, disporá livremente do seu dote, bem como de toda a sua propriedade, tal como se

1816. achar no dia do seu fallecimento, das suas joias, vestidos, baixellas e mais objectos que trouxe por occasião do casamento, ou tivér adquirido de qualquer modo, e igualmente da metade dos bens moveis, não pertencentes á corôa, adquiridos em commum com o serenissimo principe, seu esposo, durante o matrimonio. Se ella fallecesse sem têr disposto d'aquelles bens e effeitos, voltarão estes aos herdeiros *ab intestato* da illustre finada, e tanto n'um como em outro caso se fará um inventario exacto e minucioso, para ser logo entregue, com os ditos bens e effeitos, aos herdeiros que succederem á senhora archiduqueza, quér por testamento, quér *ab intestato*.

Se pelo contrario esta princeza fallecesse antes do serenissimo principe, seu esposo, deixando um ou mais filhos, toda a sua herança, tal como se achar no dia do seu fallecimento, passará a estes ultimos, no caso de que a illustre finada não tivesse usado do seu direito de dispôr da térça d'aquella herança.

Troca das ratificações.

ART. 12. — O presente contrato matrimonial será ratificado de uma e outra parte na fórma do costume, e as ratificações serão trocadas dentro de seis mezes, ou antes se podér ser.

Em fé e testemunho do que, nós plenipotenciarios respectivos, em virtude de nossos poderes, assignámos, cada um de seu punho, as presentes convenções matrimoniaes, expedidas por duplicado, para serem trocadas reciprocamente, e lhes pozemos os sêllos de nossas armas.

Feito em Vienna, a 29 de novembro de 1816.

(L. S.) TRAUTMANSDORFF.
(L. S.) METTERNICH.
(L. S.) O Marquez DE MARIALVA.

ARTIGO I SEPARADO.

Redigir na lingua franceza não poderá servir de nórma.

Sua Magestade Imperial Francisco I, imperador de Austria, rei de Hungria e de Bohemia, havendo convindo com Sua Magestade o senhor dom João VI, rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, em que o contrato matrimonial do se-

renissimo principe real o senhor dom Pedro de Alcantara, com a serenissima archiduqueza dona Carolina Josefa Leopoldina de Austria, fosse redigido na lingua franceza, ficou ao mesmo tempo estabelecido que este exemplo nunca poderia servir de nórma, nem ser citado em outros nem em similhantes casos. 1816.

Em fé do que, nós os plenipotenciarios respectivos, em virtude de nossos poderes, assignámos, cada um de seu punho, um exemplar original do presente artigo, e lhe pozemos o sêllo de nossas armas.

Feito em duplicado em Vienna, a 29 de novembro de 1816.

(L. S.) TRAUTMANSDORFF.
(L. S.) METTERNICH.
(L. S.) O Marquez DE MARIALVA.

ARTIGO 2 SEPARADO.

Somma de 200,000 florins para o dote das princezas.

Sua Magestade Imperial Francisco I, imperador de Austria rei de Hungria e de Bohemia, etc., etc., e Sua Magestade o senhor dom João VI, rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, etc., etc., querendo, a exemplo das estipulações existentes a tal respeito entre a casa de Austria e a dos Bourbons, determinar amigavelmente entre si o dote, que as princezas imperiaes de Austria e as princezas reaes do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves hão de trazer em casamento, conveiu-se que ese dote seria, de uma e outra parte, fixado na somma de 200,000 florins do Rheno, e que isto se observaria constante e reciprocamente, para os casos de novas allianças.

Em fé do que, nós plenipotenciarios respectivos, em virtude de nossos poderes, assignámos, cada um de seu punho, um exemplar original do presente artigo separado, e lhe pozemos o sêllo de nossas armas.

Feito em duplicado em Vienna, a 29 de novembro de 1816.

(L. S.) TRAUTMANSDORFF.
(L. S.) METTERNICH.
(L. S.) O Marquez DE MARIALVA.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y AUSTRIA.



CARTA DE LEY

POR LA CUAL EL REY DON JUAN VI HIPOTECÓ LAS RENTAS DE LA CASA DE BRAGANZA, ETC., PARA ASEGURAR EL DOTE Y CONTRADOTE QUE SE ESTIPULÓ EN EL CONTRATO MATRIMONIAL DEL PRÍNCIPE REAL DON PEDRO CON LA ARCHIDUQUESA DE AUSTRIA.

1817. *Carta de lei pela qual el rei o senhor dom João VI hypothecou especialmente as rendas da casa de Bragança, para segurança do dote, contradote e arrhas que se estipuláram no contrato matrimonial do principe real o senhor dom Pedro de Alcantara com a archiduqueza de Austria a senhora dona Carolina Josefa Leopoldina; dada no Rio de Janeiro, a 7 de abril de* 1817.

(De documento authentico.)

D. João, por graça de Deus, rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, d'áquém e d'além mar, em Africa senhor de Guiné e da conquista, navegação e commercio da Ethiopia, Arabia, Persia e da India, etc. Faço saber aos que esta minha carta de hypotheca virem : que nos artigos quarto e oitavo do

tratado ajustado, concluido e assignado na côrte de Vienna aos vinte e nove do mez de novembro do anno de mil oitocentos e dezeseis, para os augustos desposorios do principe real D. Pedro, meu muito amado e prezado filho, com a serenissima archiduqueza de Austria Carolina Josefa Leopoldina, filha do muito alto e muito poderoso imperador de Austria, rei de Hungria e de Bohemia, meu bom irmão e primo, pelos ministros para este effeito nomeados de ambas as partes, se convencionou que as sommas, nos sobreditos artigos especificadas, de 200,000 florins do Rheno, assignados á serenissima archiduqueza em dote pelo seu augusto pae, e a de igual quantia por mim estipulada a titulo de contradote, fazendo ambas as parcellas 400,000 florins do Rheno; e bem assim a de 80,000 florins do Rheno annuaes, em que se constituirão as arrhas, teriam, por hypotheca geral a totalidade das rendas d'este reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, e especial aquelles bens da minha corôa, que eu fosse servido designar para segurança do dito dote, contradote e arrhas. E attendendo a que os bens da casa de Bragança, por pertencerem direitamente aos principes primogenitos e successores d'este reino unido, além de serem mui sufficientes pelo seu grande rendimento, são os mais proprios para n'elles se constituir a especial hypotheca, que n'aquelles artigos foi estipulada em nome do principe real, futuro esposo: hei por bem, como administrador da pessôa e bens do sobredito meu muito amado e prezado filho D. Pedro, principe real do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves e duque de Bragança, que as mesmas rendas da mesma casa de Bragança fiquem de ora em diante especialmente obrigadas e hypothecadas pela melhor fórma de direito, para segurança e satisfação d'aquellas sommas, em que se ajustáram o dote, contradote e arrhas, na fórma declarada nos mesmos artigos 4 e 8 do mencionado contrato matrimonial. Pelo que mando a todos os tribunaes d'este reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, á junta do Estado e casa de Bragança, ministros e mais pessôas a quem possa pertencer o conhecimento d'esta minha carta, que por firmeza de tudo o que dito é man-

1817.

As diversas sommas estipuladas e arrhas terão por hypotheca geral as rendas do reino.

Rendas da casa de Bragança.

1817. dei passar duas do mesmo teôr, ambas por mim assignadas e selladas com o sêllo pendente das minhas armas, para ser uma remettida para a côrte de Vienna, e ficar outra depositada no archivo da secretaria do Estado e casa de Bragança, a cumpram, guardem e façam inteiramente cumprir e guardar sem duvida alguma, não obstante quaesquer leis, decretos, constituições, usos e costumes em contrario; os quaes sou servido derogar para este effeito sómente, como se de qualquer d'elles fizesse expressa e especial menção. E valerá como se fosse passada pela chancellaria, pôstoque por ella não ha de passar, sem embargo da ordenação em contrario.

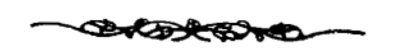
Dada no palacio do Rio de Janeiro, aos 7 dias do mez de abril do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817.

El Rei com guarda.
Conde da Barca.

Carta pela qual Vossa Magestade ha por bem hypothecar especialmente as rendas da casa de Bragança, para segurança do dote, contradote e arrhas que se estipuláram no contrato matrimonial do principe real D. Pedro, com a serenissima archiduqueza de Austria Carolina Josefa Leopoldina, na fórma acíma declarada.

Para Vossa Magestade vêr.

José Joaquim Carneiro de Campos a fez escrevêr.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.



CONVENCION ADICIONAL

AL TRATADO DE 22 DE ENERO DE 1815, ENTRE PORTUGAL É INGLATERRA, PARA IMPEDIR EL COMERCIO ILÍCITO DE ESCLAVOS,

Firmada en Lóndres el 28 de julio de 1817, y ratificada por parte de Portugal el 8 de noviembre, y por la de la Gran Bretaña el 8 de agosto del mismo año.

NOTICIA HISTÓRICA.

Esta convencion restringió el comercio de esclavos en las costas de África pertenecientes á los Portugueses, al sur del Ecuador; en la parte oriental desde el cabo Delgado á la bahía de Lorenzo Marques; y en la occidental, desde 8° hasta 18° de latitud meridional. Como se ha dicho precedentemente, la Inglaterra concedió 300 mil libras para indemnizar á los propietarios de buques injustamente apresados por la marina británica. La celebracion de este tratado fué seguida de la publicacion de un decreto poniendo en ejecucion esta convencion, que imponia pena de confiscacion á los buques portugueses y de depor- 1817.

1817. tacion al piloto y sobrecargo que infringiesen las estipulaciones del tratado. La deportacion era á Mozambique, por cinco años. Los aseguradores de los buques condenados debian pagar el triple del premio del seguro. Contenia tambien un reglamento para los buques destinados al tráfico de los esclavos en los límites en que continuaba siendo permitido. Este decreto fué publicado el 26 de enero de 1818, y el mismo año se estableció en Rio de Janéiro una comision mixta compuesta de Ingleses y Portugueses, para averiguar y decidir las materias contenciosas relativas á este tráfico, así como fueron nombrados comisarios de ambas naciones en los demas puertos del Brasil y de África (1).

DOCUMENTO.

Convenção addicional ao tratado de 22 de janeiro de 1815, entre Sua Magestade Fidelissima e Sua Magestade Britannica, para o fim de impedir qualquer commercio illicito de escravos por parte dos seus respectivos vassallos (2).

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

Tempo em que o trafico de escravos deverá cessar.

Sua Magestade el rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, adherindo aos principios que manifestáram na declaração do congresso de Vienna de 8 de fevereiro de 1815, e desejando preencher fielmente, e em toda a sua extensão, as mutuas obrigações que contratáram pelo tratado de 22 de janeiro de 1815, emquanto não chega a epocha em que, segundo

(1) *Historia do Brazil*, por F. S. Constancio, tomo II, p. 210.

(2) Vide artigo separado em data de 11 de setembro d'este mesmo anno, e os dois artigos addicionaes a esta convenção, na de 15 de março de 1823.

o teôr do artigo 4 do sobredito tratado, Sua Magestade Fidelissima se reservou de fixar, de accordo com Sua Magestade Britannica, o tempo em que o trafico de escravos deverá cessar inteiramente e ser prohibido nos seus dominios, e Sua Magestade el rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, tendo-se obrigado, pelo artigo 2 do mencionado tratado, a dar as providencias necessarias para impedir aos seus vassallos todo o commercio illicito de escravos; e tendo-se Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda obrigado, da sua parte, a adoptar, de accordo com Sua Magestade Fidelissima, as medidas necessarias para impedir que os navios portuguezes, que se empregarem no commercio de escravos segundo as leis do seu paiz e os tratados existentes, não soffram perdas e encontrem estorvos da parte dos cruzadores britannicos: Suas ditas Magestades determinâram fazer uma convenção para este fim; e havendo nomeado seus plenipotenciarios *ad hoc*; a saber: 1817.

Sua Magestade el rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, ao illustrissimo e excellentissimo senhor D. Pedro de Sousa e Holstein, conde de Palmella, do seu conselho, capitão da sua guarda real da companhia allemã, commendador da órdem de Christo, gram cruz da órdem de Carlos III em Hespânha, e seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario junto a Sua Magestade Britannica; e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e de Irlanda, ao muito honrado Roberto Stewart, visconde de Castlereagh, conselheiro de Sua dita Magestade no seu conselho privado, membro do seu parlamento, coronel do regimento de milicias de Londonderry, cavalleiro da muito nóbre órdem da Jarreteira, e seu principal secretario d'Estado encarregado da repartição dos negocios estrangeiros: os quaes, depois de haverem trocado os seus plenos poderes respectivos, que se achâram em bôa e devida fórma, convieram nos seguintes artigos:

Plenipotenciarios nomeados.

ART. 1. — O objecto d'esta convenção é, por parte de ambos os governos, vigiar mutuamente que os seus vassallos respectivos não façam o commercio illicito de escravos. As duas altas

Commercio illicito de escravos.

1817. partes contratantes declaram, que ellas consideram como trafico illicito de escravos o que, para o futuro, houvesse de se fazer em taes circumstancias como as seguintes, a saber:

1° Em navios e debaixo de bandeira britannica, ou por conta de vassallos britannicos, em qualquer navio ou debaixo de qualquer bandeira que seja.

2° Em navios portuguezes, em todos os portos ou parágens da costa da Africa que se acham prohibidas em virtude do artigo 1 do tratado de 22 de janeiro de 1815.

3° Debaixo de bandeira portugueza ou britannica, por conta de vassallos de outra potencia.

4° Por navios portuguezes que se destinassem para um porto qualquer fóra dos dominios de Sua Magestade Fidelissima.

[Co]mmercio licito.

ART. 2. — Os territorios nos quaes, segundo o tratado de 22 de janeiro de 1815, o commercio dos negros fica sendo licito para os vassallos de Sua Magestade Fidelissima, são:

1° Os territorios que a corôa de Portugal possue nas costas de Africa ao sul do Equador, a saber: na costa oriental da Africa, o territorio comprehendido entre o cabo Delgado e a bahia de Lourenço Marques; e, na costa occidental, todo o territorio comprehendido entre o oitavo e decimo oitavo grau de latitude meridional.

2° Os territorios da costa da Africa ao sul do Equador, sobre os quaes Sua Magestade Fidelissima declarou reservar seus direitos, a saber:

Os territorios de Molembo e de Cabinda na costa oriental (1) da Africa, desde o quinto grau e doze minutos até o oitavo de latitude meridional.

Penas; prohibição de importar [esc]ravos no Brazil.

ART. 3. — Sua Magestade Fidelissima se obriga, dentro do espaço de dois mezes depois da troca das ratificações da presente convenção, a promulgar na sua capital, e logo que fôr possivel em todo o resto dos seus Estados, uma lei determinando as penas que incorrem todos os seus vassallos que, para o futuro,

(1) Vide a declaração dos plenipotenciarios portuguez e britannico, em data de 3 de abril de 1819.

fizerem um trafico illicito de escravos; e a renovar, ao mesmo tempo, a prohibição, já existente, de importar escravos no Brazil debaixo de outra bandeira que não seja a portugueza. E a este respeito Sua Magestade Fidelissima conformará, quanto fôr possivel, a legislação portugueza com a legislação actual da Gran-Bretanha. 1817.

Passaporte real para fazer o commercio de escravos.

Art. 4. — Todo o navio portuguez que se destinar para fazer o commercio de escravos, em qualquer parte da costa da Africa em que este commercio fica sendo licito, deverá ir munido de um passaporte real, conforme ao formulario annexo á presente convenção, da qual o mesmo formulario faz parte integrante: o passaporte deve ser escripto em portuguez, com a traducção authentica em inglez unida ao dito passaporte, o qual deverá ser assignado pelo ministro da marinha, pelo que respeita aos navios que saírem do Rio de Janeiro; para os navios que saírem dos outros portos do Brazil e mais dominios de Sua Magestade Fidelissima fóra da Europa, os quaes se destinarem para o dito commercio, os passaportes serão assignados pelo governador e capitão geral da capitania a que pertencer o porto. E para os navios que saíndo dos portos de Portugal se destinarem ao mesmo trafico, o passaporte deverá ser assignado pelo secretario do governo da repartição da marinha.

Tribunaes estabelecidos para este effeito.

Art. 5. — As duas altas partes contratantes, para melhor conseguirem o fim que se propõem, de impedir todo o commercio illicito de escravos aos seus vassallos respectivos, consentem mutuamente em que os navios de guerra de ambas as marinhas reaes que, para esse fim, se acharam munidos das instrucções especiaes, de que abaixo se fará menção, possam visitar os navios mercantes de ambas as nações, que houver motivo rasoavel de se sospeitar terem a bordo escravos adquiridos por um commercio illicito: os mesmos navios de guerra poderão (mais sómente no caso em que de facto se acharem escravos a bordo) detêr e levar os ditos navios, a fim de os fazer julgar pelos tribunaes estabelecidos para este effeito, como abaixo será declarado. Bem entendido que os commandantes dos navios de ambas as marinhas reaes, que exercerem esta

1817. commissão, deverão observar stricta e exactamente as instrucções de que serão munidos para este effeito. Este artigo sendo inteiramente reciproco, as duas altas partes contratantes se obrigam, uma para com outra, á indemnisação das perdas que os seus vassallos respectivos houverem de soffrer injustamente pela detenção arbitraria e sem causa legal dos seus navios. Bem entendido que a indemnisação será sempre á custa do governo ao qual pertencer o cruzador que tivér commettido o acto de arbitrariedade. Bem entendido, tambem, que a visita e a detenção dos navios de escravatura, conforme se declarou n'este artigo, só poderão effeituar-se pelos navios portuguezes ou britannicos que pertencerem a qualquer das duas marinhas reaes, e que se acharem munidos das instrucções especiaes annexas á presente convenção.

Actos de arbitrariedade.

Detenção de navios de escravatura.

Art. 6. — Os cruzadores portuguezes ou britannicos não poderão detêr navio algum de escravatura, em que *actualmente* não se acharem escravos a bordo; e será preciso, para legalisar a detenção de qualquer navio, ou seja portuguez ou britannico, que os escravos que se acharem a seu bordo sejam effectivamente conduzidos para o trafico, e que aquelles que se acharem a bordo dos navios portuguezes hajam sido tirados d'aquella parte da costa da Africa onde o trafico foi prohibido pelo tratado de 22 de janeiro de 1815.

Instrucções

Art. 7. — Todos os navios de guerra das duas nações que para o futuro se destinarem para impedir o trafico illicito de escravos, irão munidos, pelo seu proprio governo, de uma copia das instrucções annexas á presente convenção, e que serão consideradas como parte integrante d'ella. Estas instrucções serão escriptas em portuguez e em inglez, e assignadas, para os navios de cada uma das duas potencias, pelos ministros respectivos da marinha. As duas altas partes contratantes se reservam a faculdade de mudarem, em todo ou em parte, as ditas instrucções, confórme as circumstancias o exigirem. Bem entendido, todavia, que as ditas mudanças não se poderão fazer senão do commum accordo, e com o consentimento das duas altas partes contratantes.

1817.

Logares da residencia das commissões que julgarão sem appellação

Art. 8. — Para julgar com menos demóras e inconvenientes os navios que poderão ser detidos como empregados em um commercio illicito de escravos, se estabelecerão (ao mais tardar dentro do espaço de um anno depois da troca das ratificações da presente convenção) duas commissões mixtas, compostas de um numero igual de individuos das duas nações, nomeados para este effeito pelos seus soberanos respectivos. Estas commissões residirão, uma nos dominios de Sua Magestade Fidelissima, e a outra nos de Sua Magestade Britannica. E os dois governos declararão, na epocha da troca das ratificações da presente convenção, cada um pelo que diz respeito aos seus proprios dominios, os logares da residencia das sobreditas commissões; reservando-se cada uma das duas altas partes contratantes o direito de mudar, a seu arbitrio, o logar de residencia da commissão que residir nos seus Estados. Bem entendido, todavia, que uma das duas commissões deverá sempre residir no Brazil, e a outra na costa da Africa.

Estas commissões julgarão, sem appellação, as causas que lhes fôrem apresentadas, e conforme ao regulamento e instrucções annexas á presente convenção, e que serão consideradas como parte integrante d'ella.

Reclamações liquidadas para uma commissão mixta.

Art. 9. — Sua Magestade Britannica, em conformidade ao que foi estipulado no tratado de 22 de janeiro de 1815, se obriga a conceder, pelo modo abaixo explicado, indemnidades sufficientes a todos os donos de navios portuguezes e suas cargas, apresadas pelos cruzadores britannicos desde a epocha do 1º de junho de 1814 até á epocha em que as duas commissões, indicadas no artigo 8 da presente convenção, se acharem reunidas nos seus logares respectivos.

As duas altas partes contratantes convieram que todas as reclamações da natureza acíma apontada, serão recebidas e liquidadas por uma commissão mixta que residirá em Londres, e que será composta de um numero igual de individuos nomeados pelos seus soberanos respectivos, e debaixo dos mesmos principios estipulados pelo artigo 8 d'esta convenção addicional, e pelos demais actos que formam parte integrante d'ella.

1817. A sobredita commissão entrará em exercicio seis mezes depois da troca das ratificações da presente convenção, ou antes se fôr possivel.

Navios apresados com escravos.

As duas altas partes contratantes convieram em que os donos dos navios tomados pelos cruzadores britannicos não possam reclamar indemnidades por um maior numero de escravos do que aquelle que, segundo as leis portuguezas existentes, lhes será permittido de transportar, conforme o numero de toneladas do navio apresado.

As duas altas partes contratantes igualmente convieram, que todo o navio portuguez apresado com escravos a bordo para o trafico, os quaes legalmente se provasse terem sido embarcados nos territorios da costa da Africa situados ao norte do Cabo de Palmas, e não pertencentes á corôa de Portugal, assim como que todo o navio portuguez, apresado com escravatura a bordo para o trafico, seis mezes depois da troca das ratificações do tratado de 22 de janeiro de 1815, e ao qual se podér provar que os ditos escravos houvessem sido embarcados em parágens da costa d'Africa situadas ao norte do equador, não terão direito a reclamar indemnidade alguma.

Pagamento das sommas mencionadas.

Art. 10. — Sua Magestade Britannica se obriga a pagar, o mais tardar no espaço de um anno depois que cada sentença fôr dada, as sommas que, pelas commissões mencionadas nos artigos precedentes, fôrem concedidas aos individuos que tivérem direito de as reclamar.

300,000 libras esterlinas de indemnidade.

Art. 11. — Sua Magestade Britannica se obriga formalmente a pagar as tresentas mil libras esterlinas de indemnidade, estipuladas pela convenção de 21 de janeiro de 1815, a favor dos donos dos navios portuguezes apresados pelos cruzadores britannicos até á epocha do 1° de janeiro de 1814, nos termos seguintes, a saber:

O primeiro pagamento de cento e cincoenta mil libras esterlinas, seis mezes depois da troca das ratificações da presente convenção, e cento e cincoenta mil libras esterlinas restantes, assim como os juros de cinco por cento devidos sobre toda a somma desde o dia da troca das ratificações da convenção de

21 de janeiro de 1815, serão pagas nove mezes depois da troca da ratificação da presente convenção. Os juros devidos serão abonados até o dia do ultimo pagamento. Todos os sobreditos pagamentos serão feitos em Londres ao ministro de Sua Magestade Fidelissima junto a Sua Magestade Britannica, ou ás possôas que Sua Magestade Fidelissima houvér por bem de auctorisar para esse effeito. 1817.

ART. 12. — Os actos ou instrumentos annexos á presente convenção, e que formam parte integrante d'ella, são os seguintes :

Nº 1. *Formulario* de passaporte para os navios mercantes portuguezes que se destinarem ao trafico licito de escravatura. Formularios.

Nº 2. Instrucções para os navios de guerra das duas nações que fôrem destinados a impedir o trafico illicito de escravos. Instrucções.

Nº 3. Regulamento para as commissões mixtas que residirão na costa da Africa, no Brazil e em Londres. Regulamento.

ART. 13. — A presente convenção será ratificada, e as ratificações serão trocadas no Rio de Janeiro, no termo de quatro mezes, o mais tardar, depois da data do dia da sua assignatura. Ratificações.

Em fé do que, os plenipotenciarios respectivos a assignáram e selláram com o sêllo das suas armas.

Feita em Londres, aos 28 dias do mez de julho do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817.

(L. S.) Conde DE PALMELLA.
(L. S.) CASTLEREAGH.

Nº 1. — *Formulario de passaporte para as embarcações portuguezas que se destinarem ao trafico licito de escravos.*

(Logar das armas reaes.)

F ministro e secretario d'Estado dos negocios da marinha e dominios ultramarinos, etc., etc. (ou governador, ou secretario do governo de Portugal). Passaporte.

1817. Faço saber a todos que o presente passaporte virem, que o navio denominado

de toneladas,

levando homens de tripulação,

e passageiros;

de que é mestre

e dono Portuguezes

e vassallos d'este reino unido, segue viágem para os portos

de e e

costa de donde ha de

voltar para

os ditos mestre e dono havendo primeiro prestado o juramento necessario perante a real junta do commercio d'esta capital (ou mesa da inspecção d'esta capitania), e tendo provado legalmente que ao dito navio e carga não tem parte pessôa alguma estrangeira, como se mostra pela certidão da mesma real junta (ou da mesa da inspecção) que vae annexa a este passaporte. Os ditos

mestre e dono do dito

navio ficando obrigados a entrar unicamente n'aquelles portos da costa da Africa, onde o trafico da escravatura é permittido aos vassallos do reino unido de Portugal, do Brazil e Algarves, e a voltar de lá para qualquer dos portos d'este reino, onde unicamente lhes será permittido desembarcar os escravos que trouxerem, depois de têr satisfeito ás formalidades necessarias para mostrar que se tem em tudo conformado com as determinações do alvará de 24 novembro de 1813, pelo qual Sua Magestade foi servido regular o transporte de escravos da costa da Africa para os seus dominios do Brazil. E deixando elles de cumprir qualquer d'estas condições, ficarão sujeitos ás penas impostas pelo alvará de (1) contra aquelles que fizerem o trafico de escravos de uma maneira illicita. E porque na ida ou volta póde ser encontrado em quaesquer mares ou portos pelos cabos e officiaes de naus e mais embarcações do mesmo reino: ordena

(1) Este alvará deverá ser promulgado em consequencia do artigo 3 da convenção addicional de 28 de julho de 1817.

el rei nosso senhor que lhe não ponham impedimento algum, e recommenda aos das armadas, esquadras e mais embarcações dos reis, principes, republicas, potentados, amigos e alliados d'esta corôa, que lhe não embaracem seguir a sua viágem, antes para a fazer lhe dêem a ajuda e favor de que necessitar, na certeza de que aos recommendados pelos seus principes se fará pela nossa parte o mesmo e igual tratamento. Em fé do que, Sua Magestade lhe mandou dar este passaporte, por mim assignado e sellado com o sêllo grande das armas reaes; o qual passaporte valerá sómente por e só por uma viágem. Dado no palacio de aos dias do mez de do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo, 1817.

(L. S.) *N.*

Por órdem de Sua Excellencia,
O official que lavrou o passaporte.

Este passaporte (N°
) auctorisa o navio n'elle mencionado a levar a seu bordo de uma vez qualquer numero de escravos não excedendo sendo por tonelada, conforme é permittido pelo alvará de (1) exceptuando sempre os escravos empregados como marinheiros ou creados, e as creanças nascidas a bordo durante a viágem.

(Assignado como passaporte pelas auctoridades portuguezas respectivas.)

(L. S.) Conde DE PALMELLA. CASTLEREAGH.

(1) Isto é, o alvará de 24 de novembro de 1813, ou outra qualquer lei portugueza que haja de se promulgar para o futuro em logar d'esta.

1817.

Nº 2. — *Instrucções destinadas para os navios de guerra portuguezes e inglezes que tivérem a seu cargo o impedir o commercio illicito de escravos.*

Direito de visitar os navios mercantes suspeitos.

Art. 1. — Todo o navio de guerra portuguez ou britannico terá o direito, na conformidade do artigo 5 da convenção addicional de data de hoje, de visitar os navios mercantes de uma ou de outra potencia que fizerem realmente ou fôrem suspeitos de fazer o commercio de negros; e se a bordo d'elles se acharem escravos, confórme o teôr do artigo 6 da convenção addicional acíma mencionada, e pelo que diz respeito aos navios portuguezes, se houverem motivos para se suspeitar que os sobreditos escravos fossem embarcados em um dos pontos da costa da Africa onde este commercio não lhes é já permittido, segundo as estipulações existentes entre as duas altas potencias: n'este caso tão sómente, o commandante do dito navio de guerra os poderá detêr; e havendo-os detido, deverá conduzi-los o mais promptamente que fôr possivel para serem julgados por aquella das duas commissões mixtas, estabelecidas pelo artigo 8 da convenção addicional de data de hoje, de que estiverem mais proximos, ou á qual o commandante do navio apresador julgar, debaixo da sua responsabilidade, que póde mais depressa chegar desde o ponto onde o navio de escravatura houver sido detido.

Os navios a bordo dos quaes se não acharem escravos destinados para o trafico, não poderão ser detidos debaixo de nenhum pretexto ou motivo qualquer.

Os creados ou marinheiros negros que se acharem a bordo d'estes ditos navios, não serão, em caso nenhum, um motivo sufficiente de detenção.

Navios dentro de um porto das duas partes.

Art. 2. — Não poderá ser visitado ou detido, debaixo de qualquer pretexto ou motivo que seja, navio algum mercante ou empregado no commercio de negros, emquanto estivér dentro de um porto ou enseada pertencente a uma das duas altas partes contratantes, ou ao alcance de tiro de peça das baterias

de terra; mas dado o caso que fossem encontrados n'esta situação navios suspeitos, poderão fazer-se as representações convenientes ás auctoridades do paiz, pedindo-lhes que tomem medidas efficazes para obstar a similhantes abusos. 1817.

Navios ao alcance de tiro de peça.

Art. 3. — As altas partes contratantes, considerando a immensa extensão das costas da Africa ao nórte do equador, onde este commercio fica prohibido, e a facilidade que haveria de fazer um trafico illicito n'aquellas parágens, onde a falta total ou tal vez a distancia das auctoridades competentes impedisse de se recorrer a estas auctoridades para se opporem ao dito commercio, e para mais facilmente alcançarem o fim util que têem em vista, convieram de conceder, e com effeito se concedem mutuamente, a faculdade, sem prejudicar aos direitos de soberania, de visitar e de detêr, como se se encontrasse no mar largo, qualquer navio que fôr achado com escravatura a bordo, ainda mesmo ao alcance de tiro de peça de terra das costas dos seus territorios respectivos no continente da Africa ao nórte do equador, uma vez que ali não haja auctoridade local á qual se possa recorrer, como fica dito no artigo antecedente. No caso sobredito os navios visitados poderão ser conduzidos perante as commissões mixtas, na fórma estipulada no artigo 1 das presentes instrucções.

Caça começada ao N. do equador.

Art. 4. — Não poderão ser detidos, debaixo de pretexto algum, os navios portuguezes mercantes ou empregados no commercio de negros, que fôrem encontrados em qualquer parágem que seja, quér perto de terra, quér no mar largo, ao *sul do equador*, a mênos que não seja em consequencia de se lhes haver começado a dar caça ao nórte do equador.

Portos fóra do continente de Africa.

Art. 5. — Os navios portuguezes, munidos de um passaporte em regra, que tiverem carregado a seu bordo escravos nos pontos da costa da Africa onde o commercio de negros é permittido aos vassallos portuguezes, e que depois fôrem encontrados ao nórte do equador, não deverão ser detidos pelos navios de guerra das duas nações, quando mesmo estejam munidos das presentes instrucções, comtanto que justifiquem a sua derrota, seja por têr, segundo os usos da navegação portugueza, feito um bordo

1817. para o nórte de alguns graus, a fim de ir buscar ventos favoraveis, seja por outras causas legitimas, como as fortunas do mar devidamente provadas; ou seja finalmente no caso em que os seus passaportes mostrarem que elles se destinam para algum dos portos pertencentes á corôa de Portugal que estão situados fóra do continente da Africa.

Bem entendido que, pelo que respeita aos navios de escravatura que fôrem detidos ao nórte do equador, a prova da legalidade da viágem deverá ser produzida pelo navio detido; e que ao contrario, acontecendo que um navio de escravatura seja detido ao sul do equador, confórme á estipulação do artigo precedente, n'este caso a prova da illegalidade deverá ser produzida pelo apresador.

É igualmente estipulado que, ainda mesmo quando o numero de escravos, que os cruzadores acharem a bordo de um navio de escravatura, não corresponder ao que declarar o seu passaporte, não será este motivo bastante para justificar a detenção do navio; mas n'este caso o capitão e o dono do navio deverão ser denunciados perante os tribunaes portuguezes no Brazil, para ali serem castigados confórme ás leis do paiz.

Capitão e dois terços da tripulação portugueza.

ART. 6. — Todo o navio portuguez que se destinar a fazer o commercio licito de escravos, debaixo dos principios declarados na convenção addicional da data de hoje, deverá têr o capitão e os dois terços ao mênos da tripulação de nação portugueza. Bem entendido que o ser o navio de construcção estrangeira nada implicará com a sua nacionalidade; e que os marinheiros negros serão sempre considerados como Portuguezes, comtanto que (se fôrem escravos) pertençam a vassallos da corôa de Portugal, ou que tenham sido forrados nos dominios de Sua Magestade Fidelissima.

Moderação e attenções

ART. 7. — Todas as vezes que uma embarcação de guerra encontrar um navio mercante que estivér no caso de dever ser visitado, aquella deverá comportar-se com toda a moderação e com as attenções devidas entre nações amigas e alliadas; e em todo o caso a visita será feita por um official que tenha o posto ao mênos de tenente de marinha.

1817.

Art. 8. — As embarcações de guerra que, debaixo dos principios declarados nas presentes instrucções, detivérem os navios de escravatura, deverão deixar a bordo toda a carga de negros intacta, assim como o capitão e uma parte ao mênos da tripulação do dito navio.

Declaração authentica do capitão.

O capitão fará uma declaração authentica por escripto, que mostre o estado em que elle achou a embarcação detida, e as alterações que n'ella tivérem havido. Deverá tambem dar ao capitão do navio de escravatura um certificado assignado dos papeis que houverem sido apprehendidos ao dito navio, assim como do numero de escravos achados a bordo ao tempo da detenção.

Os negros não serão desembarcados senão quando os navios a bordo dos quaes se acham chegarem ao logar onde a validade da presa deve ser julgada por uma das duas commissões mixtas, para que, no caso que não sejam julgados de bôa presa, a perda dos donos possa mais facilmente resarcir-se. Se porém houverem motivos urgentes, procedidos da duração da viágem, do estado de saüde dos escravos ou outros quaesquer que exijam que os negros sejam desembarcados, todos ou parte d'elles, antes de poderem os navios ser conduzidos ao logar da residencia de uma das mencionadas commissões, o commandante do navio apresador podéra tomar sobre si esta responsabilidade, comtanto porém que aquella necessidade seja constatada por um attestado em fórma.

Transporte de escravos.

Art. 9. — Não se poderá fazer transporte algum de escravos, como objecto de commercio, de um para outro porto do Brazil, ou do continente e ilhas na costa da Africa para os dominios da corôa de Portugal fóra da America, senão em navios munidos de passaportes *ad hoc* do governo portuguez.

Feito em Londres, aos 28 dias do mez de julho do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817.

(L. S.) Conde de Palmella. (L. S.) Castlereagh.

1817.

N° 3. — *Regulamento para as commissões mixtas que devem residir na costa da Africa, no Brazil e em Londres.*

Detenções dos navios.

ART. 1°. — As commissões mixtas estabelecidas pela convenção addicional da data de hoje na costa da Africa e no Brazil, são destinadas para julgar da legalidade da detenção dos navios empregados no trafico da escravatura, que os cruzadores das duas nações houverem de detêr em virtude da mesma convenção, por fazerem um commercio illicito de escravos.

Sentenças serão dadas summariamente.

As sobreditas commissões julgarão, sem appellação, confórme á letra e espirito do tratado de 22 de janeiro de 1815, e da convenção addicional ao mesmo tratado, assignada em Londres no dia 28 de julho de 1817. As commissões deverão dar as suas sentenças tão summariamente quanto fôr possivel; e lhes é prescripto o decidirem (sempre que fôr praticavel) no espaço de veinte dias, contados d'aquelle em que cada navio detido fôr conduzido ao porto da sua residencia,

1° Sobre a legitimidade da captura;

2° Sobre as indemnidades que o navio apresado deverá receber, no caso de se lhe dar liberdade.

Ficando estipulado que em todos os casos a sentença final não poderá ser differida além do termo de dois mezes, quér seja por cousa de ausencia de testemunhas ou por falta de outras provas; excepto a requerimento de alguma das partes interessadas, comtanto que estas dêem fiança sufficiente de se encarregarem das despezas e riscos da demóra, no qual caso os commissarios poderão á sua discrição conceder uma demóra addicional, a qual não passará de quatro mezes.

ART. 2. — Cada uma das sobreditas commissões mixtas, que devem residir nas costas da Africa e no Brazil, será composta da maneira seguinte, a saber:

Commissarios juizes e commissarios arbitros.

As duas altas partes contratantes nomearão cada uma d'ellas um commissario juiz e um commissario arbitro, os quaes serão auctorisados a ouvir e decidir, sem appellação, todos os casos

de captura dos navios de escravatura que lhes possam ser submettidos, confórme á estipulação da convenção addicional da data de hoje. Todas as partes essenciaes do processo perante estas commissões mixtas deverão ser feitas por escripto na lingua do paiz onde residir a commissão. Os commissarios juizes e os commissarios arbitros prestarão juramento, perante o magistrado principal do paiz onde residir a commissão, de bem e fielmente julgar; de não dar preferencia alguma nem aos reclamadores nem aos captores; e de se guiarem em todas as suas decisões pelas estipulações do tratado de 22 de janeiro de 1815, e da convenção addicional ao mesmo tratado. 1817.

Cada commissão terá um secretario ou official de registo, nomeado pelo soberano do paiz onde residir a commissão. Este official deverá registar todos os actos da commissão, e antes de tomar posse do logar deverá prestar juramento, ao mênos perante um dos juizes commissarios, de se comportar com respeito á sua auctoridade, e de proceder com fidelidade em todos os negocios pertencentes ao seu emprego.

Forma do processo.

Art. 3. — A fórma do processo será como se segue:

Os commissarios juizes das duas nações deverão, em primeiro logar, proceder ao exame dos papeis do navio, e receber os depoimentos, debaixo de juramento, do capitão e de dois ou tres, pelo mênos, dos principaes individuos a bordo do navio detido, assim como a declaração do captor debaixo, de juramento, no caso que pareça necessaria, a fim de se poder julgar e decidir se o dito navio foi devidamente detido ou não, segundo as estipulações da convenção addicional da data de hoje, e para que, a vista d'este juizo, seja condemnado ou posto em liberdade. E no caso que os dois commissarios juizes não concordem na sentença que deverão dar, já seja sobre a legitimidade da detenção, já sobre a indemnidade que se deverá conceder, ou sobre qualquer outra duvida que as estipulações da convenção d'esta data possam suscitar, n'estes casos farão tirar por sorte o nome de um dos dois commissarios arbitros, o qual, depois de haver tomado conhecimento dos autos do processo, deverá conferir com os sobreditos commissarios juizes sobre o

1817. caso de que se trata; e a sentença final se pronunciará conforme os votos da maioria dos sobreditos commissarios juizes e do sobredito commissario arbitro.

Carga de escravos.

ART. 4. — Todas as vezes que a carga de escravos, achada a bordo de um navio de escravatura portuguez, houver sido embarcada em qualquer ponto da costa da Africa onde o trafico de escravos é licito aos vassallos de Sua Magestade Fidelissima, um tal navio não poderá ser detido debaixo do pretexto de terem sido os sobreditos escravos trazidos na sua origem *por terra*, de outra qualquer parte do continente.

Certidão dos papeis.

ART. 5. — Na declaração authentica que o captor deverá fazer perante a commissão, assim como na certidão dos papeis apprehendidos, que se deverá passar ao capitão do navio apresado no momento da sua detenção, o sobredito captor será obrigado a declarar o seu nome e o nome do seu navio, assim como a latitude e longitude da parágem onde tivér acontecido a detenção, e o numero de escravos achados vivos a bordo do navio ao tempo da detenção.

Avaliação das indemnidades.

ART. 6. — Immediatamente depois de dada a sentença, o navio detido (se fôr julgado livre) e quanto restar da sua carga, serão restituidos aos donos, os quaes poderão reclamar perante a mesma commissão a avaliação das indemnidades a que terão direito de pretender. O mesmo captor, e, na sua falta, o seu governo, ficará responsavel pelas sobreditas indemnidades. As duas altas partes contratantes se obrigam a satisfazer, no praso de um anno desde a data da sentença, as indemnidades que fôrem concedidas pela sobredita commissão. Bem entendido que estas indemnidades serão sempre á custa d'aquella potencia á qual pertencer o captor.

Serão declarados bôa presa o casco e a carga.

ART. 7. — No caso de ser qualquer navio condemnado por viágem illicita, serão declarados bôa presa o casco, assim como a carga, qualquer que ella seja, á excepção dos escravos que se acharem a bordo para objecto de commercio; e o dito navio e a dita carga serão vendidos em leilão publico a beneficio dos dois governos. E quanto aos escravos, estes deverão receber da commissão mixta uma carta de alforria, e serão consignados

ao governo do paiz em que residir a commissão que tivér dado a sentença, para serem empregados em qualidade de creados ou de trabalhadores livres. Cada um dos dois governos se obriga a garantir a liberdade d'aquella porção d'estes individuos que lhe fôr respectivamente consignada. 1817.

ART. 8. — Qualquer reclamação de indemnidade por perdas occasionadas aos navios suspeitos de fazerem o commercio illicito de escravos, que não fôrem condenados como bôa presa pelas commissões mixtas, deverá ser igualmente recebida e julgada pelas sobreditas commissões na fórma especificada pelo artigo 3 do presente regulamento. Reclamações por perdas.

E em todos os casos em que se passar sentença de restituição, a commissão adjudicará a qualquer requerente, ou aos seus procuradores respectivos, reconhecidos como taes em devida fórma, uma justa e completa indemnidade, em beneficio da pessôa ou pessôas que fizerem as reclamações :

1° Por todas as custas do processo, e por todas as perdas e damnos que qualquer requerente ou requerentes possam têr soffrido por tal captura e detenção, isto é, no caso de perda total, o requerente ou requerentes serão indemnisados :

1° Pelo casco, massâme, apparelho e mantimentos.

2° Por todo o frete vencido ou que se possa vir a dever.

3° Pelo valor da sua carga de generos, se a tivér.

4° Pelos escravos que se acharem a bordo no momento da detenção, segundo o calculo do valor dos sobreditos escravos no logar do seu destino, dando sempre porém o desconto pela mortalidade que naturalmente teria acontecido, se a viágem não tivesse sido interrumpida; e além d'isso por todos os gastos e despezas que se hajam de incorrer com a venda de taes cargas, incluindo commissão de venda, quando esta haja de se pagar.

5° Por todas as demais despezas ordinarias em casos similhantes de perda total.

E em outro qualquer caso em que a perda não seja total, o requerente ou requerentes serão indemnisados :

1° Por todos os damnos e despezas especiaes occasionadas ao

1817. navio pela detenção e pela perda do frete vencido, ou que se possa vir a dever.

2º Uma somma diaria, regulada pelo numero de toneladas do navio, para as despezas da demóra, quando a houver, segundo a cedula annexa ao presente artigo.

3º Uma somma diaria para manutenção dos escravos, de um shelling (ou cento e oitenta réis) por cabeça, sem distincção de sexo nem de idade, por tantos dias quantos parecer á commissão que a viágem haja sido ou possa ser retardada por causa da detenção; e tambem

4º Por toda e qualquer deterioração da carga ou dos escravos.

5º Por qualquer diminuição no valor da carga de escravos por effeito de mortalidade, augmentada além do computo ordinario para taes viágens, ou por causa de molestias occasionadas pela detenção; este valor deverá ser regulado pelo calculo do preço que os sobreditos escravos teriam no logar do seu destino, da mesma fórma que no caso precedente de perda total.

6º Um juro de cinco por cento sobre o importe do capital empregado na compra e manutenção da carga, pelo periodo da demóra occasionada pela detenção; e

7º Por todo o premio de seguro sobre o augmento de risco.

O requerente ou requerentes poderão outrosim pretender um juro, a rasão de cinco por cento por anno, sobre a somma adjudicada, até que ella tenha sido paga pelo governo a que pertencer o navio que tivér feito a presa. O importe total das taes indemnidades deverá ser calculado na moeda do paiz a que pertencer o navio detido, e liquidado ao cambio corrente do dia da sentença da commissão, excepto a totalidade da manutenção dos escravos, que será paga ao par, como acíma fica estipulado.

As duas altas partes contratantes, desejando evitar, quanto fôr possivel, toda a especie de fraudes na execução da convenção addicional da data de hoje, convieram que, no caso em que se provasse de uma maneira evidente e convincente para os juizes de ambas as nações, e sem lhes ser preciso recorrer á decisão do commissario arbitro, que o captor fôra induzido a erro por culpa voluntaria e reprehensivel do capitão do navio

detido, n'esse caso sómente não terá o navio detido direito a receber, durante os dias de detenção, a compensação pela demôra estipulada no presente artigo. 1817.

Cedula para regular a estalia, ou compensação diaria das despezas da demora.

Por um navio de	100 toneladas	até	120	inclusivè,	liv. 5	por dia.
	121 dito	a	150	dito	» 6	
	151 dito	a	170	dito	» 8	
	171 dito	a	200	dito	» 10	
	201 dito	a	220	dito	» 11	
	221 dito	a	250	dito	» 12	
	251 dito	a	270	dito	» 14	
	271 dito	a	300	dito	» 15	

e assim em proporção.

Reclamação de indemnidades.

ART. 9. — Quando o dono de qualquer navio suspeito de fazer commercio illicito de escravos, que tivér sido posto em liberdade em consequencia da sentença de uma das commissões mixtas (ou no caso acíma especificado de perda total) reclamar indemnidades pela perda de escravos que possa haver soffrido, nunca elle poderá pretender mais escravos além do numero que o seu navio tinha direito de transportar, confórme ás leis portuguezas, o qual numero deverá sempre ser estipulado no seu passaporte.

Prejuizos soffridos pelos donos dos navios portuguezes.

ART. 10. — A commissão mixta estabelecida em Londres pelo artigo 9 da convenção da data de hoje, receberá e decidirá todas as reclamações feitas ácerca de navios portuguezes e suas cargas apresadas pelos cruzadores britannicos por motivo de commercio illicito de escravos desde o primeiro de junho de mil oitocentos e quatorze, até á epocha em que a convenção da data de hoje tivér sido posta em plena execução; adjudicando-lhes, em conformidade do artigo 9 da dita convenção addicional, uma indemnisação justa e completa, confórme ás bases estabelecidas nos artigos precedentes, tanto no caso de perda total, como por despezas feitas e prejuizos soffridos pelos

1817. donos e outros interessados nos ditos navios e cargas. A sobredita commissão estabelecida em Londres será composta da mesma maneira, e será guiada pelos mesmos principios já enunciados nos artigos 1, 2 e 3 d'este regulamento para as commissões estabelecidas na costa da Africa e no Brazil.

Juizes não devem recibir emolumentos.

ART. 11. — Não será permittido a nenhum dos juizes commissarios, nem aos arbitros, nem ao secretario de qualquer das commissões mixtas, debaixo de qualquer pretexto que seja, o pedir ou receber, de nenhuma das partes interessadas nas sentenças que derem, emolumentos alguns em rasão dos deveres que lhes são prescriptos pelo presente regulamento.

Injustiça evidente das commissões.

ART. 12. — Quando as partes interessadas julgarem têr motivo de se queixar de qualquer injustiça evidente da parte das commissões mixtas, poderão representa-la aos seus governos respectivos, os quaes se reservam o direito de se entenderem mutuamente para mudar, quando o julgarem conveniente, os individuos de que se compozerem estas commissões.

Direito de pedir reparação

ART. 13. — No caso que algum navio seja detido indevidamente com o pretexto das estipulações da convenção addicional da data de hoje, e sem que o captor se ache auctorisado, nem pelo teôr da sobredita convenção, nem pelas instrucções a ella annexas, o governo ao qual pertencer o navio detido terá o direito de pedir reparação; e em tal caso, o governo ao qual pertencer o captor se obriga a mandar proceder efficazmente a um exame do motivo de queixa, e a fazer com que o captor receba, no caso de o têr merecido, um castigo proporcionado á infracção em que houver caido.

Caso da morte de um commissario juiz ou arbitro.

ART. 14. — As duas altas partes contratantes convieram que, no caso da morte de um ou varios dos commissarios, juizes e arbitros, que compõem as sobreditas commissões mixtas, os seus logares serão suppridos, *ad interim*, da maneira seguinte:

Da parte do governo britannico, as vacancias serão substituidas successivamente, na commissão que residir nos dominios de Sua Magestade Britannica, pelo governador ou tenente governador residente n'aquella colonia, pelo principal magistrado do logar, e pelo secretario; no Brazil, pelo consul britannico e

vice-consul que residirem na cidade onde se achar estabelecida a commissão mixta. 1817.

Da parte de Portugal, as vacancias serão preenchidas, no Brazil, pelas pessôas que o capitão general da provincia nomear para este effeito; e vista a difficuldade que o governo portuguez acharia de nomear pessôas adequadas para substituir os logares que possam vagar na commissão residente nos dominios britannicos, conveiu-se que, succedendo morrerem os commissarios portuguezes, juizes ou arbitros, o resto dos individuos da sobredita commissão deverá proceder igualmente a julgar os navios de escravatura que fôrem conduzidos perante elles, e á execução da sua sentença. Todavia, n'este caso sómente, as partes interessadas terão o direito de appellar da sentença, se bem lhes parecer, para a commissão que residir no Brazil; e o governo ao qual pertencer o captor, ficará obrigado a satisfazer plenamente as indemnidades que se deverem, no caso que a appellação seja julgada a favor dos reclamadores; bem entendido que o navio e a carga ficarão, emquanto durar esta appellação, no logar da residencia da primeira commissão perante a qual tiverem sido conduzidos.

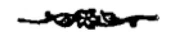
As altas partes contratantes se obrigam a preencher, o mais depressa que seja possivel, qualquer vacancia que possa occorrer nas sobreditas commissões por causa de morte ou qualquer outro motivo. E no caso que a vacancia de cada um dos commissarios portuguezes que residirem nos dominios britannicos não esteja preenchida no fim de seis mezes, os navios que ali fôrem conduzidos depois d'essa epocha, para serem julgados, cessarão de têr o direito de appellação acíma estipulado.

Feito em Londres, aos 28 dias do mez de julho do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817.

(L. S.) Conde de Palmella.
(L. S.) Castlereagh.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.



1810 *Breve dispensationis à nuntio Pii VII, papæ, pro matrimonio principissæ Beiræ, domnæ Mariæ Theresiæ, et Hispaniæ infantis, domni Petri Caroli, datum in civitate Fluminensi, die octavâ mensis maii, anno Domini MDCCCX.*

(Ex exemplari servato in tabulario regali.)

Laurentius ex comitibus de Calepio, Dei et Apostolicæ Sedis gratiâ archiepiscopus Nisibenus, sanctissimi Domini Nostri Domini Pii divinâ Providentiâ Papæ VII, prælatus domesticus, pontificio solio adsistens, ejusdemque Sanctitatis Suæ ac Sedis Apostolicæ nuntius in Portugalliæ et Algarbiorum regnis atque dominiis cum potestate legati à latere, et in his temporum circumstantiis etiam specialissimis et extraordinariis facultatibus munitus, etc., etc., etc.,

Quoniam Omnipotentis Dei, per quem reges regnant, mirabili dispositione factum est, ut celsissimus et serenissimus dominus Joannes Brasiliæ princeps Portugalliæ et Algarbiorum regna ac dominia regens unà cum fidelissimâ reginâ ac tot regiâ familiâ, ad inimicorum suorum pravas artes eluden-

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

Breve de dispensa do nuncio do papa Pio VII, para o casamento da princeza de Portugal a senhora dona Maria Thereza, e do infante de Hespânha o senhor dom Pedro Carlos, dado no Rio de Janeiro, a 8 *de maio de* 1810. 1810.

(Traducção particular.)

Lourenço, dos condes de Calepio, pela graça de Deus e da Sé Apostolica arcebispo de Nisibe, prelado domestico de Nosso Santissimo Senhor Pio, pela providencia divina Papa VII, assistente ao solio pontificio, e nuncio da mesma Sua Santidade e da Sé Apostolica nos reinos e dominios de Portugal e Algarves, com poder de legado *à latere,* e nas presentes circumstancias tambem munido de especialissimas e extraordinarias faculdades, etc., etc., etc.

Tendo acontecido por admiravel disposição de Deus Omnipotente, por quem reinam os reis, não duvidar o muito alto e serenissimo principe do Brazil, D. João, regente do reino e dominios de Portugal e Algarves, de procurar animosamente com a rainha fidelissima e toda a familia real as longinquas plagas

1810. das, longinqua hujus imperii sui ora petere invicto animo non dubitaverit; nos, quibus primi in Brasiliæ nuntii apostolici munere, licet immerenter, apud eumdem augustum principem fungi datum est, lætari quidem debemus, quod sanctissimus dominus noster Pius Papa VII præfati tam memorabilis adventùs occasione tales extraordinarias facultates nobis concedere dignatus sit, quarum vigore votis ejusdem celsissimi et serenissimi principis nunc obsecundare possimus. Quùm itaque idem celsissimus et serenissimus princeps pro eo quo prosequitur singulari affectu serenissimam principisssam Beiræ domnam Mariam Theresiam carissimam ejus filiam, dilectumque suum ex sorore nepotem serenissimum domnum Petrum Carolum de Bourbon, ipsorum desideriis pro matrimonio insimul contrahendo ex certis et rationabilibus causis libenter annuere, eaque sibi valde grata declarare arbitratus sit, cùmque nobis eorum nomine expostulaverit, ut ad hujusmodi effectum super impedimentis secundi in lineâ æquali ex uno, secundi et tertii ex altero à communibus stipitibus, triplicis tertii et quarti, ac duplicis quarti ex eodem et diversis respective stipitibus provenientibus consanguinitatis graduum, quibus invicem sunt conjuncti, cum eis dispensaremus; utentes nos idcirco præfatâ speciali et extraordinaria à Sanctitate Suâ nobis concredita apostolicâ auctoritate, prædictos serenissimos domnum Petrum Carolum de Bourbon, et domnam Mariam Theresiam principissam Beiræ, ac eorum quemlibet à quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, et pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodobilet innodati existunt, ad effectum præsentium tantum consequendum, harum serie absolventes et absolutos fore censentes, cum iisdem, ut, impedimentis præfatis secundi in lineâ æquali ex unâ tertii ex altero à communibus stipitibus, quintuplicisque quarti ex eodem ac diversis respective stipitibus provenientibus consanguinitatis graduum hujusmodi, ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque non obstantibus, matrimonium inter se publice, servatâ formâ sacri concilii Tridentini, contra-

Impedimenta ex consanguinitatis gradibus absoluta aut remissa.

d'este seu imperio, para illudir as más artes dos seus inimigos; nós, o primeiro a quem foi concedido, posto que immerecidamente, exercer o cargo de nuncio apostolico no Brazil junto do mesmo augusto principe, devemos na verdade regocijar-nos, por se têr dignado o nosso santissimo papa Pio VII, por occasião d'esta chegada tão memoravel, conceder-nos faculdades taes, que em virtude d'ellas possamos agóra satisfazer aos votos do mesmo muito alto e serenissimo principe. Como portanto o mesmo muito alto e serenissimo principe, pelo singular affeito que tem á sua carissima filha, a serenissima princeza da Beira D. Maria Thereza, e ao seu amado sobrinho, o serenissimo D. Pedro Carlos de Bourbon, resolvesse por certas e rasoaveis causas annuir de bom grado aos seus desejos de contrahirem matrimonio, e declarar que isto lhe era muito grato; e como nos pedisse em nome d'elles, que os dispensassemos sobre os impedimentos dos graus de consanguinidade por que reciprocamente estão ligados, de segundo em linha igual por um lado e de segundo e terceiro por outro, provenientes de troncos communs; e de triplice terceiro e quarto pelo mesmo lado, provenientes respectivamente de diversos troncos; nós, porisso, usando da dita auctoridade apostolica especial e extraordinaria, que nos foi concedida por Sua Santidade, absolvendo, para se conseguir sómente o effeito das presentes, e julgando absolvidos pelo teôr d'ellas, os ditos serenissimos D. Pedro Carlos de Bourbon e D. Maria Thereza, princeza da Beira, e a cada um d'elles de qualquer excommunhão e interdicto, e de outras sentenças ecclesiasticas, de censuras e penas impostas pelo direito ou pelos homens por qualquer occasião ou causa, se de algum modo a isso estão sujeitos; pela mesma auctoridade apostolica extraordinaria, de que gosâmos n'esta parte, os dispensâmos para que possam publicamente contrahir matrimonio segundo a fórma do sagrado concilio Tridentino, e solemnisalo á face da Igreja, e n'elle permanecer livre e licitamente, não obstante os ditos impedimentos d'estes graus de consanguinidade de segundo em linha igual por um lado, de terceiro por outro, provenientes de troncos communes, e de quintuplice

1810.

Impedimentos dos graus de consanguinidade removidos.

1810. here, illudque in facie Ecclesiæ solemnizare, et in eo postmodùm remanere liberè et licitè valeant, de prædictâ extraordinariâ apostolicâ auctoritate, quâ in hac parte fungimur, præsentium tenore dispensamus; distantiam vero secundi respectu tertii, ac triplicis tertii respectu triplicis quarti graduum præfatorum eis non obstare declaramus; et prolem suscipiendam exinde legitimam harum serie nuntiamus.

Datum in civitate Fluminensi, die octava mensis maii anno Domini MDCCCX, pontificatûs autem Sanctissimi in Christo Patris ac Domini Nostri Domini Pii, divinâ Providentiâ Papa VII, anno XI.

LAURENTIUS,
Archiepiscopus Nisibenus, nuntius apostolicus.
(L. S.)

CAMILLUS ALOYSIUS DE RUBEIS, a secretis.

Registratus prædictâ die, mense et anno.



quarto pelo mesmo lado, e respectivamente proveniente de diversos troncos, nem as constituções e ordenações apostolicas, ou outras disposições em contrario; declarâmos pois que não lhes obste a distancia dos ditos graus, segundo a respeito do terceiro, e do triplice terceiro a respeito do triplice quarto; e pelo teôr d'estas damos por legitimos todos os filhos que d'elles descenderem. 1810.

Dada na cidade do Rio de Janeiro, no dia 8 do mez de maio do anno do Senhor 1810, e do pontificado do Santissimo em Christo padre e senhor nosso, Pio pela divina Providencia Papa VII, anno XI.

LOURENÇO,
Arcebispo de Nisibe, nuncio apostolico.
(L. S.)

CAMILLO ALOYSIO DE RUBEIS, a secretis.

Registado no dito dia, mez e anno.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

1810. *Convenção entre os governadores do reino de Portugal e dos Algarves, em nome de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, e o conselho de regencia de Hespânha e Indias, em nome de Sua Magestade Catholica dom Fernando VII, sobre o recrutamento dos subditos de ambas as nações, assignada em Lisboa a 29 de setembro de 1810, e ratificada por parte de Portugal em o 1° de outubro, e pela de Hespânha em 20 de novembro do dito anno.*

(Do exemplar official impresso em Lisboa em 1810.)

Consideração preliminar.

Os governadores do reino de Portugal e Algarves, em nome do principe regente, e o conselho de regencia de Hespânha e Indias, em nome de Sua Magestade Catholica Fernando VII, tomando em consideração a reciproca utilidade que resultaria, tanto ao reino de Portugal como ao de Hespânha, de ficarem durante a presente guerra sujeitos ao recrutamento do paiz em que se acharem os subditos dos ditos reinos, logo que elles sejam proprios para o serviço militar, e que não preferirem antes o ir servir no seu proprio paiz: têem auctorisado, o go-

Plenipotenciarios

verno portuguez a D. Miguel Pereira Forjaz Coutinho, do con-

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

Convenio entre el consejo de regencia de España é Indias en nombre de Su Majestad Católica D. Fernando VII, y los gobernadores del reino de Portugal y Algarve en nombre de S. A. R. el principe regente de Portugal, sobre el reclutamiento de los súbditos de ambos reinos, firmado en Lisboa, el 29 *de setiembre de* 1810, *y ratificado por la España el* 20 *de noviembre, y por el Portugal el* 1° *de octubre del mismo año.* 1810.

(Del ejemplar oficial impreso en Lisboa en 1810.)

El consejo de regencia de España é Indias en nombre de Su Majestad Católica el señor D. Fernando VII, y los gobernadores del reino de Portugal y Algarve en nombre del príncipe regente, tomando en consideracion la recíproca utilidad que resultaria, tanto al reino de España como al de Portugal, de sujetar durante la presente guerra al reclutamiento del país en que se hallaren todos los súbditos de dichos reinos que sean aptos para el servicio militar, y que no prefieran ántes ir á servir en su propio país: han autorizado, el gobierno de España á D. Juan del Castillo y Carroz, caballero de justicia de la órden

Consideracion preliminar.

Plenipotenciarios

1810. selho de Sua Alteza Real, senhor dos Coutos de Freiriz e Penegate, commendador das órdens de Christo e São Thiago da Espada, marechal de campo dos seus exercitos, inspector geral das milicias, e secretario do governo das repartições das secretarias d'Estado dos negocios estrangeiros, guerra e marinha; e o governo de Hespânha a D. João del Castillo y Carroz, cavalheiro de justiça da órdem de São João, e pensionado da de Carlos III, do conselho supremo de fazenda, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de Sua Magestade Catholica n'esta côrte de Lisboa, para ajustarem, concluirem e assignarem uma convenção para o sobredito fim: os quaes, estando cabalmente instruidos das instrucções dos seus respectivos governos, convieram no artigo seguinte:

Os vassallos de ambas as nações ficam sujeitos ao recrutamento.

Que, vista a reciproca utilidade que resulta a ambos os reinos de Portugal e Hespânha, de se augmentar quanto possivel fôr o numero dos defensores da justa causa da independencia de ambas as monarchias, e de se pôr termo quanto antes á cruel lutta em que desgraçadamente se acha envolvida a Peninsula, haja uma suspensão temporaria dos privilegios concedidos aos vassallos das duas potencias, pelo que respeita ao serviço militar; a fim de que, tanto os vassallos hespanhoes que se acharem residindo em Portugal, como os portuguezes em Hespânha, sendo proprios para o serviço militar, e não tendo justa causa para serem exceptuados (o que se regulará pelas leis do paiz em que se acharem), fiquem sujeitos ao recrutamento do paiz em que actualmente residirem, uma vez que elles não prefiram antes o ir servir no seu proprio, o que deverão realisar no prefixo termo de quinze dias depois da publicação da presente convenção; com declaração porém de que esta convenção só deverá têr effeito emquanto durar a presente guerra: porquanto logo que ella termine continuarão os vassallos de ambos os reinos a gosar dos mesmos privilegios, liberdades e isenções que se acham concedidos pelos tratados subsistentes entre as duas altas potencias. E esta convenção terá o seu devido effeito logo que fôr ratificada pelos respectivos governos, e trocada no mais curto espaço de tempo possivel.

de S. Juan, y pensionado de la de Cárlos III, del consejo supremo de hacienda, enviado extraordinario y ministro plenipotenciario de Su Majestad Católica en esta corte de Lisboa; y el gobierno portugues á D. Miguel Pereira Forjaz Coutinho, del consejo de Su Alteza Real, señor de los Coutos de Freiriz y Penegate, comendador de las órdenes de Cristo y Santiago de la Espada, mariscal de campo de sus ejércitos, inspector general de las milicias, y secretario del gobierno de las reparticiones de las secretarías de Estado de los negocios extranjeros, guerra y marina, para ajustar, concluir y firmar una convencion para dicho fin; los cuales, estando cabalmente instruidos de las instrucciones de sus respectivos gobiernos, han convenido en el artículo siguiente: 1810.

Sujecion de los súbditos de ambas potencias al reclutamiento.

Que, vista la recíproca utilidad que resulta á ambos reinos de España y Portugal de aumentar cuanto fuese posible el número de los defensores de la justa causa de la independencia de ambas monarquías, y de poner um término cuanto ántes á la cruel lucha en que desgraciadamente se halla envuelta la Península, haya una suspension temporal de los privilegios concedidos á los vasallos de las dos potencias por lo respectivo al servicio militar, á fin de que, tanto los súbditos portugueses que se hallaren residiendo en España, como los españoles en Portugal, sean propios para el servicio militar, y no tengan justa causa para ser exceptuados (lo cual se regulará por las leyes del país donde se hallaren), queden sujetos al reclutamiento del país en que actualmente residen, á ménos que prefieran ántes ir á servir al suyo propio, lo que deberán realizar en el preciso término de quince dias despues de la publicacion de la presente convencion, la cual se declara que solo deberá tener efecto miéntras durare la presente guerra: y luego que esta termine continuarán los vasallos de ambos reinos gozando de los mismos privilegios, libertades y exenciones que se hallan concedidos por los tratados subsistentes entre las dos altas potencias. Y esta convencion tendrá su debido efecto luego que sea ratificada por los respectivos gobiernos, y canjeada en el mas corto espacio de tiempo posible.

1810. Em firmeza do que, nós, os plenipotenciarios auctorisados para este fim, assignámos dois originaes d'esta convenção, e os sellámos com o sêllo das nossas armas.

Feita em Lisboa, aos 29 de setembro de 1810.

D. MIGUEL PEREIRA FORJAZ.
(L. S.)



En fe de lo cual, nos, los plenipotenciarios autorizados para este fin, firmamos dos originales de esta convencion y los sellamos con el sello de nuestras armas. 1810.

Hecha en Lisboa, á 29 de setiembre de 1810.

JUAN DEL CASTILLO Y CARROZ.
(L. S.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y TUNIS.

1813. *Trattato di tregua fra il principe reggente don Giovanni e Hamada bassà, bey di Tunis, firmato in Tunis il 16 ottobre 1813, e ratificato il 20 dicembre del medesimo anno.*

(Archivo della segretaria di Stato degli uffizj esteri di Portogallo, lib. I del registro con Tunis.)

In nome di Dio Onnipotente.

Trattato di tregua fra il regno di Portogallo e Sua Altezza Serenissima il bassá bey, principe dei principi di Tunis, la città la bien guardata, il soggiorno della felicità.

Desiderio di una pace onorevole.

Sua Altezza Reale il principe reggente di Portogallo, e Sua Altezza Serenissima il bassà bey di Tunis, essendo animati dal desiderio di porre fine alle differenze per qualche anno disgraziatamente esistenti fra i rispettivi loro Stati, si sono mutualmente convenuti di stabilire una tregua, nella ferma speranza che possa condurre alla conclusione di una pace giusta ed ono-

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y TUNIS.

Tratado de tregua entre o principe regente o senhor dom João e Hamada bachá, bey de Tunis, assignado em Tunis a 16 de outubro de 1813 e ratificado em 20 de dezembro do mesmo anno (1). 1813.

(Traducção particular.)

Em nome de Deus Omnipotente.

Tratado de tregua entre o reino de Portugal e Sua Alteza Serenissima o bachá bey, principe dos principes de Tunis, a cidade bem guardada, residencia da felicidade.

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e Sua Alteza Serenissima o bachá bey de Tunis, animados do desejo de pôr fim ás differenças que por alguns annos têem desgraçadamente existido entre os seus respectivos subditos, assentáram de commum accordo estabelecer uma tregua, na firme esperança que ella ha de contribuir para a conclusão de uma paz justa e hon- Desejo de uma paz honrosa.

(1) Esta tregua foi prorogada por mais um anno em 11 de novembro de 1816.

1813. revole : in questa veduta Sua Altezza Serenissima Hamada bassà bey, principe degli principi di Tunis, e Sua Eccellenza il signor William A'Court, esquire, inviato straordinario e ministro plenipotenziario di Sua Maestà Brittannica, e munito di pieni poteri della reggenza di Portogallo, hanno accordato e stabilito li articoli seguenti :

Tregua piena e perfetta.

ART. 1. — Dalla datta della ratifica del presente trattato esisterà per tre anni piena e perfetta tregua fra Sua Altezza Reale il principe reggente di Portogallo, le sue armate, bastimenti e sudditi da una parte, e Sua Altezza Serenissima il bassà bey di Tunis, le sue armate, bastimenti e sudditi dall' altra : ed è mutualmente accordato ed inteso che durante l' esistenza di questa tregua, nessun atto di ostilità di qualunque natura siasi sarà permesso, ma al contrario stabilita la più amichevole corrispondenza fra i due Stati.

Libertà di commerciare.

ART. 2. — Durante l' esistenza della presente tregua li bastimenti i sudditi del Portogallo dovranno avere piena libertà di commerciare ne' differenti porti dei domini di Sua Altezza Serenissima il bassà bey, pagando li stessi diritti ed assogetandosi ai medesimi regolamenti, come i bastimenti e sudditi tunisini, eziam al diritto doganale di quatro e mezzo per cento, che sogliono pagare i propri sudditi tunisini per tutti quelle merci ed effetti sottoposti al dazio di dogana; ed i bastimenti i sudditi di Tunis avranno eguale libertà di esercitare il loro commercio nei differenti porti del regno di Portogallo, assogetandosi al pagamento, niente più, niente meno, dei medesimi diritti, e del medesimo dazio doganale di quattro e mezzo per cento per tutti quelli oggetti e merci sottoposti alla dogana, che pagheranno i bastimenti e i sudditi portoghesi in Tunis.

Rappresentante del Portogallo in Tunis.

ART. 3. — È inoltre accordato e stabilito, che durante il tempo che esisterà questa tregua, i sudditi del Portogallo che commercieranno nei porti del regno di Tunis dovranno dirigersi per gli affari che dipenderanno dal consolato, al console di Sua Maestà Brittannica, il quale sará considerato e ricevuto da Sua Altezza Serenissima il bassà bey come il rappresentante della nazione portoghese.

rosa. N'este intuito Sua Alteza Serenissima Hamada bachá, bey, principe dos principes de Tunis, e Sua Excellencia o senhor Guilherme A'Court, esquire, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de Sua Magestade Britannica, munido dos plenos poderes da regencia de Portugal, concordáram e estabeleceram os artigos seguintes : 1813.

Tregua plena e perfeita.

ART. 1. — Haverá, desde a data da ratificação do presente tratado, plena e perfeita tregua entre Sua Alteza Real o principe regente de Portugal, as suas armadas, navios e subditos de uma parte, e da outra Sua Alteza Serenissima o bachá bey de Tunis, as suas armadas, navios e subditos; ficando mutuamente concordado e entendido que durante a existencia da tregua nenhum acto de hostilidade, seja qual fôr sua natureza, será permittido, antes pelo contrario subsistirá a mais amigavel correspondencia entre os dois Estados.

Liberdade de commerciar.

ART. 2. — Durante a existencia da presente tregua os navios e subditos de Portugal deverão têr plena liberdade de commerciar nos differentes portos dos dominios de Sua Alteza Serenissima o bachá bey, pagando os mesmos direitos e sujeitando-se aos mesmos regulamentos a que estão sujeitos os navios e subditos tunesinos, assim como ao imposto da alfandega de quatro e meio por cento que costumam pagar os proprios subditos tunesinos por todas as mercadorias e effeitos sujeitos ao imposto da alfandega : e os navios e subditos de Tunis terão igual liberdade de exercer o seu commercio nos differentes portos do reino de Portugal, sujeitando-se ao exacto pagamento dos mesmos direitos e do mesmo imposto da alfandega de quatro e meio por cento por todos os objectos e mercadorias sujeitas á alfandega, que pagarem os navios e subditos portuguezes em Tunis.

Representante do Portugal em Tunis.

ART. 3. — Fica tambem concordado e estabelecido que, durante a existencia d'esta tregua, os subditos de Portugal que commerciarem nos portos do reino de Tunis deverão dirigir-se, pelo que respeita aos negocios da dependencia do consulado, ao consul de Sua Magestade Britannica, o qual será considerado e recebido por Sua Alteza Serenissima o bachá bey como o representante da nação portugueza.

1813.

Negoziazioni per lo stabilimento della pace.

ART. 4. — Essendo il desiderio delle due alte parti contraenti che la tregua ora felicimente stabilita possa condurre alla conclusione di una pace permanente, è mutualmente convenuto che le negoziazioni saranno aperte per lo stabilimento di un così desiderevole oggetto, immediatamente dopo la spirazione delli tre anni specificati, o anche prima, purche il governo portoghese trovi i mezzi di soddisfare Sua Altezza il bassà bey per la perdità sofferta da suoi sudditi colla cattura fatta da una fregata portoghese del bastimento di bandiera ragusea, che da Smirna veniva a Tunis nell' anno 1799.

Ma se alla spirazione di questa tregua nessuna soddisfacente compensazione per questa perdita sarà offerta dal governo portoghese, allora l'opera del presente trattato dovrá finalmente ed intieramente cessare.

In testimonianza di che noi, il bassà bey di Tunis e William A'Court, esquire, abbiamo firmato il presente trattato nel palazzo del Bardo, le 21 della luna seianel dell'anno dell'egira 1228, ed oggi 16 ottobre 1813, era cristiana.

(L. S.) di bassà bey.

WILLIAM A' COURT,
His Britannic Majesty's
envoy extraordinary and
minister plenipotentiary.
(L. S.)



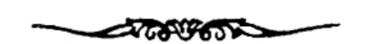
Art. 4. — Desejando as duas altas partes contratantes que a tregua agóra felizmente estabelecida possa contribuir para a conclusão de uma paz permanente, assentou-se de commum accordo que as negociações para tão desejado fim se abrirão immediatamente depois de decorridos os tres annos especificados, ou mesmo antes, uma vez que o governo portuguez haja satisfeito a Sua Alteza o bachá bey os prejuizos causados aos seus subditos com a captura, feita por uma fragata portugueza, de um navio com bandeira raguzana, que de Smirna seguia viágem para Tunis no anno de 1799. 1813. Negociações para a conclusão da paz.

Quando porém na epocha de findar esta tregua o governo portuguez não haja offerecido alguma satisfactoria compensação por similhantes prejuizos, em tal caso cessarão a final e inteiramente os effeitos do presente tratado.

Em testemunho do que, nós, o bachá bey de Tunis e Guilherme A'Court, esquire, assignámos o presente tratado no palacio do Bardo, aos 21 da lua seianel do anno da hegira, e hoje 16 de outubro de 1813.

Assignatura do bachá bey.
(L. S.)

Guilherme A'Court,
enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de Sua Magestade Britannica.
(L. S.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LAS POTENCIAS ALIADAS.

1814. *Convenção entre a França e as potencias alliadas (Austria, Gran-Bretanha, Prussia e Russia) sobre suspensão de hostilidades, assignada em París a 23 de abril de 1814, a que se refere o acto de adhesão, por parte de Sua Alteza Real o principe regente, em data de 8 de maio d'este mesmo anno.*

(Segundo o texto publicado na *Gazeta de Lisboa* d'aquella epocha.)

As potencias alliadas, reunidas na intenção de pôr termo ás desgraças da Europa, e de fundar o seu repouso sobre uma justa repartição de forças entre os Estados que a compõem, querendo dar á França, restituida a um governo cujos principios offerecem as garantias necessarias para a manutenção da paz, provas do seu desejo de entabolar com ella relações de amizade; querendo tambem fazer gosar a França, quanto possivel fôr e de antemão, dos beneficios da paz, mesmo antes que todas as disposições d'esta hajam sido estipuladas, têem resolvido proceder juntamente com Sua Alteza Real *Monsieur*, filho de França, irmão de el rei, tenente general do reino de França, a uma suspensão de hostilidades entre as forças respectivas, e ao restabelecimento das antigas relações de amizade.

Sua Alteza Real *Monsieur*, filho de França, etc., etc., de uma parte; Sua Magestade, etc., etc., de outra parte, têem nomeado conseguintemente plenipotenciarios para concordarem em um acto, o qual, sem prejuizo das disposições de paz, encerre as estipulações de uma suspensão de hostilidades, que será seguida, o mais depressa que ser possa, de um tratado de paz, a saber: 1814.

(*Aqui segue a designação das potencias e dos seus plenipotenciarios* (1)).

Hostilidades suspendidas.

ART. 1º. — Todas as hostilidades na terra e no mar estão e ficam suspendidas entre as potencias alliadas e a França, a saber: quanto aos exercitos, logo que os generaes commandantes dos exercitos francezes e das potencias tivérem feito conhecer aos generaes commandantes das tropas alliadas que lhes são oppostos, que elles têem reconhecido a auctoridade do tenente general do reino de França, e quanto ao mar, praças e estações maritimas, logo que as esquadras e portos do reino de França, ou occupados por tropas francezas, tivérem feito a mesma submissão.

Praças entregues aos alliados.

ART. 2. — Para verificar o restabelecimento das relações de amizade entre as potencias alliadas e a França, e para a fazer gosar, quanto possivel fôr de antemão, das vantágens da paz, as potencias alliadas farão evacuar por suas tropas o territorio francez, tal qual elle se achava no 1º de janeiro de 1792, á medida que as praças occupadas ainda fóra d'esses limites pelas tropas francezas fôrem evacuadas e entregues aos alliados.

Entrega das praças occupadas pelas tropas francezes.

ART. 3. — O tenente general do reino de França dará conseguintemente órdem aos commandantes d'essas praças de as entregarem nos termos seguintes, a saber: as praças situadas sobre o Rheno não comprehendidas nos limites da França, no

(1) Por parte da Austria foi o principe de Metternich; pela da França, o principe de Benevento; pela da Gran-Bretanha, o visconde de Castlereagh, conde de Aberdeen e visconde de Cathcart; pela da Prussia, o barão de Humboldt; e pela da Russia, o conde de Rasoumoffsky e o conde de Nesselrode.

1814. 1° de janeiro de 1792, e as entre o Rheno e esses limites, no espaço de dez dias contados da data da assignatura do presente acto; as praças do Piemonte, e nas outras partes da Italia que pertenciam á França, no de quinze dias; as de Hespânha, no de vinte dias; e todas as outras praças, sem excepção, que se acham occupadas pelas tropas francezas, de modo que a sua entrega total possa estar concluida até ao 1° de junho proximo. As guarnições d'estas praças sairão com armas e bagágens e com as propriedades particulares dos militares e empregados de todas as graduações. Poderão conducir a artilheria de campanha na proporção de tres peças por cada milhar de homens, comprehendidos os doentes e feridos.

A dotação das fortalezas, e tudo o que não é propriedade particular, ficará e será entregue por inteiro aos alliados, sem que d'ellas se possa extrahir objecto algum. Na dotação se comprehendem não só os depositos de artilheria e de munições, mas tambem todos os outros generos de provimentos, assim como os archivos, inventarios, planos, cartas, modelos, etc., etc.

Logo depois da assignatura da presente convenção serão nomeados commissarios das potencias alliadas e francezas, e enviados ás fortalezas para verificarem o estado em que se acham e regularem em commum a execução d'este artigo.

Serão as guarnições dirigidas por *étape* (*marchas reguladas*) nas differentes linhas que se hão de convencionar para a sua entrada em França.

Levantarão immediatamente os exercitos alliados o bloqueio das praças fortes em França. As tropas francezas que formam parte do exercito de Italia, o que occuparem praças n'aquelle paiz ou no Mediterraneo, serão immediatamente chamadas por Sua Alteza Real o tenente general do reino.

Praças maritimas.

Art. 4. — As estipulações do artigo precedente serão applicadas do mesmo modo ás praças maritimas, reservando-se comtudo as potencias contratantes regular no tratado de paz definitivo a sorte dos arsenaes, embarcações de guerra armadas e não armadas que se acham n'essas praças.

Art. 5. — As esquadras e vasos da França ficarão na sua

respectiva situação, salvo as embarcações encarregadas de commissões; porém o effeito immediato do presente acto a respeito dos portos francezes será o levantamento de todos os bloqueios por terra e por mar, a liberdade da pesca e da navegação costeira, particularmente da que é necessaria para o abastecimento de París e para o restabelecimento das relações commerciaes, segundo os regulamentos interiores de cada paiz; e este effeito immediato, relativamente ao interior, será o livre abastecimento das cidades e o livre transito dos transportes militares e commerciaes.

1814. Levantamento de bloqueios.

Art. 6. — Para evitar todo e qualquer motivo de queixa e de contestação que se possa originar por occasião das presas feitas no mar depois da assignatura da presente convenção, conveiu-se reciprocamente que os vasos e effeitos que hajam sido tomados na Mancha e nos mares do Norte, depois do espaço de doze dias a contar da troca das ratificações do presente acto, serão por uma e outra parte restituidas; que será de um mez o praso desde a Mancha e mares do Norte até ás ilhas Canarias, até ao Equador (1); e finalmente de cinco mezes em todas as outras partes do mundo, sem excepção alguma, nem outra alguma distincção particular de tempo e de logar.

Presas feitas no mar serão restituidas.

Art. 7. — Por uma e outra parte os officiaes e soldados de terra e mar, ou de qualquer natureza que sejam, e particularmente os refens, serão immediatamente restituidos sem resgate e sem troca. Nomear-se-hão reciprocamente commissarios para procederem a esta entrega geral.

Entrega geral dos officiaes e soldados.

Art. 8. — Será entregue pelos co-belligerantes, logo depois da assignatura d'este acto, a administração dos departamentos ou povoações actualmente occupadas pelas suas forças aos magistrados nomeados por Sua Alteza Real o tenente general do reino de França. As auctoridades reaes proverão nas subsistencias e no que fôr preciso ás tropas, até ao momento em que tivérem evacuado o territorio francez, querendo as potencias

Subsistencias das tropas.

(1) Nota-se uma falta n'este periodo; nós porém não vimos outra versão d'elle. (Castro.)

1814. alliadas, por effeito de sua amizade á França, fazer cessar as requisições militares, tão depressa se executar a entrega ao poder legitimo.

Tudo o que toca á execução d'este artigo será regulado por uma convenção particular.

Caminho que os alliados hão de seguir.

ART. 9. — Convencionar-se-ha respectivamente, conforme os termos do artigo 2, ao caminho que as tropas das potencias alliadas hão de seguir na sua marcha, para ali apromptar os meios de subsistencia; e nomear-se-hão commissarios para regular todas as disposições miudas, e para acompanharem as tropas até ao momento em que tivérem saído do territorio francez.

Em fé do que, os plenipotenciarios respectivos assignáram a presente convenção, e lhe pozeram o sêllo de suas armas.

Feita em París, a 23 de abril de 1814.

(Seguem as assignaturas.)

ARTIGO ADDICIONAL.

Termo de dez dias para evacuar fortes nos Paizes Baixos.

O termo de dez dias adoptado, em virtude das estipulações do artigo 3 da convenção de hoje, para a evacuação das praças no Rheno e entre este rio e as antigas fronteiras da França, se estende ás praças, fortes e estabelecimentos militares, de qualquer naturaleza que fôrem, nas Provincias Unidas dos Paizes Baixos.

O presente artigo addicional terá a mesma força e vigor, como se estivesse palavra por palavra inserido na convenção de hoje.

Em fé do que, os plenipotenciarios respectivos o assignáram, e lhe pozeram o sêllo de suas armas.

Feito em París, a 23 de abril de 1814.

(Seguem as assignaturas.)

1814.

ARTIGO SECRETO (1).

Devendo o bloqueio das praças fortes, que se hão de evacuar pela França, ser levantado logo depois da assignatura da presente convenção, todas as requisições cessarão da parte dos commandantes de praça. As propriedades publicas e particulares das ditas praças serão conservadas intactas; as que se houverem distrahido, e que ainda existem no todo ou em parte, serão restituidas. Esta ultima estipulação é applicavel com particularidade ao Banco de Hamburgo. O governo francez offerece-se a dar as órdens necessarias para a execução d'este artigo. As propriedades das praças serão intactas e restituidas.

O presente artigo terá a mesma força e valor como se estivesse inserido textualmente na convenção d'este dia.

Em fé do que, os plenipotenciarios respectivos o assignáram, e lhe pozeram o sêllo das suas armas.

Feito em París, a 23 de abril de 1814.

(*Seguem as assignaturas.*)

(1) Só o encontrámos na *Histoire abrégée des traités*, par SCHOELL, d'onde o traduzimos. Martens não o dá na sua Collecção de Tratados. (CASTRO.)

PRIMER PERÍODO.

LAS POTENCIAS ALIADAS.

1815. *Déclaration des puissances signataires du traité de Paris sur l'invasion de Bonaparte; signée à Vienne le* 13 *mars* 1815.

(Archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal. — Copie.)

Les puissances qui ont signé le traité de Paris, réunies en congrès à Vienne, informées de l'évasion de Napoléon Bonaparte et de son entrée à main armée en France, doivent à leur propre dignité et à l'intérêt de l'ordre social une déclaration solennelle des sentiments que cet événement leur a fait éprouver.

Evasion de Napoléon.

En rompant ainsi la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Bonaparte détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée. En reparaissant en France, avec des projets de troubles et de bouleversements, il s'est privé lui-même de la protection des lois, et a manifesté, à la face de l'univers, qu'il ne saurait y avoir ni paix ni trêve avec lui.

Secours pour rétablir la tranquillité publique.

Et quoique intimement persuadés que la France entière, se ralliant autour de son souverain légitime, fera incessamment rentrer dans le néant cette dernière tentative d'un délire cri-

PRIMER PERÍODO.

LAS POTENCIAS ALIADAS.

Declaração das potencias signatarias do tratado de París sobre a evasão de Bonaparte; assignada em Vienna, aos 13 *de março de* 1815. 1815.

(Traducção particular.)

As potencias que assignáram o tratado de París, reunidas em congresso em Vienna, informadas da invasão de Napoleão Bonaparte, e da sua entrada com mão armada em França, devem á sua propria dignidade e ao interesse da órdem social uma declaração solemne dos sentimentos que aquelle acontecimento lhes suggeriu.

Evasão de Napoleão.

Rompendo assim a convenção que o havia estabelecido na ilha de Elba, Bonaparte destroe o unico titulo legal a que sua existencia se achaba ligada. Tornando a apparecer em França com projectos de desórdem e de destruição, privou-se a si mesmo da protecção das leis, e manifestou, á face do universo, que não poderia haver paz nem tregua com elle.

Socorros para restabelecer a tranquillidade publica.

E pôsto que intimamente persuadidos de que a França inteira, reunindo-se em redór do seu soberano legitimo, aniquilará sem demóra esta ultima tentativa de um desvarío crimi-

1815. minel et impuissant, tous les souverains de l'Europe, animés des mêmes sentiments et guidés par les mêmes principes, déclarent que si, contre tout calcul, il pouvait résulter de cet événement un danger réel quelconque, ils seraient prêts à donner au roi de France et à la nation française, ou à tout autre gouvernement attaqué, dès que la demande en serait formée, les secours nécessaires pour rétablir la tranquillité publique, et à faire cause commune contre tous ceux qui entreprendraient de la compromettre.

Les puissances déclarent en conséquence que Napoléon Bonaparte s'est placé hors des relations civiles et sociales, et que, comme ennemi et perturbateur du repos du monde, il s'est livré à la vindicte publique.

Elles déclarent en même temps que, fermement résolues de maintenir intact le traité de Paris du 30 mai 1814 et les dispositions sanctionnées par ce traité, et celles qu'elles ont arrêtées et qu'elles arrêteront encore pour le compléter et le consolider, elles emploieront tous leurs moyens et réuniront tous leurs efforts pour que la paix générale, objet des vœux de l'Europe et but constant de leurs travaux, ne soit pas troublée de nouveau, et pour la garantir de tout attentat qui menacerait de replonger les peuples dans les désordres et les malheurs des révolutions.

La présente déclaration, insérée au protocole du congrès réuni à Vienne dans sa séance du 13 mars 1815, sera rendue publique.

Fait et certifié véritable par les plénipotentiaires des huit puissances signataires du traité de Paris.

A Vienne, le 13 mars 1815.

Suivent les signatures dans l'ordre alphabétique des cours.

Autriche.

Le prince DE METTERNICH.
Le baron DE WESSENBERG.

Espagne.

P. GOMEZ LABRADOR.

France.

Le prince DE TALLEYRAND.
Le duc DE DALBERG.
LATOUR DU PIN.
Le comte ALEXIS DE NOAILLES.

noso e impotente, todos os soberanos da Europa, animados dos mesmos sentimentos e guiados pelos mesmos principios, declaram que se, contra todo o calculo, podesse resultar d'aquelle acontecimento um perigo certo qualquer, estariam promptos a dar ao rei de França e á nação franceza, ou a qualquer outro governo atacado, logo que para isso fosse feita a competente requisição, os socorros necessarios para restabelecer a tranquillidade publica, e a fazer causa commum contra todos aquelles que emprehendessem compromette-la. 1815.

As potencias declaram em consequencia que Napoleão Bonaparte se collocou fóra das relações civis e sociaes, e que, como inimigo e perturbador do repouso do mundo, se abandonou á vindicta publica.

Declaram ao mesmo tempo que, firmemente resolvidas a mantêr intacto o tratado de París de 30 de maio de 1814 e as disposições sanccionadas por este tratado, e aquellas em que concordáram ou ainda concordarão para o completar e consolidar, hão de empregar todos os seus meios e unir todos os seus esfôrços para que a paz geral, objecto dos votos da Europa e fim constante dos seus trabalhos, não seja de novo perturbada, e para a garantir contra qualquer attentado que ameaçasse tornar a submergir os povos nas desórdens e desgraças das revoluções.

A presente declaração, inserida no protocolo do congresso reunido em Vienna na sua sessão de 13 de março de 1815, se tornará publica.

Feito e declarado verdadeiro pelos plenipotenciarios das oito potencias signatarias do tratado de París.

Em Vienna, aos 13 de março de 1815.

Seguem as assignaturas pela órdem alphabetica das côrtes.

Austria.

O principe DE METTERNICH.

O barão DE WESSENBERG.

Hespânha.

P. GOMEZ LABRADOR.

França.

O principe DE TALLEYRAND.

O duque DE DALBERG.

LATOUR DU PIN.

O conde ALEIXO DE NOAILLES.

1815. *Grande-Bretagne.*

WELLINGTON. CLANCARTY.

CATHCART. STEWART.

Portugal.

Le comte DE PALMELLA.

SALDANHA.

LOBO.

Prusse.

Le prince DE HARDENBERG.

Le baron DE HUMBOLDT.

Russie.

Le comte DE RASOUMOFFSKY.

Le comte DE STACKELBERG.

Le comte DE NESSELRODE.

Suède.

LOWENHIELM.



Gran-Bretanha.

WELLINGTON. CLANCARTY.

CATHCART. STEWART.

Portugal.

O conde DE PALMELLA.

SALDANHA.

LOBO.

Prussia.

O principe DE HARDENBERG.

O barão DE HUMBOLDT. 1815.

Russia.

O conde DE RASOUMOFFSKY.

O conde DE STACKELBERG.

O conde DE NESSELRODE.

Suecia.

LOWENHIELM.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

CONVENTION

ENTRE LE ROI JEAN VI ET LOUIS XVIII, ROI DE FRANCE,

POUR LA RESTITUTION DE LA GUYANE FRANÇAISE ET LA FIXATION DES LIMITES DE LA GUYANE PORTUGAISE.

NOTICE HISTORIQUE.

1817.

Entreprises des Portugais en 1668.

Dans l'année 1668, les Portugais s'approchèrent du cap Nord, sur les bords de l'Arouary, et bâtirent le fort *San-Antonio.* Ils s'établirent, en même temps, à Macapa, sur les ruines d'un autre fort que les Français avaient abandonné. Celui de San-Antonio fut renversé, en 1691, par les hautes marées, et les autorités françaises s'étant plaintes de l'occupation de Macapa, les Portugais reconnurent la justice de ces réclamations et procédèrent à la destruction du fort.

Limites fixées en 1700.

Par le traité provisoire conclu à Lisbonne le 4 mars 1700, le cours de l'Amazone ou Maranham fut reconnu pour limite des possessions respectives de la France et du Portugal. Avant

cette époque, cette dernière puissance possédait les établissements de *Corrupa* et de *Desterro* sur le bord septentrional du Maranham jusqu'au confluent du rio Negro ; ce qui fut considéré par les Français comme une usurpation de leur territoire. 1817.

Par le traité d'Utrecht, du 11 avril 1713, la France céda au Portugal toute la partie méridionale de la Guyane située aux environs du cap Nord et du fleuve Maranham.

Limites fixées par le traité d'Utrecht.

La France abandonna ainsi toute prétention sur la propriété des terres dites du *cap Nord*, et situées entre les fleuves Maranham et Oyapock ou Vicente Pinzon, afin qu'elles fussent désormais possédées par le Portugal (art. 8), qui doit occuper un territoire de vingt-cinq à trente lieues, compris entre le Maranham et la rivière du Cap, et borné par la Guyane française, l'Arouary et une ligne tirée parallèlement au cours du Maranham. La France renonça à la navigation de ce fleuve (art. 10 et 12), et il fut défendu aux habitants de Cayenne d'y exercer aucun trafic. Il fut pareillement défendu aux Portugais de venir commercer à Cayenne.

Les Portugais eurent le droit (par l'art. 9) de rebâtir les forts d'*Araguari* et de *Camaü* ou Macapa, aussi bien que tous les autres qui avaient été démolis en exécution du traité du 4 mars 1700, lequel se trouvait entièrement abrogé.

Les limites fixées entre les possessions françaises et portugaises devinrent ensuite illusoires, puisque l'on confondit la rivière d'Iapoc ou Oyapock, avec une autre également nommée *Vicente Pinzon*, bien que la première fût située par le 4e degré 15' de latitude nord, et l'autre au sud de l'équateur, à la distance de plus de 45 lieues.

Diverses interprétations du traité.

Les Français insistaient pour que le cours du fleuve Oyapock, dont l'embouchure était éloignée de plus de 50 lieues du cap Nord, appartînt à la France. Ils démontraient que cette même rivière d'Oyapock ou de Vicente Pinzon était située près du cap Nord, et qu'une erreur de nom était la seule cause des contestations entre les deux cours.

« Dans le doute entre les deux points, on doit penser que les négociateurs ont eu Vicente Pinzon en vue plutôt que le

1817. Iapoc. Cette rivière n'est nommée qu'une fois dans le traité, et le Vicente Pinzon l'est dans cinq articles (1). »

Nouvelles entreprises des Portugais.

Les Portugais, poussant leurs entreprises dans l'intérieur du pays, firent un *abatis* (1723) sur les bords de l'Oyapock, et y élevèrent un poteau avec les armes du roi de Portugal; mais bientôt après, celles-ci furent effacées et enlevées par les Français, qui détruisirent aussi celles qui étaient gravées sur des rochers. Le gouvernement français, pour assurer ses limites, établit un poste militaire près de la baie de Vicente Pinzon.

En 1794, les Portugais placèrent sur la rive droite de l'Oyapock le pavillon et les armes du Portugal, et une carte de ce pays fut dressée d'après les instructions du gouverneur de Para.

1797. Vers le commencement de la révolution française, le commandant de la Guyane portugaise interrompit toute relation de voisinage avec la Guyane française, afin que les noirs esclaves des deux pays ne communiquassent point entre eux. En même temps, la cour de Lisbonne rejeta les propositions de neutralité qui lui furent adressées par la Convention nationale; mais ensuite elle négocia avec la République un traité ou convention, d'après lequel les limites des deux Guyanes française et portugaise étaient fixées par le cours de la rivière nommée, par quelques auteurs *Calervenne*, et par les Français Vicente Pinzon, jusqu'à sa source, d'où serait tirée une ligne jusqu'au

Deux traités non ratifiés.

Rio-Branco. Ce traité, signé le 23 thermidor an v (11 août 1797) par le ministre plénipotentiaire de Portugal en Hollande, (*M. Antonio de Araujo de Azevedo*), fut annulé, le 26 octobre suivant, par un décret du Directoire, attendu sa non-ratification par la reine de Portugal dans le délai convenu.

Par un traité conclu à Badajoz, le 17 prairial de l'an IX (6 juin 1801), l'Arouary était reconnu comme limite entre les deux Guyanes, dans tout son cours, et ensuite une ligne droite était tirée de sa source jusqu'au Rio-Branco; mais le gouvernement français refusa de ratifier ce traité.

Le traité conclu à Madrid, le 7 vendémiaire an X (29 sep-

(1) *Journal d'un déporté*, manuscrit, tome III.

tembre 1801), entre le Portugal et la France, reconnut, comme limite entre les deux Guyanes, la *Carapanatuba*, affluent du Maranham, qui s'y réunit à environ un tiers de degré de l'équateur, latitude septentrionale au-dessus du fort Macapa. La ligne devait suivre le cours de cette rivière jusqu'à la grande chaîne de montagnes, et les inflexions de cette chaîne jusqu'au point où elle se rapproche le plus du Rio-Branco, vers le 2e degré et un tiers nord de l'équateur. 1817.

Par le *traité d'Amiens*, du 4 germinal an x (27 mars 1802), conclu entre la France et l'Angleterre, celle-ci rendit la Guyane hollandaise, et la limite entre celle française et celle hollandaise fut ainsi déterminée par l'art. 8. La ligne de démarcation entre la Guyane française et celle portugaise est fixée par la rivière Arouary, qui se jette dans l'Océan au-dessus du cap Nord, près des îles *Nuovo* et *Penetentia*, vers un degré un tiers de latitude septentrionale. Cette ligne longe ladite rivière depuis l'endroit de son embouchure le plus distant du cap Nord, jusqu'à sa source, et de là, en droite ligne, à l'ouest, jusqu'au Rio-Branco. « En conséquence, le bord septentrional de ladite rivière d'Arouary et les territoires situés au nord du surplus de la ligne de limitation appartiendront, en toute souveraineté, à la République; tandis que le bord méridional de la même rivière et les territoires au sud de ladite ligne seront la propriété de S. M. T. F. La navigation de la rivière Arouary sera, dans tout son cours, commune aux deux nations. »

Traité d'Amiens.

La restitution de la Guyane française, qui avait été occupée par les Portugais, fut stipulée par l'art. 107 de l'*acte du congrès de Vienne*, du 9 juin 1815, mais avec son ancienne frontière de l'Oyapock, que Napoléon avait reculée jusqu'à l'Arouary lors de la paix de 1801.

Acte du congrès de Vienne.

« Les limites des Guyanes française et portugaise, y est-il dit, seront définitivement fixées par des commissaires, conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht, et la contestation existant au sujet de la démarcation, terminée par un arrangement à l'amiable entre les deux parties contractractantes, sous la médiation de S. M. B. »

1817. De l'Oyapock jusqu'au cap Nord, ancienne limite méridionale de la Guyane française, il n'existe plus (dit M. Leblond) de poste français ni de mission. Les Portugais ont tout détruit pendant la révolution, sous le prétexte de nous éloigner de leurs possessions; et, prenant l'Oyapock pour limite, ils ont brûlé les villages et en ont emmené les Indiens chez eux. Ainsi, à présent (1814), cet espace, aussi étendu qu'une grande province, n'est plus qu'une vaste solitude où nul être humain ne respire.

Convention pour la restitution de la Guyane.

Par cette convention faite à Paris et signée le 28 août 1817, entre les rois de France et de Portugal, ce dernier s'engage à remettre au premier, dans le délai de trois mois, ou plus tôt s'il est possible, « la Guyane française jusqu'au fleuve d'Oyapock, dont l'embouchure est située entre les 4e et 5e degrés de latitude septentrionale, jusqu'au 322° de longitude ouest de l'île de Fer, par le parallèle de 2° 24' de latitude septentrionale. »

Limites proposées.

La fixation définitive des limites n'est pas encore terminée. « On peut cependant regarder provisoirement (dit M. Noyer), la limite des deux Guyanes, vers le sud-est, comme fixée à la rivière de Manaye ou de Vicente Pinzon, qui se jette dans le canal de Carapouri vis-à-vis l'île de Maraca, par environ 1° 55' de latitude nord, et 52° 47' de longitude ouest, d'où sera tirée une ligne parallèle à la rive gauche du Manaye, où le gouvernement français a établi un poste militaire pour la sûreté des frontières (1). »

« Si nous voulons, dit un déporté, nous former une limite naturelle et avantageuse, le milieu de l'Amazone, jusqu'au Rio Negro, séparera, à la paix, les possessions des deux puissances. On remontera le Rio Negro jusqu'au Rio-Branco, cette rivière jusqu'au Yacouty, et celle-ci jusqu'à ses sources. Elles sont dans une chaîne de montagnes qu'on suivra par le sommet le plus élevé à l'ouest. On retrouvera les eaux qui tom-

(1) M. NOYER, *Forêts vierges de la Guyane française, etc.*, pag. 46.

bent dans le Maroni, qui nous séparera des Hollandais jusqu'à son embouchure dans l'Océan (1). 1817.

Exploration du pays.

MM. *Mentelle* et *Brisson de Beaulieu* ont remonté l'Oyapock, le Camopi et une partie de la crique *Tamouri*, et de là sont allés chez les Aramichaux, près de la crique *Taco*, après un portage de cinq journées. Ayant construit deux canots, ils s'embarquèrent sur cette dernière crique, et descendirent dans l'Arouary et ensuite dans le Maroni, dont ils suivirent le courant jusqu'à la mer pour se rendre à Cayenne.

La carte de cette expédition, qui a servi de base à toutes les autres, donne les latitudes les plus méridionales qui aient encore été observées dans l'intérieur de la Guyane.

Les latitudes reconnues comme les plus voisines de l'équateur sont celles des Aramichaux et des Rocouyenes. La première, déterminée par Mentelle, la seconde par Leblond, ne vont point au delà de deux degrés nord.

M. Matthiade, dans son voyage dans l'Oyapock supérieur, en 1822, a estimé la position des *Oyampis* par 1° 30' de latitude nord, et 50° de longitude ouest de Paris.

Les forêts et les marais qui couvrent la Guyane s'opposent au perfectionnement des cartes de ce pays par des moyens trigonométriques et géodésiques (2).

(1) *Journal d'un déporté*, manuscrit, t. III.

(2) *Traité sur les terres noyées de la Guyane*, par M. Guisan, ingénieur; in-4°. — Cayenne, 1788.

1817.

Convention entre le roi Jean VI de Portugal et Louis XVIII, roi de France, pour la restitution de la Guyane française et la fixation des limites de la Guyane portugaise; signée à Paris le 28 *août* 1817, *et ratifiée par le Portugal le* 21 *janvier, et par la France le* 10 *février* 1818.

(De l'original conservé dans les archives royales de Torre do Tombo.)

Remise de la Guyane française jusqu'à l'Oyapock.

ART. 1er. — Sa Majesté Très Fidèle, étant animée du désir de mettre à exécution l'article 107 de l'acte du congrès de Vienne, s'engage à remettre à Sa Majesté Très Chrétienne dans le délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, la Guyane française jusqu'à la rivière d'Oyapock, dont l'embouchure est située entre le 4e et le 5e degré de latitude septentrionale, et jusqu'au 322e degré de longitude à l'est de l'île de Fer, par le parallèle de 2 degrés 24 minutes de latitude septentrionale.

Fixation des limites de la Guyane portugaise.

ART. 2. — On procédera immédiatement des deux parts à la nomination et à l'envoi de commissaires pour fixer définitivement les limites des Guyanes portugaise et française, conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht et aux stipulations de l'acte du congrès de Vienne; lesdits commissaires devront terminer leur travail dans le délai d'un an au plus tard, à dater du jour de leur réunion à la Guyane. Si, à l'expiration de ce terme d'un an, lesdits commissaires respectifs ne parvenaient pas à s'accorder, les deux hautes parties contractantes procéderaient à l'amiable à un autre arrangement, sous la médiation de la Grande-Bretagne, et toujours conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht, conclu sous la garantie de cette puissance.

Restitution des forteresses.

ART. 3. — Les forteresses, les magasins et tout le matériel militaire seront remis à Sa Majesté Très Chrétienne d'après l'inventaire mentionné dans l'article 5 de la capitulation de la Guyane française en 1809.

ART. 4. — En conséquence des articles ci-dessus, les ordres

1817.

Convenção celebrada entre el rei o senhor dom João VI e Luiz XVIII, rei de França, para a restituição da Guyana franceza e para a demarcação da Guyana portugueza, assignada em París a 28 de agosto de 1817, e ratificada por parte de Portugal em 21 de janeiro, e pela de França em 10 de fevereiro de 1818.

(Traducção particular.)

Entrega da Guyana franceza até ao Oyapock.

Art. 1°. — Sua Magestade Fidelissima, achando-se animada do desejo de pôr em execução o artigo 107 do acto do congresso de Vienna, obriga-se a entregar a Sua Magestade Christianissima, no praso de tres mezes, ou antes se fôr possivel, a Guyana franceza até ao rio de Oyapock, cuja embocadura está situada entre o 4° e 5° grau de latitude septentrional, e 322° grau de longitude a leste da ilha do Ferro, pelo parallelo de 2 graus 24 minutos de latitude septentrional.

Demarcação da Guyana portugueza

Atr. 2. — Ambas as partes procederão immediatamente á nomeação e expedição de commissarios para fixar definitivamente os limites das Guyanas portugueza e franceza, conforme ao sentido preciso do artigo 7 do tratado de Utrecht, e ás estipulações do acto do congresso de Vienna; os ditos commissarios deverão terminar os seus trabalhos no praso de um anno, o mais tardar, da data do dia da sua reunião na Guyana. Se, expirado este termo de um anno, os ditos commissarios respectivos não conseguissem vir a um accordo, as duas altas partes contratantes procederiam amigavelmente a um outro arranjamento, debaixo da mediação da Gran-Bretanha, e sempre na conformidade do sentido preciso do artigo 8 do tratado de Utrecht, concluido sob a garantia d'aquella potencia.

Restituição das fortalezas.

Art. 3. — As fortalezas, arsenaes e todo o material militar serão entregues a Sua Magestade Christianissima, segundo o inventario mencionado no artigo 5 da capitulação da Guyana franceza em 1809.

Art. 4. — Em consequencia dos precedentes artigos, as ne-

1817. Commissaires chargés de prendre possession de la Guyane.

nécessaires pour effectuer la remise de la Guyane, lesquels ordres se trouvent entre les mains du soussigné plénipotentiaire de Sa Majesté Très Fidèle, seront, immédiatement après la signature de la présente convention, remis au gouvernement français avec une lettre officielle du même plénipotentiaire, à laquelle sera jointe copie de la présente convention, et qui fera connaître aux autorités portugaises qu'elles doivent remettre, dans le délai de trois jours, ladite colonie aux commissaires chargés par Sa Majesté Très Chrétienne d'en prendre possession, lesquels leur présenteront lesdits ordres.

Garnison portugaise.

ART. 5. — Le gouvernement français se charge de faire conduire dans les ports de Pará et de Fernambouc, sur les bâtiments qui auront effectué le transport des troupes françaises à la Guyane, la garnison portugaise de cette colonie, ainsi que les employés civils avec tous leurs effets.

Fait à Paris, le 28 août 1817.

FRANÇOIS-JOSEPH-MARIE DE BRITO. (L. S.)

RICHELIEU. (L. S.)

ARTICLE SÉPARÉ.

Paiement des dettes, extradition des esclaves, etc.

Tous les points sur lesquels il pourrait s'élever des difficultés par suite de la restitution de la Guyane française, tels que le paiement des dettes, le recouvrement des revenus et l'extradition réciproque des esclaves, feront l'objet d'une convention particulière entre les gouvernements portugais et français.

Fait à Paris, le 28 août 1817.

FRANÇOIS-JOSEPH-MARIE DE BRITO. (L. S.)

RICHELIEU. (L. S.)



cessarias órdens para effeituar a entrega da Guyana, as quaes órdens se acham nas mãos do abaixo assignado plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima, serão, logo depois da assignatura da presente convenção, entregues ao governo francez com uma carta official do mesmo plenipotenciario, á qual irá junta uma copia da presente convenção, e que fará saber ás auctoridades portuguezas que ellas devem entregar, no praso de tres dias, a dita colonia aos commissarios encarregados por Sua Magestade Christianissima para tomar posse da mesma, os quaes lhes apresenterão as ditas órdens.

1817.

Commissarios encarregados para tomar posse da Guyana.

ART. 5. — O governo francez se encarrega de mandar conduzir para os portos do Pará e de Pernambuco, nas embarcações que tivérem effectuado o transporte das tropas francezas para Guyana, a guarnição d'esta colonia, assim como os empregados civis com todos os seus bens.

A portugueza guarnição.

Feita em París, a 28 de agosto de 1817.

FRANCISCO JOSÉ MARIA DE BRITO. (L. S.)

RICHELIEU. (L. S.)

ARTIGO SEPARADO.

Todos os pontos sobre que se podér mover difficuldades em consequencia da restituição da Guyana franceza, taes como o pagamento de dividas, a cobrança das rendas e a extradição reciproca dos escravos, serão objecto de uma convenção especial entre os governos portuguez e francez.

Cobrança das rendas, extradição dos escravos.

Feita em París, a 28 de agosto de 1817.

FRANCISCO JOSÉ MARIA DE BRITO. (L. S.)

RICHELIEU. (L. S.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.

ARTÍCULO SEPARADO

DE LA CONVENCION DE 28 DE JULIO DE 1817,

ENTRE LOS REYES DON JUAN VI Y JORGE III DE INGLATERRA,

PARA IMPEDIR EL COMERCIO ILÍCITO DE ESCLAVOS.

1817. *Artigo separado da convenção de 28 de julho de 1817, entre el rey o senhor dom João VI e Jorge III, rei da Gran Bretanha, a fim de impedir qualquer commercio illicito de escravatura, assignado em Londres, a 11 de setembro de 1817, e ratificado por parte de Portugal em 9 de dezembro, e pela da Gran Bretanha em 20 de setembro do dito anno.*

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

ARTIGO SEPARADO.

A convenção addicional ficará valida.

Logoque se verificar a total abolição do trafico de escravatura para os vassallos da corôa de Portugal, as duas altas partes contratantes convêem em adaptar, de commum accordo, ás novas circumstancias, as estipulações da convenção addicional

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL É INGLATERRA.

ARTÍCULO SEPARADO

DE LA CONVENCION DE 28 DE JULIO DE 1817,

ENTRE LOS REYES DON JUAN VI Y JORGE III DE INGLATERRA,

PARA IMPEDIR EL COMERCIO ILÍCITO DE ESCLAVOS.

Separate article of the convention of the 28th of july 1817, between the king sir don John VI and Georges III, king of Great-Britain, in order to prevent whatever illicit trade of slaves, signed in London on the 11th of september 1817, and ratified by Portugal on the 9th day of december, and by Great-Britain on the 20th of the same year. 1817.

(From the original kept in the records of the foreign affairs office.)

SEPARATE ARTICLE.

The additional convention will be valid.

As soon as the total abolition of the slave trade for the subjects of the crown of Portugal shall have taken place, the two high contracting parties hereby agree, by common consent, to adapt, to that state of circumstances, the stipulations of the

1817. assignada em Londres em 28 de julho proximo passado; mas quando não seja possivel concordar em outro ajuste, a convenção addicional d'aquella data ficará sendo valida até á expiração de quinze annos contados desde o dia em que o trafico da escravatura fôr totalmente abolido pelo governo portuguez.

O presente artigo separado terá a mesma força e vigor como se fosse inserido palavra por palavra na sobredita convenção addicional; e será ratificado, e as ratificações serão trocadas o mais cedo que fôr possivel.

Em fé do que, os plenipotenciarios respectivos o assignáram, e selláram com os sêllos das suas armas.

Feito em Londres, aos 11 dias do mez de setembro do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817.

Conde de Palmella.
(L. S.)



additional convention concluded at London the 28th of july 1817
last: but in default of such alterations, the additional convention of that date shall remain in force until the expiration of fifteen years, from the day on which the general abolition of the slave trade shall so take place on the part of the portuguese government.

The present separate article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the additional convention aforesaid. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same, and have thereunto affixed the seals of their arms.

Done at London, this 11th day of september in the year of Our Lord, 1817.

CASTLEREAGH.
(L. S.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y AUSTRIA, PRUSIA Y RUSIA.



1817. *Acte d'accession du roi Jean VI au traité de la Sainte-Alliance signé à Paris le* 14 *septembre* 1815, *entre François I*[er], *empereur d'Autriche, Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, et Alexandre I*[er], *empereur de Russie; donné à Rio de Janeiro le* 3 *décembre* 1817.

(Archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal. — Copie.)

Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité.

Objet: Préceptes de religion et de justice.

Leurs Majestés l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, par suite des grands événements qui ont signalé en Europe le cours des trois dernières années, et principalement des bienfaits multipliés qu'il a plu à la divine Providence de répandre sur les Etats dont les gouvernements ont placé leur confiance et leur espoir en elle seule, ayant acquis

(1) É tanto mais celebre este tratado quanto que foi redigido e concluido por estes monarchas, sem intervenção dos seus ministros.

Accederam a elle a maior parte dos Estados christãos, ou quasi todos, á excepção da Gran-Bretanha, declarando o principe regente (depois Jorge IV) que adheria aos principios que proclamava o dito acto, mas que as fórmas

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y AUSTRIA, PRUSIA Y RUSIA.

Acto de accessão de el rei o senhor dom João VI ao tratado da Santa Alliança celebrado em París a 14/26 *de setembro de* 1815, *entre Francisco I, imperador de Austria, Frederico Guilherme, rei de Prussia, e Alexandre I, imperador da Russia* (1), *dado no Rio de Janeiro, a* 3 *de dezembro de* 1817 (2). 1817.

(Traducção particular.)

Em nome da Santissima e Indivisivel Trindade.

Suas Magestades o imperador da Russia, o imperador de Austria e el rei de Prussia, em consequencia dos grandes successos que assignaláram na Europa o decurso dos tres ultimos annos, e principalmente os multiplicados beneficios que aprouve á divina Providencia derramar sobre os Estados cujos governos n'ella só depositáram a sua confiança e a sua esperança, tendo

Objecto: Preceitos de religião e justiça.

constitucionaes do seu paiz não permittiam que o soberano ou seu representante assignasse qualquer acto que não fosse referendado por um ministro responsavel. (CASTRO).

(2) Identicos instrumentos fóram trocados com Austria e Prussia.

1817. la conviction intime qu'il est nécessaire d'asseoir la marche à adopter par les puissances dans leurs rapports mutuels sur les vérités sublimes que nous enseigne l'éternelle religion du Dieu sauveur; déclarent solennellement que le présent acte n'a pour objet que de manifester à la face de l'univers leur détermination inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite, soit dans l'administration de leurs Etats respectifs, soit dans leurs relations politiques avec tout autre gouvernement, que les préceptes de cette religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix, qui, loin d'être uniquement applicables à la vie privée, doivent au contraire influer directement sur les résolutions des princes et guider toutes leurs démarches, comme étant le seul moyen de consolider les institutions humaines et de remédier à leurs imperfections.

En conséquence, Leurs Majestés sont convenues des articles suivants :

Esprit de fraternité.

ART. 1er.—Conformément aux paroles des saintes Ecritures, qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques contractants demeureront unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble; et, se considérant comme compatriotes, ils se prêteront, en toute occasion et en tout lieu, assistance, aide et secours; se regardant envers leurs sujets et armées comme pères de famille, ils les dirigeront dans le même esprit de fraternité dont ils sont animés pour protéger la religion, la paix et la justice.

Dieu unique souverain de la nation chrétienne.

ART. 2. — En conséquence, le seul principe en vigueur, soit entre lesdits gouvernements, soit entre leurs sujets, sera celui de se rendre réciproquement service, de se témoigner par une bienveillance inaltérable l'affection mutuelle dont ils doivent être animés, de ne se considérer tous que comme membres d'une même nation chrétienne, les trois princes alliés ne s'envisageant eux-mêmes que comme délégués par la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille, savoir, la Russie, l'Autriche et la Prusse, confessant ainsi que la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'a réellement d'autre souverain que celui à qui seul appartient

adquirido a intima convicção de que é necessario assentar a marcha que adoptem as potencias nas suas mutuas relações sobre as verdades sublimes que nos ensina a religião eterna do divino Salvador; declaram solemnemente que o presente acto não tem outro objecto mais que de manifestar á face do universo a sua determinação inalteravel de não tomar como regra da sua conducta, quér seja na administração de seus respectivos Estados, quér seja nas suas relações politicas com qualquer outro governo, senão os preceitos d'aquella santa religião, preceitos de justiça, de caridade e de paz, os quaes, longe de só serem applicaveis á vida privada, devem pelo contrario influir directamente nas resoluções dos principes, e guiar todos os seus passos, como o unico meio de consolidar as instituições humanas, e de remediar suas imperfeições. 1817.

Em consequencia, Suas Magestades convieram nos artigos seguintes:

Todos os homens são irmãos.

ART. 1. — Na conformidade das palavras das sagradas Escripturas que ordenam a todos os homens que se considerem como irmãos, os tres monarchas contratantes permanecerão unidos pelos vinculos de uma fraternidade verdadeira e indissoluvel, e estimando-se como compatriotas, deverão prestar-se, em tota a occasião e logar, assistencia, ajuda e soccorro; e considerando-se para com seus subditos e exercitos como paes de familia, dirigi-los-hão no mesmo espirito de fraternidade que os anima para proteger a religião, a paz e a justiça.

Deus, unico soberano da nação christã.

ART. 2. — Em consequencia, o unico principio em vigor, quér entre os ditos governos, quér entre os seus subditos, será o de se prestarem reciprocos serviços, de se manifestarem por uma benevolencia inalteravel a mutua affeição de que devem estar animados, de não se considerarem todos senão como membros de uma mesma nação christã, não se contemplando os tres principes aliados a si proprios senão como delegados da Providencia para governar tres ramos de uma mesma familia, a saber: a Russia, a Austria e a Prussia, confessando assim que a nação christã, de que elles e seus povos fazem parte, não tem realmente outro soberano que aquelle a quem só pertence

1817. en propriété la puissance, puisqu'en lui seul se trouvent tous les trésors de l'amour, de la science et de la sagesse infinie, c'est-à-dire Dieu, notre divin Sauveur Jésus-Christ, le Verbe du Très-Haut, la parole de vie.

Leurs Majestés recommandent, en conséquence, avec la plus tendre sollicitude à leurs peuples, comme unique moyen de jouir de cette paix qui naît de la bonne conscience et qui seule est durable, de se fortifier chaque jour davantage dans les principes et l'exercice des devoirs que le divin Sauveur a enseignés aux hommes.

Influence des principes sacrés.

ART. 3. — Toutes les puissances qui voudront solennellement avouer les principes sacrés qui ont dicté le présent acte, et qui reconnaîtront combien il est important au bonheur des nations, trop longtemps agitées, que ces vérités exercent désormais sur les destinées humaines toute l'influence qui leur appartient, seront reçues avec autant d'empressement que d'affection dans cette sainte alliance.

Fait triple et signé à Paris, l'an de grâce 1815, le 14/26 septembre.

(L. S.) FRANÇOIS Ier.
(L. S.) FRÉDÉRIC-GUILLAUME.
(L. S.) ALEXANDRE.

Reconnaissance des principes contenus dans l'acte qui précède.

Ayant été invité par Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies à l'accession du traité transcrit ci-dessus, et signé à Paris le 14/26 septembre 1815 entre lui et Leurs Majestés l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse; et reconnaissant les principes sacrés que cet acte contient, ainsi que l'heureuse influence qu'ils doivent exercer sur le bonheur des nations, je m'engage solennellement à les suivre, et j'accède par la présente au susdit traité.

Fait à Rio de Janeiro, le 3 décembre 1817.

(L. S.) JEAN R.

em propriedade o poder, poisque n'elle só se acham todos os thesouros do amor, da sciencia e da infinita sabedoria, quér dizer, Deus nosso divino Salvador Jesus Christo, o Verbo do Altissimo, a palavra da vida. 1817.

Suas Magestades recommendam portanto com a mais terna solicitude aos seus povos, como unico meio de gosar d'esta paz que nasce de uma bôa consciencia, e que só é duravel, hajam de se fortalecer cada dia mais nos principios e exercicio dos deveres que o divino Salvador ensinou aos homens.

Influencia dos principios sagrados.

ART. 3. — Todas as potencias que quizerem confessar solemnemente os principios sagrados que dictáram o presente acto, e que reconhecerem quanto é importante para a felicidade das nações, ha demasiado tempo agitadas, que estas verdades exerçam d'ora em diante nos destinos humanos toda a influencia que lhes é propria, serão recebidas com tanto empenho como affecto n'esta santa alliança.

Feito em triplicado e assignado em París, no anno de salvação 1815, 14/26 de setembro.

(L. S.) FRANCISCO I.
(L. S.) FREDERICO GUILHERME.
(L. S.) ALEXANDRE.

Reconhecimento dos principios conteudos no acto que precede.

Convidado por Sua Magestade o imperador de todas as Russias para acceder ao tratado acíma transcripto, e assignado em París a 14/26 de setembro de 1815 entre elle e Suas Magestades o imperador de Austria e el rei de Prussia; e reconhecendo os principios sagrados que aquelle acto contém, bem como a ditosa influencia que devem exercer na felicidade das nações, obrigo-me solemnemente a segui-los, e pelo presente accedo ao sobredito tratado.

Feito no Rio de Janeiro, a 3 de dezembro de 1817.

(L. S.) JOAO R.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LOS ESTADOS UNIDOS.

1819. *Tratado de amistad, arreglo de diferencias y límites entre Su Majestad Católica y los Estados Unidos de América; concluido y firmado el* 22 *de febrero de* 1819.

Firmado el 22 de febrero. Ratificado en 24 de octubre de 1820, y en 20 de febrero de 1821.

Deseando Su Majestad Católica y los Estados Unidos de América consolidar de un modo permanente la buena correspondencia y amistad que felizmente reina entre ambas partes, han resuelto transigir y terminar sus diferencias y pretensiones por medio de un tratado que fije con precision los límites de sus respectivos y confinantes territorios en la América septentrional.

Plenipotenciarios

Con esta mira han nombrado: Su Majestad Católica al excelentísimo *señor don Luis de Onís, González López y Vara, señor de la villa de Rayáces,* regidor perpétuo del ayuntamiento de la ciudad de Salamanca, caballero gran cruz de la real órden americana de Isabel la Católica y de la decoracion del Lis de la Vendée, caballero pensionado de la real y distinguida órden española de Cárlos III, ministro vocal de la suprema asamblea de dicha real órden, de su consejo, su secretario con ejercicio de decretos y su enviado extraordinario y ministro plenipoten-

ciario cerca de los Estados Unidos de América; y el presidente de los Estados Unidos á *don Juan Quiney Adams*, secretario de Estado de los mismos Estados Unidos: y ambos plenipotenciarios, despues de haber canjeado sus poderes, han ajustado y firmado los artículos siguientes: 1819.

Art. 1. — Habrá una paz sólida é inviolable y una amistad síncera entre Su Majestad Católica, sus sucesores y súbditos y los Estados Unidos y sus conciudadanos sin excepcion de personas ni lugares. Paz y amistad.

Art. 2. — Su Majestad Católica cede á los Estados Unidos en toda propiedad y soberanía todos los territorios que le pertenecen situados al este del Mississipí, conocidos bajo el nombre de Florida occidental y Florida oriental. Son comprendidos en este artículo las islas adyacentes dependientes de dichas dos provincias, los sitios, plazas públicas, terrenos baldíos, edificios públicos, fortificaciones, casernas y otros edificios que no sean propiedad de algun individuo particular, los archivos y documentos directamente relativos á la propiedad y soberanía de las mismas dos provincias; dichos archivos y documentos se entregarán á los comisarios ú oficiales de los Estados Unidos, debidamente autorizados para recibirlos. Territorios que cede S. M. C.

Art. 3. — La línea divisoria entre los dos países al occidente del Mississipí arrancará del seno mejicano en la embocadura del rio Sabina en el mar; seguirá al norte por la orilla occidental de este rio hasta el grado 32° de latitud, desde allí por una línea recta al norte hasta el grado de latitud en que entra en el rio Rojo de Natchitochez (Red River), y continuará por el curso del rio Rojo al oeste hasta el grado 100 de longitud occidental de Lóndres y 23 de Washington, en que cortará este rio, y seguirá por una línea recta al norte por el mismo grado hasta el rio Arkansas, cuya orilla meridional seguirá hasta su nacimiento en el grado 42 de latitud septentrional, y desde dicho punto se tirará una línea recta por el mismo paralelo de latitud hasta el mar del Sur. Todo segun el mapa de Melish, publicado en Filadelfia y perfeccionado en 1818. Pero si el nacimiento del rio Arkansas se hallase al norte ó sur de dicho Línea divisoria al O. del Mississipí.

1819. grado 42 de latitud, seguirá la línea desde el orígen de dicho rio recta al sur ó norte, segun fuese necesario, hasta que encuentre el expresado grado 42 de latitud, y desde allí por el mismo paralelo hasta el mar del Sur. Pertenecerán á los Estados Unidos todas las islas de los rios Sabina, Rojo de Natchitochez y Arkansas en la extension de todo el curso descripto : pero el uso de las aguas y la navegacion del Sabina hasta el mar y de los expresados rio Rojo y Arkansas en toda la extension de sus mencionados límites en sus respectivas orillas, será comun á los habitantes de las dos naciones. Las dos altas partes contratantes convienen en ceder y renunciar todos sus derechos, reclamaciones y pretensiones sobre los territorios que se describen en esta línea, á saber : Su Majestad Católica renuncia y cede para siempre, por sí y á nombre de sus sucesores y herederos, todos los derechos que tiene sobre los territorios al este y al norte de dicha línea; y los Estados Unidos en igual forma ceden á Su Majestad Católica y renuncian para siempre todos sus derechos, reclamaciones y pretensiones á cualesquiera territorios situados al oeste y al sur de la misma línea arriba descripta.

Nombramiento respectivo de un comisario y un geómetra.

ART. 4. — Para fijar esta línea con mas precision y establecer los mojones que señalen con exactitud los límites de ambas naciones, nombrará cada una de ellas un comisario y un geómetra que se juntarán ántes del término de un año, contado desde la fecha de la ratificacion de este tratado, en Natchitochez, en las orillas del rio Rojo, y procederán á señalar y demarcar dicha línea desde la embocadura del Sabina hasta el rio Rojo, y de este hasta el rio Arkansas, y á averiguar con certidumbre el orígen del expresado rio Arkansas, y fijar segun queda estipulado y convenido en este tratado la línea que debe seguir desde el grado 42 de latitud hasta el mar Pacífico. Llevarán diarios y levantarán planos de sus operaciones, y el resultado convenido por ellos se tendrá por parte de este tratado, y tendrá la misma fuerza que si estuviese inserto en él; debiendo convenir amistosamente los dos gobiernos en el arreglo de cuanto necesiten estos individuos, y en la escolta

respectiva que deban llevar, siempre que se crea necesario. 1819.

Liberdad religiosa.

ART. 5. — A los habitantes de todos los territorios cedidos se les conservará el ejercicio libre de su religion sin restriccion alguna; y á todos los que quisieren trasladarse á los dominios españoles se les permitirá la venta ó extraccion de sus efectos en cualquiera tiempo, sin que pueda exigírseles en uno ni otro caso derecho alguno.

Incorporacion de habitantes á los Estados Unidos.

ART. 6. — Los habitantes de los territorios que Su Majestad Católica cede por este tratado á los Estados Unidos, serán incorporados en la union de los mismos Estados lo mas pronto posible, segun los principios de la constitucion federal, y admitidos al goce de todos los privilegios, derechos é inmunidades de que disfrutan los ciudadanos de los demas Estados.

Los Españoles evacuan los territorios cedidos.

ART. 7. — Los oficiales y tropas de Su Majestad Católica evacuarán los territorios cedidos á los Estados Unidos seis meses despues del canje de la ratificacion de este tratado, ó ántes si fuese posible, y darán posesion de ellos á los oficiales ó comisarios de los Estados Unidos debidamente autorizados para recibirlos; y los Estados Unidos proveerán los trasportes y escolta necesarios para llevar á la Habana los oficiales y tropas españolas y sus equipajes.

Ratificacion de antiguas concesiones.

ART. 8. — Todas las concesiones de terrenos hechas por Su Majestad Católica, ó por sus legítimas autoridades ántes del 24 de enero de 1818 en los expresados territorios que Su Majestad cede á los Estados Unidos, quedarán ratificadas y reconocidas á las personas que estén en posesion de ellas, del mismo modo que lo serian si Su Majestad hubiera continuado en el dominio de estos territorios; pero los propietarios que por un efecto de las circunstancias en que se ha hallado la nacion española y por las revoluciones de Europa, no hubiesen podido llenar todas las obligaciones de las concesiones, serán obligados á cumplirlas segun las condiciones de sus respectivas concesiones, desde la fecha de este tratado, en defecto de lo cual serán nulas y de ningun valor. Todas las concesiones posteriores al 24 de enero de 1818, en que fueron hechas las primeras proposiciones de parte de Su Majestad Católica para la cesion de las dos Flo-

1819. ridas, convienen y declaran las dos altas partes contratantes que quedan anuladas y de ningun valor.

Renuncias recíprocas y su extension.

ART. 9. — Las dos altas partes contratantes, animadas de los mas vivos deseos de conciliacion, y con el objeto de cortar de raíz todas las disensiones que han existido entre ellas, y afianzar la buena armonía que desean mantener perpétuamente, renuncian una y otra recíprocamente á todas las reclamaciones de daños y perjuicios que así ellas como sus respectivos súbditos y ciudadanos hayan experimentado hasta el dia en que se firme este tratado.

La renuncia de los Estados Unidos se extiende :

1º Á todos los perjuicios mencionados en el convenio de 11 de agosto de 1802.

2º Á todas las reclamaciones de presas hechas por los corsarios franceses y condenadas por los cónsules franceses dentro del territorio y jurisdiccion de España.

3º Á todas las reclamaciones de indemnizaciones por la suspension de derecho de depósito en Nueva Orleans en 1802.

4º Á todas las reclamaciones de los ciudadanos de los Estados Unidos contra el gobierno español, procedentes de presas y confiscaciones injustas, así en la mar como en los puertos y territorios de Su Majestad en España y sus colonias.

5º Á todas las reclamaciones de los ciudadanos de los Estados Unidos contra el gobierno de España, en que se haya reclamado la interposicion del gobierno de los Estados Unidos ántes de la fecha de este tratado, y desde la fecha del convenio de 1802, ó presentadas al departamento de Estado de esta república, ó ministro de los Estados Unidos en España.

La renuncia de Su Majestad Católica se extiende:

1º Á todos los perjuicios mencionados en el convenio de 11 de agosto de 1802.

2º Á las cantidades que suplió para la vuelta del capitan Pike de las provincias internas.

3º Á los perjuicios causados por la expedicion de Miranda, armada y equipada en Nueva-York.

4º Á todas las reclamaciones de los súbditos de Su Majestad

Católica contra el gobierno de los Estados Unidos, procedentes de presas y confiscaciones injustas, así en la mar como en los puertos y territorios de los Estados Unidos. 1819.

5º Á todas las reclamaciones de los súbditos de Su Majestad Católica contra el gobierno de los Estados Unidos, en que se haya reclamado la interposicion del gobierno de España, ántes de la fecha de este tratado y desde la fecha del convenio de 1802, ó que hayan sido presentadas al departamento de Estado de Su Majestad, ó su ministro en los Estados Unidos.

Las altas partes contratantes renuncian recíprocamente todos sus derechos á indemnizaciones por cualquiera de los últimos acontecimientos y transacciones de sus respectivos comandantes y oficiales en las Floridas.

Y los Estados Unidos satisfarán los perjuicios, si los hubiese habido, que los habitantes y oficiales españoles justifiquen legalmente haber sufrido por las operaciones del ejército americano en ellas.

Anulacion del convenio de 1802.

ART. 10. — Queda anulado el convenio hecho entre los dos gobiernos en 11 de agosto de 1802, cuyas ratificaciones fueron canjeadas en 21 de diciembre de 1818.

Indemnizacion de reclamaciones particulares, por los Estados Unidos. Comision liquidadora.

ART. 11. — Los Estados Unidos, descargando á la España para lo sucesivo de todas las reclamaciones de sus ciudadanos, á que se extienden las renuncias hechas en este tratado, y dándolas por enteramente canceladas, toman sobre sí la satisfaccion ó pago de todas ellas hasta la cantidad de cinco millones de pesos fuertes. El señor presidente nombrará, con consentimiento y aprobacion del senado, una comision compuesta de tres comisionados, ciudadanos de los Estados Unidos, para averiguar con certidumbre el importe total y justificacion de estas reclamaciones; la cual se reunirá en la ciudad de Washington, y en el espacio de tres años desde su reunion primera recibirá, examinará y decidirá sobre el importe y justificacion de todas las reclamaciones arriba expresadas y descritas.

Los dichos comisionados prestarán juramento, que se anotará en los cuadernos de sus operaciones, para el desempeño fiel y eficaz de sus deberes; y en caso de muerte, enfermedad

1819. ó ausencia precisa de alguno de ellos, será reemplazado del mismo modo, ó por el señor presidente de los Estados Unidos en ausencia del senado. Los dichos comisionados se hallarán autorizados para oir y examinar bajo juramento cualquiera demanda relativa á dichas reclamaciones, y para recibir los testimonios auténticos y convenientes relativos á ellas. El gobierno español suministrará todos aquellos documentos y aclaraciones que estén en su poder para el ajuste de las expresadas reclamaciones, segun los principios de justicia, el derecho de gentes y las estipulaciones del tratado entre las dos partes de 27 de octubre de 1795, cuyos documentos se especificarán cuando se pidan á instancia de dichos comisionados.

Los Estados Unidos pagarán aquellas reclamaciones que sean admitidas y ajustadas por los dichos comisionados, ó por la mayor parte de ellos, hasta la cantidad de cinco millones de pesos fuertes, sea inmediatamente en su tesorería, ó por medio de una creacion de fondos con el interes de un seis por ciento al año, pagaderos de los productos de las ventas de los terrenos baldíos en los territorios aquí cedidos á los Estados Unidos, ó de cualquiera otra manera que el congreso de los Estados Unidos ordene por ley.

Se depositarán, despues de concluidas sus transacciones, en el departamento de Estado de los Estados Unidos los cuadernos de las operaciones de los dichos comisionados, juntamente con los documentos que se les presenten relativos á las reclamaciones que deben ajustar y decidir; y se entregarán copias de ellos ó de parte de ellos al gobierno español, y á peticion de su ministro en los Estados Unidos, si la solicitase.

Ratificacion del tratado de límites y navegacion de 1795.

ART. 12. — El tratado de límites y navegacion de 1795 queda confirmado en todos y cada uno de sus artículos, excepto los artículos 2, 3, 4, 21, y la segunda cláusula del 22, que habiendo sido alterados por este tratado, ó cumplidos enteramente, no pueden tener valor alguno.

Con respecto al artículo 15° del mismo tratado de amistad, límites y navegacion de 1795, en que se estipula que la bandera cubre la propiedad, han convenido las dos altas partes

contratantes en que esto se entienda así con respecto á aquellas potencias que reconozcan este principio; pero que si una de las dos partes contratantes estuviese en guerra con una tercera, y la otra neutral, la bandera de esta neutral cubrirá la propiedad de los enemigos, cuyo gobierno reconozca este principio, y no de otros. 1819.

Prision y entrega de marineros desertores.

ART. 13. — Deseando ambas potencias contratantes favorecer el comercio recíproco, prestando cada una en sus puertos todos los auxilios convenientes á sus respectivos buques mercantes, han acordado en hacer prender y entregar los marineros que deserten de sus buques en los puertos de la otra, á instancia del cónsul; quien sin embargo deberá probar que los desertores pertenecen á los buques que los reclaman, manifestando el documento de costumbre en su nacion; esto es, que el cónsul español en puerto americano exhibirá el *roll* del buque; y el cónsul americano en puerto español el documento conocido bajo el nombre de *artides;* y constando en uno ú otro el nombre ó nombres del desertor ó desertores que se reclaman, se procederá al arresto, custodia y entrega al buque á que correspondan.

Sobre compensacion á los Estados Unidos de ciertos perjuicios.

ART. 14. — Los Estados Unidos certifican por el presente, que no han recibido compensacion alguna de la Francia por los perjuicios que sufrieron de sus corsarios, cónsules y tribunales en las costas y puertos de España, para cuya satisfaccion se provee en este tratado, y presentarán una relacion justificada de las presas hechas y de su verdadero valor, para que la España pueda servirse de ella en la manera que mas juzgue justo y conveniente.

Admision de buques españoles en Panzacola y San Agustin de las Floridas.

ART. 15. — Los Estados Unidos, para dar á Su Majestad Católica una prueba de sus deseos de cimentar las relaciones de amistad que existen entre las dos naciones, y de favorecer el comercio de los súbditos de Su Majestad Católica, convienen en que los buques españoles que vengan solo cargados de productos de sus frutos ó manufacturas directamente de los puertos de España ó de sus colonias, sean admitidos por el espacio de doce años en los puertos de Panzacola y San Agustin de las

1819. Floridas, sin pagar mas derechos por sus cargamentos, ni mayor derecho de tonelaje que el que paguen los buques de los Estados Unidos. Durante este tiempo, ninguna nacion tendrá derecho á los mismos privilegios en los territorios cedidos. Los doce años empezarán á contarse tres meses despues de haberse cambiado las ratificaciones de este tratado.

ART. 16. — El presente tratado será ratificado en debida forma por las partes contratantes, y las ratificaciones se canjearán en el espacio de seis meses desde esta fecha, ó mas pronto si es posible. En fe de lo cual, nosotros los infrascritos plenipotenciarios de Su Majestad Católica y de los Estados Unidos de América hemos firmado, en virtud de nuestros poderes, el presente tratado de amistad, arreglo de diferencias y límites, y le hemos puesto nuestros sellos respectivos.

Hecho en Washington, á 22 de febrero de 1819.

LUIS DE ONIS. JOHN QUINCY ADAMS.

NOTA. — Siendo bastante interesante la ratificacion de este tratado por parte de España, ha parecido conveniente su insercion. La cesion de las Floridas oriental y occidental, que se menciona en los artículos 2° y 3° del tratado, para la cual fué necesaria la autorizacion de las cortes, solicitada y obtenida en sesion secreta de 5 de octubre de 1820, produjo ciertas disensiones entre las partes contratantes, que estuvieron á punto de anular lo pactado. Habia concedido el rey por los años de 1817 al duque de Alagon y al conde de Puñonrostro considerables porciones de terrenos incultos en las Floridas. Las cortes declararon nulas estas cesiones, pero no reputándolas comprendidas en la cesion general hecha ahora á los Estados Unidos, encargaron al gobierno beneficiase aquellos terrenos en favor del tesoro público. Los Estados Unidos, que de hecho se hallaban apoderados de todo el territorio cedido desde el año de 1810; que se veían obligados á devolver la provincia de Téjas, que tambien habian ocupado; que notaban cierta oposicion en los Estados á ratificar el tratado; y que sobre todo eran árbitros ya legalmente de conducir la cuestion segun les pareciese por no

haber presentado España la ratificacion dentro del término estipulado, se negaron absolutamente á admitirla en los términos propuestos por las cortes. Hubo pues que exhibir otra que reservadamente y por precaucion se llevaba extendida en los términos que deseaban los Estados Unidos, con lo cual renunció España al indisputable derecho que por el artículo 8 la pertenecia para disponer de los terrenos concedidos ántes del año de 1818 á Alagon y Puñonrostro. La ratificacion dice así: 1819.

« Don Fernando VII, etc., por cuanto en el dia 22 de febrero » del año próximo pasado de 1819, se concluyó y firmó en la » ciudad de Washington entre D. Luis de Onis, mi enviado » extraordinario y ministro plenipotenciario, y D. Joaquin » Quincy Adams, secretario de Estado de los Estados Unidos, » autorizados competentemente por ambas partes, un tratado » compuesto de 16 artículos, que tiene por objeto el arreglo » de diferencias y de límites entre ambos gobiernos y sus » respectivos territorios; cuya forma y tenor literal es el si- » guiente (*aquí el tratado*). Por tanto, habiendo visto y exa- » minado los referidos 16 artículos, y habiendo precedido la » anuencia y autorizacion de las cortes generales de la nacion » por lo respectivo á la cesion que en los artículos 2° y 3° se » menciona y estipula, he venido en aprobar y ratificar todos » y cada uno de los referidos artículos y cláusulas que en ellos » se contienen; y en virtud de la presente los apruebo y rati- » fico; prometiendo en fe y palabra de rey cumplirlos y obser- » varlos y hacer que se cumplan y observen enteramente, como » si yo mismo los hubiese firmado: sin que sirva de obstáculo » en manera alguna la circunstancia de haber transcurrido el » término de seis meses prefijados para el canje de las ratifica- » ciones en el artículo 16; pues mi deliberada voluntad es que » la presente ratificacion será tan válida y subsistente y pro- » duzca los mismos efectos que si hubiese sido hecha dentro » del término prefijado. Y deseando al mismo tiempo evitar » cualquiera duda ó ambigüedad que pueda ofrecer el contesto » del artículo 8° del referido tratado con motivo de la fecha que » en él se señala como término para la validacion de las conce-

1819. » siones de tierras en las Floridas hechas por mí ó por las autoridades competentes en mi real nombre, á cuyo señalamiento de fecha se procedió en la positiva inteligencia de dejar anuladas por su tenor las tres concesiones de tierras hechas á favor del duque de Alagon, conde de Puñonrostro y D. Pedro Várgas; tengo á bien declarar que las referidas tres concesiones han quedado y quedan enteramente anuladas é invalidadas; sin que los tres individuos referidos, ni los que de estos tengan título ó causa puedan aprovecharse de dichas concesiones en tiempo ni manera alguna: bajo cuya explícita declaracion se ha de entender ratificado el referido artículo. En fe de todo lo cual mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada por el infrascrito mi secretario del despacho de Estado. Dado en Madrid, á 24 de octubre de 1820. »

La ratificacion de los Estados Unidos tiene la fecha de 20 de febrero de 1821. (CANTILLO.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y GRAN BRETAÑA.

1819. *Declaração dos plenipotenciarios portuguez e britannico que assignáram a convenção de 28 de julho de 1817, ácerca do artigo 2 da dita convenção, datada em Londres a 3 de abril de 1819.*

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

DECLARAÇAO.

Trafico illicito de escravatura.

Havendo-se concluido entre Sua Magestade Fidelissima e Sua Magestade Britannica uma convenção, assignada em Londres aos 28 de julho de 1817, que têm por objecto o impedir o trafico illicito da escravatura,

E tendo-se declarado pelo artigo 2 da sobredita convenção, que o trafico de escravatura continua a ser permittido aos vassallos portuguezes, unicamente em certos territorios que no mencionado artigo se descrevem;

Territorios de Molembo e Cabinda.

E porquanto os territorios de Molembo e Cabinda se acham designados no sobredito artigo como situados na cósta oriental de Africa, o que evidentemente se mostra ser um engano de

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y GRAN BRETAÑA.

Declaration of portugueze and british plenipotentiaries, who signed the convention of the 28th of july 1817, on account of the article 2 of the said convention, dated London, april 3rd **1819.** 1819.

(From the original kept in the records of the foreign affairs office.)

DECLARATION.

Prevention of the slave trade.

Whereas a convention, having for its object the prevention of the illicit traffic in slaves, was concluded between His Most Faithful Majesty and His Britannic Majesty, and signed at London on the 28th of july 1817,

And whereas by the second article of that convention the traffic in slaves was declared still to be permitted to portuguese subjects, only within certain territories therein described;

Territories of Molembo and Cabinda.

And whereas the territories of Molembo and Cabinda are described by that article to be on the eastern coast of Africa; and whereas this description is evidently a verbal mistake, the

1819. palavras, poisque os ditos territorios de Molembo e Cabinda estão de facto situados na cósta *occidental*, e não na cósta *oriental* de Africa;

Declaram os abaixo assignados que se terá por annullada a palavra *oriental* n'aquella parte do artigo 2 acima mencionada, substituindo-se-lhe a palavra *occidental*, e que a ultima parte do referido artigo fica portanto sendo do teôr seguinte:

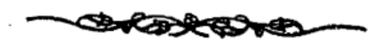
« Os territorios de Molembo e Cabinda na cósta *occidental* da Africa, desde o quinto grau e doze minutos até ao oitavo grau de latitude meridional. »

Convieram outrosim os abaixo assignados em que a presente declaração seja considerada como parte integrante da sobredita convenção.

Em testemunho e fé do que, os abaixo assignados, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima junto a Sua Magestade Britannica, e secretario de Estado de Sua Magestade Britannica na repartição dos negocios estrangeiros, firmáram a presente declaração com os seus proprios punhos, e a selláram com os sêllos das suas armas, em Londres aos 3 dias do mez de abril de 1819.

Conde de Palmella.
(L. S.)

Castlereagh.
(L. S.)



said territories of Molembo and Cabinda lying in fact upon the *western* and not upon the *eastern* coast of Africa; 1819.

It is hereby declared, by the undersigned, that the word *eastern*, in that part of the second article above alluded to, shall be held to be annulled, and the word *western* to stand in its place; and the latter part of the article in question shall accordingly be held to run thus:

« The territories of Molembo and Cabinda, upon the *western* coast of Africa, from the fifth degree, twelve minutes, to the eighth degree south latitude. »

It was further agreed between the undersigned, that the present declaration shall be considered as an integral part of the said convention.

In witness and in faith of the above, the undersigned, His Most Faithful Majesty's envoy extraordinary and minister plenipotentiary at the court of St. James's, and His Britannic Majesty's secretary of State for foreign affairs, have thereunto set their hands and seals, at London, this 3rd day of april 1819.

Conde DE PALMELLA.
(L. S.)

CASTLEREAGH.
(L. S.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LAS DOS SICILIAS.

AJUSTE

HECHO ENTRE LOS REINOS DE PORTUGAL, BRASIL, ALGARVES Y EL DE LAS DOS SICILIAS,

PARA LA TRASMISION DE BIENES ENTRE LOS RESPECTIVOS SÚBDITOS.

1819. *Convention entre les royaumes de Portugal et de Brésil et celui des Deux-Siciles, pour la transmission des biens entre leurs sujets respectifs, signée à Naples le* 31 *mai* **1819.**

(Archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal. — Copie.)

DÉCLARATION.

Abolition du droit de détraction.

Le soussigné, conseiller et secrétaire d'Etat, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi du royaume des Deux-Siciles, d'après l'autorisation qu'il en a reçue par son auguste

(1) O documento que aqui damos, fomos obrigados a traduzi-lo do italiano por não existir no original francez, nos nossos archivos. Tão pouco podémos encontrar n'estes ultimos a outra declaração da mesma data do

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LAS DOS SICILIAS.

AJUSTE

HECHO ENTRE LOS REINOS DE PORTUGAL, BRASIL Y ALGARVES, Y EL DE LAS DOS SICILIAS, PARA LA TRASMISION DE BIENES ENTRE LOS RESPECTIVOS SÚBDITOS.

Ajuste feito entre os reinos de Portugal e do Brazil e Algarves, e o das Duas Sicilias, para a transmissão de bens entre os respectivos subditos; assignado em Napoles a **31** *de maio de* **1819.** 1819.

(Archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros. — Copia.)

DECLARAÇAO (1).

O abaixo assignado, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima junto de Sua Magestade el rei do reino das Duas Sicilias, em virtude da auctorisa- Direitos de detracção abolidos.

visconde de Torrebella, relativamente á abolição do direito *d'aubaine;* o seu teôr, porém, que igualmente traduzimos do italiano, é o seguinte:

« O abaixo assignado, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario

1819. souverain, déclare que les sujets de Sa Majesté Très Fidèle ne seront pas assujettis dans les Etats de Sa Majesté Sicilienne aux droits connus sous la dénomination de *jus detractûs et census emigrationis*, même quand en cas de succession, legs, donation, rente, émigration ou autre, il y a lieu à une translation de biens du royaume uni de Portugal, Brésil et Algarves dans le royaume des Deux-Siciles, ou de celui-ci dans les Etats de Sa Majesté Très Fidèle.

Transmission de biens. Il déclare, en outre, que cette disposition s'étend à tous les droits et autres impositions de ce genre qui pourraient être levés par quelques provinces, villes, juridictions, corporations ou communes, en sorte que les sujets des deux royaumes qui devront hériter, acquérir ou exporter des biens, ne seront assujettis à d'autres impositions ou taxes qu'à celles qui, soit à raison de droit de succession, de rente ou mutation de propriété quelconque, sont acquittées par les habitants mêmes des deux pays, d'après les lois, règlements et ordonnances existants ou à émaner dans la suite.

Cette déclaration sera échangée avec une déclaration de la même teneur de l'envoyé de Sa Majesté Très Fidèle résidant à la cour de Naples, dûment autorisé à la délivrer, et aura force et valeur dans les Etats respectifs.

Naples, le 31 mai 1819.

Le marquis DE CIRCELLO.

de Sua Magestade Fidelissima junto de Sua Magestade el rei do reino das Duas Sicilias, em virtude da auctorisação que recebeu da sua côrte, declara que o direito *d'aubaine* (jus albinagii) não se praticará para com os subditos de Sua Magestade Siciliana no reino unido de Portugal, do Brazil e Algarves; e que consequentemente os mesmos poderão livremente herdar, adquirir e possuir bens, de qualquer natureza e debaixo de qualquer titulo, nos Estados de Sua Magestade Fidelissima, e transmitti-los a seus successores pelo modo que julgarem conveniente.

» Em fé do que, o abaixo assignado passou a presente declaração na

ção que recebeu da sua côrte, declara que o direito conhecido debaixo da denominação de *jus detractûs et census emigrationis* não sendo percebido no reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, cs subditos de Sua Magestade el rei do reino das Duas Sicilias não ficarão a elle sujeitos, ainda mesmo que, no caso de successão, legado, doação, renda, emigração ou outro, tenha logar a transmissão de bens do reino das Duas Sicilias para os Estados de Sua Magestade Fidelissima, ou d'estes ultimos para os Estados de Sua Magestade Siciliana. 1819.

Declara outrosim que esta disposição se estende a todos os direitos e outras imposições d'este genero, que possam ser lançadas por quaesquer provincias, cidades, jurisdicções, corporações ou communidades, de sorte que os subditos dos dois reinos, que hajam de adquirir ou exportar bens, não ficarão sujeitos a outras imposições ou tributos senão áquelles que por direito de successão, de renda ou permutação de qualquer propriedade, venham a satisfazer os proprios habitantes dos dois paizes em virtude das leis, regulamentos e ordenações existentes, ou que no successivo se fizerem. Transmissão de bens.

Esta declaração será trocada por outra do mesmo teôr do ministro d'Estado de Sua Magestade el rei do reino das Duas Sicilias, e terá força e valor nos respectivos Estados.

Napoles, 31 de maio de 1819.

O vizconde DE TORREBELLA.

conformidade do artigo 2 do decreto de Sua Magestade el rei do reino das Duas Sicilias em data de 12 de agosto de 1818, relativo á abolição do direito *d'aubaine*.

» Napoles, 31 de maio de 1819.

» Visconde DE TORREBELLA. »

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LAS DOS SICILIAS.

CONVENCION

ENTRE EL REY DON JUAN VI Y FERNANDO I, REY DE LAS DOS SICILIAS,

PARA EL TRASPORTE DE PRESIDIARIOS NAPOLITANOS Á LOS DOMINIOS DE PORTUGAL.

1819. *Convention entre le roi de Portugal Jean VI et Ferdinand I, roi des Deux-Siciles, pour le transport des condamnés napolitains dans les Etats du Portugal; signée à Naples le 11 décembre* 1819 (1).

(Archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal. — Copie.)

Sa Majesté le roi du royaume uni de Portugal, du Brésil et des Algarves, ayant consenti à recevoir dans ses Etats d'outre-mer une partie de ceux d'entre les sujets de Sa Majesté le roi du royaume des Deux-Siciles qui pour leurs crimes ont été condamnés par les tribunaux; les soussignés, d'après les facultés qu'ils ont reçues de leurs souverains respectifs pour régler tout

(1) Cette convention ne fut pas ratifiée.

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LAS DOS SICILIAS.

CONVENCION

ENTRE EL REY DON JUAN VI Y FERNANDO I, REY DE LAS DOS SICILIAS,

PARA EL TRASPORTE DE PRESIDIARIOS NAPOLITANOS Á LOS DOMINIOS DE PORTUGAL.

Convenção entre el rei o senhor dom João VI e Fernando I, rei das Duas Sicilias, para o transporte de degradados napolitanos para os dominios de Portugal; assignada em Napoles a 11 *de dezembro de* 1819 (1). 1819.

(Traducção particular.)

Sua Magestade el rei do reino unido de Portugal e do Brazil e Algarves, tendo consentido em recebêr nos seus Estados do ultramar uma parte d'aquelles subditos de Sua Magestade el rei do reino das Duas Sicilias, que por causa de seus crimes fóram condemnados pelos tribunaes; os abaixo assignados, segundo as faculdades que receberam de seus respectivos sobe-

(1) Esta convenção não foi ratificada.

1819.

ce qui peut avoir rapport à cet objet, ont arrêté les articles suivants :

Condamnés napolitains.

ART. 1er. — Le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle s'engage à recevoir dans ses Etats tous les condamnés que le gouvernement de Sa Majesté Sicilienne croira convenable d'y envoyer, pourvu que leur âge ne soit pas au-dessus de 45 ans, et qu'ils ne soient pas estropiés ou incapables au travail.

Le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle s'engage aussi à assurer à ces individus les moyens de subsistance.

Leur transport en Portugal.

ART. 2. — Ces condamnés seront envoyés à Lisbonne ou à Lagos en Algarve, aux frais et sur des bâtiments de guerre de Sa Majesté le roi des Deux-Siciles.

Malades.

ART. 3. — On prendra les mesures convenables, afin qu'il ne soit embarqué pour le Portugal aucun individu qui aura quelque signe de maladie, pour prévenir la possibilité d'une contagion.

Propreté des habillements.

ART. 4. — Pour que la santé des individus qu'on embarquera puisse mieux se conserver pendant une longue traversée, le gouvernement de Sa Majesté Sicilienne pourvoira à ce qu'ils soient proprement habillés.

Liste des condamnés.

ART. 5. — Il sera remis à la légation portugaise, à Naples, une liste desdits individus, avec l'indication de leur âge, de leurs crimes et des peines auxquelles ils ont été condamnés. On y spécifiera particulièrement s'ils sont ou non mariés, afin qu'on puisse empêcher de se remarier ceux qui ont leurs femmes vivantes.

Femmes et enfants.

ART. 6. — Si les femmes et les enfants des condamnés qu'on embarquera pour le Portugal, veulent les suivre, cela leur sera permis dans cette première expédition, et aussi dans les successives si Sa Majesté Très Fidèle y consent.

Transport de Portugal au Brésil.

ART. 7. — Au moment de leur arrivée à Lisbonne ou à Lagos, les condamnés seront consignés au gouvernement portugais, qui se chargera de les faire passer à Rio de Janeiro aux frais et sur des bâtiments de guerre de Sa Majesté Très Fidèle.

ranos para regular tudo quanto diga respeito a este objecto, concordáram nos artigos seguintes. 1819.

ART. 1. — O governo de Sua Magestade Fidelissima obriga-se a recebêr nos seus Estados todos os condemnados que o governo de Sua Magestade Siciliana julgar conveniente mandar para ali, comtanto que a sua idade não exceda a 45 annos, e que elles não estejam aleijados ou incapazes de poderem trabalhar. Os condemnados das Duas Sicilias.

O governo de Sua Magestade Fidelissima tambem se obriga a assegurar áquelles individuos os meios de subsistencia.

ART. 2. — Os condemnados serão mandados para Lisboa ou para Lagos no Algarve, á custa e em embarcações de guerra de Sua Magestade el rei das Duas Sicilias. Seraõ mandados para Lisbõa.

ART. 3. — Tomar-se-hão as medidas convenientes, a fim de que se não embarque para Portugal individuo algum que tenha qualquer signal de molestia, para prevenir que possa haver contagio. Signal de molestia.

ART. 4. — Para que a saüde dos individuos que se embarcarem possa melhor conservar-se durante uma longa viágem, o governo de Sua Magestade Siciliana proverá a que os mesmos sejam devidamente vestidos. Seraõ devidamente vestidos.

ART. 5. — Será entregue na legação portugueza em Napoles uma relação dos ditos individuos, com indicação da sua idade, de seus crimes e das penas a que fóram condemnados; especificando-se particularmente se são ou não casados, a fim de se poder impedir que tornem a casar aquelles cujas mulheres estejam vivas. Relaçaõ dos transportados.

ART. 6. — Se as mulheres e os filhos dos condemnados que fôrem embarcados para Portugal quizerem seguir estes, ser-lhes-ha permittido faze-lo n'esta primeira expedição, e bem assim nas successivas se Sua Magestade Fidelissima n'isso consentir. As mulheres e os filhos.

ART. 7. — No momento da sua chegada a Lisboa ou a Lagos, os condemnados serão consignados ao governo portuguez, o qual se encarregará de os mandar ir para o Rio de Janeiro á custa e em embarcações de guerra de Sua Magestade Fidelissima. Seraõ consignados ao governo portuguez.

1819.

Frais de retour des condamnés libérés.

Art. 8. — Si les individus qui ne sont pas condamnés à des peines à vie désirent retourner dans leur patrie, après le terme de leur condamnation, ils en auront la permission, et Sa Majesté Sicilienne s'engage à subvenir à tous les frais nécessaires pour leur retour dans ses Etats. Cette permission est positive pour les condamnés de la première expédition. Pour les autres. le ministre de Sa Majesté Très Fidèle prend l'affaire *ad referendum;* et, en cas que la proposition ne soit pas admise, le gouvernement de Sa Majesté Sicilienne n'enverra en Portugal que des condamnés à vie.

Durée de la convention.

Art. 9. — La présente convention sera mise à exécution immédiatement après qu'elle aura été signée en double par les ministres des deux cours autorisés à la stipuler, et durera autant qu'il sera agréable à Leurs Majestés Très Fidèle et Sicilienne.

En foi de quoi, ils l'ont munie de leur signature et du cachet de leurs armes.

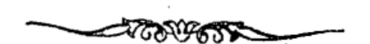
Fait à Naples, le 11 du mois de décembre de 1819.

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Très Fidèle près la cour de Naples,

Vicomte de Torrebella.
(L. S.)

Le secrétaire d'Etat ministre des affaires étrangères de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles,

Marquis de Circello.
(L. S.)



ART. 8. — Se os individuos que não são condemnados a penas por toda a vida desejam voltar á sua patria, depois do termo da sua condemnação, terão para esse fim licença, e Sua Magestade Siciliana obriga-se a occorrer a todos os gastos necessarios para o regresso dos mesmos aos seus Estados. Esta licença é positiva paro os condemnados da primeira expedição. Emquanto aos outros o ministro de Sua Magestade Fidelissima toma o negocio *ad referendum*; e no caso de que a proposta não seja admittida, o governo de Sua Magestade Siciliana não enviará para Portugal senão condemnados por toda a vida. 1819. Gastos necessarios para o regresso.

ART. 9. — A presente convenção será posta em execução logo depois de têr sido assignada em duplicado pelos ministros das duas côrtes auctorisados a estipula-la, e durará o tempo que fôr agradavel a Suas Magestades Fidelissima e Siciliana. Duraçaõ de esta estipulação.

Em fé do que, elles a assignáram e selláram com o sêllo das suas armas.

Feita em Napoles, a 11 do mez de dezembro de 1819.

O enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de S. M. Fidelissima junto da côrte de Napoles,

Visconde DE TORREBELLA.
(L. S.)

O secretario d'Estado ministro dos negocios estrangeiros de S. M. el rei do reino das Duas Sicilias,

Marquez DE CIRCELLO.
(L. S.)



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LOS ESTADOS UNIDOS

1820. *Real cédula dirigida en 24 de octubre de 1820 al capitan general de la isla de Cuba, para la entrega de las Floridas, en cumplimiento del tratado del 22 de febrero de 1819.*

Dada á 24 de octubre.

Don Fernando VII, por la gracia de Dios y por la constitucion de la monarquía española, rey de las Españas. Á vos el capitan general y gobernador de la isla de Cuba y de las dos Floridas, sabed : que por un tratado celebrado en la ciudad de Washington á 22 de febrero del año pasado de 1819 por plenipotenciarios debidamente autorizados, con el objeto de arreglar las diferencias que han existido entre el gobierno de España y el de los Estados Unidos de América y los límites de sus respectivos territorios, se estipuló la cesion por parte de la España á los Estados Unidos de todos los que están situados al este del Missisipí, conocidos con los nombres de Florida Oriental y Occidental ; comprendiéndose en dicha cesion las islas adyacentes y dependientes de las dos Floridas, con los sitios, plazas públicas, terrenos baldíos, edificios públicos, fortificaciones, casernas y otros edificios que no sean propiedad de algun individuo particular, con mas los archivos y documentos directamente

relativos á la propiedad y soberanía de dichas dos provincias, 1820.
previniéndose al mismo tiempo que á los habitantes de los territorios así cedidos, se les conservará el ejercicio libre de su religion sin restriccion alguna; y que á todos los que quisieren trasladarse á los dominios españoles, se les permitirá, para que puedan mejor verificarlo, la venta ou extraccion de sus efectos en cualquiera tiempo, sin que pueda exigírseles por el gobierno americano en uno ni otro caso derecho alguno; y que aquellos que prefieran permanecer en las Floridas, serán admitidos lo mas pronto posible al goce de todos los derechos de ciudadanos de los Estados Unidos; añadiéndose por otro artículo del mismo tratado, que los oficiales y tropas españolas evacuarán los expresados territorios cedidos á los Estados Unidos seis meses despues del canje de la ratificacion del mismo tratado, ó ántes si fuese posible, y darán posesion de ellos á los oficiales ó comisionados de los Estados Unidos debidamente autorizados para recibirlos; y que los Estados Unidos proveerán los transportes y escolta necesarios para llevar á la Habana los oficiales y tropas españolas y sus equipajes. Y habiendo yo considerado y examinado el tenor de los artículos del tratado, precedida la anuencia y autorizacion de las cortes generales de la nacion por lo respectivo á la expresada cesion, he tenido á bien aprobar y ratificar el referido tratado, cuya ratificacion deberá ser canjeada en Washington con la que se formalice por el presidente de los Estados Unidos con acuerdo y consentimiento del senado de los mismos; desde cuyo canje comenzará el dicho tratado á ser obligatorio para ambos gobiernos y sus respectivos ciudadanos. Por tanto os mando y ordeno que precediendo el aviso, que se os dará oportunamente por mi ministro plenipotenciario y enviado extraordinario en Washington, de estar canjeadas las ratificaciones, procedais á dar por vuestra parte las disposiciones convenientes para que en el término de seis meses contados desde la fecha del canje de las ratificaciones, ó ántes si fuere posible, evacuen los oficiales y tropas españolas los territorios de ambas Floridas, y se ponga en posesion de ellos á los oficiales ó comisarios de los Estados Unidos debidamente

1820. autorizados para recibirlos; en la inteligencia de que los Estados Unidos proveerán los transportes y escolta necesarios para llevar á la Habana los oficiales y tropas españolas y sus equipajes. Dispondreis al mismo tiempo la entrega de las islas adyacentes y dependientes de las dos Floridas y de los sitios, plazas públicas, terrenos baldíos, edificios públicos, fortificaciones, casernas y otros edificios que no sean propiedad de algun individuo particular; como tambien la de los archivos y documentos directamente relativos á la propiedad y soberanía de las mismas dos provincias, poniéndolos á disposicion de los commisarios ú oficiales de los Estados Unidos debidamente autorizados para recibirlos; y todos los demas papeles y los efectos que pertenezcan á la nacion y no se hallan comprendidos y mencionados en las expresadas claúsulas de la cesion, los hareis conducir y transportar á otro punto de las posesiones españolas que pueda ser mas conveniente al servicio público. Asimismo dispondreis que ántes de la entrega se haga saber por edictos á todos los actuales habitantes de las Floridas la facultad que tienen de trasladarse á los territorios y dominios españoles, permitiéndoseles por los Estados Unidos en cualquiera tiempo la venta ó extraccion de sus efectos para dicha traslacion sin exigírseles derecho alguno por el gobierno americano, y tambien las ventajas estipuladas á favor de aquellos que prefieran permanecer en las Floridas, á los cuales he querido dar esta última prueba de la proteccion y afecto que siempre han experimentado bajo la dominacion española. De la entrega, que hagais, ó se haga por delegacion vuestra, en la forma que queda expresada, tomaréis ó hareis que se tome el correspondiente recibo en forma auténtica para vuestro descargo; y á fin de que procedais con entero conocimiento en el desempeño de esta comision, se os pasará tambien por mi ministro plenipotenciario en Washington una copia autorizada del referido tratado de 22 de febrero de 1819, con insercion de las ratificaciones de ambas partes, y de la certificacion respectiva al canje de las mismas: de cuyos documentos y de esta mi real cédula pasaréis un traslado en forma fehaciente á los gobernadores de ambas Floridas,

y á la persona ó personas que en vuestro nombre hayan de verificar la entrega, no haciéndose por vos mismo. Todo lo cual ejecutaréis bien y cumplidamente en la forma que os dejo prevenida, por convenir así al servicio público : dándome aviso de haberlo verificado por conducto de mi infrascrito secretario del despacho de Estado. 1820.

Dado en Madrid, á 24 de octubre de 1820.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y GRAN BRETAÑA.

ARTÍCULOS ADICIONALES

Á LA CONVENCION DE 28 DE JULIO DE 1817,

ENTRE

EL REY DON JUAN VI Y JORGE IV, REY DE LA GRAN BRETAÑA,

SOBRE LA ABOLICION DEL TRÁFICO DE ESCLAVOS.

1823. *Artigos addicionaes á convenção de 28 de julho de 1817 entre el rei o senhor D. João VI e Jorge IV, rei da Gran-Bretanha, sobre a abolição do trafico da escravatura, assignados em Lisboa a 15 de março de 1823, e ratificados por parte de Portugal em 31 de julho e pela da Gran-Bretanha em 30 de abril do dito anno.*

(Do original que se guarda no archivo da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros.)

Artigos addicionaes á convenção entre Sua Magestade Fidelissima e Sua Magestade Britannica, assignada em Londres aos 28 de julho de 1817.

Sua Magestade el rei do reino unido de Portugal, Brazil e Algarves, e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, desejando evitar qualquer obstaculo á fiel execução da convenção assignada em Londres pelos seus respectivos pleni-

potenciarios, aos 28 de julho de 1817, para o fim de impedir qualquer commercio illicito de escravatura por parte de seus respectivos subditos, e reconhecendo a necessidade de acrescentar para esse fim algums artigos á mesma convenção, nomearam para este effeito por seus plenipotenciarios, a saber : 1823.

Sua Magestade el rei do reino unido de Portugal, Brazil e Algarves, a José Bazilio Rademaker, cavalleiro professo na órdem de Christo, e official maior da secretaria d'Estado dos negocios estrangeiros ; e Sua Magestade el rei do reino unido da Gran-Bretanha e Irlanda, a Eduardo Miguel Ward, escudeiro, seu encarregado de negocios na côrte de Lisboa ; os quaes, depois de haverem trocado os seus plenos poderes respectivos, que se acháram em boa e debida fórma, convieram nos artigos seguintes :

Navios empregados no commercio illicito de escravos serão detidos pelos cruzadores.

ART. 1. — Havendo-se estipulado no primeiro artigo das instrucções destinadas para os navios de guerra portuguezes e inglezes que tivérem a seu cargo o impedir o commercio illicito de escravos, que « os navios a bordo dos quaes se não acharem » escravos destinados para o trafico, não poderão ser detidos » debaixo de nenhum pretexto ou motivo qualquer ; » e tendo mostrado a experiencia, que os navios empregados no dito trafico illicito, têem momentaneamente desembarcado os escravos que estavam a seu bordo, immediatamente antes de serem visitados pelos navios de guerra, achando assim o meio de evitarem a condemnação, e poderem continuar impunemente sua illegal viágem, em contravenção ao verdadeiro objecto e escripto da convenção de 28 de julho de 1817 ; as duas altas partes contratantes conhecem a necessidade de declarar, e por este artigo declaram, que se houver prova elara e innegavel de têr sido embarcado a bordo de qualquer navio algum escravo ou escravos, de um ou otro sexo, destinados ao trafico illicito na viágem em que o mesmo navio fôr capturado, n'esse caso e por esse motivo, em conformidade do verdadeiro espirito e intenção das estipulações da convenção acima mencionada, será aquelle navio detido pelos cruzadores e condemnado a final pelos commissarios.

1823.

Caso de morte, demissão, aussencia dos juizes.

Art. 2. — Não se achando estipulado na convenção de 28 de julho de 1817 o modo de supprir os commissarios que vierem a faltar por qualquer outra causa que não seja a de morte, que foi o unico caso providenciado no artigo 14 do regulamento para as commissões mixtas, annexo á mesma convenção, convieram as duas altas partes contratantes em que, no caso de demissão ou de aussencia por molestia, ou por outro qualquer impedimento inevitavel, de qualquer dos commissarios juizes ou arbitros; ou no caso de se ausentarem com licença do seu governo (que deverão communicar á commissão respectiva), os seus logares serão supprimidos pela mesma fórma e maneira, que para o caso de morte se acha determinada no citado artigo 14 do referido regulamento.

Estes artigos addicionaes terão o mesmo vigor e effeito, como se fossem inseridos palavra por palavra na mencionada convenção, e serão considerados como formando parte d'ella. Serão ratificados, e as ratificações trocadas em Lisboa no termo de tres mezes, ao mais tardar, depois da data da sua assignatura.

Em fé do que, os abaixo assignados, munidos de plenos poderes para este fim, assignáram estes artigos, e os selláram com os sêllos de suas armas.

Feito em Lisboa, aos 15 dias do mez de março do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1823.

Ed. M. Ward.
(L. S.)

José Bazilio Rademaker.
(L. S.)



ADVERTENCIA.

Habiendo dedicado este primer período exclusivamente á los documentos que se refieren á las épocas del descubrimiento y del gobierno colonial, no he vacilado en alterar el órden cronológico, seguido tan sistemáticamente hasta aquí, para dar cabida á los importantes documentos que siguen, y que siendo de un interes enteramente americano y de una época remota, debieron haber hecho parte del primero y segundo tomos. Ademas, desde que cada uno de los tres períodos, segun el plan general de la obra, debe comprender una época enteramente independiente de las otras y contener su tabla general de materias, tanto alfabética como cronológica, esa alteracion no dificultará la investigacion.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.



DOCUMENTOS

CONCERNIENTES Á SUCESOS OCURRIDOS

CON MOTIVO DE LA CUESTION ENTRE ESPAÑA Y PORTUGAL

ACERCA DE SUS RESPECTIVOS DOMINIOS EN LA AMÉRICA MERIDIONAL.

PRIMER SITIO : 1762.

1º Relacion exacta del sitio de la Colonia del Sacramento, plaza portuguesa en la costa N. del Rio de la Plata, formada por uno que se halló en el mismo sitio, etc., etc. 1762.

2º Carta sobre la conducta de Sarria, jefe de la escuadra española, en la empresa sobre la toma de la Colonia.

3º Otra, escrita por un residente en la plaza de la Colonia, á quien se atribuía ser autor de la anterior.

SEGUNDO SITIO : 1777.

4º Noticia individual de la expedicion encargada á D. Pedro de Ceballos contra los Portugueses del Brasil, inmediatos á las provincias del Rio de la Plata. Últimos motivos que han ocasionado este rompimiento en 1776.

5º Noticias de Montevideo de 16 de abril de 1776.

6º Noticias de la expedicion al Rio Grande, por lo que toca á la marina.

1762. 7º Noticia circunstanciada sobre el suceso que tuvo lugar el 19 de febrero de 1777 en el Rio Grande.

8º Oficio del virey D. Pedro de Ceballos al marques, general del ejército, para la suspension de armas y hostilidades.

9º Descripcion de la isla de Santa Catalina.

Relacion exacta del sitio de la Colonia del Sacramento, plaza portuguesa en la costa del N. del Rio de la Plata. Formada por uno que se halló en el mismo sitio, con todas las reflexiones conducentes á la mas cabal inteligencia de sus circunstancias.

Sobre un tratado de límites entre España y Portugal.

Notorio ha sido á toda la Europa el ruidoso tratado de division de límites establecido entre Sus Majestades el rey de España y el de Portugal, y que el ministerio de este ha sabido por mas de 10 años burlarse de la respetable monarquía española, apadrinando su mala fe con el poderoso influjo y superioridad que la reina Dª Maria Barbosa se habia adquirido sobre el espíritu del Sr. D. Fernando VI, que está en el cielo.

Sus fatales consecuencias.

Pocos ignoran las fatales y aun escandalosas consecuencias que dentro y fuera del reino de Portugal se han conseguido del mencionado tratado; y ménos debemos ignorarlas los que, viviendo en estas provincias del Rio de la Plata, habemos presenciado la insolencia con que la nacion portuguesa ha manejado la mala fe de sus proyectos: habiendo experimentado nosotros con demasiado dolor, que, al mismo tiempo que se trataba de establecer una línea divisoria, se extendian á usurpar varios puestos principales de nuestro territorio, á extraer fraudulentamente un crecido número de familias de Indios, y á robar una multitud exorbitante de ganados. De modo que el caviloso ministro de la corte de Lisboa mas parecia haberse propuesto el arreglo del tratado, para que sirviese de capa á su felonia y usurpaciones, que para terminar las cortas diferencias, que podrian algun tiempo ocasionarse por la incertidumbre de límites de ambas monarquías.

Mal proceder de los Portugueses.

Estos procedimientos, y los fines particulares á que se dirigian, jamas se ocultaron á quien sin el vicio de la parcialidad y

pasion, observaba su conducta; pero la pusilanimidad, la falta de entereza, ó el particular interes de quien por nuestra parte debia cortar un mal que cada dia se iba haciendo mas irreparable, conspiraron á que todo se redujese á un género de indolencia, disimulo y contemplacion; y en una palabra, apadrinaron cuanto los Portugueses han pensado, dicho y ejecutado, en todo el tiempo de esta enfadosa expedicion, cubriendo con la negra capa de la buena armonía, unas operaciones visiblemente contrarias á los intereses del rey y la corona, sin reparar en los excesivos gastos de mas de tres millones de pesos, que inútilmente se han consumido, sin mas fin que el de engrandecer á una nacion que hace profesion de aborrecer la nuestra. 1762.

Poco costaria insertar aquí una individual é incontestable prueba de todos los excesos, que se han insinuado por mayor; y aun sería de ménos trabajo, hacer un claro manifiesto del infeliz y miserable estado á que esta gente ha reducido el floreciente comercio de este reino, en estos 10 años, en los que su Colonia ha sido, mas que nunca, un inagotable almacen de la nacion inglesa, para introducir desde allí (por el viciado canal de la buena armonía que á cada paso se nos intimaba) sus cargazones de géneros y extraer, por el mismo, los muchos millones que en plata, y apreciables efectos de estas partes, han conducido á su país, contra toda la fe debida á los tratados que se lo prohibian; pero en la inteligencia que esta obra requiere lugar mas sosegado que el de un campo, y tiempo mas oportuno que el de un sitio, nos contentarémos con decir: Id.

Que enterado el rey de que los motivos que habia tenido la España para formar el vergonzoso tratado, que ha sido la piedra del escándalo, en vez de serle ventajoso, le defraudaba de una gran parte de terreno en esta América, anuló el dicho tratado, pactos, convenciones y todo lo demas que en virtud de él se hubiese ejecutado por los comisarios. Y considerando consiguientemente que los Portugueses nunca abandonarian esta Colonia, por complacer á la Inglaterra, de quien siempre han dependido, con una indecorosa servidumbre, quiso S. M. de un solo golpe ponerse en estado de poder reparar los graves per- El rey de España anuló este tratado.

1762.

juicios que en esta y otras partes han ocasionado á sus vasallos: para cuyo efecto (aun ántes de declararle la guerra en Europa por los justificados motivos que se han hecho saber al público) se despachó de órden de S. M. á Buenos Aires la fragata de guerra, nombrada la *Victoria*, ordenando en esta ocasion al Excmo. Sr. gobernador y capitan general de esta provincia D. Pedro de Ceballos, que efectivamente sitiase esta plaza y la tomase por fuerza.

Órden dada al gobernador Ceballos de tomar por la fuerza la plaza.

Conducta sigilosa del capitan general Ceballos.

Este hábil general se impuso á sí mismo la ley del sigilo, con tal extremo rigor que nadie tuvo, ni aun la mas leve conjetura de la dicha órden; y aunque á todos fueron manifiestos los preparativos en que se ocupó desde el mes de marzo hasta el de agosto, tuvo la felicidad de persuadir al público, que todo se dirigia á estar prevenido para cualquiera irrupcion que por esta parte intentasen los Ingleses. Mas como la mala fe de Portugal les infundia el justo temor de lo que despues ha sucedido, no dejaba de vivirse en esta Colonia con algun recelo, y cada dia añadian á su fortificacion nuevas obras, aunque de poca entidad, porque el estrecho bloqueo en que el Excmo. Sr. Ceballos la habia tenido un año ántes de ponerla sitio, con el motivo de atajar el ilícito comercio, la tenia sin aquellos materiales de que siempre se ha surtido fácilmente en las costas de este rio.

Recelo que inspiró á los Portugueses.

Arribo de dos lanchas.

Sin embargo, el 27 de julio arribaron á la costa del campo del bloqueo dos lanchas con 500 barriles de pólvora; y un marinero de otra pequeña falúa, que habia venido con pliegos del general, al hacerse á la vela para Buenos Aires, pasando por cerca de los navíos portugueses, que estaban en su enseñada, se echó al agua á las 11 de la noche, y ganando el bordo de uno de ellos pasó á dar parte al gobernador de la plaza de la provision de pólvora recien traida. Esta noticia le hizo tomar algunas medidas bastante precipitadas; porque al dia siguiente hizo demoler todos sus arrabales, y puso todo el vecindario sobre las armas, con la precision de alojarse de noche en la muralla, en varios pabellones y tiendas que mandó poner. Agregábase á esto la noticia que tuvo de Buenos Aires casi diaria-

Llamamiento general á las armas.

mente del arreglamiento de milicias, y tropa de forasteros, de sus frecuentes revistas y del armamento que se disponia, todo lo cual le tenia con un continuo recelo. 1762.

Noticia de haberse embarcado el capitan general Ceballos.

Aumentóse este, cuando supo que S. E. estaba embarcado el dia... de agosto con 2,700 hombres de milicias, trabajadores, y alguna tropa arreglada; que traia consigo muchos pertrechos, que no podian tener otro destino sino el sitio de su plaza. La consternacion que le causó esta noticia, le llevó á intentar el atentado mas feo que puede creerse de un hombre de su carácter.

Pasos réprobos del gobernador para cometer un atentado.

Valióse de un dragon desertor nuestro, Italiano de nacion, nombrado Domingo Vidrinoti, para que de aquellos soldados, que clandestinamente pasaban de noche de nuestro cordon á la taberna ó pulpería, que tenia el desertor cerca de la plaza, sobornase uno de los que conociere mas á propósito para incendiar el almacen de pólvora, que entónces tenia hasta 600 barriles. Habló efectivamente á Joseph Chilibert, quien se tomó algun tiempo para deliberar sobre la peligrosa obra que se le encargaba. La impaciencia del gobernador no podia esperar una respuesta que se le dilataba: y así dos noches despues habló el mismo desertor á Alberto María, quien habiendo dado mas vivas esperanzas de ejecutarlo, vino al campo, y comunicó al comandante lo que se intentaba. Este dispuso que el dragon volviese á la plaza la siguiente noche, que llevase aquella ropa que suele servir de uso al soldado, que se diese por desertor, y la abandonase, para persuadir mejor que estaba resuelto á la ejecucion del atentado; pero que en todo caso de nadie recibiese la órden ni los instrumentos, y ménos la instruccion de lo que habia de hacer, sino era del mismo gobernador en persona, para saber á punto fijo si era este quien fomentaba un proyecto tan escandaloso.

Todo salió como se habia pensado. El que se fingia agresor entró la noche del 27 de agosto, le ofreció el gobernador 6,000 pesos y embarcacion pronta para conducirlo á donde gustase; le ratificó uno y otro con todas las expresiones que podian inducirlo á la seguridad, y firme asenso de lo que se le prometia; Id.

1762. y cuando el dragon manifestó con certeza estar satisfecho de la palabra que le daba un hombre de su carácter, le advirtió que sin perder un instante de tiempo debia partir á desempeñar aquella arriesgada comision, porque el centinela del almacen, que debia custodiarlo desde las 12 á las 2 de aquella misma noche, debia ser su cómplice en virtud de lo estipulado con él antecedentemente, y que ambos ántes del dia regresarian á la plaza.

Id. Engañado de esta suerte el dicho gobernador, le entregó dos granadas y dos mechas, dos martillos y un saquillo de pólvora, para que usando de todo en la forma en que le instruyó largamente, segun consta de la sumaria jurídica, consiguiese aquella noche el efecto deseado, y finalmente le despidió con la advertencia de que iba á esperar sobre uno de sus baluartes el momento del estrago. Esta idea depravada del gobernador nos hizo creer que tendria noticia de la declaracion de la guerra en Europa; pero, sea lo que fuere, siempre nos pareció accion indigna de su empleo y carácter, miéntras que la guerra no se publicase. (Setiembre de 1762.)

Se divisó una escuadra. Finalmente, si este gobernador obraba entónces en fuerza de conjeturas, se aumentaron cuando divisamos de nuestro campo y el de su Colonia el 3 de setiembre 32 velas, que se reducian á una fragata de guerra, un navío, tres avisos, 12 lanchas grandes armadas en guerra, y las demas de trasportes. Los dias 4, 5, 6 y 7 estuvieron bordeando á nuestra vista y formando un agradable espectáculo, en la anchura de 9 á 10 leguas que

Desembarco. por esa parte tiene el rio. El 7 dieron fondo, y el 14 se concluyó el desembarco de gente, pólvora, balas, cureñas, avantrenes y demas pertrechos.

Ejercicios y preparativos militares. Desembarazada la gente de estas maniobras, se ocupó en el ejercicio de las armas; en imponer en el buen uso y en manejo de ella á la tropa de milicias; en perfeccionar la maestranza y fraguas, varios pertrechos y útiles, miéntras que los ingenieros y artilleros atendian á lo que deberia ser necesario para la construccion de sus baterías: dando tiempo tambien á que llegasen 113 carros que conducian de Montevideo la artillería y

balas, que de órden del general habia desembarcado la fragata en aquel puerto para que sabido por los Portugueses, estuviesen con el menor recelo. Llegó todo este tren al campo del bloqueo el dia 26. El dia 27 llegaron 1,200 Indios de las Misiones de la compañía destinados al trabajo. Los dias 28, 29 y 30 se consumieron en leer los pliegos de una tartana, que llegó de Cádiz, con la declaracion de la guerra contra Portugal, y con varios cajones de cartas para todo el reino.

1762.

Llegada de un tren. Aviso de la declaracion de la guerra contra el Portugal.

El dia 1° de octubre marchó toda la tropa de infantería y dragones, desde los cuarteles de su antiguo campo, toda ella formada y con tambor batiente, á acamparse en tiendas, á media legua de distancia de la plaza, pero á cubierto de ella; y estando formada sobre las armas, se publicó el bando, declarando la guerra á los Portugueses, quienes desde lo mas elevado del terreno que llamábamos neutral (por estar entre sus centinelas avanzadas y las nuestras) oyeron las cajas, sospecharon del bando, observaron el número y calidad de nuestra gente; y vieron tambien al general que llegando poco despues, pasó á caballo, por el frente de ella, que repetia con mil señales de gozo, *viva el rey*, y viva el general, quedando este bien satisfecho de la bella disposicion que todos manifestaban para desempeñar su deber.

Publicóse por bando.

Esa misma tarde se dió principio á la formacion de una batería de 7 cañones sobre la marina: los 5 deberian obrar sobre la plaza, y los 2 se dirigian contra los navíos, para expulsarlos del puerto. El terreno de esta batería era ventajoso, porque pudo formarse sin el menor riesgo, y la misma naturaleza habia formado una grande zanja, que servia de camino cubierto para llegar á ella, y para resguardo de la tropa destinada á sostener 200 hombres que la trabajaban.

Aprestos belicosos.

El general tuvo una muy particular idea en la formacion de esta batería; porque le pareció, que entrando de golpe á abrir la trinchera en distancia proporcionada para batir en brecha, podia el cañon de la plaza hacer mayor estrago, no teniendo otro objeto á que atender; con que para evitarlo la destinó con cañones de á 12 para el uso de la bala roja, á fin de que mién-

Id.

1762. tras se abriese la trinchera principal, pudiésemos desde aquí incendiar y demoler algunas casas, cuya diversion habia de embarazarlos demasiadamente para atender á otra parte. Esta batería amaneció perfeccionada, y en estado de obrar la mañana del dia 4, sin que la plaza disparase ni un solo cañon á esta obra, que aunque levantada á 500 toesas de sus murallas, estaban sin embargo á su vista los trabajadores hasta que lograron perfectamente el cubrirse; y lo mas es que el mismo general y los de su comitiva estuvieron de dia atendiendo á los trabajos en campo raso, á cuerpo descubierto. El campamento se mudó este dia á otro paraje inmediato sobre su derecha, mas seguro, y que no podia descubrirse desde el terreno neutral.

Id. El dia 5 al amanecer habia ya un camino cubierto que subia desde la batería hasta cerca de la huerta del hospicio, el que despues se continuó hasta encontrarse con otro que venia de los médanos, y ambos con todas las obras de trincheras, baterías y ramales hasta tocar en el foso; todas estas comunicaciones estaban tan cómodas, anchas y profundas, que se andaba por ellas á caballo con toda comodidad. De modo que nuestra tropa salia del campamento y llegaba á la plaza sin ser vista, y esta fué la primera idea que se propuso el Excmo. Sr. Cebállos, porque, amante de su tropa, quiso hacer el sitio sin riesgo de perderla, como despues se ha visto.

Reconvie el gobernador de la Colonia al gobernador Cebállos.

Como el gobernador de la Colonia observó que aquella primera entrada encubierta que salia de nuestra batería, se iba acercando á sus guardias, y penetrando todo el terreno neutral, reconvino á las 10 de la mañana á S. E. con una carta, en que preguntaba por el fin á que se dirigian aquellos trabajos. Y se le respondió inmediatamente que cada uno en su casa podia hacer lo que le pareciese. Á las 3 de la tarde reconvino segunda vez previniendo que si no cesaban aquellos trabajos harian fuego de la plaza. La respuesta de nuestro general se redujo á dar órden para que todos nuestros trabajadores se fueran adelantando, y continuando con esfuerzo, pero sin salir del cubierto en que ya estaban por aquella parte. Mandó asimismo

1762.

Disposiciones para un ataque.

que los artilleros estuviesen prontos, y con balas caldeadas y encendidas para hacer fuego en disparando la plaza. Nombróse por comandante de trinchera, al que lo habia sido del campo del bloqueo, teniente coronel D. Diego de Sálas, nuevamente provisto por teniente de rey de Buenos Aires, oficial de experiencia, valor y acreditada conducta; el cual permaneció en la trinchera 9 dias y despues alternó con el teniente coronel de dragones D. Eduardo Wall, que desde Montevideo, donde estaba para retirarse á España, pidió licencia para servir en el sitio.

Descarga hecha á los Portugueses. Fuga de estos.

Á las 7 y 35 minutos de la noche se mandó que desfilasen en dos columnas 300 hombres para sostener á 800 trabajadores, que iban á abrir la trinchera; y como esta, por disposicion de los ingenieros y del general, habia de abrirse á 200 toesas de la plaza, era preciso sorprender ó hacer retirar sus guardias, como efectivamente sucedió; porque habiéndose avanzado un sarjento con 20 hombres, á quien sostenia un piquete con el capitan de infantería D. Cárlos Ochara, y respondido que eran desertores á la voz de *Qué gente* de los Portugueses; como ellos se fueren adelantado siempre formados, y no de uno en uno, como gritaba la guardia portuguesa, disparó esta dos fusiles, y se respondió con una descarga cerrada que los puso en fuga dejando algunas casacas y sombreros en el campo de guardia donde estaban; y no se duda, que tres cadáveres vestidos con su uniforme, que se han visto desde el principio del sitio en el foso de la plaza, fueron de los que retirándose heridos murieron allí, miéntras que esperaron con los demas á que se abriese la puerta.

Comenzaron los trabajos de trincheras.

Inmediatamente comenzaron los trabajos, quedando la tropa que los sostenia en el abrigo de aquellas zanjas que servian de foso á la valla ó parapeto de tunas con que cercaban sus huertas al modo de Buenos Aires. De suerte que, sobre la derecha, y á lo largo del camino, desde cerca del hospicio hasta la trinchera que se abria, estaban 300 hombres á cubierto sin poder ser ofendidos del cañon: seguridad que debimos á la inadvertencia, ó poca práctica del gobernador de la plaza, que pudo

1762. allanar ántes esas y otras muchas zanjas y excavaciones, que por todas partes se hallaban para resguardarnos sin ningun peligro. Y todavía nos causó mayor admiracion, que retiradas sus guardias á la plaza, y que oyendo el ruido de 800 picos, palas y azadones y aun las voces de la misma gente, no hiciesen un vivo fuego que embarazase, ó nos costase mucha gente el abrir nuestra trinchera; pero lo cierto es que habiendo comenzado á trabajar á las 8, eran las 11 y 10 minutos cuando

Comenzó el fuego.

dispararon su primer cañon, en cuya hora la excavacion ménos profunda cubria ya á un hombre de regular estatura. Á su segundo cañonazo respondió nuestra batería de la zanja con la bala roja que estaba caldeada desde el toque de oraciones, y en el resto de la noche, siempre correspondió con una doble descarga á la descarga de los Portugueses, que inútilmente endeerezaban casi toda la noche sus tiros contra una batería que habian dejado construir sin la menor resistencia, y que por razon de su formacion y sitio, nunca pudo ser molestada de sus fuegos.

Continuó.

El dia 6 se continuaron los fuegos de una y otra parte, aunque con alguna lentitud, pero los nuestros tenían órden de no disparar si cesaban los fuegos de la plaza, como efectivamente cesaban de noche, y nos traía esto la ventaja de adelantar la 2ª batería sin oposicion. Dos cañones que se habian puesto para la marina, dispararon por la mañana algunas balas á la fragata de guerra portuguesa, que luego se retiró, y se puso detras de la plaza; desde dónde con otro bergantin se avanzaron dos ó tres dias por el canal en que estaban, y por el flanco de nuestras trincheras incomodaban continuamente con repetidas descargas á la tropa y gente del trabajo; pero dos cañones que se pusieron cerca del agua por la parte del Sur les precisó á ganar segunda vez el abrigo de la plaza, sin que por parte alguna pudieran ofendernos.

Reconvencion del gobernador Ceballos al de la Colonia.

Este dia, por la tarde, reconvino S. E. al gobernador de la Colonia para que la entregase, y que en caso de resistencia hacía saber al vecindario, que si tomaba las armas, sería tratado con el mismo rigor que la tropa arreglada de la plaza, sin que

pudiera valerle la regular excusa de ser violentado por el gobernador; y que en caso de resistencia, y de no seguir el ejemplo de las plazas de Portugal, que se han entregado francamente á la presencia del ejército español, demoleria y abrasaria la ciudad, castigando la obstinacion, si la hubiese, con todo el extremo y rigor que el furor de la guerra permite en semejantes casos. Á todo esto dieron la respuesta de que querian defenderse, y continuó el fuego de una y otra parte hasta la noche. 1762.

Continuó el fuego con mas vigor. Embarcaciones portuguesas.

El dia 7 se hizo mas fuego que el antecedente, tanto de la plaza, como de nuestros ataques. Tiraron por elevacion muchas balas al paraje donde suponian estar acampada nuestra tropa; pero pasaban por alto á excepcion de 3 que cayeron en el hospital de sangre, 2 en la cocina del general, y algunas entre la gente, pero sin desgracia. Por la tarde se vieron 9 embarcaciones portuguesas que venian con faginas, las que se entraron en nuestro puerto del Real de Vera, con ademanes de intentar un desembarco. Se dió parte al campo, de donde se destacó inmediatamente una porcion de tropa y dragones; mas cuando estos llegaron, ya estaban de retirada, porque, juzgando sin duda los Portugueses que estaba aquel puerto abandonado, destacaron dos pequeños botes para sorprender una pequeña lancha que teníamos allí; pero el oficial y 25 hombres que permanecen en aquel paraje, dieron una carga cerrada sobre ella, y esto bastó á que siguiese su rumbo aquella escuadra.

Conclusion de una batería.

En los dias 8, 9 y 10 no hubo novedad particular; y solo se notó que tal cual incendio que ocasionaba nuestra bala roja se apagaba con puntualidad, en virtud de las precauciones que habian tomado para ello. El dia 11 estuvo concluida una batería de 19 cañones; 13 de á 24, 4 de 18, y 2 de á 16. Todos comenzaron á batir en punto de medio dia; y aunque el general mandó que no se apuntase directamente á la iglesia, no obstante como estaban destinados 6 cañones para desmontar la artillería de los enemigos, las balas que pasaban por alto maltrataron notablemente este edificio, y demolieron otros. Este dia vino á nuestro campo un negro desertor de la plaza, y dió la

1762. noticia de ser muertos 30 hombres, y mas de 60 los heridos; y que sin embargo de la consternacion en que todos se hallaban, se ocupaban incesantemente en fortificar todas las avenidas de las calles, que miraban al ángulo del baluarte que comenzaba á batirse. Por la noche se hizo algun fuego desde la batería de la bala roja, pero la plaza cesó de tirar desde las 6 de la tarde, sin embargo de las repetidas descargas que sufrió.

Continuó el fuego. El dia 12 se batió todo el dia en brecha con 19 cañones, y no habiendo cesado de hacer fuego, disparó 13 únicamente la plaza; admirándonos de esta inaccion, porque no se les habia desmontado sino 3 cañones. Esta batería no hacía todo el efecto que se deseaba; porque se vió que no eran paralelos los fuegos con la brecha, y se reconoció asimismo, que el terraplen del baluarte que batia era mayor y mas fuerte de lo que se habia pensado. Por este motivo, se determinó la formacion de otras dos baterías mas inmediatas á la plaza, á las cuales sucesivamente se fueron mandando los cañones, y esplanadas de la antecedente, y se pusieron en la una 4 morteros para las bombas y granadas reales que teníamos.

Id. El 13 por la mañana se vió, que habian trabajado un ataque para tres cañones sobre el mismo terraplen que se batia, y este dia, por la tarde, y el siguiente hicieron fuego con ellos á nuestros trabajadores, pero sin ocasionarles el menor atraso.

Bergantines. El 14 se hicieron á la vela 4 bergantines bien cargados, que tomaron el rumbo de Montevideo, y se conjeturó que ellos se enderezaban á la costa del Brasil con familias, plata y efectos del comercio. Sus embarcaciones han tenido la fortuna de no hallar oposicion en este rio; y así pudieron libremente sacar la guarnicion, gente y haciendas de la isla de Martin García. Han podido tambien traer á nuestras costas faginas, estacas y otras maderas para repararse, y finalmente han dilatado el sitio hasta obstinarse por considerar su retirada ó su fuga, por la parte del rio, sin oposicion. Y ¿quién diria que estos irreparables daños, enormes perjuicios y desdoro de nuestra marina, pudieran ocasionarse por la culpa de un hombre encaprichado (cobarde á boca llena le llama todo el ejército), que habiendo

venido de comandante en su fragata de guerra á las órdenes 1762.
del general, en nada mas ha pensado que en desobedecerlas, y resistirlas con frívolos pretextos y necias interpretaciones?

Á las órdenes de este capitan se habian puesto su fragata, el navío *Santa Cruz,* 3 avisos, 8 crecidas lanchas y 3 corsarios, embarcaciones todas armadas en guerra, bien pertrechadas, y con tripulacion y tropa muy superior á la de los enemigos; y sin embargo le hizo creer la vehemencia de su miedo, que no era capaz de resistir á una falua portuguesa, y huyendo ignominiosamente en noche, de la inmediacion del puerto de la Colonia, donde se hizo el desembarco de nuestra gente, pensó cubrirse con un consejo que tuvo con los demas capitanes de las embarcaciones; y sin órden del general, ni comunicarle su resolucion, se refugió en la ensenada que está en la parte del Sur de este rio; y no estando su cobardía satisfecha con aquel gallinero, en vez de obedecer á las órdenes con que se le llamaba, desembarcó la artillería del navío *Santa Cruz*, y parte de la suya para atrincherarse en tierra, y defenderse de los millones de enemigos que le representaba su afeminada imaginacion; y para asegurar (como él decia) aquel puerto, que era el mas importante en este rio, como si hubiera venido de España con esta comision, ó como si fuera capaz de corregir las medidas que el general habia tomado para la seguridad de ese puerto y el resto de su provincia.

Finalmente, el público sabrá por otra parte las fútiles excusas, insulsas representaciones y frívolos pretextos con que este hombre resistió el acordonarse á vista de la Colonia, y ya saldrá á luz la inconcusa prueba de sus irregulares procedimientos, por medio de la sumaria que ha formado el auditor de guerra sobre el cotejo de fuerzas de una y otra escuadra, y sobre combinar las órdenes del general con sus excusas; cuya diligencia ha sido precisa para contener el furor de la oficialidad y tropa del sitio, que pedia contra él una pronta y ejecutiva justicia, al ver que por su causa se exponia la empresa y se arriesgaba un copioso derramamiento de sangre. Despues se verá

Pretextos frívolos.

1762. el efecto que estos clamores esparcidos por Buenos Aires y por todas partes causaron en el dicho capitan.

Se hicieron á la vela 4 embarcaciones portuguesas.

La noche del 14 se dejaron los cañones cargados á metralla, apuntados á la brecha, y se descargaban á diversas horas para embarazar la continuacion de los trabajos, comenzados sobre ella en la noche antecedente; el dia 15 se continuaron los fuegos lentamente. Al ponerse el sol, se hicieron á la vela 4 embarcaciones portuguesas y luego se vieron dar fondo en nuestra isla de Hórnos. Dió parte la guardia de la costa, que parecian intentar algun desembarco; pero se ignoraba si sería en tierra firme, ó en la isla con ánimo de cortar faginas. Esto segundo no podia impedirse porque nuestro comandante estaba siempre en el cuartel de la salud que habia elegido voluntariamente; mas, para embarazar lo primero, se destacó un piquete de infantería, que se retiró por la mañana, cuando se vió el destino de los Portugueses, que era llevar fagina y estacas de la dicha isla, y al partir de ella quemaron un rancho, que habia servido á una pequeña guardia de un cabo y 4 inválidos, que se habian mantenido allí ántes del sitio.

Generala. Fuego sin cesar.

El 16 se batió todo el dia el terraplen, y por la noche se apostaron 30 hombres á tiro de fusil, para impedir los trabajos en la brecha : se mudaban cada hora, y hacian fuego sin cesar, de modo que por la mañana habian consumido 4,000 cartuchos. Á las 8 en punto de la noche, en que se hizo la primera descarga de fusilería, se tocó en los cuarteles de la plaza la *generala*, y correspondió todo el pueblo con alaridos y voces, que duraron como dos minutos; y aunque al principio pensábamos que habia sobrevenido alguna especie de motin ó sublevacion, supimos despues que se habia ocasionado de la voz de que nuestra tropa se avanzaba ya á la brecha, por el motivo de la inmediata descarga de fusilería que sintieron.

Continuó el fuego.

El dia 7 continuaron los fuegos de nuestros ataques, y correspondió la plaza con mucha lentitud. Por la noche prosiguió la fusilería alternando con el cañon á metralla, las bombas y granadas. Los dias 18, 19 y 20 hicieron nuestras baterías un terrible fuego, y cayó la cortina de la puerta del Socorro, con que

quedó abierta una segunda brecha; el 21 estaban accesibles una y otra; pero deseoso el general de no llegar á un asalto, mandó formar, esta noche, otra batería por la parte del Sur, para batir el porton, á fin de facilitar la rendicion de la plaza, poniéndoles á la vista el allanamiento de sus murallas para el avance. Todo este dia se concibieron firmes esperanzas de abreviar el sitio, con la noticia de que nuestra escuadra salia de la ensenada, en virtud de la última órden del general, de las circunstancias con que se la daba de los rumores del vulgo que pedia justicia contra el capitan, y finalmente en virtud del aviso que tendria de la sumaria que se le formaba. 1762.

Los dias 22 y 23 se tiró siempre á las brechas, á fin de allanarlas mas y mas; y haciendo tiempo á que nuestra escuadra se dejase ver, persuadidos á que miéntras no viesen cortada su retirada por el rio, jamas pensarian en capitular: por la noche hubo un continuado fuego de fusilería, bombas, granadas y metralla; pero á nada respondió la plaza sino con 8 bombas que la noche del 22 arrojó á nuestras trincheras, sin causarnos daño alguno. La del 23 se abrió una entrada encubierta, para una mampostería que se concluyó el dia 24 frente de las frechas, para que los fusileros pudieran de dia con seguridad, no solo impedir sus trabajos sobre ellas, sino tambien el manejo de los cañones por aquella parte. Este dia y el 25 hizo nuestra artillería un vivo fuego, para desmontar los suyos, y mantener una y otra brecha siempre accesibles, haciendo tiempo á que nuestra escuadra se presentase, siquiera al horizonte, por haber considerado que esto podria inclinar y aun precisar á la plaza á una capitulacion, viéndose los moradores de ella por solo este medio imposibilitados para socorrerse, y tambien para retirarse; pero la escuadra no apareció. Id.

El 26, habiendo visto que con algunas horas de viento favorable no se divisaba, determinó el general tomar medidas para no perder mas tiempo. En esta atencion juntó toda la oficialidad á consejo de guerra, para deliberar sobre el asalto, y sin faltar voto alguno resolvieron todos los capitanes y tenientes coroneles, que se avanzase cuando S. E. hallase con- Junta de capitanes y tenientes coroneles.

1762. veniente, haciendo primero á la plaza la última reconvencion, á fin de darla con ella occasion de evitar las desgracias que son consiguientes al asalto. El cañon continuó todo el dia, y por la noche las bombas, granadas y fusilería, disparando tambien de rato en rato algunas cargadas á metralla.

La plaza disparaba una metralla irregular.

El 27 se notó lo que ya se habia visto en los antecedentes, esto es, que sobre hacer muy poco fuego la plaza, disparaba con una metralla irregular, y que denotaba echarse mano de ella por faltar municiones; y así veían venir de su cañon clavos, fragmentos de hierro y tambien granadas en lugar de balas; y aquellas que realmente lo eran, se conocia con evidencia que se habian disparado de nuestro cañon, y las habian recogido para volverlas á enviar, como tambien nosotros lo habíamos ejecutado con mas de 500 que se recogieron de diverso calibre en nuestras baterías, trincheras y acampamento.

Los dos bergantines volvieron á la plaza.

Este dia se vieron volver á la plaza los bergantines que habian salido el 14 y de quienes se habia conjeturado que se dirigian á la costa del Brasil. No fué así; uno solo siguió ese rumbo, y se retiraron los 3 despues de haber cargado en nuestras costas del sur bastimento y víveres á su satisfaccion. Sabiéndose tambien, que se dió aviso de esto al capitan de fragata que podia impedir este socorro, y aun apresar estas embarcaciones por estar inmediatas á su escuadra; y tuvo la libertad de responder al denunciante, que no era guarda de oficio, ni habia venido de España á atajar los contrabandos. Todavía se esperó á este gran capitan hasta la tarde, porque tenia viento largo por el sudeste, para venir en 3 horas al paraje que se le habia prevenido; mas no habiéndose visto, se determinó despachar un tambor á las cuatro y média de la tarde, á las puertas de la plaza, para saber de su gobernador si recibiria la reconvencion que se le haria por escrito. La respuesta se dió por la guardia del porton, dando permiso para que pudiese llegar con ella uno ó mas oficiales. Inmediatamente se despachó con el capitan de infantería D. José Molina, y los dos ayudantes de campo de S. E., y habiéndola recibido en la puerta el coronel D. J. Ignacio Alméida, dijo que se responderia dentro del dia, ó á la mañana del siguiente, y

que entre tanto cesasen las hostilidades, y los trabajos de una y otra parte, lo que les fué concedido, en atencion á haber dado por casual hallarse gravemente enfermo su gobernador. 1762.

El 28, á las 9 de la mañana, respondieron con una carta en que preguntaban á nuestro general, cuáles eran las condiciones con que queria la rendicion de la plaza. Le extrañó esta pregunta tan extraña, y tan contraria á todas las leyes y estilos de la guerra; y así se les respondió, que la plaza debia formar los artículos de la capitulacion como le pareciese, y que esto lo ejecutase en término de dos horas; y que no haciéndolo estaba dada la órden para continuar el fuego. Que si en ese tiempo le presentaban los mencionados artículos, reservaba para entónces S. E. el derecho de conceder, negar, segun lo regular ó irregular de sus peticiones.

Se preguntó con qué condiciones se queria.

Respuesta.

Á las 12 1/2 llegó un tambor tocando llamada á la trinchera, para preguntar si habia lugar de que dos oficiales de la plaza pasasen á hablar al general. Se dió parte, y luego S. E. dió el permiso para que llegasen al acampamento, como efectivamente llegaron á la 1 y 17 minutos, estando S. E. comiendo con el capellan mayor, y 14 oficiales que lo acompañaban. Eran los enviados un teniente coronel y el oficial de la real hacienda, cuya comision se reducia á pedir, que prorogase el tiempo para capitular, hasta el dia siguiente por la mañana, respecto de haber de concurrir á deliberar sobre ello los distintos cuerpos de la tropa, comercio y vecindario. Quisieron tambien indagar el ánimo del general, de quien tenian un rigoroso tratamiento, por suponerle (sin fundamento alguno) desafecto á su nacion; pero en una palabra les aseguró, que estaba inclinado y pronto, no solo á concederles todos los honores militares, sino á complacerles tambien en todo lo demas que pudiese, sin perjudicar al servicio del rey ni á su honor.

Se pidió proroga del tiempo para capitular.

Estos confirmaron lo que se nos habia dicho de hallarse enfermo su gobernador; pero ocultaron la calidad de su accidente. El tambor que se detuvo en la trinchera media hora, dijo al comandante de ella, que quedaba gravemente herido de un casco de bomba, que el coronel Alméida que mandaba en su

Enfermedad del gobernador.

1762.

Estragos hechos en la plaza.

lugar, habia estado herido en un brazo; que eran muchos los muertos en la plaza, que todo el caserío estaba incapaz de habitarse, y que las mujeres, criaturas y el resto del pueblo estaba consternado, pidiendo con lágrimas la capitulacion, particularmente desde que vieron las brechas allanadas y que los mismos Portugueses salian por ellas, como se observaba desde los ataques. Todo esto nos inclinó á creer que deseaban la capitulacion con sinceridad y buena fe; pero no fué así, porque á

Respuesta frívola.

las ocho y média del dia 29 respondieron que habia algunos capitanes ausentes en los bergantines, sin los cuales no podia celebrarse el consejo de guerra, y que respecto de que no podrian estar en la plaza hasta pasados 3 dias, quedaba al arbitrio de S. E. el esperar ese tiempo, ó continuar las hostilidades que quisiese.

Órden para que continuase el fuego.

Es indecible la indignacion que el general padeció con una respuesta tan frívola. Mandó que inmediatamente hiciesen fuego las baterías, y que se continuase de dia y de noche, sin cesar mas que el tiempo preciso para refrescar los cañones y morteros, y que á excepcion de la iglesia, se demoliesen los edificios; y se batiese toda la ciudad hasta reducirla á polvo, y finalmente que los 2 cañones puestos en la parte del sur, disparasen continuamente por elevacion á la parte donde se sabia estar abrigadas las familias. En consecuencia de esta órden se batió la ciudad con 20 cañones 7 horas, haciendo todo el efecto que se deseaba, hasta que á las 4 de la tarde vino el tambor tocando la llamada para avisar al comandante de la trinchera

Parlamentarios.

que venian dos oficiales diputados para hablar á S. E.; sobre la marcha se le respondió que habia órden del general para que á ningun oficial se le permitiese salir de la plaza, sino era para traer el proyecto de la capitulacion y la noticia de quedar rendida.

Preparativos para el asalto.

Entre tanto que el tambor dió su respuesta, mandaba S. E. continuar todos los preparativos necesarios para dar esta noche el asalto general que estaba ideado, por diversas partes á un tiempo, con la mas bella disposicion que podia desear nuestra tropa, la que estaba impaciente por llegar al lance; pensando

siempre que esta llamada última de los Portugueses se dirigia á ganar tiempo y á reparar sus trabajos; pero luego se vió que no, porque efectivamente venian con la capitulacion arreglada en 19 artículos. 1762.

Esta se dará al público con brevedad y correspondia insertarla en este diario, pero falta el tiempo; y bastará decir por ahora, que, despues de algunas cortas diferencias, se estipuló que el mismo dia 30 por la tarde ocuparia nuestra tropa las dos brechas y la puerta colorada de la cortina inmediata á ellas. Que el 2 de noviembre á las 2 de la tarde saldrian por la brecha los granaderos portugueses y demas tropa, con todos los honores militares, y desfilando por el frente de la nuestra, ocuparia esta inmediatamente el porton, murallas, baluartes y demas puestos de la ciudad.

Capitulacion.

En consecuencia de este artículo, y para evitar la confusion, se mandó al ingeniero D. Antonio Aymerich, que dispusiese ántes la evacuacion y limpieza de los cuarteles, y al capitan de artillería que hiciese inventario de todo el tren de artillería, pertrechos y todo lo demas que hubiese en los almacenes del rey, sin exceptuar el vestuario nuevo que estaba prevenido para toda la tropa de la plaza, y de todo lo que se halló se dará una minuta al pié de la capitulacion: advirtiendo únicamente de paso, que la artillería se ha encontrado buena y muy numerosa, y la plaza capaz de resistir á un sitio de 8,000 hombres con tal que la guarnicion quisiese resistir.

Órden para la evacuacion de los cuarteles.

El dia 2, á la 1 del dia, se tocó en el campamento la asamblea; á las 2 la marcha, y se puso la tropa en movimiento con el siguiente órden. Los lacayos de S. E. con un caballo cubierto: 4 dragones con sable en mano, dos capitanes, el capellan mayor y el auditor de guerra, todos á caballo. Seguia el mayor general con 12 dragones á pié, detras de ellos venian tambien á pié y formados 2 trompetas, 2 trompas y 2 timbales que alternaban con las cajas y pifanos que batian ya la marcha dragona y ya la de infantería. Á 2 pasos de distancia seguia S. E., que se hacía distinguir por su bizarría, por su caballo y por la urbanidad con que saludaba en toda la carrera á un innumerable

Púsose la tropa en movimiento.

1762.

gentío portugues, que habia salido al camino. Seguia despues el teniente coronel D. Diego de Sálas á pié, conduciendo una columna de 700 hombres de tropa arreglada, y en la trinchera se incorporó en ella D. Eduardo Wall con 200 dragones.

Impresion que la comitiva causó á los Portugueses.

Esta comitiva y la bizarría de la tropa causó admiracion y terror á todos los Portugueses de la Colonia, cuyos principales vecinos, comerciantes y oficiales salieron fuera del porton á recibir á nuestro general, quien directamente se fué á la iglesia matriz, y al entrar en ella entonó el capellan mayor el *Te Deum laudamus,* y se concluyó con el *Confirma hoc, Deus, quod operatus est in nobis,* y la oracion *Pro gratiarum actione.* Luego fué conducido S. E. al palacio de los gobernadores, que es muy bello; y despidiéndose unos y hablándole otros de quedarse en la plaza, en virtud de la libertad contenida en la capitulacion, dijo á todos las siguientes palabras: «SS., esta ciudad reconocerá de hoy en adelante la proteccion del mayor rey de la Europa; los que voluntariamente quieran quedarse en ella, serán tratados indiferentemente como los demas vasallos, y yo les estimaré y atenderé como á hijos; pero aquellos cuyos antiguos resabios puedan con el tiempo hacer olvidar la fidelidad, será mejor que se dispongan á la marcha, porque tendrán ocasion de arrepentirse, si claudican con un solo levísimo indicio en materia de infidencia, inquietud ó sedicion.» Todos respondieron: «Viva España;» y S. E. se retiró miéntras que el Sr. Sálas distribuyó la tropa en guardias, centinelas y cuarteles, y el dia 3 al salir el sol, se enarboló la bandera con una triple descarga de cañon; diligencia que se omitió hasta esta mañana por anunciar con ella la fiesta de S. Cárlos, cuyo nombre tendrá la ciudad, y mañana se celebrará el dia con un convite de 60 cubiertos, etc.

Accion de gracias dadas en la iglesia por el general Cebállos.

El gobernador de la plaza cumplimentó á S. E.

Solo resta finalizar este diario con la noticia de que el gobernador de la plaza, inmediatamente que la rindió, cumplimentó á S. E., quien correspondió con esplendor y fineza; pero aquel caballero no se ha dejado ver, y el dia 1º por la noche se embarcó dejando contristados á cuantos le han visto en el estado á que le ha reducido el sentimiento de perder la plaza y el cuidado con que ha vivido en todo el tiempo del sitio, por ver la

exorbitante fuerza con que se le atacaba. No se ha afeitado desde el dia 28 de setiembre. Tampoco se ha mudado de camisa, ni lavado las manos ni la cara. No se sabe el fin de tan extraordinarias demostraciones. Lo cierto es que es hombre de mucho honor, y de valor y ánimo fuerte; y aunque en su defensa se ha notado falta de pericia militar, sin embargo no ha dejado de conocerse su mérito. Las familias se han embarcado despacio, y esta tarde se ocuparon las islas de San Cárlos. — 3 de noviembre de 1762. 1762.

Artículos de la capitulacion hecha para la entrega y rendicion de la Colonia, etc.

PRELIMINAR.

El brigadier de infantería de los ejércitos de S. M. F., gobernador de la plaza de la Colonia, ofrece rendir dicha plaza en el término de 10 dias, que se contarán desde el 29 del presente mes de octubre hasta el 7 del mes de noviembre, caso que ántes de este término no le llegue algun socorro del Brasil. Octubre 30. Ofrecimiento de rendir la plaza.

Respondido. — Se entregará hoy ántes de las 4 de la tarde á las tropas de S. M. C. la puerta de la cortina mas próxima á la trinchera, y se pondrá al mismo tiempo en cada una de los 2 brechas que están abiertas las guardias que me pareciesen competentes, retirándose á cualquiera otra parte de la plaza la tropa de los sitiados que estuviese en el polígono atacado. Retiro de cierta tropa de los sitiados.

Art. 1. — Toda la guarnicion saldrá de esta plaza para embarcarse en las embarcaciones que hay en este puerto, así del rey como de los particulares, con los honores militares, que vienen á ser: tambor batiente, banderas desplegadas, bala en boca, con 12 tiros á cada soldado, y los granaderos mechas encendidas con 4 granadas cada uno, 2 piezas de campaña con 12 tiros cada una, y 2 morteros con el mismo número de bombas que llevan las piezas de cartuchos. Salida de la guarnicion de la plaza para embarcarse.

R. — La guarnicion de la plaza y todos los puntos que de-

1762. penden de ella, inclusa la isla de San Gabriel, no podrá tomar las armas contra el rey ni contra sus aliados, durante la presente guerra, en ninguna parte de esta América; y por la honrosa defensa que ha hecho, se le concede salir á embarcarse por la puerta del colegio con sus armas, banderas desplegadas, bala en boca, mecha encendida y tambor batiente : llevando cada soldado 12 tiros de fusil, una granada cada granadero y 2 piezas de campaña con 12 tiros, pero no mortero alguno : lo que deberán ejecutar, á mas tardar, el dia 2 de noviembre próximo, sin quitar al soldado que no se quiera embarcar la libertad de quedarse, ni á los oficiales la de dejar sus criados para que recojan y transporten sus equipajes, si ántes no los hubiesen podido llevar; en la inteligencia que los 2 capitanes españoles que se dan en rehenes deberán estar á la vista de todo cuanto se embarcase; y luego que haya salido la tropa portuguesa de la plaza, entrará en ella y en la isla de San Gabriel la guarnicion española.

No podrá tomar las armas contra el rey.

2º Que se concederán 2 lanchas cubiertas, sin que se registre lo que en ellas se embarcase.

Dos lanchas cubiertas.

R. — Negado.

Negado.

3º Todas las armas que hubiere así de mano como blancas podrán embarcarse sin embargo.

Todas las armas.

R. — Negado absolutamente. Los sitiados entregarán de buena fe la pólvora, balas y todo género de municiones y pertrechos de guerra, armas, cañones, morteros, cuerpos de guardia, tablados, puertas, víveres, vestuarios de tropas que no se hayan usado ántes de la capitulacion y cuanto habia en la plaza y en los puestos que dependen de ella, al tiempo de comenzarse la tregua para sus capitulaciones, perteneciente al rey Fidelísimo, como tambien en el casco del navío *Santiago*, que sirve de almacen : á cuyo efecto, luego que se haya entregado la puerta, pasarán á la plaza y demas puestos de ella los oficiales comisionados destinados á entregarse de todo lo referido; y con la misma buena fe manifestarán al oficial de artillería, que se enviará para esto al propio tiempo, las minas que hubiese.

Negado.

1762.

4º Que de la plaza podrán llevarse 12 pedreros, 100 arrobas de pólvora, mechas y demas perteneciente á las respectivas embarcaciones, como tambien 12 piezas de lona y de brin.

Sobre concesion de artículos de guerra. Se accede, pero con restricciones.

R. — Se conceden solamente las 12 piezas de lona y 12 de brin; pero de las embarcaciones se restituirá á la plaza la artillería, armas, pertrechos y municiones que se hubiesen sacado de ella.

Embarcos de vestuarios.

5º Se podrá embarcar todos los fardos de vestuario que se hallan en piezas para el uso de la tropa.

Negado.

R. — Negado.

Extraccion de víveres.

6º De los almacenes se podrán sacar los víveres, mantenimientos y bebidas precisas para 2 meses, tanto para la guarnicion como para los moradores.

Concedido.

R. — Concedido con intervencion de los comisarios nombrados de una y otra parte.

Id. de libros.

7º Que todos los papeles y libros concernientes á la *veeduría* y demas tribunales, y de las piezas de los almojarifes, se podrán llevar libremente.

Concedido, pero no el archivo.

R. — Concedido: pero deben quedar en el archivo de la ciudad los papeles pertenecientes á él.

Embarque de esclavos y muebles.

8º Que tanto el gobernador como los oficiales y soldados de la guarnicion, podrán embarcar libremente todos sus bienes muebles y esclavos que tuviesen, ó venderlos, como tambien los bienes raíces, para lo que nombrarán comisarios de una y otra parte.

Concedido, con explicaciones.

R. — Concedido, por lo que toca á esclavos y muebles del Sr. gobernador, oficiales y soldados de la guarnicion, y tambien por lo que mira á bienes raíces que tuvieren dentro de la plaza, si halláren quien se los compre en el término de 4 meses, á cuyo efecto los dueños de ellos podrán dejar sus poderes á quienes les pareciese.

Id. de ornamentos de iglesia, imágenes, etc.

9º Todos los ornamentos é imágenes de la iglesia matriz, como tambien los pertenecientes al hospicio de la Concepcion y colegio, se podrán embarcar sin embarazo.

Negado.

R. — Negado. Las imágenes, ornamentos y alhajas de los templos deben quedar en ellos.

1762.

Libertad de embarcarse los moradores de la plaza.

10° Todos los moradores de esta plaza, tanto eclesiásticos como seglares y negros libres, gozarán de la libertad de embarcarse con todos sus bienes muebles y armas que tuvieren de su uso, vendiendo los que no pudiesen llevar de sus bienes.

Concedido con limitaciones.

R. — Concedido : pero no se entenderán por armas de su uso, las que se hubiesen dado á los vecinos y moradores de la plaza de los almacenes del rey; y por lo que toca á los bienes muebles y raíces, se estará á lo dicho en el artículo 8.

Id. los comerciantes con sus efectos.

11° Que todos los comerciantes que se hallan en esta plaza se podrán retirar con los efectos mercantiles que tuviesen de manejo, ó venderlos nombrando para esto comisarios de una y otra parte.

Concedido, con explicaciones.

R. — Los mercadores que quisiesen retirarse podrán hacerlo libremente llevándose todos sus efectos de comercio; y los que quisiesen quedarse en los dominios del rey, presentarán inmediatamente inventario exacto de los géneros que tuviesen, para que el tribunal de real hacienda determine lo mas conveniente, sin perjuicio de los interesados ni de los derechos del rey.

Sobre rendicion de cuentas.

12° Á ninguno de los referidos se les consentirá quedar en esta plaza, porque deben ir á dar cuentas á sus constituyentes.

R. — En esto se procederá segun lo dictase la justicia.

Sobre los moradores que no pueden embarcarse.

13° Que á todos los moradores y bienes que quedasen por no poderlos embarcar en las referidas embarcaciones, les será permitido, que viniendo otras á buscarlos se embarquen, quedando ínterin bajo del mando de la persona que los gobierne, y serán tratados con toda afabilidad.

Quedan subordinados al oficial de la plaza.

R. — Los que quedasen con bienes, ó sin ellos, deberán estar, como todos los demas moradores de la plaza, subordinados al oficial que mandase en ella, y serán tratados del mismo modo que los Españoles.

Sobre provisiones para el transporte.

14° Todas las provisiones que fuesen necesarias para el trasporte de las embarcaciones así del rey como de los particulares, se les darán por su justo precio, como tambien otro igual número de reses en descuento de las que se conservan en la isla de Martin García.

R. — Concedido. 1762.

15° Á todas las embarcaciones se darán pasaportes para que en caso de encontrarse con alguna escuadra conste por ellos que se retiran en virtud de esta capitulacion á la capital del Rio Janeiro, ó isla de Santa Catalina, en el caso de que les sea preciso arribar por algun accidente.

Concedido.

Pasaporte á las embarcaciones.

R. — Concedido; pero así como estas embarcaciones irán seguras en virtud de los pasaportes que se les darán, lo deberán estar de ellas las embarcaciones españolas ó francesas, que encontrasen en el mar ó en el Rio de la Plata, de donde deberán salir los Portugueses con la brevedad posible, sin hacer en él demora alguna, á que no les precise el tiempo.

Concedido, con explicaciones.

16° Que si despues de la partida de todas las dichas embarcaciones que se hallan en este puerto, viniesen algunas de cualesquiera de los puertos del Brasil, en la fe de que la plaza se conserva en la obediencia de S. M. F., serán tratadas con toda hospitalidad, y se les dará libertad para volverse, como tambien de poder embarcar en ellas las personas que no se pudiesen embarcar en las presentes.

Garantía para ciertas embarcaciones brasileñas.

R. — Concedido, por un mes, contado desde el dia que se firmen estas capitulaciones, á las embarcaciones portuguesas que viniesen desarmadas.

Concedido, con un plazo.

17° Que despues de firmadas estas capitulaciones, se concederán 12 dias para embarcar todo lo dicho: bien entendido que en estos no han de contarse aquellos en que el tiempo no permita hacerlo.

Término para efectuar embarcos.

R. — El embarco de la guarnicion ya esta dicho, que deberá ser á mas tardar, el dia 2 de noviembre próximo; y el de los demas moradores de la plaza, y sus bienes, se hará en el término de 8 dias, contados desde mañana 31 de octubre, si con los auxilios que se les diesen no hubiese podido ser ántes.

Su máximum.

18° No habrá comunicacion alguna de parte á parte, salvo con los oficiales destinados á la negociacion celebrada, ú otra cualquiera dependencia; y para obviar todo desórden ó disputa, que en semejante caso puede suceder entre las dos na-

Sobre comunicaciones recíprocas.

1762. ciones, no será permitido que de los ataques salga alguno para la plaza, ni de esta para los ataques.

Precauciones sobre esto.

R. — Se tomarán por nuestra parte todas las precauciones posibles para que, fuera de los oficiales comisionados, no haya con los sitiados comunicacion alguna, sin embargo de que debemos ocupar luego los puestos de la plaza que quedan referidos.

Toma de la plaza.

19° Finalizado el referido tiempo que se pide para el embarque, el último cuerpo de tropa que quedase mandará arriar la bandera, y abrir las puertas para que tomen posesion de la plaza las tropas de S. M. C.

R. — Á este artículo está respondido con lo que se dijo en el artículo 1°.

Firmeza de esta capitulacion. Rehenes.

Para firmeza de la presente capitulacion contenida en los 19 artículos precedentes, se darán en rehenes de una y otra parte, dos oficiales de mayor graduacion. Plaza de la Colonia, 29 de octubre de 1762. — *Vicente da Silva da Fonseca.*

Por el corto número que hay de oficiales de mayor graduacion, se darán en rehenes de cada parte dos capitanes. Campo de la Colonia, 30 de octubre de 1762. — *D. Pedro de Cebállos.*

Reconvenciones que precedieron á esta estipulacion.

Á esta capitulacion habian precedido várias reconvenciones. La 1ª la hizo S. E. en 5 de octubre, en cuya noche se comenzó el fuego de la plaza, y el de nuestra batería de la bala roja, y se respondió lo que es regular : esto es, que la plaza se defenderia hasta que pudiese, y hasta llenar las medidas de su obligacion. Los dias 27 y 28 del mismo, se hizo segunda reconvencion para que evitasen los ulteriores extremos á que el furor de la guerra da lugar, cuando la resistencia pasa á ser obstinacion; y habiendo el gobernador de la plaza dado algunas respuestas ambiguas, que parecian dirigidas á ganar tiempo para repararse, se reiteró el fuego de nuestros ataques el dia 29 con tanta viveza, que en el corto tiempo de 6 horas, se dispararon 647 cañones de á 24 y 18, y en un mismo tiempo se dió la órden para dar esa noche el asalto general en la forma siguiente.

1762.

ÓRDEN GENERAL PARA EL ASALTO.

Se nombrarán para avanzar á la plaza 3 destacamentos, 2 compuestos cada uno de 165 hombres : el 1º á las órdenes del teniente coronel D. Eduardo Wall, el 2º á las del teniente coronel D. Diego de Sálas; y el 3º de 100 hombres á las órdenes del capitan mas antiguo, á quien se darán á parte las que debe ejecutar. De toda la tropa restante, inclusas las milicias, se formarán dos divisiones, una para el cuerpo de reserva que ha de sostener el asalto, y otras para guarnecer la trinchera, ambas á las órdenes de los oficiales á quien tocase por su turno, destacando de ellas 50 dragones, y 150 hombres de milicias, que, á las órdenes del capitan D. José de Molina, irán á la hora acostumbrada á ocupar á caballo el mismo punto que cubre ahora la reserva de caballería, y otros 100 que han de quedar en el campo para su custodia. Asalto, fuerzas y disposiciones para efectuarlo.

La 1ª division, compuesta de los 3 destacamentos destinados para el asalto, marchará á la trinchera á la hora regular en que la tropa de esta se muda. La 2ª y 3ª seguirán despues de cerrada la noche, á fin de que los enemigos, especialmente de la marina, no adviertan la novedad de que entra en la trinchera mayor número de gente que otros dias. Id.

Cada uno de los 3 destacamentos destinados al asalto marchará con esta formacion : un sarjento y 15 hombres á la cabeza; á estos seguirá un subalterno con 20, despues un capitan con 40, toda gente escogida; y despues marcharán los comandantes de ellos con 100 hombres. Las 3 primeras partidas de los sarjentos, subalternos y capitanes irán armados cada hombre con dos pistolas á la cinta, sable con su cordon para dejarlo pendiente de la muñeca al tiempo de servirse de las pistolas : dos granadas cargadas, y su mecha en el fusil cargado á la espalda y 20 cartuchos. Id.

Así mismo cada soldado llevará una hacha para destrozar los gaviones, estacas y otras maderas que los enemigos pudieran poner en las cortaduras; y los 10 hombres restantes irán ar- Id.

1762. mados á lo ordinario; pero cada uno llevará una fagina no solo para cubrirse contra las balas de la marcha, sino tambien para el alojamiento que se ha de hacer en la obra asaltada; y por si acaso tuviesen los enemigos sembrados abrojos de hierro en las ruinas de la brecha, se llevarán á la vanguardia de los 100 hombres de los tenientes coroneles los rastros ó peines que están hechos á este fin de apartarlos; y si en lugar de estos hubiese sobre la brecha tablones con puntas de clavos, los volverán boca abajo; pero si el estorbo consistiese en caballos de friza atravesados, se pondrán de cabeza.

Id. Tambien se nombrarán 100 Indios con el capitan D. Manuel de Ayala á las órdenes del ingeniero en segundo D. Antonio Aimerich, y otros 100 con el lenguaraz Florentin á las de D. Francisco Coreloso; el 1° para que siga el destacamento de D. Eduardo Wall, y el 2° el de D. Diego de Sálas; los cuales, á mas de sus picos y algunas hachas llevarán faginas, piquetes y mazos para formar el alojamiento sobre la brecha: volver contra los enemigos la cortadura, ó ejecutar cualquiera de los trabajos que se ofrezcan. Igualmente llevarán algunas cuñas de hierro con los mazos correspondientes, para abrir por adentro alguna puerta si se ofrece.

Id. Á los trabajadores, que han de ir con el destacamento de D. Diego de Sálas, seguirán las escalas que están prevenidas, nombrando para llevarlas un número de Indios correspondiente con el lenguaraz Bartolomé Bordon.

Id. Tambien se nombrarán los dos subalternos de artillería con 10 artilleros cada uno, los cuales seguirán los destacamentos de los tenientes coroneles; llevarán instrumentos con que volver y hacer servir contra los enemigos los cañones y morteros que se hallen dentro de la obra asaltada, y llevarán dichos oficiales martillos de hierro y clavos de diferentes gruesos, para clavar los cañones en caso que por algun accidente sea preciso abandonarlos.

Id. Detras de los trabajadores de cada destacamento marcharán dos tropillas de 20 Indios cada una con un sarjento, y ambas á las órdenes de un oficial, que lleven parihuelas, en que retirar

al hospital de sangre los oficiales y soldados heridos que no puedan marchar por sus piés. 1762.

La hora en que se ha de ejecutar el asalto, la prevendré yo en la trinchera, pues á este efecto me he de hallar en ella mucho ántes, y se dará la órden con bastante anticipacion, para que las tropas tengan lugar de formarse. Sobre la hora del asalto.

Ademas de los instrumentos de gastadores, que deben llevar los trabajadores nombrados arriba, se anticipará un depósito de ellos al cuidado de un sarjento cerca de la nueva batería.

Mi intento es que, montada la brecha, se franqueen de un golpe la brecha y cortaduras que hubiesen hecho los enemigos, y si estos tuviesen barricadas en las calles, se emplearán contra ellas (como contra cualquiera otra cortadura) algunos de los cañones que sin duda se hallarán ántes de llegar á ella, y si acaso se defendiesen generalmente en los edificios de la ciudad, irán los nuestros penetrando de unos en otros, y si todavía se resistiesen, se pondrá fuego á alguno de los edificios por la parte de barlovento, y llevarán todos para conocerse entre sí la contraseña de *Viva Cárlos III*, y una divisa blanca en el sombrero. Plan para efectuarlo. Contraseña y divisa.

Se prohibe, pena de la vida, que ninguno comience el saqueo, ni se aparte de su puesto con pretexto alguno, hasta que se les dé la órden para ello. Sobre saqueo.

Con cada uno de los destacamentos destinados al asalto, despues de los trabajadores marcharán 3 salva-guardias, cada una de 20 hombres, á las órdenes de un oficial, y con ellas un *guia* ó práctico de los puestos de la ciudad, y luego que la derrota de los enemigos lo permita, la 1ª se encaminará á la iglesia mayor, y la 2ª á las capillas de San Francisco y Residencia, para embarazar que ningun soldado entré en aquellos templos, ni cometa el menor desacato á los sacerdotes, niños y mujeres; pues debe valerles aquel lugar sagrado de refugio; y la 3ª despues de ir á la cárcel y poner en libertad los presos de ella, pasará al hospital á fin de no permitir que se emplee el furor de nuestra gente en los enfermos y heridos. Salvaguardias y guia.

Asimismo se prohibe, pena de la vida, cometer violencia en

1762. las mujeres, ni que se ponga fuego á los edificios, si no es en el caso prevenido arriba, ó en otro en que se dé expresamente la órden.

Oportunidad de dar cuartel.

Aunque al principio del asalto, y ántes de vencer enteramente la posicion de los enemigos, conviene no cargarse de prisioneros, y por lo mismo el no dar cuartel, sin embargo luego que esté derrotada y esparcida su gente, ocupados los principales puestos y por consiguiente libre de contingencias la toma de la plaza, se ejecutará la piedad, y dando cuartel á todos los rendidos se irán poniendo estos en la iglesia mayor con una guardia competente, que los tengan en custodia hasta que se disponga enviarlos á otra parte.

Las 3 salva-guardias cuidarán tambien de apaciguar las pendencias que en el saqueo hubiese en nuestros soldados, y acudirán prontamente á cualesquiera parajes donde se oyeren lamentos, para estorbar los insultos que se cometiesen.

Rendidos.

Con cada una de las partidas irá uno de los prácticos que conozca al gobernador y los oficiales de mas rango de la plaza, los cuales despues de rendidos se remitirán á la trinchera donde teniéndolos con la debida custodia, serán tratados con toda urbanidad.

Pertenencias del rey.

Las armas, municiones y demas pertrechos de guerra, como tambien los víveres y cuanto haya del rey de Portugal en la plaza, pertenecen al rey; y así cuidarán los comandantes de los destacamentos y oficiales de la tropa que no se toquen ellos, y de poner en esos parajes salva-guardias.

Luego que los nuestros hayan entrado en la plaza, procurarán penetrar hasta el puerto de ella, para embarazar la retirada al enemigo por el Rio.

Órdenes particulares.

Á la órden general precedente, siguieron las órdenes particulares comunicadas á cada uno de los destacamentos, con todas las prevenciones que podian desear para cualquiera acontecimiento, asignando los parajes por donde habia de asaltarse la plaza, con qué gente, instrumentos y armas; y el detalle era el siguiente :

1762.

PRIMER DESTACAMENTO DE WALL.

Á la cabeza de la columna el sarjento Pérez con. . .	15	1er destacamento, 175 hombres.
Seguirá à 6 pasos despues don Sebastian Sánchez con.	20	
Seguirá á 8 pasos despues don Nicolas Clorduí con. .	40	
A 10 pasos D. Eduardo Wall con los oficiales D. José Escurruchea, D. Alonso Sarrato, D. Cornelio Cambrai, D. Manuel de la Quintana, D. Manuel de la Rubia, D. Juan Eusebio Serrato, con 3 tambores, 4 sarjentos y con	100	
Total de la columna :		
Capitanes oficiales 4, subalternos 7, sarjentos 8, tambores 3, soldados	175	

SEGUNDO DESTACAMENTO DE D. DIEGO DE SÁLAS.

Á la cabeza de la columna el sarjento Barrera con . .	15	2° id., id.
Seguirá á 6 pasos el subteniente D. Fernando Arénas con	20	
Á 8 pasos el capitan D. Cárlos Hoara con.	40	
Á 10 pasos D. Diego de Sálas, con D. Felipe de Mena, D. Manuel de Pestaña, D. Cárlos Polier, D. Nicolas Planchon, D. Fulgencio Alagon, D. Alejo Bermúdez, 3 sarjentos, 4 tambores y soldados	100	
Total de la columna :		
Capitanes 4, subalternos 7, tambores 4, soldados . .	175	

TERCER DESTACAMENTO DE D. LÚCAS INFANTE.

A la cabeza el sarjento Francisco Sánchez con . . .	15	3° id., 100 hombres.
Seguirá á 6 pasos D. Antonio Bobadilla con	20	
A 6 pasos D. Lúcas Infante, D. Francisco Piera, D. Joaquin de Vedia, 3 sarjentos, 2 tambores y soldados . .	65	
Total de esta columna.		
Capitan 1, subalternos 3, sarjentos 5, tambores 2, soldados.	100	

1762.

CUERPO DE RESERVA.

Total del cuerpo de reserva, 449 hombres.

El capitan D. Francisco Saravia, D. Vicente Tarufo, D. José Ignacio Zavala, D. Juan de Sálas, D. Martin Peráles, D. Pedro Escribano, D. Juan Amaro Pestaña, D. Lorenzo Cosio, 8 sarjentos, infantería arreglada 60
Dragones 77
Milicias de infantería 88
Milicias de caballería 224
Total de este cuerpo :
Capitan 1, subalternos 7, sarjentos 9, tambores 2, soldados. 449

TRINCHERA.

Trinchera, 449 hombres.

Capitan D. Juan Miguel Echegóyen, D. José Ignacio de la Quintana, D. Agustin de Aispurúa, D. Pedro Echegóyen, D. Juan de la Guardia, 5 sarjentos, 3 tambores y soldados de infantería 60
Dragones 77
Milicias de infantería 88
Milicias de caballería 224
Total :
Capitan 1, subalternos 4, sarjento 1, tambores 3, soldados. 449

CABALLERÍA CON ÓRDEN É INSTRUCCION RESERVADA.

Caballería, 200.

D. José Molina, comandante, D. Vicente Quiñónes, D. Fernando Cosio, ayudante mayor, 2 sarjentos, y dragones. 50
Caballería de Buenos Aires 150
Total :
Capitan 1, subalternos 2, sarjentos 2, tambores 2 y soldados. 200

GUARDIA DEL CAMPO.

Capitan D. Roque San Martin, D. ~~José Maurí~~, D. F. Mar-

tin Cabrera, 2 sarjentos, y caballería á pié con 1 tambor. 100 — 1762. Guardia del campo: 100 hombres.

Total general: — Total general, 1,750 hombres.

Tenientes coroneles	2
Capitanes	12
Tenientes	14
Subtenientes	14
Ayudantes	3
Sarjentos	38
Tambores	19
Soldados	1,648
	1,750

AÑO DE 1763.

Carta sobre la conducta de Sarria, jefe de la escuadra española, en la empresa sobre la toma de la Colonia.

1763. Silencio del que escribe respecto á la pequeña escuadra.

Muy señor mio: Yo pensaba haber llenado las medidas de mi obligacion, y saciado tambien la curiosidad prolija de Vd. con el diario del sitio de esta plaza, con la capitulacion, y demas papeles que dirigí á Vd. en mi carta de 7 de noviembre; y habiendo comunicado despues todos los movimientos de la escuadra enemiga, que á 1° de octubre entró en este rio, con la derrota que padeció el dia 6 de enero, en que atacó esta plaza, que ni á mí me quedaba otra cosa que comunicar, ni á Vd. cosa nueva que saber; pero su carta del 22 del pasado me hace ver que el silencio que yo me habia propuesto observar sobre nuestra pequeña escuadra de marina, le ha dejado á Vd. sin toda aquella satisfaccion que Vd. esperaba de mi puntualidad; y en esta inteligencia, me empeña Vd. á participarle una noticia exacta sobre este particular, con la prevencion de que deberé fundarla sobre verídicos documentos, que ni necesiten de confirmacion, ni pueda prevalecer contra ellos alguna de aquellas estratagemas con que el espíritu de interes y de faccion suele frecuentemente oscurecer la verdad. Y finalmente añade Vd. que nadie mas bien que yo sabe de cuánta importancia ha de ser á Vd. esta noticia por las várias relaciones y respetos que tiene con personas interesadas en el acierto y conducta de

1763. D. Cárlos J. de Sarria, á quien Vd. quiere imponer con certidumbre en la serie de todos los sucesos divulgados para que pueda servirles de gobierno.

Necesidad de dar una noticia exacta á este respecto.

Sí, amigo mio: sé muy bien todos sus respetos y todas sus relaciones, y esa consideracion me retrajo de comunicar á Vd. unos hechos, cuya exorbitancia habia de servirle de displicencia, pero la nueva instancia de Vd., el estrecho vínculo de nuestra amistad y el deseo de complacerle, me hacen atropellar con el designio que me habia formado, de no concurrir con alguna expresion denigrativa al decoro del mencionado oficial; mas es tan fuerte el potro de la razon, que no deja valor para ocultar la verdad, aun cuando esto hiere á persona á quien se profesa alguna particular inclinacion.

Califícase de fatal la conducta de Sarria.

Omito las particularidades que Vd. no ignora, sobre todas las especies que surgieron á Sarria en Montevideo, cuando entró en este rio, á fin de hacerle odiosa la conducta y el mando del Excmo. Señor D. Pedro de Cebállos, nuestro general, quien desde luego tuvo puntual noticia de estas sugestiones; pero acostumbrado á despreciar las impresiones que ocasiona este género de procedimiento, fió al tiempo el desengaño que necesitaba, y efectivamente lo ha conseguido, despues que la conducta de Sarria ya no dejó lugar á que pudiera cohonestarla, ni la pasion de sus mayores amigos, que generalmente se han visto en la obligacion de calificarla por una de las mas fatales que jamas ha podido observar oficial alguno de marina comisionado en la América.

Muy léjos de insinuarle S. E. la mala disposicion en que le habian pintado su viciado animo, le hizo en Buenos Aires todo aquel género de obsequios que bastaba para asegurarle de su buena intencion y del eficaz deseo que tenia de promover su adelantamiento, si el servicio del rey lo hiciese como esperaba; pero como la improbidad de un espíritu preocupado fácilmente abandona lo que le es conveniente para esforzar sus ideas, se atrevió este pobre hombre á calificar las finezas del general como de un medio de que se valia para ganarle el ánimo, y hacerlo de su partido, y no tuvo rubor de manifes-

tarlo así á un corto número de sus confidentes, con ménos cautela de la que debia, como si á S. E. le importára algo que se aumentára este oficial á la tertulia de los demas, que á costa de su pundonor y crédito han querido criticar su conducta. 1763.

Llegó el tiempo de hallarse S. E. con todos los preparativos que necesitaba para la expedicion del sitio de la Colonia, que despues se ha visto y por éntónces ignoraban todos. Vd. sabe de cuánto ha servido el sigilo inviolable que el general ha observado en los preparativos mismos de la expedicion, y que seguramente hubiera sido infeliz si S. E. se hubiera descuidado algun tanto en este particular. Pero acostumbrados en este país aun á saber las órdenes mas reservadas de la corte, y extrañando que ahora se ignorase todo, hubo hombre que se persuadió que S. E. intentaba el ataque de esta plaza sin órden para ello; y no ignora Vd. que D. Cárlos J. de Sarria suscribió á este dictámen verbalmente, y que allá en la ensenada, con los sugetos, el dia y la hora que Vd. sabe muy bien, lo hizo público con unas expresiones que sobre dar á entender lo poco que habia penetrado el cáracter del general, indicaban tambien ser muy poco instruido Sarria del modo como deben manejarse las expresiones de esta naturaleza. Indiscreciones de este.

S. E. habia determinado el embarque de la gente, y el trasporte de todo lo demas necesario para el sitio para 1° de agosto, y en esta inteligencia escribió á Sarria con fecha 24 de julio, para que el dia 4 ó 6 de agosto se hallase en el *amarradero* de Buenos Aires con la fragata la *Victoria* y el navío *Santa Cruz* y los tres avisos, todos armados en guerra, y bajo de su mando por órden del general, quien le prevenia que allí le comunicaria el fin de este llamamiento, y le daria las instrucciones convenientes á su cargo. Órdenes que fueron dadas.

Á esta carta que estaba llena de atentas expresiones, ya este oficial respondió de un modo lleno de aquella prudencia que entre militares suele tener otro nombre muy indecoroso. Acusa el recibo y dice. « Sobre todo, debo exponer á V. E. que no » habiendo salido esta fragata del puerto de Cádiz completa- » mente armada para funcion de guerra, ni ménos contener Lenguaje indecoroso de una carta suya.

1763. » mis instrucciones deber concurrir á operacion alguna de esta
» naturaleza en estos puertos, pues para semejantes casos se
» encarga al comandante de cualquiera escuadra, ó bajel suelto
» de guerra, que pasa á la América, copia de las instrucciones
» y órdenes dirigidas á los gobernadores de los puertos de su
» destino, en conformidad de lo que expresamente previenen
» las ordenanzas de marina.» Prosigue expresando lo que necesita, y siempre dificultando, como Vd. podrá ver en la carta original si quiere manifestarla. Infiera Vd. ahora de este retazo de carta lo que quiera, que á mí solo se me ofrecen dos cosas que no puedo omitir. La 1ª que la fragata salió de Cadiz en tiempo

Dos observaciones.

de guerra y muy bien armada para funciones de guerra, con 26 cañones de á 12, con las municiones correspondientes; y 2ª que no hay mas ordenanzas de marina en casos particulares que la voluntad del rey: esta ponia á este comandante á las órdenes de S. E., y esto bastaba para que no extrañase, especialmente no teniendo mas grado que el de teniente de navío, no habérsele dado una copia de las *instrucciones ú órdenes dirigidas al capitan general*. Buena hubiera quedado nuestra expedicion si el amigo Sarria hubiera penetrado la comision con que vino.

Carta del general en términos satisfactorios.

En 29 del mismo contestó S. E. al contenido de la carta precedente, y le ofrece surtir la fragata de mas gente como lo pedia, y de todo lo demas que permita la naturaleza del país. El 31 respondió Sarria insistiendo siempre en copiar sus ordenanzas para apoyar su prudencia; y en 1º de agosto, queriendo el general desvanecer sus recelos, le escribió una carta que comienza así. « Muy señor mio : ántes de resolverme á la expe-
» dicion que tengo comunicada á Vd., he tomado, como era
» regular, las medidas convenientes para lograr el suceso que
» corresponde al honor y gloria de las armas del rey, y no
» dudo se consiga felicísimamente siempre que mis disposicio-
» nes se ejecuten con la debida exactitud. En este supuesto
» puede Vd. persuadirse seguramente de que léjos de exponer
» su honor, no le preparo sino ocasiones de mucho lucimiento
» y satisfaccion, á cuyo efecto le facilitaré todos los medios y

» auxilios que pueda, como se lo tengo ofrecido en mi ante- 1763.
» cedente. »

No quedó satisfecho Sarria.

No me parece que podia este oficial desear mas que esta carta del general, para asegurarse de sus intenciones, y para deponer los varios recelos que con poco fundamento se objetaban; pero el tiempo nos ha hecho ver que no fué así.

Se prescinde de otras cartas.

No quiero detenerme en insinuar á Vd. el contenido de las demas cartas que pasaron en el mes de agosto, porque todas son relativas al embarco de gente, pertrechos, víveres, y en una palabra todas tiran á abreviar la empresa; y aunque quisiera extenderme á la instruccion que S. E. le dió, cuando ya fué tiempo de navegar para la banda setentrional de este gran rio, la omito sin embargo, porque debe Vd. suponerla como de quien es, y que realmente estaba bien despacio: no obstante que Sarria respondió en 19 de agosto *acusando su recibo y diciendo que sobre ellas tiene mucho que tratar con S. E.*

Sarria no ejecutó una órden.

Finalmente, el trasporte y desembarco se logró en esta banda el 14 de setiembre, y quedando Sarria comandante de su fragata, del navío *Santa Cruz*, de 3 avisos y 6 lanchas grandes, armadas todas en guerra, tuvo órden el 16 de situarse con su escuadra, dando su izquierda á la isla de Hórnos, y teniendo á la derecha la del Farallon, que era reiterar lo mismo que la instruccion contenia. Pero no habiéndolo ejecutado, llegó el dia 18 la noticia de haberse visto desde Montevideo 9 embarcaciones, una de tres palos y las demas pequeñas; y sin embargo de no saber todavía la calidad de ellas, con solo el número tuvo el comandante de la escuadra una junta con sus oficiales, y determinó ponerse en fuga para la punta de Lara, y volverse á la parte occidental del rio, cuyo intento fué tan doloroso al general como expresa su carta del tenor siguiente: « No puedo » ponderar á Vd. cuánto me ha sorprendido la noticia que » casualmente he sabido de haber resuelto Vd. ayer retirarse » con toda la escuadra á la punta de Lara, que es la entrada de » la ensenada de Barragan, sin haberle debido siquiera la aten» cion de avisármelo, en lo que me confirma la de Vd. que » recibí esta noche, en respuesta de la mia de hoy; pues me

Carta del general respecto á su retirada con la escuadra.

1763. » dice en ella, haber estado desde el amanecer á pique, y que
» solo esperaba un poco de viento favorable para que todos le
» siguiesen, usando de la reserva de no expresar el paraje á
» donde tiene determinado irse, sin duda por conocer que yo
» no puedo ménos de protestarle, como lo hago, las malas
» consecuencias que se puedan seguir al servicio del rey de
» una resolucion tan intempestiva y tan poco decorosa á las
» armas de S. M., como la de dejarnos enteramente cortada la
» comunicacion con Buenos Aires, de donde nos han de venir
» los víveres y todos los auxilios necesarios, sin mas motivo
» que el haberse visto en Montevideo 9 embarcaciones, que
» segun todas las señas son portuguesas, de las cuales solo una
» era de tres palos, y las demas pequeñas de dos, y aun no
» sabemos estén armadas, ántes se discurre ser de comercio;
» pero cuando no lo fuesen, hasta ahora no se ha roto la guerra
» con los Portugueses, ni veo que aun cuando la hubiera sean
» fuerzas competentes para hacer frente á las que Vd. tiene á
» sus órdenes; fuera de que ántes de huir del peligro, la razon
» dicta que se vea si lo hay, ó no; y aun que se hayan confor-
» mado con Vd. los capitanes del navío *Santa Cruz* y de los
» 3 avisos, siendo esto tan conforme á su comodidad, no se
» podia dudar que lo seguirian. En vista de esto, aunque hasta
» ahora, por que se hiciese sin tropiezos el servicio del rey, he
» disimulado algunas cosas en que Vd. ha mostrado su inde-
» pendencia, al presente no puedo ménos de preguntarle, como
» lo hago, si tiene, ó no, órden del rey para estar á las miras,
» repitiéndole, en consecuencia de las que se me han comuni-
» cado, de la de S. M., que situándose, como lo tengo intimado,
» con la izquierda á la isla de Hórnos, y la derecha á la del
» Farallon, suspenda su retirada, hasta que con la vuelta de la
» lancha que ha salido á reconocer las embarcaciones que han
» puesto á Vd. en tanto cuidado, hayamos adquirido noticias
» sobre qué fundar la resolucion que mas convenga al servicio
» de S. M. »

Cargos contra él. Parece que yo deberia insertar aquí la respuesta de Sarria del dia 20, pero yo me guardaré muy bien de perder este

tiempo tan inútilmente. Hágase Vd. su mas apasionado amigo, y hágase Vd. el mismo Sarria, y sírvase Vd. satisfacer á dos cargos que resultan de no pequeña entidad, sin hacerme ahora cargo de sus consecuencias. El 1° es la fuga, sin saber todavía las fuerzas del enemigo; y el 2° es avanzarse á la práctica de una resolucion tan indecorosa, sin dar parte al jefe que tenia á la vista. Aseguro á Vd. que su respuesta nada satisface, ni puede satisfacer por mas que se revuelva en citar la biblia de sus ordenanzas; y porque solo podria hacer alguna fuerza la falta de gente que pretextó en su escuadra, pondré al fin de mi carta un puntual estado de su armamento, para que Vd. colija las fuerzas, y haga con justicia la debida crítica. Y entre tanto conténtese Vd. con saber, que la noche del 20, despues de haber recibido la carta que Vd. acaba de ver, huyó con toda la escuadra, añadiendo á lo vergonzoso de la fuga la notable calidad de ser nocturna; debiendo Vd. notar, que, sin embargo de traer á bordo de su escuadra, y de otras embarcaciones de trasporte, cerca de 3,000 hombres para esta banda, faltos de víveres, de paciencia y de salud, por haber demorado 13 dias en esta travesía, que es viaje de 4 horas, no pudiendo conseguirse que jamas navegase un rato de la noche en que regularmente entraba la virazon de tierra que le servia por la popa, citando á cada paso el sagrado de sus ordenanzas para no navegar de noche en el pasaje; mas para la fuga franqueándole el miedo su seguridad, no hubo ordenanzas que se la embarazase á la media noche.

1763.

1° Su fuga.

2° No haberla participado.

Mas habiendo faltado el viento á Sarria á dos leguas de donde habia salido, le fué preciso dar fondo, y con esta ocasion le alcanzaron las cartas del general en que le instaba volviese al puerto de donde habia salido. Pero insistiendo siempre en su retirada solo á la punta de Lara, de donde ofició volver luego que los sugetos que se habian enviado á reconocer las dichas embarcaciones enemigas diesen razon de ser inferiores las fuerzas de estos á las nuestras, consintió, apurada ya su paciencia, en que se fuese á la punta de Lara, de donde en el término de 4 horas podia retirarse á su destino, cerca de la Colonia.

Insistió en su retirada á la punta de Lara, ó Ensenada.

1763. Participacion de la guerra contra Portugal.

Apénas habia llegado á la punta de Lara, ó Ensenada, se recibieron aquí los pliegos de la corte con la declaracion de la guerra contra Portugal, y en esta atencion en 1º de octubre se lo hizo saber S. E. avisándole asimismo, que el capitan de infantería D. Alonso Serrato, el teniente de fragata D. Juan Antonio Guerréros y el piloto D. Manuel de Zapiola habian ya vuelto y reconocido por menor las embarcaciones portuguesas, cuya fuerza era muy inferior á la suya sin la menor duda, como constaba de la certificacion de estos tres sugetos que le despachó, y despues de prevenirle cuanto era conducente al servicio del rey en aquella coyuntura, le dice así el general : « En consecuencia » de todo lo referido, no puedo ménos de prevenir á Vd., como » lo hago, venga sin dilacion con toda la escuadra de su mando » á situarse en el paraje insinuado para los fines del real ser» vicio que quedan expuestos, en la inteligencia de que la Colo» nia será atacada dentro de 3 ó 4 dias de la fecha de esta. »

Fué llamado á ocupar su puesto cerca de la Colonia.

Su renuencia y cobardía.

Esta carta no mereció otra respuesta que la de hacer su escuadra la mas inútil del mundo. Todo se redujo á que con los 180 hombres de su fragata, y el corto número que respectivamente habia en las demas embarcaciones de su cargo no podia resolverse á empresa alguna ; y que la declaracion de los tres que afirmaban ser inferiores las fuerzas de los Portugueses, no tenian otro fin que el de complacer á S. E. De modo que este oficial cuando se recibió del mando de la escuadra la halló tan bien aperada, como efectivamente lo estaba cuanto permitia el país, y dió á S. E. las gracias por el armamento, y por la confianza con que le honraba, poniéndolo todo bajo de su mando ; pero despues cuando se trataba de ponerse, aunque léjos, á la vista del enemigo, ni los navíos, ni las lanchas, ni los víveres, ni las municiones, ni la gente valian en su dictamen para maldita la cosa. Vd. no obstante hará la debida justicia al mérito de la causa, enviando el estado nuestro y de los enemigos, que por menor he ofrecido poner al pié de esta.

Ántes que S. E. contestase á esta última carta, que escribió, recibió otra en que el Sr. Sarria toma á su cargo el ponderar lo mucho que importaba la conservacion del puerto de la Ense-

nada, aunque por entónces quedó en la punta de Lara, donde nuevamente recibió dos de S. E. de 5 y 9 de octubre, en que por todos los medios que puede dictar la prudencia humana, y con todas las expresiones que le dictaba su celo, le persuadia al cumplimiento de su obligacion, y á dejar aquel paraje para ponerse á vista de la plaza, cuyos fuegos habian ya comenzado el dia 5 por la noche. No quedó punto de honor que S. E. no le propusiese, ni perjuicios que no le protestase; pero nada bastó para hacerle salir de aquel asilo en que voluntariamente se habia refugiado, ni para hacerle creer que realmente eran muy flacas las fuerzas de la marina de los enemigos, por mas que se le aseguraba positivamente, despues del nuevo reconocimiento y rígido exámen que hacíamos diariamente, como que estaban estas embarcaciones dentro del puerto, sobre el cual teníamos nuestras trincheras para el sitio de la plaza.

1763. Fué llamado nuevamente, aunque en balde.

Los clamores de la tropa de tierra, ocupada en el sitio, las dolorosas voces de todo Buenos Aires contra dicho Sarria, y las muchas cartas de particulares que abominaban sin algun recelo de tan fea conducta, movieron al teniente de rey á pasar á la Ensenada, á fin de hacerle salir á situarse á la vista de la Colonia; pero fué en vano, porque protestando que las fuerzas de los Portugueses eran superiores, y que él se hallaba falto de gente, que habia sido siempre su cantinela ordinaria, no fué posible acalorarle para que saliese este buen comandante de su gallinero. Ántes sí, en lugar de venir, como debia, á ponerse á la vista del enemigo, se metió dentro de la Ensenada de Barragan, echó parte de la artillería en tierra, facilitando por este medio la desercion de la gente de mar que habia en la Ensenada, y aun dió licencia á algunos para que se fuesen á Buenos Aires, dejando con esta determinacion asegurados los enemigos, de que no tenian que recelar de nuestras fuerzas de mar, y en esta confianza navegaban efectivamente nuestras islas y costas á buscar faginas, víveres y lo demas que necesitaban para continuar con vigor la resistencia y reparar cada dia mas y mas las brechas que nuestro cañon iba abriendo.

Nuevas instancias, siempre inútiles.

Últimamente, apurada al parecer la paciencia del general, le

1763.

Reconvenciones y cargos contra Sarria, por su indecorosa conducta.

escribió el dia 14 en estos términos. « Muy Sr. mio : cuando yo esperaba que Vd. viniese con toda la escuadra, como expresamente se lo he prevenido en cartas del 1°, 5 y 9 del corriente, veo que ha tomado la determinacion de entrarse con toda ella en la Ensenada de Barragan, y de echar en tierra parte de la artillería y la del navío *Santa Cruz* con el pretexto de defender el puerto. Este cuidado no es de Vd. sino mio, y por lo mismo no le puede servir de excusa para dejar de venir á servir al rey como debia en esta ocasion, y mucho ménos cuando la citada determinacion que ha tomado, deja certificados á los Portugueses de que no tienen que temer oposicion alguna por el rio. Tampoco puede dejar á Vd. cubierto de una accion tan indecorosa á las armas del rey el parecer de los que me dice ha convocado á este fin, pues no faltará modo de poner en claro la verdad; siendo constante que habiendo venido Vd. á mis órdenes, debiera haber obedecido las que aun despues de sus representaciones le he dado repetidas veces, de venir á las cercanías de la Colonia. »

Nuevas órdenes para que ocupe su puesto.

Pasa S. E. á hablar del embarazo que habian hallado los nuevos capitanes del *Santa Cruz* y los avisos, para entrar en su mando, y prosigue despues diciendo : « De manera que no solo no ha querido Vd. concurrir con su fragata á la empresa de la Colonia, que tenemos entre manos, sino que con su conducta me ha privado de las fuerzas de mar, que con tantos trabajos y gastos de la real hacienda habia yo juntado para ella. En consecuencia de todo, y de los gravísimos perjuicios que de este proceder se han seguido al servicio de S. M., repito á Vd. la misma órden, que tantas veces le he dado de que vaya con toda la escuadra á las inmediaciones de la Colonia, y las protestas que sobre lo mismo le tengo hechas en inmediatas antecedentes. »

Su llegada extemporánea.

Esta carta por fin le hizo salir. ¿ Pero cómo ? Respondió un millar de cosas fuera de propósito ; mas en fin decia que en aquella misma hora que eran las 8 de la noche del 17, iba á dar las órdenes para disponerse á la salida ; pero ellas fueron tales que no salió hasta el 29, en que la plaza envió sus capitu-

laciones al campo, y despues de la tregua, que duró dos dias, entónces se le vió dar fondo á 4 leguas de distancia. 1763.

Rasgo de suprema cobardía de Sarria.

Habiendo entrado nosotros en la plaza, sobrevino un temporal, que no permitió la salida á las embarcaciones portuguesas, que en virtud de la capitulacion, se retiraban cargadas de familias. Efectivamente se perdieron 2 bergantines con 200 almas; y como era preciso que las embarcaciones hiciesen algunos movimientos para no experimentar tan infeliz suerte, pensó Sarria que todas ellas se dirigian á sorprender su fragata y las demas embarcaciones de su cargo, y no tuvo rubor de escribirlo á S. E. despues de tener en su poder el artículo 15 de la capitulacion, que concedia el correspondiente pasaporte á la escuadra de los enemigos, con la mutua obligacion de no cometer hostilidad alguna á las naves nuestras y de nuestros aliados que pudiesen encontrar. Infiera Vd. de este hecho, hasta dónde llega la prudencia de su amigo Sarria; el general le respondió en estos términos: « Muy Sr. mio: del cuidado en que á Vd. le » han puesto los movimientos de las embarcaciones portu- » guesas, pudiera haberse libertado con solo considerar que » no tienen fuerzas para atacarlo, ni aunque las tuvieran, no » las podrian emplear contra Vd. sin faltar á lo estipulado en » el artículo 15 de las capitulaciones, de que he remitido copia.

» Las maniobras que Vd. puede haber observado no han te- » nido otro objeto que el de ponerse en franquía para hacerse » á la vela con el primer viento favorable, y si despues de la » tempestad que han padecido, en que por estar cerca de tierra » han naufragado dos bergantines con casi toda la gente que ha- » bia en ellos, se han movido algunos hácia el puerto, ha sido » á guarecerse de él. »

Partida de las embarcaciones portuguesas despues de una capitulacion.

Efectivamente el dia siguiente partieron todas las embarcaciones portuguesas, y despues de algunas horas, entraron las nuestras en el puerto, y es menester que Vd. aquí redoble su atencion para percibir exactamente los pasos que ha dado Sarria para perder la fragata.

Sobre la conducta del mismo Sarria.

Ya consta á Vd. por mi citada relacion particular, la venida, los movimientos y todo lo demas que el 6 de enero próximo

1763. pasado acaeció en esta plaza, cuando fué atacada por el navío y la fragata inglesa que abajo se nombran, y por otro navío portugues que entró con ellos. Sabe Vd. que despues de tres horas de combate se incendió la capitana inglesa, y se redujo á cenizas, y la fragata y el navío portugues se retiraron tan precipitadamente y con tanta derrota como despues se ha visto, y que últimamente á las 4 de la tarde estaba la plaza con la mas completa victoria que puede conseguirse; pues oiga Vd. ahora, pero con la prevencion de que la sustancia, y casi los términos en que voy á referir la conducta de Sarria en el espacio de 24 horas, son tomadas de declaraciones jurídicas que hasta ahora se han tomado á los oficiales de mar y demas tripulacion de la fragata.

Abandonó una fragata el dia del combate.

En todas, pues, se halla contestemente que la tarde misma del combate abandonó Sarria la fragata que el rey le habia confiado, retirándose con los demas oficiales de guerra á una isla desierta. Que la mayor parte de la demas gente con aquel ejemplo iba á hacer lo mismo á las 8 de la noche; pero reventando la capitana inglesa á este tiempo omitieron la marcha por no advertir ya peligro por parte alguna, y apagaron algunas pavesas que llegaron á ellos sin lesion alguna. Que á las 11 de la noche envió el contramaestre la lancha al capitan para que viniese á determinar de la fragata lo que conviniese; pero que oyendo al tiempo de venir 3 cañonazos de la fragata misma, que se dispararon por una alarma falsa, mandó que lo llevasen á tierra firme de esta costa, donde pasó la noche metido en un pajonal. Que al amanecer volvió á la fragata, y luego partió á la isla de San Gabriel, quedando los demas oficiales haciendo recoger los equipajes. Que por la tarde volvió de la isla á la fragata, y tuvo una especie de consejo de guerra. Que mandó que la gente pasase á la isla con la lancha, la que se vino voluntariamente á servir al rey en la plaza, viendo abandonada la fragata de todos sus oficiales. Y finalmente, que sin tratar de salvar su artillería, pertrechos, pólvora y demas municiones, dió la órden para perder la fragata, estando esta sana, sin lesion alguna, y barada sobre arena, de donde indefectiblemente habia

1763.

Órden que dió para perder la fragata.

de salir con la creciente del agua, como ha sucedido con ella misma las demas veces que ha barado en este rio, con todos los navíos de su calibre, y con los mismos de la escuadra enemiga que á cada instante y aun en el mismo combate baraban y salian sin dificultad, y concluyen todas las declaraciones diciendo: Que no saben hubiese causa alguna para perder la fragata, á excepcion de algunos que acertivamente dicen no haber tenido otro fin que el de evitar de una vez todos los riesgos que podia tener en los nuevos combates que podian ofrecerse en la presente guerra, porque es evidente que esta órden la dió veinte y cuatro horas despues de estar derrotado el enemigo sin apariencia alguna de volver á la carga, y cuando ya el dia ántes se habia volado el almacen de pólvora de la capitana inglesa.

La pérdida fué voluntaria y maliciosa.

Persuádome, amigo mio, que se le hará á Vd. duro el dar asenso á unas circunstancias como estas, que indican ser la pérdida de la fragata no solo voluntaria sino maliciosa; pero me veo precisado á asegurar á Vd. que todo lo mencionado es una sólida verdad, tan clara que no fácilmente se han de hallar medios para oscurecerla. Bien sé que Vd. ha dudado que Sarria diese la órden para perder su fragata, tambien yo dudé y han dudado los mas en virtud de haber dicho él que solo habia dado órden para barrenarla, en caso que viniese efectivamente el enemigo sobre ella. Mas este es uno de los lances que nos hacen ver que debe duplicarse la cautela para no creer fácilmente excusas de un delincuente. Digo esto porque he tenido la ocasion de copiar su dicha órden que pára en los autos toda de su puño, y es como sigue: « Nuestro amo José: luego que salga de su bordo la lancha, empiece Vd., sin pérdida de tiempo, á echar la artillería al agua, y tenerle abiertos buenos rombos á la fragata para que se vaya á pique, ántes que logren los enemigos hacer alguna intentona, ó con esa artillería batir á esta isla, de lo que se nos haria grave cargo, y de este sentir son todos los oficiales y yo, y así sin interpretacion póngalo Vd. luego por obra. De Vd. — Sarria. »

Copia de la órden autógrafa de Sarria.

¿Qué mayor intentona pudiera haber hecho el enemigo? Con-

1763.

Pormenores que acreditan su cobardia.

sidere Vd. qué órden tan seca y qué escasa de verdaderos motivos, para un hecho que en iguales circunstancias no ha de tener ejemplar: ¡intentona el enemigo! Pues cuando este no estuviera tan derrotado como se observa, ¿no era preciso que volviese á pasar por los fuegos de la plaza y de la isla, ántes de cometer un insulto en la fragata? No hay duda. ¿Y en caso que lo intentase con algunos botes, no podrian 180 hombres con sus oficiales, si estos no hubiesen abandonado la fragata, defenderla como se debia por el honor de las armas y de la nacion? Tambien es cierto. Y en veinte y cuatro horas en que hizo Sarria cinco viajes á tierra firme y las islas, es posible que no pudo destinar uno ó dos para salvar la pólvora, que es un género apreciable á peso de oro en estas circunstancias ¿Quién puede dudarlo? ¿Es honor tampoco de algunos oficiales de marina abandonar su navío, estando sano, dentro del puerto, sin saber por qué y sin dar parte en veinte y cuatro horas de idas y vueltas al capitan general, estando el tiempo sereno y teniéndole al tiro de cañon? Ciertamente que no. ¿Y qué hubiera sucedido si el resto de la gente hubiera con tan mal ejemplo hecho lo mismo que sus oficiales? ¿Qué habia de suceder? que aquellas pocas fuerzas que llegasen del navío quemado á la fragata, la hubieran quemado por falta de gente que la apagase. Pero cuando esta primera fuga tuviera alguna disculpa, ¿podrá tenerla la segunda de la isla á tierra firme, á la una de la noche, por haber oido en la fragata algunos cañonazos disparados por una alarma falsa, como uno y otro consta hasta hoy por declaraciones? Claro está que no, porque aquel era el lance de venir á ella á defenderla como debia. Finalmente, ¿no causará rubor á todo buen Español ver que todo el dia siete se consumió en trasportar el equipaje de los oficiales, sin dar órden para salvar lo perteneciente al rey? Confieso que yo tengo vergüenza de escribirlo; pero ello es cierto, y está probado por las declaraciones de cuantos sugetos de todas clases eran de la dotacion de la fragata.

Sus fútiles y especiosos descargos.

Puedo asegurar á Vd. que yo viviré siempre con la curiosidad de saber qué género de descargo darán estos oficiales en su confe-

sion, especialmente habiendo quedado indemnes el navío *Santa Cruz* y el aviso *San Zenon*, que estaban en el puerto con la fragata. Bien sé que se ha dicho por ellos mismos que la tripulacion estaba sublevada, y tenia ya perdida la obediencia; pero ¿cómo puede ser compatible esta especie con haber permanecido la gente á bordo, aun despues de verse abandonada de sus oficiales? ¿Cómo una gente sublevada habia de venirse voluntariamente á la plaza donde habia de ser indispensable el castigo? Finalmente, esta gente no estaba amotinada en la tarde del combate, que fué el 6, porque ciertamente entónces asistieron al manejo del cañon y maniobras, aunque el capitan luego que vió entrar los navíos en el puerto se puso á la vela para huir, como en efecto lo hizo con tal precipitacion que no reservó ni una azuela; pues ¿cuándo, por qué se sublevaron? No es fácil saberse: mas lo que puede discurrirse sin demasiada fatiga, es que viendo que su capitan y oficiales los abandonaban por unos temores despreciables, clamaban algunos por seguir su ejemplo, y en verdad que lo mismo hiciera yo; y si cuando los Ingleses hacian llover en esta plaza palanquetas y metralla, se hubiera tenido al general por el porton, hubiera yo dado con un demonio, á quien hubiera intentado no dejarme seguir el mismo rumbo. ¡Hola! ¿Pues si el padre prior juega á los naipes, qué harán los frailes? Últimamente, es falsa é improbable la especie de levantamiento en esta gente, porque lo contrario consta por todas las declaraciones de los oficiales de mar y demas que van declarando en la sumaria. La fragata ya está perdida, que es lo doloroso. El contramaestre harto hizo para salvarla, porque no cumpliendo con el rigor de la órden de abrirle buenos rumbos, mandó darle únicamente barrenos. El general luego que por un marinero supo casualmente el atentado, mandó al piloto Zapiola y un práctico de este puerto, con bastante número de gente para sacar la fragata, como lo lograron; pero entrando en el puerto á la vela, vino la recia tormenta del dia ocho, y la echó sobre una restinga de piedras, donde se perdió por falta de ancla con que mantenerse en mejor situacion, respecto de que cuando Sarria huyó, lo hizo tan

1763.

1763. precipitadamente que no reservó ancla ninguna, dejándolas todas en el fondo.

Daños que ocasionó el haber echado al agua la artillería.

La fechoría de echar al agua la artillería produjo tambien el daño de que golpeando sobre ella la fragata se maltratase mas, y se enterrasen algunos cañones que efectivamente no se han podido hallar por mas diligencias que se han hecho; pero se sacaron por los sugetos que el general envió á este fin, aunque á costa de mucho trabajo, como onze cañones y casi todos los pertrechos y municiones de la embarcacion, ménos la pólvora, que toda se perdió, y se hubiera estimado mucho, por ser un género que nos hacía suma falta, lo que no ignoraba Sarria.

Falsedad de Sarria para cohonestar su conducta.

Parece que hizo este oficial ánimo de que se perdiese, no solamente la fragata, sino todo lo perteneciente á la dotacion de ella. Lo gracioso es, que habiéndose hallado un cierto sugeto en la isla, algo despacio con él, le preguntó por qué no habia dado la órden oportunamente para salvar cuanto tenia la fragata; y respondió: « Que ya estaba en ese ánimo, pero que como le arrestaron de órden del general, no pudo dar la providencia que correspondia. » Pues sepa Vd., amigo, que es esta una respuesta que convence; vealo Vd., claro: el dia siete por la tarde mandó echar á pique la fragata, y que *para eso se le abriesen unos buenos rumbos*. El dia ocho, á las nueve, habiendo sabido el general la infamia del capitan y los oficiales que fueron con él á la isla de San Gabriel, de haber abandonado su navío, mandó al comandante de ella que los arrestase; saque Vd. ahora la cuenta, si era ya tiempo de dar providencias para salvar los pertrechos, cuando ya la fragata, en virtud de su órden, habia echado la tarde antecedente al agua la artillería, y estaba llena de agua, que le entró por los barrenos que se le dieron, en lugar de los buenos rumbos que mandó abrir. ¿Por qué no dejó tambien para el dia tres el dar providencia sobre su equipaje, del cual recogió hasta lo mas inútil? Vd., que es su apasionado, me responderá por él en la primera ocasion.

Id. Voy á concluir precaviendo una cierta especie, que me acaba de decir un sugeto que tambien se halló en la isla, y aun me asegura que ha comunicado á sus amigos esta misma especie

por escrito. Es á saber : que el gran daño que recibieron los enemigos fué de su fragata, y que en la plaza habia confusion y se hacía fuego con lentitud. 1763.

Ya ve Vd. que, para la verdad del hecho, nos cita los prisioneros. Pues mire Vd., á tres dieron libertad en la costa del Rosario, y estos, en su declaracion, no han nombrado su fragata. Á los cuatro restantes dieron libertad cerca de Montevideo, á quienes tomó su declaracion oficial el gobernador de aquella plaza (tribunal que no puede recusar Sarria), y tampoco se encuentra una palabra que sea relativa á la fragata, á sus fuegos ni á sus oficiales. Remítome á dichos instrumentos, que podrá Vd. hacerlos reconocer por quien quisiere.

Digo que la plaza no hizo mas ni ménos fuego que del que necesitaba para matar 40 hombres, fuera de muchos heridos en el navío grande, para ponerlos en un desórden que los abrazó; para dar á la fragata inglesa treinta y nueve balazos en su cinta; para matarles 80 hombres y heridos muchos mas; para vandear su palo mayor por tres partes y para maltratar el navío portugues como se sabe. Esto sí que han declarado los prisioneros, á quienes dieron libertad; pero no necesitábamos de ellos para saberlo mejor, como luego se verá. Id.

Fuga de la fragata de Sarria.

La fragata de Sarria, luego que vió que la capitana inglesa penetraba al puerto, la vimos todos huir; si causó estragos ó no en los navíos enemigos, no puede saberlo Sarria, sino por confesion de los Ingleses. ¿Quiere pues saber lo que estos dicen? Es natural que sí; pues mire Vd., el primer teniente de los oficiales ha dado cuenta á su nacion de la desgracia sucedida á la escuadra que mandaban; este primer teniente de guerra, llamado D. Hugo Hackouse, escribe al secretario del almirantazgo D. Juan Hutchinson, con fecha 31 de enero, y traducido un capítulo de su carta, que dejó abierta en poder de un paisano suyo para que la encaminase, dice así : « Señor, creo que tendrá Vd., ántes que llegue esta á sus manos, la noticia lamentable del suceso que nos acaeció atacando la nueva Colonia del Rio de la Plata, en 6 de enero de 1763. El *Lord Clive*, la *Embuscada* y un navío portugues entraron en el puerto, en el cual habia

Condénalo el testimonio de los Ingleses.

1763. dos navíos de los enemigos y várias embarcaciones pequeñas, y apénas comenzaron los ataques, cuando dichos navíos se retiraron, dejándonos dueños de fulminar á gusto. Uno de estos navíos era una fragata de guerra, su porte 28 cañones, de á 12 su calibre, corrió hasta dar en la costa dònde queda enteramente perdida. »

Id. Ya ve Vd. el honor que en esta carta se hace á nuestra fragata; Sarria sé que dijo á un confidente suyo, que los Ingleses harian poner en sus Mercurios y Gacetas el daño que recibieron de la dicha fragata y el animoso denuedo con que combatió. Pues es regular que la noticia pase al *Mercurio* desde la secretaría del almirantazgo, y en esta inteligencia ya puede Vd. avisarle con anticipacion que en la *Gaceta de Lóndres* tendrá lugar su elogio, en la forma y términos que la carta indica. Yo por mí nada le disputaré, ni su gloria ni su mérito; renuncio de uno y otro, y conténtome con la seguridad que tengo de ser ciertamente mas animoso que él, aunque no soy militar, pues al paso y tiempo que se iba á la isla huyendo del navío incendiado, yo me bajaba á la playa, de donde estaba mas cerca para ver sin embarazo alguno aquel fuego, que efectivamente voló, y me divirtió á las ocho de la noche.

Conclusion. Creo, amigo, que habré llenado los deseos de Vd. con la prolija noticia que aquí doy. Bien sé que no ha de ser á Vd. de complacencia, mas tambien puede estar cierto que no ha de ser de gusto para ningun Español. Todos lo sentimos mucho, y mas que todos juntos, lo ha sentido nuestro general, quien ha tenido positivos deseos de adelantar á Sarria y su subalterno, y lo hubiera solicitado con la mayor eficacia, si de su parte hubiera cooperado alguna cosa al desempeño de su obligacion. Y créame Vd. que S. E. no ha sentido la inaccion de estos en tiempo del sitio, ni la voluntaria pérdida de la fragata, tanto por ellos cuanto por lo que resulta en desdoro de nuestra marina, á cuyo cuerpo mira hoy S. E. con todo el honor que se merece el bello estado suyo, como lo acreditan las decorosas expresiones con que muchos y yo le hemos oido hablar frecuentemente de su distinguido cuerpo de oficialidad y tropa.

Estimaré que cuando Vd. en el primer aviso escriba á los amigos y al Sr. D. N... y D. N... les participe ser mia esta serie de noticias, y puede Vd., si quisiere, dirigirle mi carta original, pues me conocen bastante para que no les quede duda de ser verídicas. Nuestro Señor guarde á Vd. muchos años.— Colonia, 20 de febrero de 1763. 1763.

AÑO DE 1763.

Copia de una carta escrita por un residente en la plaza de la Colonia, á quien se le atribuía ser autor de la carta ó manifiesto que ha corrido con fecha de 20 *de febrero del año pasado de* 1763, *sobre la conducta de D. Cárlos Sarria.* Copia de una carta sobre Sarria.

Muy Sr. mio: en carta de 27 de setiembre (?) me participa Vd. que los oficiales de marina de una y otra fragata me hacen autor de una carta, en que muy difusamente se da noticia al público de la conducta del Sr. Sarria, que fué comandante de la fragata *Victoria* ; que dicha carta se ha tenido por un libelo infamatorio ; que si su contenido fuera verdad, era forzoso cortarle la cabeza ; que solo yo he podido haber á las manos las cartas ó documentos que se mencionan allí ; y que sentidos de esto dan parte al Sr. Bailio. Niega ser el autor de otra reputada por un libelo infamatorio.

Mucho temo que quien ha persuadido á Vd. para escribirme, no lo haya hecho con el designio de ver si confidencialmente confieso haber yo extendido la referida carta, ó á lo ménos para saber el dictámen que formo sobre ella, á fin de inferir por ese medio lo que les tuviese cuenta.

Quien sea el autor verdadero de la carta, yo lo sé ; y si al derecho de defensa de los interesados, que quieren llamarse ofendidos, pudiera servir el que yo lo declarase, no solamente lo haria en esta, sino que lo ejecutaria tambien en el modo mas solemne que les conviniese : estando, como lo estoy, bien asegurado de que quien la formó se producirá al público sin el menor embarazo, siempre que se proporcione un pequeño motivo y no sea sola la curiosidad quien lo demande. Sabe quien es autor.

Para que esta carta, ú otro cualquiera papel, pueda calificarse

1763.

Condiciones de un libelo infamatorio.

de libelo infamatorio, deben concurrir la calumnia, la ocultacion de lo verdadero, y la expresion de lo falso; y en instrumento de esta naturaleza debiera faltar la legalidad en la copia de los papeles y cartas que se mencionan allí. Vd. sabe que yo sé calificar; y yo sé tambien que solo con este conocimiento y con estos motivos puede calificarse de infamatoria la referida carta. Ahora pues, para que se juzgue si realmente esos caballeros califican bien, les hago la merced del nombramiento de jueces en su causa propia, con tal que observen la siguiente forma.

Modo de averiguar si esa carta merece este calificativo.

Congréguese la asamblea en la cámara de la fragata la *Vénus*; pídanse á Sarria las cartas del Excmo. Sr. general, que están copiadas en la carta en cuestion que les ofende; háganse sacar luego las copias de las que allí se dice haber respondido á S. E., y ejecutando esto, pronuncien sentencia sobre si aquellos traslados están allí puestos con legalidad. Para todo esto no necesitan auxilio forastero, todos los dichos documentos los deberá exibir Sarria, y hallados en la mencionada carta conformes con su original, hagan una apuntacion que diga así: « Las cartas de S. E. á Sarria, y las respuestas de este, de que se hace mencion en la carta ó manifiesto del 20 de enero de este año, están copiadas á la letra con fidelidad. »

Id.

Pasen luego á saber si sucede lo mismo con un capítulo de carta del teniente ingles, en que da parte á la secretaría del almirantazgo del ataque de la Colonia, y habla muy poco favorable á la conducta de Sarria. Para esto no hay mas que llegarse á la casa de Campana, ó donde estuviese hospedado ese prisionero oficial, y hallando haber escrito realmente al almirantazgo lo que allí se dice, para no olvidarse en la definitiva, harán otra segunda apuntacion en estos términos: « *Item* es cierto, y finalmente traducido el capítulo de carta del ingles, que se alega en la anónima carta contra Sarria. »

Sobre la órden de perder la fragat .

Despues de esto debe instruirse este tribunal de si es cierta ó no la órden para perder la fragata, que del mismo puño de Sarria está en los autos, y á que se remite el ya referido manifiesto. Para enterarse de esto, den la comision á un sugeto

de juicio y de verdad que pase á esta plaza, y si consigue del auditor de guerra la confianza de ver la sumaria ocultamente allí, verá, como yo tambien lo he visto, la referida órden; y verá las declaraciones de toda la tripulacion y oficiales de mar de la fragata *Victoria*, y en ellas encontrará contestemente referido por todos, y por cada uno de los declarantes, cuanto en el manifiesto se dice de la conducta de Sarria, y en vista de todo pronunciarán lo siguiente: « Fallamos que todo el contenido de la carta anónima está conforme, y se deduce necesariamente de las cartas y sumaria que allí está; en cuya atencion se retracta este tribunal, y corrige la nota del libelo con que antecedentemente habia calificado aquel escrito. »

1763.

Resulta que la carta no es un libelo.

Ahora, amigo, ¿qué le parece á Vd.? ¿No es bien fácil la ejecucion y prueba de todo le que aquí digo? No se puede dudar: pues diga Vd. á estos señores que ántes de ofender á nadie con un juicio temerariamente vano, parcial y sedicioso, den los pasos que les aconsejo, que son los mismos que un consejo de guerra debe dar para saber la verdad en un asunto tan serio. Gritar esos caballeros contra el general, contra mí y contra todos aquellos que tienen el honor de merecerle una particular inclinacion, es querer confundir con voces la fuerza del argumento. Todo su esfuerzo deben aplicarlo á falsificar punto por punto cuanto contiene esa carta, que tanta fuerza les hace. El negocio lo juzgo para ellos imposible; porque me consta de vista, que no resulta de esa dicha carta cargo alguno, que no sea real y verdaderamente tan cierto como allí se expresa. Ni hombre alguno de razon podrá persuadirse á que allí habian de allegarse papeles ó cartas que no correspondiesen á sus respectivos originales, especialmente cuando está en manos del mismo Sarria verificarlo, ó hacer notoria la falsedad á todos.

Falta de circunspeccion en calificarla de tal.

La noticia que quieren comunicar al Sr. Bailio de ser yo el autor del manifiesto, es muy importante al servicio del rey y á la defensa de estos caballeros; y siendo regular que se les absuelva y premie con la noticia de que yo escribí una carta á un amigo dando razon de su conducta, harian muy mal de retardar por un instante al Sr. Bailio una noticia de que de-

Noticia al señor Bailio sobre esto.

1763. pende su felicidad. Solo hay un inconveniente, y es que siempre que sobre el asunto de ser yo el autor del manifiesto se me reconvenga, diré claramente, que mienten esos señores, y desde ahora lo digo para entónces si no ocurre motivo que me inspire deber responder de otra manera.

Cobardía é insubordinacion de Sarria.

Sarria huyó de la escuadra portuguesa, cuyas fuerzas eran inferiores, como despues se ha visto jurídicamente en la toma de la plaza; la fuga fué nocturna, que es circunstancia agravante; se mantuvo en la Ensenada sin querer obedecer las órdenes del general; pasó su artillería á tierra, con pretexto de defender el puerto, no siendo de su cargo este cuidado, y sirviendo solo de hacer saber á los Portugueses, que ya eran dueños del rio. Desamparó su fragata la tarde del 6 de enero, porque ardia un navío ingles, á 300 toesas de distancia; quedó la pobre tripulacion con oficiales de guerra; salvó el dia siete su equipaje hasta lo mas inútil y abandonó lo del rey; mandó echar al agua su artillería y la fragata á pique, sin dar parte de nada al capitan general, etc.: pues diga Vd. á esos señores que traten de cohonestar estas menudencias, y dejen en paz á un hombre que en nada les ha ofendido. Colonia, 16 de marzo de 1763.

Colonia del Sacramento, 27 de abril de 1763.

Sobre el sitio y defensa de la Colonia.

Hace mucho tiempo que esta plaza es el manantial de todas las noticias agradables que se han podido difundir por estos reinos. El vigoroso sitio que se le puso, su rendicion, lo mucho que se halló en ella ser perteneciente al rey, la bella defensa que el 6 de enero hizo contra la escuadra inglesa con entera derrota de ella, y el aumento de fortificacion que ya la va poniendo en un estado inexpugnable, con todas las demas cosas que son consiguientes á estos hechos, han dado abundante materia para formar las papeletas con que al público se ha hecho saber sucesivamente cuantos sucesos favorables podia desear.

Deseos del gobernador Ceballos de castigar á los Portugueses.

Y aunque es cierto que á todos habrá parecido mucho lo obrado por esta parte, con solo mil hombres de tropa arreglada

y otros mil de milicias, al Excmo. Sr. D. Pedro de Cebállos, gobernador y capitan general de esta provincia, le parecia muy poco; y siempre indignado contra la felonía y mala fe con que la nacion portuguesa en estos últimos años ha intentado usurpar con efecto muchos y muy importantes puestos de estos dominios de la América, deseaba vivamente dar á estos enemigos el correspondiente castigo y restaurar lo usurpado á cualquier costa. 1763.

Su designio de atacar unas fortalezas.

Para este efecto, atropellando un sinnúmero de dificultades que oponia la flojedad del paisanaje, y la envidia de sus émulos, formó el designio de ir á atacar personalmente las fortalezas del Chuy, San Miguel, Rio Grande y demas puestos que habian ocupado en mas de 200 leguas (L. O.) del usurpado terreno.

Su embarque para Malonado: salida de tropas.

Resuelto ya á esta conquista, fué haciendo desfilar poco á poco sus tropas hácia Maldonado; despachó la artillería de montaña y de batir; hizo depósito de víveres en lugar competente, y el dia 19 de marzo salió de esta plaza con 300 dragones que en 10 dias condujo al puerto de Maldonado, distante 80 leguas de aquí, á donde llegaron sin novedad alguna, y sin el menor quebranto.

Revista de tropas.

Pasó inmediatamente revista de sus tropas, interpoló la de milicias con los dragones, se reemplazaron las armas que faltaban, formó el plan de batalla, dió todas las disposiciones conducentes al buen éxito de la empresa; y el dia 8 del corriente formó todo su ejército, y lo puso en marcha en dos columnas.

Su distribucion.

Traía la vanguardia el capitan D. Alonso Serrato con 150 hombres, la artillería iba en el centro de las dos columnas, y á la retaguardia seguian 179 carretas con la escolta competente, y en esta forma despues de 7 dias se llegó al arroyo de Castillos Grandes, donde por ser el último lugar donde podia cortarse cómodamente la fagina, paró un dia el ejército para cortarla; puso la artillería sobre sus cureñas, y se aumentaron todas las precauciones necesarias porque ya se iba á entrar en una angostura de tres leguas, en cuya extremidad estaban las baterías de los enemigos.

Órden de adelantarse de Castillos Grandes.

Aquí tuvieron órden el mayor general D. Cárlos Morfi y el maestre de campo D. Manuel Domínguez para adelantarse con

1763. el detacamento de la vanguardia, á fin de reconocer y demarcar el terreno en que debia acamparse el ejército, á vista del enemigo, pero fuera del tiro de cañon. Cuatro horas despues lo puso en marcha el general; y adelantándose con una pequeña partida á reconocer el campamento que habian elegido los comisionados, halló estar mas distante de los enemigos de lo que convenia, por lo que lo adelantó un poco mas hastá situar las grandes guardias casi á tiro de fusil de sus trincheras, pero en paraje cubierto del cañon, y luego acampó el ejército fuera de su tiro, en la orilla de la gran laguna.

Reconocimiento de posiciones enemigas.

El dia siguiente, que fué el 17, pasó S. E. con 100 hombres á reconocer la situacion de los enemigos, sus trincheras y el fuerte que tienen construido en el cerro mas alto, que média entre el mar y la laguna, en tal proporcion que por ser muy estrecha la angostura en este paraje, alcanza el cañon á una y otra parte, hasta cuyos extremos se extiende por ambos lados la trinchera con un ancho y profundo foso.

Sus ventajas.

Ni el deseo pudiera fingir una situacion mas ventajosa á la que tenian los enemigos, quienes estaban acampados por cuarteles en disposicion de acudir prontamente á cualquier parte por donde se intentase penetrar. S. E. lo vió todo muy á su satifaccion, sin mas embarazo que algunos pocos tiros que le dispararon del reducto de la marina; y habiendo reconocido á tiro de fusil de la fortaleza una abertura proporcionada para colocar en ella nuestro cañon, dispuso que aquella misma noche se construyese una batería de 6 cañones de á 12, la cual se empezó al punto de oscurecer, y estando el dia siguiente por la mañana concluida, se llevó á medio dia el cañon por un terreno quebrado, aunque en partes descubierto de los enemigos, quienes hicieron bastante fuego, como tambien lo habian hecho la noche antecedente, sin haber hecho mas daño que la muerte de un peon. Y estando las cosas en este estado dió S. E. al ejército la siguiente órden general :

Órden general.

Órden general de 18 para 19 de abril.

Debiendo ponerse en marcha el ejército dos horas ántes de

1763.

Aprestos para marchar.

dia, quedará toda la tropa esta noche con caballos que haya tomado por la tarde, la artillería pronta, con los bueyes unidos á las cureñas y carretas del tren, todas las demas carretas uncirán por la mañana, y las caballadas y ganado vacuno se recogerán á la misma hora, para ponerlos en movimiento luego que se mande.

Formacion del ejército.

A la 1 de la noche se empezará á formar el ejército dividido en 6 escuadrones, y 2 columnas como ha venido en la marcha, pero se sacarán del cuerpo de dragones 100 hombres que con los blandengues y gente de Santa Fe formarán el cuerpo de reserva á las órdenes del capitan D. José de Molina.

Su distribucion.

Los dragones que voluntariamente se han ofrecido para las acciones de distincion, los infantes y los indios de Buenos Aires, marcharán á la cabeza del ejército con útiles, y una fagina cada uno, á las órdenes del mayor general, y cuando hayan de echar pié á tierra; que será á distancia de 3 ó 4 tiros de fusil de la trinchera de los enemigos, entregará cada uno de los expresados su caballo á uno de los soldados de la columna de la izquierda, los cuales los tendrán con cuidado de la rienda hasta que franqueado el paso vuelvan sus dueños á tomarlos.

Su marcha en columnas.

Detras de cada columna marcharán 4 cargas de cartuchos, pero la artillería irá en el centro con todo su tren, y la prevencion necesaria para que pueda servir al punto que se le mande, en la inteligencia de que ántes de llegar á la trinchera, se han de colocar los 4 cañones de á 8 en paraje proporcionado para hacer fuego á los que la defendieran, y á todos los enemigos que se pusiesen á tiro.

Órden de tocar falsa alarma.

El capitan D. Manuel de Ayala, con la gente de su cargo, se adelantará á media noche á los parajes que se le han dicho, para tocar un alarma falsa, y por este medio llamar hácia ellos la atencion de los enemigos; pero cuando vea que quiere amanecer, vendrá con ella á incorporarse en el ejército con el cuerpo de reserva que marchará por donde se le dirá.

La marcha será en silencio.

Como el intento es sorprender á los enemigos por el paraje en que se ha de hacer el verdadero ataque, no se tocarán cajas, y el ejército formará y marchará con el silencio posible, y luego

1763. que hayan penetrado los escuadrones, se irán formando con la mayor presteza en batalla á 2 de fondo, ocupando la 1ª fila los dragones, y la 2ª las milicias.

Se nombrarán 2 destacamentos que formarán con el cuerpo de reserva, el primero de 80 hombres, mitad dragones y mitad milicias á las órdenes del teniente Piera, con el baqueano Miguel Moyéiras, para marchar con la mayor diligencia luego que se le mande á coger la caballada que tienen los enemigos en el Chuy; y el 2º de 50 hombres, 25 dragones y otros tantos de la gente de Santa Fe, á las órdenes del teniente D. Joaquin Morote, con el baqueano Pedro de Gómez, vaya con toda la prontitud, luego que se le avise, á recoger la caballada, que está en el rincon de Félix José.

Nada de cuartel, hasta segunda órden.

Siendo de igual importancia á las armas del rey, como al bien del real servicio, hacer en los enemigos tal destrozo, que, asegurada la victoria, no les quede arbitrio para poderse volver á juntar, se previene que hasta que yo lo mande no se dé cuartel, sino que obrando todos con la bizarría que es propia de la nacion española, lo lleven todo al filo de la espada.

Penas contra la indisciplina.

Ningun soldado se divertirá, pena de la vida, en el saqueo, hasta que concluida la funcion se les dé permiso, como efectivamente se les dará, para que se aprovechen de todo cuanto hubiere, fuera de las armas y municiones, y lo que fuere perteneciente al rey de Portugal, lo cual toca al rey nuestro señor.

Víveres.

Se cargarán en mulas los víveres correspondientes á un mes para 300 hombres, como tambien dos cargas de cartuchos, á fin de que pueda seguir este destacamento luego que se le dé órden para ello.

Caballadas.

Á la misma hora, se traerán las caballadas á los rodeos, que formarán las carretas, á fin de tenerlas mas seguras, y defender con la gente destinada para su custodia, no solo los caballos, sino tambien las carretas de los equipajes. Hasta aquí la órden del general.

Los enemigos precipitaron su ruina.

Esta órden la dió S. E. con el intento de batirlos todo el dia 19 y atacarlos en la misma noche en la forma que se expresa; pero los enemigos anticiparon su ruina, porque habiendo re-

suelto hacer una salida para clavar nuestro cañon y deshacer los ataques, trastornaron la idea de nuestro general y la ejecucion de sus designios, que eran el asaltar al enemigo por todas partes á un mismo tiempo, como de la misma órden general se colige. 1763.

Huyeron en desórden.

Ellos salieron efectivamente de sus líneas, hasta 400 hombres formados en batalla; pero apénas habian dado algunos pasos fuera de sus trincheras, cuando vieron ir contra ellos todo nuestro ejército á rienda suelta, porque como estaban todos los lances prevenidos, al primer aviso que se tuvo de que salian, estuvo toda la tropa á caballo y S. E. al frente, que tuvo la mayor complacencia de ver la alegría con que así las tropas veteranas como las milicianas le seguian, con vivos deseos de llegar á las manos con los enemigos; mas viendo estos el ímpetu con que nuestro ejército iba á caer sobre ellos, se entregaron á la fuga, con un raro desórden y tan lijeramente que no fué posible alcanzarlos.

Id.

Sin embargo, la consternacion que esta pronta diligencia de los nuestros les ocasionó, fué tanta que ya no era posible á los oficiales sujetarlos en la fortaleza, y desbandándose últimamente huyeron en esa noche 1,200 hombres, tomando cada uno el rumbo que le pareció; de modo que quedaron únicamente dentro de sus líneas el coronel D. Tomas Luis de Osorio, comandante, 25 oficiales y 280 dragones, los cuales ántes de amanecer tocaron llamada para capitular, pero no se les admitió la propuesta, ni se les dejó otro medio ó esperanza para libertar la vida, que el de rendirse á discrecion sobre la marcha, sin concederles ni aun média hora de tiempo para deliberar. Ellos tomaron este partido, y en consecuencia ántes de romper el dia se abrieron las puertas de la fortaleza, y entraron á ocuparla tres escuadrones nuestros que estaban para custodia de las baterías.

Toque de llamada para capitular.

Persecucion de los fugitivos.

En esa misma hora despachó S. E. tres destacamentos que con la mas viva diligencia persiguiesen á los fugitivos, y una hora despues hizo salir otro de 300 hombres á las órdenes del capitan de infantería D. José de Molina, para que fuese refor-

1763. zando los demas, y con la órden de que todos fuesen en demanda del Rio Grande, á fin de que cortando aquella retirada se hiciese indefectible la ruina de todos los que para salvarse habian tomado el medio vergonzoso de la fuga.

Órden de intimar rendicion al Castillo de San Miguel.

Al capitan D. Alonso Sarrato mandó tambien S. E., que con una partida pasase á intimar la rendicion del castillo de San Miguel al oficial portugues que lo mandase. Este castillo es un bonete con murallas y baluartes de bastante fuerza, y hubiera sido bastante enfadoso el atacarlo para batirlo en brecha; pero todo este trabajo nos excusó la pronta resignacion del comandante de él, porque sabida la derrota de la angostura y la pérdida de aquella fortaleza, se entregó prisionero de guerra con toda su guarnicion, cuya lista se pondrá al fin de esta relacion, para completar la noticia en el mejor modo que puede desearse, y se añadirá la expresion de las armas, pertrechos, municiones y demas que se ha encontrado en esta fortaleza.

Buen trato dado á los prisioneros.

Los prisioneros han admirado el buen trato y urbanidad de S. E., que luego mandó que no se llegase al equipaje de los oficiales, y sobresale mas esta generosa atencion, visto el indigno tratamiento que ellos han dado á uno ú otro vasallo del rey de España que han cogido en la frontera, cuando han penetrado por ella á robar las estancias y ganados; y aun mas se admirará el público cuando sepa, que en la espesura de un bosque, por donde debian pasar nuestras columnas, habian destacado tres paulistas, buenos fusileros, con la órden de que matasen á nuestro general; pero habiendo llegado nuestras tropas á ese paraje ántes de lo que ellos pensaban, no tuvieron tiempo para ejecutar un designio tan escandaloso y que aun el furor de la guerra no puede cohonestar.

Toma de Rio Grande.

El gozo de esta conquista se ha aumentado con la toma del Rio Grande, cuya poblacion halló ya abandonada D. José de Molina, retirándose de allí los enemigos con tanta precipitacion, que no pudieron clavar toda su artillería, sino 10 cañones, que luego se pusieron en buen uso, ni inutilizar, quemar ó arrojar la pólvora y demas pertrechos que se han encontrado allí. Tolo lo cual ha aumentado nuestras fuerzas notablemente,

por hallarse las plazas de este Rio con alguna necesidad de lo que se ha encontrado, que es lo siguiente : 1763.

Pertrechos de guerra.

	Cañ.	Pólv.	Bal.	Bom.	Mort.
Fuerte de Santa Teresa,	13	qq 60	3,200	»	»
Castillo de San Miguel,	15	» 80	3,756	89	2
Rio Grande,	27	» 300	6,323	300	8
	55	440	13,279	389	10

La mayor parte de esta artillería es gruesa de batir, de donde se colige, que el designio de los Portugueses era el de atacarnos en nuestras mismas plazas. La tropa se ha utilizado notablemente, con el grande número de esclavos, víveres y demas cosas que se hallaron de particulares.

AÑO DE 1777.

Noticia individual de la expedicion encargada al Excmo. Sr. D. Pedro de Cebállos contra los Portugueses del Brasil inmediatos á las provincias del Rio de la Plata; y se insinúan algunos de los últimos motivos que ocasionaron este rompimiento en 1776. 1777. Nota de la expedicion de Cebállos.

Habiendo notado los Portugueses del Brasil alguna debilidad en las fuerzas de la capitanía general de Buenos Aires, y enconados los ánimos de ellos desde que castigó sus desórdenes en la pasada guerra el Excmo. Sr. D. Pedro de Cebállos, se dispusieron últimamente á hacer várias irrupciones para consternar á los miserables habitantes de las campañas de estas provincias del Rio de la Plata, robando en ellas como 50,000 caballos, otras tantas reses de ganado vacuno, y un considerable número de mulas. Todo esto se ha ejecutado en tiempo de paz; cuando ya parecia estar llenas las medidas de estas iniquidades, y que ellas mismas clamaban por el castigo, se les abrió un nuevo campo donde impunemente pudieran continuar sus robós, estorsiones y crueldades, como efectivamente lo han ejecutado. Robos y crueldades de los Portugueses.

1777.

Sus iniquidades.

Este nuevo campo son las vastas campañas y estancias de las misiones que estuvieron al cargo de los ex-jesuitas. Son muchos los pueblos que sirven de frontera á várias tierras desiertas confinantes con el Brasil, las que sin algun fundamento han querido los Portugueses reputar por suyas; y si su ánimo inquieto se contentase con esta desmesurada codicia, hubieran sido ménos sensibles sus criminales excesos; pero no limitándose á la usurpacion y robo de los ganados dispersos por los campos desiertos referidos, se internaron de mano armada en las famosas estancias que tenian aquellos pueblos y en que estaba afianzada su única subsistencia. Ha pasado de medio millon el número de ganados mayores que han robado á los infelices Indios, y para acabar de irritar á Dios y al rey, han llevado tambien mas de 7,000 familias á quienes han esclavizado y condenado al trabajo de sus minas y haciendas, tratándolas con la notoria inhumanidad con que tratan á sus desgraciados esclavos que cada dia perecen en el acto de sus brutales castigos.

Cambio político y administrativo de las provincias.

Todo lo han ejecutado impunemente, como es notorio en todas estas provincias. Las misiones variaron de gobierno. El cuidado de conservarlas y de solicitar aquellos naturales la corta felicidad de que son capaces, se cometió á un gobernador que se nombró para ellas; á una chusma de administradores que colocaron en los mismos pueblos y que deberian ser sus inmediatos tutores; á un administrador general que han hecho residir en Buenos Aires, y á otros comisionados con crecidos sueldos y salarios que han de salir del sudor y trabajo de aquellos tristes vasallos de S. M.

Inaccion de los funcionarios.

Todos esos administradores, y mas que todos su gobernador, parece que deberian haberse interesado en reprimir por aquella parte la insolente audacia de los Portugueses, dedicados á la abominable devastacion de aquellos campos, pero no lo han hecho, sin poder ignorar que ese era el oficio mas grave de su obligacion. Ellos no han querido reconocerlo así, y el actual estado de estas misiones informa todo de los afanes en que se han ocupado, y el público duda justamente si estos tutores de los Indios han excedido en sus desórdenes á los Portugueses.

1777.

Miserable estado á que fueron reducidos los Indios.

La miseria y necesidad extrema á que los Indios se hallaron reducidos, lo acredita el pueblo de Yapeyú. Una estancia tenia como 52,000 cabezas de ganado manso, 2,000 vacas lecheras y 4,000 bueyes con los caballos y mulas necesarios para la administracion de estas haciendas; y el ganado esparcido por el campo ya no podia reducirse á sujecion, y se consideraba ser un millon de cabezas, por lo ménos. ¿Será pues creible que en nueve años se haya destruido tan enteramente que hoy cuesta una suma dificultad el dar una triste racion de carne á los infelices Indios que en corto número han quedado allí? ¿Podrá creerse que en los demas pueblos en que habia 25, 30, 40 ó 50,000 reses de ganado vacuno no haya quedado ni una sola, y que por esta razon hayan desertado aquellos naturales de su nativo suelo, y reducídose á vivir prófugos y errantes por los desiertos, y ya héchose unos mismos con los infieles en crecido número? Pero ello es caso de hecho, y tan notorio que á nadie se oculta en todas estas provincias.

Disimúlese esta digresion, que ha parecido precisa, para hacer ver la calidad de gentes que han contribuido á la decadencia de estas provincias; y que debiendo por razon de sus respectivos cargos oponer su industria y fuerzas de sus pueblos á la tiranía de los Portugueses, no solamente no lo han hecho, sino que han complacido de sus latrocinios para atribuir á ellos solos las públicas usurpaciones á que han reducido la administracion.

Continuacion de las invasiones portuguesas.

Surtido el Brasil de los ganados vacunos y caballares y sus minas generales de un excesivo número de mulas, les pareció á los Portugueses que debian internar sus establecimientos, introduciéndose mas y mas en los dominios católicos, para poder continuar mas francamente los excesos en que, con la autoridad de todos los superiores y jefes, se ocupaba una parte de las tropas portuguesas, mandadas por el famoso mulato Píntos Bandéira, cuyos criminales procedimientos ha calificado su corte por distinguidos servicios, y sin reparar en el feo obstáculo de su nacimiento, lo ha elevado al grado de coronel, envileciendo el empleo, como los mismos Portugueses lo confiesan.

1777. Pérdida de Rio Grande.

Como todos los parajes á que querian avanzar quedarian expuestos sin asegurarse del Rio Grande y de otros puestos que dependian de su guarnicion, juntó el virey del Brasil la fuerza que pudo en el año pasado de 1775, y al abrigo de la paz que subsistia en ambas cortes, atacaron al Rio Grande con todas sus baterías, y para no detenernos, es menester salir del asunto diciendo que lo perdimos por febrero del año inmediato de 1776; y no me detengo en ponderar el valor con que algunos oficiales resistieron y embarazaron su primera entrada, porque siempre se mira con tibieza el mérito hecho cuando la accion se pierde, especialmente cuando el que manda en jefe no hace la oportuna representacion que se requiere para sostener el crédito de los oficiales.

El ministerio de Lisboa.

Supo el rey este insulto; supo alguna parte de las miserias á que esta molesta nacion iba reduciendo las provincias del Rio de la Plata; supo en qué consistia su animosidad; supo que estos ladrones no eran gente vaga (como habia informado años pasados quien tuvo la obligacion de perseguirlos), sino que era tropa arreglada, que obraba en virtud de órdenes dadas por sus mismos jefes; y supo en fin que el ministerio de Lisboa aprobaba, protegia y premiaba estos excesos tan escandalosos, trabajando al mismo tiempo cuanto era posible para ocultar ó paliar su mala fe al rey Católico, hácia quien se ha manejado con artificiosa política la corte de Portugal.

Cebállos fué encargado del mando de las tropas.

Por fin se llenaron las medidas de la paciencia de S. M. Pensó seriamente sobre que en el mismo país de los escándalos debieran sus armas tomar la correspondiente satisfaccion. Tendió la vista por sus generales, y como tenia cerca de sí en el mando de su corte y distrito de ella al Excmo. Sr. D. Pedro de Cebállos, no tuvo S. M. que pensar en otro para su eleccion. Llamóle á su real sitio de San Ildefonso: lo que pasó entre los dos nadie lo sabe, ni será fácil saberlo hasta que en el juicio final se sepa todo. Contentarémonos con saber que este general se resignó á hacer este nuevo servicio, y que para ello se venció á sí mismo, necesitando para esto de mas espíritu que para vencer á todos los enemigos del Estado.

No es este el lugar donde deba detenerme á hacer su elogio. Todos han visto por acá la real cédula de su nombramiento, las facultades todas para el preciso castigo de la tropa y oficialidad sin excepcion de grados, sin necesitar de consulta ni recurso del rey. Todos le ven comandante general de tierra y marina, caso de que hay pocos ejemplares. Se han visto mandar desde esos mares la parte mas considerable de esos reinos sin llegar á su capital, sin posesion, sin juramento, sin mediar nada, sin fiadores y sin alguna responsabilidad en el juicio de la residencia; porque todo lo dispensa el rey. Últimamente todos ven erigido un nuevo Vireinato, no para que este virey se entretenga en los negocios civiles y políticos, que suele ser en América la ocupacion ordinaria de los de su carácter, sino para castigar con las armas en la mano á una nacion que es fronteriza en mas de 800 leguas de terreno, y que aun en tiempo de paz es incorregible en las rateras hostilidades á que propende. Para este efecto se ha puesto la frontera en una mano, y para lo mismo se ha elevado este mando en el carácter que hoy tiene, y que es tan correspondiente al consumado mérito del primer virey.

1777. Su nombramiento.

Revestido de esta nueva dignidad, besó las manos de S. M., recibió sus últimas órdenes, partió para Cádiz el dia 9 de agosto de 1776 y llegó á aquel puerto el 16 del mismo. Se le habia dicho que todo lo hallaria pronto; pero no fué así, sino que todo tuvo que aprontarlo por sí mismo: se fueron acercando las tropas que revistó personalmente. Despidió las que no juzgó convenir para la empresa, y tocó esta suerte al regimiento de voluntarios extranjeros; cuyo golpe fué propio de su entereza (y como se dijo en la corte), de un general que prefiere el decoro de las armas y el seguro servicio de S. M. á los respetos humanos. Reconoció las armas y el tren de artillería, la pólvora y víveres, y en una palabra, examinó este jefe escrupulosamente cuanto habia de servir en el ejército; y para que á su tiempo no experimentase la tropa turbacion alguna, señaló los dias en que los 9,000 hombres de su mando deberian acampar por brigadas en el Campo-Santo, á fin de que des-

Su partida para Cádiz.

Reconocimiento que practicó.

1777. pues del desembarco supieran hacerlo á la primera órden.

Esta maniobra hizo ver la extrema necesidad que de ella había: se notó faltar esta práctica, no en los soldados solamente, sino en muchos oficiales muy antiguos. Creeré que convendria enseñasen esto en la famosa escuela de Ávila, en lugar de otras cosas que no corren prisa por ahora.

Su embarque con su familia y la plana mayor.

En estos afanes consumió el resto del mes de agosto y el inmediato setiembre. Para el 1° de octubre estuvo evacuado cuanto dependia de sus providencias para el servicio de la expedicion, y así lo hizo saber á la corte con la expresion de que estaba pronto á embarcarse en la misma hora que se lo avisase el general de mar. Deseaba este momento eficazmente, pero la marina no aprontó lo que dependia de ella con aquella puntualidad que convenia. El perjuicio de la detencion era notable, y nadie podia comprenderlo sino solo el general, que sabia haber de comenzar sus operaciones por la importante conquista de la isla de Santa Catalina, para lo cual era menester no perder la estacion del verano, que en estas partes corre desde diciembre hasta marzo, á fin de que en él y parte del otoño pudieran maniobrar la escuadra y convoy en estas costas, sin exponerse á la imponderable violencia de los sudoestes, nombrados aquí *pamperos*, que reinan en estos mares desde mediado el mes de mayo por lo regular. Toda detencion mortificaba extraordinariamente á nuestro general; y aunque en 1° de noviembre avisó al comandante de la escuadra que ya era tiempo de embarcar la tropa, y efectivamente se embarcó en ese dia, y el siguiente con S. E. la plana mayor y su familia, sin embargo la mortificacion continuó hasta el 13 del mismo, en que toda la escuadra se hizo á la vela con toda felicidad.

Salida del horizonte de Cádiz.

En este mismo dia 13 de noviembre salimos del horizonte de Cádiz, en siete singladuras estuvimos al sud de las Canarias, y en quince nos hallamos paralelos con el Cabo Verde, siempre unidos escuadra y convoy sin la menor novedad. En diez grados norte experimentamos algunas calmas y ántes de salir de ellas, en uno ú otro rato de aquellos que llaman ventolinas,

se comenzó á notar alguna dispersion en el convoy. El averiguar su verdadera causa sería meternos en un asunto odioso. La verdad es que el dia 11 de diciembre nos hallamos con 36 naves de ménos de guerra y transporte, y el Diario de los pilotos nos hace relacion en el dia antecedente de una maniobra mandada por el general de la escuadra, que ellos han juzgado intempestiva, y á la cual atribuyen la separacion. Los oficiales de marina sienten de otro modo, aunque algunos de ellos en voz baja han dicho mas de lo que podia esperarse de su cautelosa precaucion. Pero sea la que fuere la verdadera causa, no puede dudarse que esto bastó para que el resto de la navegacion se hiciese con ménos gusto y satisfaccion de la que los bellísimos vientos ofrecian, porque con el pretexto de esperar que una ú otra embarcacion se nos reuniese, se navegaba tan lentamente, y se desperdiciaban tantas brisas y vientos generales, que no pudo ménos de notarse la desazon que esto ocasionaba al general del ejército, oficialidad y tropa. 1777. Dispersion del convoy.

Con esta pausa nos condujeron á la isla de la Ascension ó de la Trinidad, que es una sola, y este era el último punto de reunion para todas las embarcaciones separadas, á quienes se habia prevenido en la instruccion que la escuadra cruzaria por delante de esta isla solamente 48 horas; pero sin embargo, siguiendo su idea la marina, se nos detuvo en este paraje desde el 17 de enero hasta el dia 30 del mismo: con lo que crecia la impaciencia de quien veía el verano inútilmente pasarse exponiendo toda la expedicion á una desgracia. Llegada á la isla de la Ascension.

El dia 30 seguimos el rumbo con el desconsuelo de no haber hallado aquí los buques dispersos, ni las fragatas, que desde la corte se habian mandado salir á estas alturas, con las noticias que el Excmo. Sr. virey habia pedido se le anticipasen, especialmente las que eran relativas á la distribucion que los enemigos hubiesen hecho de sus fuerzas en las várias partes y puertos que debian cubrir en la costa del Brasil; pero la Providencia, que se ha declarado abiertamente en la especial proteccion de este armamento, dispuso que en los dias 6 y 7 de febrero se apresasen una fragata pequeña de comercio, una zu- Continuacion de rumbo.

1777. Apresamiento de unas embarcaciones.

maca y un paquebot portugues, con un copioso número de cartas para Lisboa y otras partes, en las cuales se hallaron todas las noticias que se deseaban. Por ellas supimos el número de tropas con que la isla de Santa Catalina estaba guarnecida : su distribucion en las diversas fortalezas de ella; las baterías, atrincheramientos y demas que habian aumentado á su antigua fortificacion ; la escasez de una especie de víveres y la abundancia de otros y la calidad de todo, y supimos finalmente la fuerza y destino de su escuadra.

Informe sobre la escuadra portuguesa.

Por lo que mira á esta, decian várias cartas que la escuadra se colocaria en la Ensenada de Garúpas, 7 leguas al N. de la isla; que allí permaneceria oculta hasta nuestra entrada en el puerto ; que cuando se nos considerase en los preparativos y afanes del desembarco, lograrian ponernos en confusion y desórden, y finalmente, que inutilizarian nuestros esfuerzos, y aun podria ser que toda la expedicion. Poco sabian los Portugueses de esta escuadra las precauciones que se habian tomado para evitar una sorpresa de esta naturaleza.

El virey reconocido comandante general de las tropas.

En este paraje, reflexionando sobre las várias circunstancias que ocurrian entónces, pareció indispensable al Excmo. Sr. virey hacerse reconocer en todos y cada uno de los buques por comandante general de todas aquellas fuerzas marítimas y de cuantos individuos venian en la escuadra y convoy, comprendiendo á toda la gente y oficialidad de mar y tierra. Debió haber ejecutado esto S. E. á la salida de Cádiz, en virtud del despacho de su nombramiento, pero habiéndolo omitido por un efecto de su moderacion, no pudo por mas tiempo dilatar el reconocimiento de esta prerogativa. Se vió en la dura necesidad de hacerlo así; y luego se dieron las órdenes para que precisamente se buscase á la escuadra enemiga en la dicha Ensenada de Garúpas. Se navegó en consecuencia de esto al paralelo de ella; y el 18 de febrero por la mañana se halló ser cierta su permanencia allí. Fué descubierta efectivamente, y sorprendidos los enemigos de ver revelado su designio y de que nuestras superiores fuerzas se enderezaban á destruirlos en su mismo asilo, se hicieron á la vela, y siéndoles el viento favorable to-

Descubrimiento de esta escuadra.

maron el barlovento, y tuvieron tiempo de reconocernos sin exponerse al riesgo de ser batidos. 1777.

Lo que la constituía.

La escuadra portuguesa se reducia á 4 navíos de línea, 4 fragatas regulares y 3 navíos del comercio, mal armados con 25 cañones. Ellos nos observaron todo el dia, y habiendo calmado el viento, con solo el abatimiento nos hallamos el dia 19 á barlovento suyo; pero con viento tan débil que no era bastante para poder maniobrar, y esto los libertó del combate que ya estaba dispuesto y ordenado. Ellos, no obstante, permanecieron en observacion hasta que por la tarde, logrando un poco de viento, viraron de bordo y navegaron al NN. como hácia el Janéiro : los perdimos de vista con la noche, y no parecieron mas.

Entrada en Santa Catalina.

El 20 por la mañana nos hallamos á la vista de la famosa Ensenada de Santa Catalina. Dirigimos el rumbo, al entrar en ella, por la parte del N. de la isla. Descubrimos los castillos de Punta-Grosa, Ratónes y Santa Cruz, con bandera blanca y encarnada. Ellos vieron tambien entrarse en su casa nuestra escuadra y convoy, con tanta satisfaccion como si entrásemos en la nuestra propia, y no pudo ménos de parecerles algo excesivo el número de huéspedes. Con todo, ellos tuvieron el gusto de ver en su puerto el espectáculo mas agradable que puede proporcionarse á la vista. El dia estaba claro y sereno : el viento era una brisa apacible por el L., la escuadra y convoy estaban formados con toda la extension que convenia; y para que no dudasen que de parte del rey Católico se les hacía esta visita, se tendió á un mismo tiempo su real pabellon en todos los buques, y se aseguró con un cañonazo como se acostumbra.

Se dió fondo.

Á las 2 de la tarde se dió fondo dos leguas dentro del puerto y fuera del tiro del cañon. Á esa misma hora el general con los mariscales de campo, el mayor general, el cuartel maestre, y algunos brigadieres, se mandó conducir á la fragata *Santa Margarita* y en ella reconocieron á tiro de fusil la costa de la isla, y el castillo de Punta-Grosa, examinando puntualmente la naturaleza del fondo, las fuerzas, altura y calidad de aquella fortaleza, y el paraje por donde podria verificarse el desembarco de la tropa, artillería, útiles y demas pertrechos. Tres

1777. veces se reiteró este reconocimiento aquella tarde, sin oposicion alguna, y se retiró el general á su navío á las 9 de la noche.

Reconocimiento. Otro

El dia siguiente 21, se hizo otro igual reconocimiento en la costa de tierra firme, y aunque tampoco se experimentó ninguna resistencia, sin embargo al *Chambegüin*, nombrado el *Andaluz*, que andaba sondando y reconociendo el fondo, le disparó el castillo de Santa Cruz algunos cañonazos, le echó el bote á pique, le rompió una uña de la ancla y le quebrantó una curba por la mesa de guarnicion del trinquete; pero debe advertirse que no fué esto hacer resistencia al reconocimiento, sino sostener la órden antigua dada en aquel punto, para que ninguna embarcacion extranjera pueda pasar del castillo de Santa Cruz sin el permiso de su gobernador: el *Chambegüin* se iba internando sin ella y no hubo otra causa para la oposicion.

Desembarco en la playa de San Francisco.

Como se hicieron estos reconocimientos en partes opuestas, no pudieron los Portugueses formar juicio cierto del verdadero sitio donde el general habia resuelto hacer el desembarco. Dió S. E. las órdenes convenientes para él, y lo verificó en la noche del 22 al 23 de febrero, sin oposicion alguna de los Portugueses. Desembarcó el ejército en la playa de San Francisco de Paula: el dia siguiente pasó á ocupar el campo que llaman Casas-Viejas, casi al tiro de cañon del castillo de Punta-Grosa. Aquella misma noche se destacó un cuerpo de buena tropa sobre la izquierda, como á reconocer por la espalda el castillo, y con apariencias de cortar á la guarnicion la retirada. Las alturas inmediatas iban ya á ocuparse: todo lo observó el gobernador y lo supo individualmente por algunas partidas de guerillas y observacion, que tenia distribuidas fuera del castillo: supo asimismo que iba luego á comenzarse el ataque, y vió que el navío *Septentrion* y una bombarda se iban acercando para batir la fortaleza al mismo tiempo. Todos estos movimientos con el principal del ejército consternaron de tal modo á los enemigos, que ántes de romper el fuego abandonaron el castillo con una obra avanzada bien fuerte que tenian sobre el camino. La retirada la hicieron con tanta precipitacion que clavaron solamente 3 cañones, y tan mal que inmediatamente se pusie-

ron en estado de servir. El castillo pudiera haberse defendido con decoro, porque sobre estar bien fortificado tenia buena guarnicion, y aunque lo dominaban várias alturas, era obra dificultosa subir á ellas para batir, y no podia hacerse sin mucho tiempo y trabajo.

1777.

Los enemigos abandonaron el castillo.

Este primer suceso turbó enteramente las guarniciones de Santa Cruz y Ratónes; y conjeturando el general lo que pasaba por ellas, mandó que todo el ejército en columna desfilase á su vista por la calle opuesta, y fueron sus ánimos tan sobrecogidos del terror, que abandonaron tambien aquellas fortalezas llenas de artillería y municiones, sin detenerse á deteriorarlo todo como podian hacerlo sin dificultad. El mal pasó adelante, porque viendo los castillos abandonados, fué consiguiente el abandono de los atrincheramientos y baterías que habian construido en varios y bien importantes pasos. En una palabra: el dia 25 de febrero era el rey dueño de esta grande isla, de su famoso puerto, y de todas las poblaciones de tierra firme dependientes de esta jurisdiccion, cuyo territorio es de lo mas delicioso que puede verse en América.

Guarniciones de Santa Cruz y Ratónes en fuga.

El rey en posesion de la isla.

Se han hecho várias reflexiones por los políticos, y por la oficialidad mas experimentada del ejército, para examinar la verdadera causa del terror que á estos Portugueses ha consternado tan vergonzosamente, y no se halla otra que la de saber ellos que quien iba á atacarlos era el Excmo. Sr. Cebállos. Conquistó años pasados la Colonia del Sacramento, las fortalezas de Santa Teresa y el Chuy, con el Rio Grande y todas sus dependencias. Bien saben que los trató con cariño y afabilidad; mas como vieron que con un puñado de tropa y algunas milicias conquistó rapidamente lo que quiso, y le pareció entónces convenir, concibieron que no era posible oponerle fuerza alguna que pudiera contener la impetuosidad de su espíritu, porque con solas las medidas que le veían tomar y providencias que daba, se hallaban sorprendidos de terror pánico que los abatia y dejaba inútiles para la defensa. De aquí dimanó que cualquiera madre que se hallaba molestada con el excesivo llanto de sus hijos usaba de esta expresion: *Ahí viene Cebállos,*

Gran prestigio de Cebállos.

Sus conquistas.

1777. y luego callaban indefectiblemente. Hoy mismo hay en Buenos Aires algunos que han estado en el Brasil y han visto que aun ahora continúa ese modo de callar los chicos.

Id. Este terror ha continuado en estos Portugueses, y como hoy se hallan con un claro conocimiento de los atroces insultos que han cometido en estas provincias, tienen sobre el terror el testimonio de sus mismas conciencias que los atormenta, y todo junto les ha hecho creer que S. E. no viene hoy tanto por conquistar estos útiles establecimientos, cuanto por castigar ejemplarmente sus insolentes excesos.

Id. En consecuencia de esto dicen ellos mismos, que el Excmo. Sr. virey *previno á las tropas en su desembarco que á los enemigos se les tratase con crueldad, con ferocidad y sin misericordia hasta nueva órden;* y que tuvieron modo de saberlo luego: y como al mismo tiempo supieron que á toda diligencia se iba á cortarles la retirada, se consideraron perdidos sin remedio; y á cada un Portugues le parecia que tenia sobre sí un miñon catalan encargado de ventilarle con su pistola la oficina de los sesos. Esta (dicen ellos mismos) ha sido la causa que ha ocasionado en ellos la pérdida precipitada de su famosa isla, y de los establecimientos de la tierra firme.

Efectos que produjo la toma de la isla.

En la oficialidad del ejército y escuadra causó la toma de esta isla muy diversos efectos. El intentar su conquista se consideraba por los señores de marina una especie de temeridad; siempre resistieron esta empresa: y no sería fácil persuadirlo al público, si no estuviesen existentes en el gabinete del Sr. virey los oficios pasados á este efecto por el teniente general marques de Caratíllos con el dictámen de su consejo de guerra. La respuesta dada á estos oficios reduce á humo todas las aparentes razones en que lo fundaban. Ví una copia de ella que me confió por unos instantes un oficial de marina, y no tuve que responderle, sino que yo en vista de ella estaria muy arrepentido de mi proceder si hubiera tenido la lijereza de cooperar á esa representacion. Creeré que la rápida conquista de la isla la hayan mirado como una desgracia suya, y que se habrian llenado de vanidad si la desgracia hubiera decaido en

la derrota que anunciaban al ejército. Nadie puede negar, dicen ahora, que esta isla se debe á una deshecha fortuna. Está muy bien; pero dígame la marina, ¿nos hubiera lisonjeado la fortuna si no se hubiese buscado en esa misma Ensenada? ¿La Providencia hubiera podido dar al rey un establecimiento tan considerable, si sus armas y el concepto de su general no hubieran consternado á aquellas tropas que estaban de guarnicion en sus castillos? ¿Podria esto haberse verificado desde Montevideo, á donde queria la marina dirigirse? En suma, se cree que á los Sres. oficiales de marina no han ocasionado mucha complacencia estos prósperos y primeros sucesos de la expedicion. De uno ú otro oficial de tierra se ha sospechado lo mismo. Puede ser que este modo de pensar tuviese su orígen de un verdadero celo por el servicio del rey y de un deseo eficaz de que no se aventurase el honor del ejército en sus primeros golpes; pero aquellos que llegan á proferir su melancólico dictámen, exponiendo dificultades y anunciando desgracias, suelen alegrarse con ellas y apesadumbrarse con las felicidades que desmienten su pronóstico. Mas de una vez han sentido los médicos que el enfermo á quien habian desbauciado recobrase su salud. Son demasiadamente vivos los sentimientos del amor propio. 1777.

Regocijo del ejército.

El ejército, mirado generalmente, se llenó del mas extraordinario regocijo, en recompensa de la victoria con que estaba resuelto á sacrificarse en las mas árduas empresas y operaciones que podian ocurrir en la toma de la isla: ha sentido que se le frustre la ocasion de ejercitar su valor: hoy mismo confiesa que se hubiera consumido algun tiempo en batir sus castillos uno á uno, pero se lisonjea de que la ruina de ellos era indefectible de cualquier modo.

Comunicacion de esa noticia á Buenos Aires.

Esta conquista se comunicó á Buenos Aires inmediatamente, donde se anunció al público con toda la artillería de su fortaleza. En todas las iglesias se cantó el *Te Deum* en diversos dias, para que la ciudad formada en cuerpo pudiera asistir á todas partes, como lo hizo, y el pueblo celebró esta noticia con 3 dias de luminarias, y otras demostraciones con que manifestó el júbilo de que estaba lleno.

1777. Otra noticia. Retirada de los Portugueses.

La primera noticia que se comunicó anunciaba únicamente la toma de la isla; pero luego siguió la segunda haciendo saber que, retirado el ejército portugues á las inmediaciones del rio Cubaton, distante de la isla 10 leguas, donde se habia atrincherado, fué puesto en la precision de capitular, como efectivamente lo verificó, quedando enteramente prisionero de guerra, con solo el permiso de que los oficiales serian conducidos al Janéiro con la precisa condicion de prometer bajo de su firma, el no tomar las armas en la presente guerra contra las tropas y sus aliados; y el estar prontos á presentarse en el paraje ó punto que se les mandase, siempre que S. E. lo hallase por conveniente. Se omite aquí el resto de la capitulacion, porque es regular que se inserte en los papeles públicos.

Id.

A esta segunda noticia fueron consiguientes las mismas demostraciones de regocijo en esta capital, y en todas las demas del vireinato ejecutan lo mismo á porfia, segun la parte que les cabe de gozo por la prosperidad y gloria de las armas de S. M.

Lo que hizo el virey en Santa Catalina.

El Excmo. Sr. virey quedó en Santa Catalina algun tiempo. Mandó formar con la debida puntualidad los inventarios de la plaza. Se hallaron 195 cañones de bronce y fierro de todos calibres; 809 barriles de pólvora; 4,000 fusiles incluso el armamento de los prisioneros, y en fin todas las demas municiones, pertrechos y útiles correspondientes á la artillería, con cuantos utensilios podian necesitar para una vigorosa y dilatada defensa. Luego S. E. reconoció la interior situacion de la isla y campos de tierra firme. Observó los parajes donde deberian colocarse algunos destacamentos. Se hizo cargo de lo que el país es capaz de producir y produce actualmente. Nombró por comandante general de la isla al brigadier D. Guillermo Waughan, coronel de Hibernia, y por gobernador de la plaza al teniente coronel del regimiento de la Princesa, graduado de coronel D. Juan Roca. Despachó aviso de este primer suceso á S. M., y dejando la instruccion necesaria para el buen gobierno de este establecimiento, dió sus órdenes para la continuacion de la campaña.

Nombramientos.

Para este efecto se embarcó en el navío *Poderoso*, el dia

20 de marzo, y el ejército, pertrechos y víveres se embarcaron en 83 embarcaciones de guerra y trasporte. La marina, siguiendo su estilo, propuso un crecido número de dificultades para conducirlo todo al Rio Grande, pero hubo de obedecer las ejecutivas órdenes del Sr. virey, y salió todo efectivamente para este destino, despues de 10 dias de detencion dentro del puerto mismo, por parecer á los SS. de marina que debia esperarse un tiempo sereno y entablado, sin hacerse cargo que nos hallábamos muy avanzados en la estacion del otoño, y que con la detencion de cada dia se exponia nuevamente á una desgracia todo el armamento, como en alguna parte se ha verificado. 1777. Embarque del general en el *Poderoso*.

Se hicieron á la vela por fin el 30 de marzo, con la órden de que en caso de separacion deberian todos reunirse en Montevideo. El segundo dia que salimos á la mar, se entabló un viento contrario demasiado fuerte. Su continuacion levantó una mar soberbia, que en esta altura es regular con los vientos del 3º cuadrante y algunos del 2º. En breve nos vimos con un temporal furioso, y de tal modo dispersos, que nadie pudo ya pensar en el primer destino. Cada uno se vió solo, y únicamente se trató de sostener los buques con las mas puntuales maniobras. El navío *Poderoso* comenzó á hacer agua, y en cada hora llegó á hacer 25 pulgadas, que se extraían con 3 bombas. Trató la marina de que se arribase al mismo puerto de donde habia salido, pero el virey insistió en la negativa, y se hizo lo que mandó, como era justo. Este navío entró en el puerto de Maldonado el dia 18 de abril; y en la misma hora despachó un oficial al mariscal de campo D. Juan José Vertiz para que hiciese alto con la tropa que conducia á cierta distancia del Rio Grande hasta nueva órden; porque ya no podian convenirse estas fuerzas con las que S. E. habia determinado desembarcar, y era preciso variar el proyecto que se habia formado. Se hace á la vela. Temporal. Entrada en Maldonado.

Despachada esta órden, se trasbordó á la fragata la *Vénus* y en ella entró en la ensenada de Montevideo el 20 por la mañana. Fué luego cumplimentado por el gobernador y ciudad; y quiso comer en la fragata y desembarcó en el muelle á las 4 de Entrada en Montevideo.

1777. la tarde. Fué conducido á la iglesia matriz con todo el ceremonial que se acostumbra con los vireyes de Indias. La artillería de la plaza y marina, los clarines y trompas, las campanas y la confusa gritería del pueblo con sus repetidos vivas, dieron bien á entender cuánto era el regocijo de estas gentes en el arribo de su nuevo virey y antiguo general. Todos en tropel querian verle de cerca, y fué menester mandar á la tropa que estaba formada en la carrera, que á nadie ofendiese, aunque se acercasen con algun desórden. Finalmente se cantó el *Te Deum*, y se retiró S. E. á su posada, dando en esa misma noche nuevas órdenes para disponerse á la continuacion de la guerra sin interrupcion.

Tropa de D. Juan José de Vertiz.

Bien deseaba este general ponerse luego en marcha para el Rio Grande, que era el segundo objeto, en el órden de sus premeditadas operaciones; pero faltaban muchos buques á los de trasporte, y consiguientemente alguna tropa y otras cosas relativas á esa empresa. Como S. E. es declarado enemigo de la inaccion é indolencia, se resolvió á no perder tiempo en esta plaza. Resolvió sitiar la de la Colonia entretanto que se fuese reuniendo el resto del convoy; mas ántes trató de asegurar la tropa que estaba al cargo de D. Juan José de Vertiz. S. E. supo que habia hecho alto en el campo de Rodrigo. La situacion no era buena, y dió luego la órden para que se retirase á Santa Teresa; y para precaver cualquiera desgracia que podia temerse si los enemigos notasen su retirada, reforzó aquel cuerpo con várias compañías de buena infantería y 350 dragones, que condujo el coronel de ellos D. Plácido Graell, con cuya providencia quedó todo asegurado por aquella parte.

Sitio de la Colonia.

Convertido pues todo el cuidado al sitio de la Colonia, dió várias órdenes para proporcionarlo con la mayor brevedad: hizo tomar el mando del Real de San Cárlos, delante de la plaza, al brigadier D. Juan Manuel de Cajigal. Al coronel D. Ventura Carolo despachó á Buenos Aires para conducir 600 hombres de las milicias de caballería. Despachó así mismo varios destacamentos, y bien fuertes, para ocupar las avenidas de las estancias del Rey, San José y el Rosario, en que hay exis-

tentes 20,000 caballos, por el recelo de que los Portugueses cometan alguna irrupcion para robarlos, siendo este el único oficio para que se les ha notado algun aliento y mas que mediana diligencia; y que últimamente mandó que los navíos de guerra y resto de escuadra se retirasen luego á cruzar en la costa del Brasil, para perseguir y destruir á los enemigos si se les hallare, y para custodiar nuestros establecimientos, miéntras S. E. trabajaba por adquirir otros, quedando únicamente con cuatro fragatas y otras pequeñas embarcaciones armadas en guerra y propias para este rio. 1777.

Embarque del primer convoy.

El dia 10 de mayo se embarcó en 18 trasportes el primer convoy, compuesto de 8 compañías de granaderos y 4 de cazadores con toda la artillería, pertrechos y municiones que se consideraban necesarios para el sitio; pero los vientos contrarios no dieron lugar para hacerse á la vela hasta el 19. El 20 se embarcaron los batallones en las pequeñas embarcaciones armadas en guerra, nombradas el *Chambegüin*, *Andaluz*, fragata *Rosalía*, bergantin *Hopp* y los paquebotes *Júpiter*, *Guarmiso* y *Marte*, y en otras 14 embarcaciones mercantes; y el general se embarcó en una lancha ordinaria del trajin del rio. El dia 22 desembarcó á vista de la Colonia con D. Victorio de Navia, en paraje que llaman el Molino, y dejando órden para el desembarco y pertrechos del primer convoy, pasó esa misma tarde á reconocer las inmediaciones de la plaza.

Desembarco del general.

Se avistó el segundo convoy.

El dia 23 continuó la maniobra del desembarco, continuándolo toda la noche, sin embargo de los truenos, relámpagos y copiosa lluvia que hubo de sufrirse de las 8 á las 11 de la noche. El 21 se avistó el segundo convoy, del que inmediatamente desembarcaron el mayor general y alguna tropa. El general señaló el terreno donde deberia acampar, y se fueron acercando los pertrechos y municiones á su lugar respectivo, y todo estuvo en el parque para el 27. S. E. reiteró várias veces el reconocimiento del terreno, y formó la idea conveniente sobre el lugar en que la trinchera deberia abrirse.

Sobre una negociacion.

Ántes de llegar á ella quiero prevenir dos cosas. La primera, que en estos dias salieron de la plaza uno que otro oficial con

1777. el designio de hablar á S. E. de órden del gobernador. Al primero mandó que lo recibiese y despachase el brigadier D. Juan Manuel de Cajigal. Otros recibió S. E., pero sin que nadie penetrase por entónces el asunto cierto de su solicitud. Se conjeturó que ellos trataban de hacer una capitulacion decorosa, y efectivamente era así; pero luego diré cuál fué el término de su negociacion.

La segunda, que muchos oficiales de nuestra escuadra y algunos del ejército han navegado en la persuasion de que ya hallaríamos en la América la noticia del acomodamiento con la corte de Lisboa Que por esta razon era intempestiva la conquista de la isla de Santa Catalina, y que tampoco debiera procederse tan rápidamente á atacar los demas puertos.

Insultos hechos por los Marañones.

El dia 26 llegaron los pliegos del correo ordinario, que salió el 20 de febrero del puerto de la Coruña; y cuando en consecuencia de su modo de pensar esperaban órdenes que les proporcionasen la tranquilidad que deseaban, se halló el Sr. virey con la noticia comunicada de oficio de que imitando los Portugueses del Marañon la mala fe y perverso ejemplo de los del Brasil, acababan de cometer contra los establecimientos españoles iguales insultos por aquella parte, y que apurada la paciencia del rey, queria S. M. que á esta inquieta nacion se le hiciera saber con el castigo que no ha de continuar impunemente sus escandalosos desórdenes.

Esta oportuna noticia hizo comprender á todos que deberian en adelante separarse de su propio dictámen, y someterse sin asomo de crítica al modo de pensar de un general que hace la guerra con perfecto conocimiento de lo que ella es, y con la cristiana política que van experimentando.

Órden para una trinchera.

En la órden del 29 para el 30 de mayo se mandó abrir la trinchera, y son tantas las prevenciones que en ella hizo el general para evitar toda especie de turbacion, que realmente ofrece ella sola una idea de la presencia de espíritu con que asiste á todo.

Don Sebastian Pizarro.

La tarde del 30, ántes de anochecer, se puso en movimiento la tropa, y los trabajadores siguieron á su destino, todos por la

izquierda del frente de la plaza. Por la derecha entró D. Sebastian Pizarro para formar con 100 hombres un ataque de diversion, en el mismo paraje en que tuvimos puesta la mas avanzada batería en el sitio pasado de la plaza El teniente coronel de Toledo D. Sebastian Palomar y el capitan del regimiento de Buenos Aires D. Juan Vázquez tuvieron órden de sorprender á un mismo tiempo una gran guardia que los Portugueses tenian en el molino de viento que llaman de *Buena Vista,* pero ellos se retiraron á tiempo. Los trabajadores, que se reducian á 400 hombres de la infantería y 300 peones, hicieron su excavacion con mucho empeño y se cubrieron con puntualidad. La plaza hizo fuego de cañon y de fusil por la parte donde se hizo el ataque de diversion, disparando como unos 20 cañones de su gruesa artillería y algunas descargas de fusil; pero no tuvimos muerto ni herido en toda nuestra gente, porque estuvo bien situada. El 3 de junio estuvieron perfeccionadas la trinchera y baterías con sus comunicaciones. En la de morteros recibió el general este dia al ayudante de la plaza, el cual quedó sorprendido al ver que esta y las demas se hubiesen construido perfectamente con tanta aceleracion. 1777.

LA FUERZA DEL SITIO CONSISTIA

Fuerza del sitio.

En mariscales de campo	2
Brigadieres.	3
Compañías de granaderos	4
De cazadores	2
Tropa de infantería y artilleros	3,853
Dragones	38
Milicias de caballería	335
Peones	337

BATERÍAS.

Baterías.

1ª Una de 4 morteros de 12 pulgadas y 2 de á 9 cargada con 2 estopines cada una bomba para incendiar.

2ª Otra de 4 cañones de á 8 para bala roja, para el mismo objeto.

1777. 3ª Otra de 10 cañones para batir en brecha.

4ª Otra de 12, seis del calibre de 24, 3 de á 6 y 3 de á 12. Los 6 primeros para batir tambien en brecha y los otros 6 para batir los flancos.

Capitulacion propuesta por los Portugueses.

Los Portugueses conocieron toda esta fuerza y tuvieron de ella noticia individual, conocieron cuál deberia ser la triste suerte de la plaza, aun ántes de estar perfeccionadas nuestras baterías. En consecuencia de esto, propusieron en 1º de junio una capitulacion extendida en 22 artículos arreglados al método de que podria usar el mas famoso general de la Europa, despues de defender por un año vigorosamente la plaza mas fuerte de ella.

El general desatendió enteramente este despropósito, y le pasó el dia inmediato el siguiente oficio:

Oficio del general intimando rendicion de la plaza.

«Por el manifiesto que en 20 de febrero de este año hice al comandante de la isla de Santa Catalina, Antonio Cárlos Hurtado de Mendoza, de que me acusó el recibo, debo suponer que todos los gobernadores y comandantes portugueses, dependientes del vireinato del Brasil, estarán muchos dias há instruidos de las justas causas con que el rey mi señor se ha dignado enviarme á estas regiones, á tomar satisfaccion de las injurias que las armas del rey Fidelísimo han cometido contra los dominios, vasallos, tropa y pabellon español, abusando de la moderacion, magnanimidad y escrupulosa buena fe del rey. Con todo, para que el Sr. gobernador de la Colonia no pueda alegar ignorancia, le remito en esta carta un duplicado del mismo manifiesto, intimándole al mismo tiempo la rendicion y entrega de la plaza y de la isla de San Gabriel con sus municiones y artillería, armas, pertrechos y municiones de guerra y boca, como tambien de las embarcaciones que hay en el puerto con todos los caudales y efectos que hubiese en ellas, y los que se hallaren en la plaza y la isla citada de San Gabriel, manifestando al mismo tiempo las minas que hubiere dentro y fuera del recinto de la plaza, todo en el término de 48 horas, sin ocultacion ni menoscabo alguno, y por inventario que deberá formarse con intervencion del intendente del ejército, por ausencia de los

oficiales reales de Buenos Aires, en la inteligencia que de no cumplirlo todo de buena fe en el término dicho, será responsable de las desgracias que son inevitables en las plazas tomadas por fuerza. Campo delante de la Colonia, 2 de junio de 1777. — *D. Pedro de Cebállos.* » 1777.

Esta carta dejó al gobernador de la Colonia con muy limitadas esperanzas de dejar su plaza con algun decoro. Extrañó mucho que no se le contestase á los artículos de su propuesta capitulacion, y conociendo que la causa no podia ser otra que la misma exorbitancia de lo que pedia, le suplicó á S. E. el dia 3 le diese el permiso para presentarla nuevamente en mas moderados términos; pero el general le respondió en los siguientes en aquella misma hora:

Efecto que le causó á su gobernador.

« La plaza se debe entregar en el término que previne ayer á V. S., á quien no debo ampliar las condiciones, atendidas todas las circunstancias y el estado actual de las cosas. Espero que V. S. no dará lugar á que, cumplido el tiempo de la suspension de armas, se dé principio á las operaciones, porque le pueden ser muy sensibles las resultas. Nuestro Señor guarde á V. S. muchos años. — Campo delante de la Colonia, 3 de junio de 1777. — B. L. M. de V. S. su mayor servidor. — *D. Pedro de Cebállos.* — Sr. Francisco José de Rocha. »

Se reitera la entrega de la plaza.

Dentro del mismo dia 3, sabiendo la plaza que las baterías estaban en estado de obrar, y asegurados de que no les quedaba otro arbitrio que el de rendirse á la discrecion del general, ó el de experimentar y sufrir los últimos rigores de la guerra, se resolvió á la rendicion y entrega, y lo hizo saber á S. E., quien luego dió órden para que el dia siguiente, á la una, entrasen las tropas de S. M. á ocupar la plaza, y efectivamente entraron á la órden del mariscal de campo D. Victorio de Navia. Luego formaron una calle desde el porton hasta el paraje señalado para embarcarse la guarnicion prisionera, que distaba de la muralla como 200 toesas, y por medio de ella llevando al gobernador á su cabeza, y los oficiales en sus respectivos puestos, desfiló esta tropa portuguesa sin armas, sin municiones y con sus mochilas, viéndolo todo S. E., que asistió oculto en paraje

Rendicion y entrega de esta.

1777. proporcionado para ello: á los oficiales prometió sus espadas, y con ellas volvieron á la plaza á disponerse para navegar á Rio Janéiro, quedando todos los demas embarcados en 8 buques, esa misma noche del dia 4, y en el siguiente dieron fondo delante de Buenos Aires, de donde sin detencion pasaron á la provincia de Tucuman, con órden de que se les deje trabajar en sus oficios, y cultivar la tierra á los que no lo tuviesen.

Entrada del general en ella.

El general hizo su entrada en la plaza el dia 5, y fué conducido á la iglesia matriz, donde se celebró una misa y se cantó el *Te Deum* con solemnidad, en accion de gracias, con triple descarga de la artillería, á cuya funcion se observó que asistieron el gobernador, el sarjento mayor, y casi todos sus oficiales portugueses.

Reconocimiento que practicó.

El dia 6 reconoció S. E. la muralla, los baluartes y la artillería. Entraron de guarnicion las compañías de granaderos, las de cazadores, el regimiento de Galicia y los batallones de Saboya y Toledo, y se dió disposicion para hacer los inventarios con asistencia de los oficiales reales de Buenos Aires y un comisario del intendente del ejército. El dia 8 comenzó á demolerse la fortificacion de la plaza, y se hallaron dos banderas de batallones que los Portugueses habian ocultado en lugar subterráneo. El 9 se sacó la artillería de la muralla y se va conduciendo á nuestra plaza. Los oficiales portugueses han presenciado la mayor parte de la demolicion, y el dolor que esta les haya causado, han podido templarlo muy bien con la benignidad, amor y cariño con que S. E. trató á ellos, como á todos los vecinos de alguna distincion, admitiendo á unos y á otros á su corte y mesa con notable agrado. Todos los moradores de esta plaza quedan en sus casas con tranquilidad, y los mercaderes y artesanos, despues de reglados los derechos reales, venden sus géneros y trabajan en sus oficios sin impedimento alguno: nadie ha experimentado la menor molestia; y parece que la plaza no ha mudado de dominacion.

Los pertrechos hallados en la plaza son los siguientes : 1777.

Pertrechos que halló en ella.

Cañones de artillería de bronce y fierro, de todos calibres	137
Morteros, 1 de 12 pulgadas y 2 de á 6	3
Obuses	1
Balas rasas de diferentes calibres	22,599
Palanquetas.	325
Bombas y granadas	2,152
Cartuchos de metralla de todos calibres	4,146
De cañon cargados de pólvora	1,896
Idem de lienzo todavía vacíos	9,464
Barriles de pólvora	779
Idem de cartuchos de fusil	168
Cajones de lo mismo	26
Piedras de chispa	12,000
Fusiles	2,306
Chuzos con asta	414
Barriles de ingredientes para fuegos artificiales.	651
Barricas de lo mismo	6

Ademas de lo expresado, se ha encontrado una buena porcion de útiles, herramientas de carpintería, herrería y minadores, tablazon para cureñaje, esplanadas y de construccion; varios pertrechos de marina, 3 almacenes de fariña de palo, algun charque, carne seca y leña. Toda la artillería se ha hallado bien montada y con buenos juegos de armas, de cuyos aprestos hay un mediano repuesto.

Trasbordo.

Todo esto, como se ha dicho, se va trasbordando á nuestras plazas, y aquella queda demolida, sirviendo sus ruinas y algunas zumacas viejas de las apresadas para cegar la canal é inutilizar el puerto : con esto parece queda en estado de que los Portugueses no apetezcan mas esta plaza, y aun cuando las potencias garantes la reclamen, no se cree que pueda servirles para nada.

Demolicion.

Para el efecto de demolerla, se han formado hornillos en la parte mas fuerte de la muralla y baluartes. Las familias tuvie-

1777. ron la libertad de ir á Janéiro; mas este partido lo eligieron pocos; casi todos han pasado á Buenos Aires, y se han destinado á formar algunas poblaciones en el camino real que sale de aquí á lo interior del Perú. Los oficiales despachados al Janéiro ascienden al número de 63, y con los sarjentos, furrieles, mujeres y esclavos que tuvieron el mismo permiso, ascienden al número de 443 personas; pero el gobernador de la plaza pasó á esta ciudad, y pretexta hacerlo por no cargar sobre su virey la culpa de la rendicion. Dicen haber sido criado suyo, y siempre protegido por él, y por esta razon no debia exponerse á hacer una defensa en la cual deberia recargarle toda la culpa.

El gobernador de la plaza.

Permanencia de S. E. en la Colonia.

S. E. se ha detenido en la Colonia mas de lo que pensaba para dar algun descanso á la tropa y dar lugar á que se adelante el tren de campaña, que se despachó de Montevideo á Santa Teresa, al mismo tiempo que se hizo la expedicion de la Colonia, presenciando la demolicion, y ver por sí mismo si efectivamente eran ciertas las dificultades que se objetaban para inutilizar el puerto, y se ha encontrado que sí, porque no es una sola la canal, sino que son várias y de una anchura que hace imposible pueda verificarse su proyecto.

Sus órdenes para seguir la campaña.

Al mismo tiempo que se trabajaba en todo esto, daba sus órdenes para seguir la campaña. Despachó los dragones provincianos al puerto de Maldonado, y á los dos dias habian navegado esta distancia de 70 leguas. Con mas ó ménos fortuna fueron siguiendo las demas tropas, y para mantener en ellas el buen órden, evitar la confusion y solicitar su comodidad y subsistencia, anticipó el general las órdenes siguientes: « Para que las tropas se vayan dando lugar unas á otras, que todas acampen en escala sobre el camino de Santa Teresa, cerca de arroyo, donde tengan agua y leña á la mano y tambien ganado para su gasto, se situarán por ahora en la forma siguiente: los dragones provinciales han de campar en el arroyo de D. Cárlos, y les proveerá de ganado la estancia del Rey que hay allí mismo. La primera brigada se situará en el arroyo de Rocha, y la surtirá de ganado la estancia de D. Manuel José Rivera Miranda, que llaman del Proveedor. La se-

gunda brigada ha de acampar en el arroyo que llaman de Garzon y tomará ganado de la estancia del Rey que está en el arroyo de José Ignacio. En este arroyo ha de parar la tercera brigada, y se le dará ganado de la misma estancia. Colonia, etc. » 1777.

Despachado todo esto sucesivamente, se embarcó S. E. el 4 de agosto de 1777, en la Colonia; se dejó ver el 5 desde Montevideo, y como á distancia de dos leguas dió fondo y se detuvo unas cuatro horas que necesitó para pasar al gobernador de aquella plaza algunas órdenes que debia dejarle, especialmente por lo relativo á la escuadra al mando de Castíllos, de la que habian entrado algunos buques al dicho puerto y venian los demas navegando por el rio; á excepcion de la fragata de guerra *Santa Clara*, que habia ya naufragado en el *Banco Ingles*, con la sensible pérdida de mas de 100 hombres que se ahogaron por haber tomado la lancha los oficiales, en el mismo instante que la fragata baró, y con extraordinario abandono de toda la tripulacion trataron de irse luego á la costa de Montevideo, y lo lograron.

Su embarque.

Su llegada á Montevideo.

Esta arribada de la escuadra ocasionó una indecible desazon á S. E. El pretexto era hacer víveres, y se les habia provisto hasta el último de agosto; de modo que en 1º de julio abandonaron el puerto de Santa Catalina para buscar los víveres que necesitarian en el mes de setiembre, como consta del estado formado por el ministro de marina, que reside aquí, comisionado para los acopios. Esto y otras cosas que no podrian leerse sin admiracion en las notas que han de seguir á este diario *por lo respectivo á la marina*, llenaron de amargura todo el espíritu del Sr. virey. Es cosa ciertamente reparable que la escuadra haya padecido sus quebrantos en un tiempo en que este rio ha estado hecho un enjambre de embarcaciones á las órdenes de S. E.; y sin embargo de los furiosos vientos pamperos han trajinado sin cesar con víveres, tropas y pertrechos, y hecho el servicio con actividad y tan puntualmente como las órdenes del general lo pedian, sin que una sola de estas embarcaciones haya tenido el menor quebranto, contra la conjetura de muchos, que tenian por imposibles en invierno las mismas manio-

Lo que sufrió la escuadra.

1777. bras que han visto ejecutadas. La Providencia ha premiado visiblemente la fe del general y la constancia con que ha seguido sus operaciones, despreciando la oposicion que ha encontrado para verificarlas.

Conducta del virey respecto al lujo.

Estos cuidados jamas han embarazado á S. E. para atender á otros asuntos, que si son forasteros á su profesion, no lo son ni deben serlo á un virey, que jamas olvida el servicio de Dios por el del rey. Supo que en esta ciudad se habia introducido el lujo y la vanidad, especialmente en las mujeres, de un modo muy reparable, con ocasion de haber establecido por algun tiempo la diversion de las máscaras en esta ciudad, en que han causado unas consecuencias y efectos desfavorables; y deseando S. E. que esto se remediase sin pérdida de tiempo, dió órden al salir de la Colonia, que los religiosos de San Francisco hiciesen una mision, en que con la prudencia conveniente persiguiesen estos excesos, haciendo saber al mismo tiempo que en el arribo á su capital no recibiria con buen semblante personas que no se le presentasen en el mismo traje en que habia dejado las gentes de ese país cuando salió de él en el año pasado de 1766. Conozco que la digresion ha sido larga; pero como escribo mi diario para divertir á un amigo, nada debo omitir de lo conducente á este fin.

Desembarco de S. E. en Maldonado.

S. E. desembarcó en Maldonado el dia 10, y aunque deseaba seguir sin detencion al Rio Grande, no encontró en aquel puerto todas las proporciones convenientes. Fué menester aumentar el número de caballos, reformar la tropa de bueyes para el tren, víveres y equipajes; y cuando ya estaban vencidas estas dificultades, llegó el dia 27 el correo de España, en que ya S. M. manifestaba la extraordinaria complacencia que habia recibido por la conquista de la isla de Santa Catalina, en cuyo testimonio lo promovió al grado de capitan general de sus ejércitos; y como ya el rey habia tomado satisfaccion del agravio hecho por los Portugueses, y suponia que su virey continuaba en castigar sus insultos, vino en conceder á la corte de Lisboa una suspension de hostilidades, para proceder luego al acomodamiento que se juzgue cómodo.

El dia siguiente 28, partió S. E. para Santa Teresa, y á todos confundia este movimiento, que parecia incompatible con la voz esparcida de las treguas. Se dijo haber dado órdenes á la escuadra para que, sin la menor tardanza, saliese á la mar, y entre tanto continuó sus marchas con toda diligencia. Este estado de conjeturas y discursos libres duró poco; porque recibidos en el campo de Santa Teresa los pliegos despachados por el general portugues, se hizo luego tambien saber esta cesacion de hostilidades en el ejército y demas plazas y puestos que la tropa ocupaba. Dió sus providencias correspondientes á la situacion y estado de los negocios: dejó en Santa Teresa una parte del ejército al mando del mariscal de campo D. Juan José de Vertiz: dejó á las demas tropas en paraje donde puedan reunirse á la menor novedad, y se puso en camino para Buenos Aires el 13 de setiembre: el 22 (despues de haber dejado sus órdenes en Maldonado) entró en Montevideo; y allí tuvo la noticia de que en virtud de las órdenes que habia comunicado á los comandantes de diversos puntos, para que nada omitiesen á fin de embarazar á los Portugueses la continuacion de sus robos en estas campañas, D. José Rodríguez, subteniente de granaderos del Fijo de Buenos Aires que mandaba en el pago de las Víboras, acababa de escarmentarlos con un golpe bien ejecutado. Se le dió parte de una partida de 56 Portugueses con su comandante Salvador Antúnez, que (despues de haber robado los ganados de Montevideo y algunas estancias, hasta dejar enteramente desnudos á sus habitadores) se acercaba á la estancia del Rey, con el designio de robar la caballada destinada al servicio del ejército. Con la poca gente que pudo Rodríguez recoger de las milicias de caballería, salió al encuentro: halló esta tropilla de ladrones en el arroyo del Tala y la envistió tan felizmente, que en la primera descarga dejó muertos 10 hombres, incluso en ellos su comandante Antúnez; aseguró 11 prisioneros, que rindieron las armas para salvar la vida; tomó los caballos que en la campaña de Montevideo habian robado, y persiguió á los fugitivos, que se ocultaron en la espesura de un impenetrable bosque, donde al beneficio de la noche se salvaron: pero con

1777.

Su partida para Santa Teresa.

Su entrada en Montevideo.

1777. dificultad podrán libertarse en su retirada del órden que S. E. tiene puesto en toda la frontera, desde el mismo dia en que llegaron las órdenes de la corte con la suspension de armas, para el solo fin de impedir la continuacion de sus latrocinios á los Portugueses, á cuyo efecto se han colocado destacamentos, uno en Santa Teresa, al cargo del coronel D. Miguel de Tejada; otro en la Sierra, á las órdenes de D. Pedro Hereñú; otro sobre su izquierda, á las del teniente de dragones D. Gaspar de la Plaza, y una buena guarnicion en el monte de San Martin; en cuyos puntos se conserva una comunicacion continua, y se observa cualesquiera movimientos que puedan ocurrir en la frontera, y se corre incesantemente hasta encontrarse los batidores de unos y otros puntos.

Entrada en Buenos Aires.

Últimamente, S. E. ha dejado en Montevideo sus órdenes relativas al embarque de la tropa y pertrechos que deberán volver á Europa, y entró en Buenos Aires el 15 del presente octubre, á las 5 1/2 de la mañana, en un botecillo con 3 marineros solos, dejando á bordo de la lancha toda la oficialidad, para disimular mejor su entrada. Unos muchachos que casualmente estaban en la playa se arrimaron á S. E., quien con ellos se vino á su palacio en santa conversacion. El oficial de guardia mandó disparar la artillería, y todo se conmovió. Siguen los públicos regocijos de un modo que quizas se hará ver en otra relacion particular, que no haria yo, porque faltan expresiones que puedan hacer creer lo mismo que estamos viendo.

Buenos Aires, 18 de diciembre de 1777.

AÑO DE 1776.

Noticias de Montevideo de 16 de abril de 1776.

1776.

Sitio puesto á Santa Tecla por los Portugueses.

Habiendo puesto los Portugueses sitio, en número como de 1,500 hombres, al fuerte nuestro, nombrado Santa Tecla, cuya guarnicion se componia de 200, se sostuvieron los nuestros 27 dias, al cabo de los cuales lo entregaron bajo honrosas capitulaciones, porque no experimentaron socorro alguno por ninguna parte, y se sostuvieron muchos dias con solo una corta racion

de charque cocido en agua, y luego que los enemigos tomaron posesion de dicho fuerte lo demolieron, quemaron los ranchos y se pusieron en marcha para el Rio Grande, y los nuestros para esta plaza, donde han llegado buenos. 1776.

El dia 6 del corriente llegó chasque con la noticia de haber tomado los Portugueses el Rio Grande, y sucedió que el dia 2 del presente mes, hicieron desembarco por la playa de la Barra, y con mucho silencio sin ser sentidos, por entre unos médanos se condujeron y sorprendieron con sable en mano dos baterías nuestras, nombradas la una Santa Bárbara, mandada por el capitan del fijo D. José Aldivez, á quien mataron, y á su teniente D. Joaquin de Villafranca con 25 hombres, que era la guarnicion; y la otra la Santísima Trinidad, mandada por el capitan D. Félix Iriarte, á quien tambien mataron un subalterno, el cadete hijo de Da. Petrona Sacristan, y toda la guarnicion que tenia.

Noticia de haber tomado á Rio Grande.

Hechos dueños de estas dos fortalezas, se hicieron tambien de las demas que abandonaron los nuestros por precision, y viendo las embarcaciones nuestras al amanecer, arboladas banderas portuguesas en nuestras baterías, se hicieron á la vela, á ver si podian conseguir el salir de aquel puerto, y no ser apresadas; y con efecto, aunque les hicieron mucho fuego de las baterías nuestras que habian tomado, consiguieron salir 3, y entre ellas la comandanta del cargo del capitan de fragata D. Francisco Javier Moráles, y las otras 3 se perdieron consiguiendo dicho Moráles el recoger de las perdidas toda la gente que en los 3 buques repartió.

Toma de dos fortalezas.

Al siguiente dia mandó recado el general portugues (que dicen es Aleman) á D. Manuel de Tejada, coronel del Fijo (que era el que mandaba el Rio Grande), para que en término de 3 horas desalojase aquel punto, y su respuesta se ignora; pero se ha experimentado que dicho coronel se retiró con 2,000 hombres de tropa, que allí tenia, para el fuerte de Santa Teresa, donde sabemos ha llegado ya, y con este motivo se puso en marcha para aquella fortaleza el capitan general, que se hallaba en esta plaza llevando consigo al interino gobernador D. Joa-

Retirada de D. Manuel Tejada á Santa Teresa.

1776. quin del Pino, el dia 7 del corriente, y á esta hora no sabemos mas circunstancia sobre la toma que las referidas.

Llegada de una embarcacion á Maldonado.

De las 3 embarcaciones que salieron del Rio Grande, solo una, que es la comandanta, ha llegado á Maldonado, y de las otras 2 no sabemos nada y nos tiene con mucho cuidado, porque venian con los pocos víveres y aguada que solo tenian á su bordo, y segun los vientos pamperos que están reinando, las consideramos con muchos trabajos y muy expuestos á perecer todos. Dios se compadezca de ellos.

Nombramiento de Cebállos para virey.

En una órden relativa á la navegacion, se registra un párrafo en que consta el nombramiento de Cebállos de virey, etc., etc. Dice así: « Se reconocerá al Excmo. Sr. D. Pedro de Cebállos, comandante general de esta expedicion, por virey, gobernador y capitan general de las provincias de Buenos Aires, Paraguay, Tucuman, Potosí, Santa Cruz de la Sierra, de las ciudades de Mendoza y San Juan, Chárcas y de todos los pueblos, corregimientos y territorios de la jurisdiccion de la Audiencia de Chárcas, superior presidente y superintendente general de la real hacienda en todos los ramos y productos de ella.

» Cádiz, 10 de octubre de 1776.

» D. Pedro de Cebállos. »

Año de 1777.

Noticia de esta expedicion por lo que toca á la marina.

1777. Noticia verídica de la expedicion.

Toda la relacion precedente quedaria imperfecta, si no se hiciese ver con separacion la conducta de la escuadra y el espíritu con que el general de marina y todos sus oficiales han ejecutado sus operaciones. He oido sobre esto algunos discursos libres, sin poderme asegurar de su verdad. He leido otros diarios de la misma naturaleza, y ninguno me ha parecido que se empeña en lo cierto tanto como el autor de una carta dada en la ensenada de Santa Catalina, en 22 de febrero de este año de 1777 y recibida en Montevideo en 7 del siguiente marzo. Ella da una puntual idea de la navegacion, y contiene unas reflexiones tan naturales y propias de los mismos hechos que refiere, que

no dejan arbitrio para dudar de su verdad. La carta dice así: 1777.

« Amigo mio: estoy muy cierto que no esperaba Vd. recibir esta, y mucho ménos recibirme á mí, pero precisamente habia de hacerlo Vd. cuando desembarazado de esta costa entremos en el Rio, y me presente en esa plaza. Mi cariño desea este lance con vehemencia, y con la relacion de nuestro viaje, y algunas reflexiones que le aumento, quiero entretener á Vd. hasta que tenga la complacencia de saciar su curiosidad con varios hechos que no puedo referir ahora.

Carta que la contiene.

» Nos embarcamos en Cádiz 9,000 hombres de tropa en 1º y 2 de noviembre, nos hicimos á la vela el 13; montamos el 20 las islas Canarias; y nos hallamos paralelos con Cabo Verde el 28 del mismo. Del 4 al 5 de diciembre comenzamos á padecer algunas calmas, pero no eran tan enteramente que con sus ventolinas no nos hallásemos en 2 grados N. el 23 de este mes. En estas cercanías de la equinoccial hallamos la brisa clara, despejada y con línea al 27 del mismo, y podríamos haberlo pasado en 48 horas desde el paraje en donde encontramos el viento, si desde aquí no hubiera comenzado á gobernarse la marina por unas ideas enteramente contrarias al mas exacto y decoroso servicio de S. M. Parecerá esto increible, pero las reflexiones que haré luego convencerán á Vd. La isla de la Trinidad ó Ascension la descubrimos en 17 de enero, y en ella nos detuvieron los SS. de marina 13 dias, y faltando únicamente 7 grados para llegar á nuestro primer destino, tuvieron la habilidad de conducirnos en 22 dias de excelente viento que mediaron desde la mañana del 30 de enero hasta el 20 de febrero de 1777, en que hemos dado fondo en esta famosa ensenada de Santa Catalina entre los castillos de la isla y tierra firme, pero fuera del tiro del cañon.

Embarco en Cádiz.

Isla de la Trinidad.

Ensenada de Santa Catalina.

» La tarde de ayer la destinó S. E. al reconocimiento de la costa de la isla, y á tiro de fusil la examinó muy despacio, deteniéndose algo mas en observar el castillo en que los Portugueses estaban puestos sobre las armas; pero no hicieron algun movimiento para embarazar la continuacion del referido exámen. Hoy 21 se ha hecho otro igual en la costa y fortalezas de la

Reconocimiento de la costa.

1777. tierra firme, y se han dado las órdenes para el desembarco : de modo que no errando la marina esta maniobra, en la parte que le toca, como lo tememos, deberá verificarse mañana 22 ántes de amanecer el 23, y de esta y las demas operaciones que deberán subseguirse daré á Vd. puntual noticia cuando el oficio permita unos instantes de tranquilidad.

Felicidad en la navegacion.

» Ántes de hacer yo las justas reflexiones que la angustia del tiempo me permite, debe Vd., para su perfecta inteligencia, tener entendido que hemos debido á Dios un tiempo tan igual, claro, despejado, sereno y apacible, que toda la navegacion ha podido hacerse en los botes de los navíos desde Cádiz al Brasil, del mismo modo y con la misma seguridad y quietud que en los mayores buques. De aquí ha nacido en todo el trasporte una contínua complacencia y una salud constante en toda la tropa, con todas las demas satisfacciones que se podian desear : y si la voluntaria dilacion de la marina no hubiera llegado á causar cierta especie de tedio que vino á ser general en el ejército (impaciente siempre de llegar á las manos con los enemigos), no habríamos tenido ni el mas leve asomo de causa que pudiera habernos desazonado, ni por un momento. En una palabra : fínjase Vd. por unos instantes, que todas las circunstancias capaces de hacer feliz una navegacion están venales en la recoba de Cádiz; y las que en tal caso compraria Vd. para navegar, esas mismas son las que la Providencia nos ha franqueado misericordiosamente. Ofrezco á Vd. para la prueba los 116 diarios de otras tantas embarcaciones que han compuesto el mas famoso armamento que pasó á la América desde su conquista; y enterado de todo esto observe Vd. ahora cómo saben los hombres (digámoslo así) inutilizar los esfuerzos mismos que parece hacer Dios, para facilitar las empresas, que por su bondad misma quiere proteger.

Secreto de la expedicion.

» Nunca se supo en Cádiz el verdadero destino de esta expedicion; y aquellos de la marina que llegaron á conjeturar que tenia por objeto el Rio de la Plata, dieron por hecho que habian cumplido con los empeños de su comision, poniendo las tropas en Montevideo y Buenos Aires en cuyas ciudades pasarian

su invierno con la *tranquilidad y gusto que ofrecen unos países donde se sabe bailar,* y en que siempre se hallan proporciones para las utilidades que son el objeto de nuestra marina; y para disimular su inclinacion cuanto pudiesen, no se oía otra cosa con mas frecuencia que la murmuracion de haberlos de precisar á invernar en unos puertos y rio en que los temporales y vientos furiosos de aquella region ponian á la escuadra en riesgo evidente de perderse. No olvide Vd. esto para luego, que ya los verá Vd. pedir ese destino como único asilo de su seguridad, y suponiendo que á esto los llamaba y arrastraba poderosamente su natural propension, y á él únicamente se dirigia el rumbo: en solo 11 dias se avanzaron hasta estar paralelos con el Cabo Verde, en cuya altura está hecha mas de la tercera parte de nuestra navegacion.

1777.

» Comenzó desde este paraje á notarse demasiada tibieza para caminar, dando á los mas bellos vientos una ó dos gavias con que se avanzaba poco. Todos nos dedicábamos á reflexionar sobre la verdadera causa, y no hallamos otra, sino la de que el Excmo. Sr. virey juzgó á propósito hacer una ú otra conversacion privada con el general de la escuadra, sobre el modo con que el ejército y esta deberian combinarse para las operaciones dirigidas á atacar la isla de Santa Catalina. Conoció el marques de Casatilli, que no sería fácil hacer variar el plan de operaciones que habria formado el general del ejército, y disimulando su displicencia (bastantemente manifiesta en la tibieza con que contestaba), comunicó estos asuntos con aquellos oficiales de marina que seguramente han sido los árbitros de todas las resoluciones que hemos visto. No podria yo jurar que todos ellos convinieron en imposibilitar al Excmo. Sr. Ceballos para empresa que premeditaba tan del servicio del rey, tan ventajosa al Estado y tan decorosa á las armas de nuestra nacion; pero continuando mis reflexiones creeré que Vd. infiera, que los hechos de la marina acreditan la conjetura de que ellos formaron ese proyecto increible.

Calma que se observó á la altura de Cabo Verde.

» Era tan poco lo que la escuadra adelantaba aun cuando el viento nos favorecia, que ya todo el convoy generalmente supo-

Id.

1777. nia algun misterio en esta pausa enfadosa. Hicieron los señores de la marina correr la voz de que algunas embarcaciones no podian seguir; pero reflexionando nosotros que todas habian venido unidas de Cádiz á Cabo Verde en 15 singladas, andando grado y medio cada dia, conocimos que no podia subsistir un pretexto tan frívolo, y conocieron ellos tambien que habian errado el camino de la persuasion; con esto buscaron otro medio mas firme y seguro para pretextar nuevamente la necesidad de esperar algunas embarcaciones y continuar con esta cantinela todo el viaje.

La escuadra viró de bordo, y dió la señal.

» Todo el convoy se conserva unido á la escuadra sin la menor novedad; y esta union en mi dictámen incomodaba á los señores oficiales de marina. Pudiera calificarse esta conjetura de temeraria, pero atienda Vd. al hecho y á la reflexion. El dia 10 de diciembre, despues de las seis de la tarde, y entre dos luces, como solemos decir, mandó el general Tilli virar de bordo á la escuadra : puso señal y disparó el cañon : se oyó este, mas no se vió aquella; y en consecuencia de esto, todos aquellos buques mas distantes, que ni con el auxilio del anteojo pudieron descubrir la señal por la escasez de la luz que en aquella hora era regular, continuaron su rumbo toda la noche, miéntras el grueso de la escuadra navegaba al opuesto como se supone.

Falta de 35 buques del convoy.

» Cuando á la mañana siguiente nos hallamos con la novedad de que faltaban en el convoy 35 embarcaciones, la primera causa que nos presentó una lijera reflexion para una separacion tan abultada, fué la órden de variar el rumbo en una hora tan intempestiva, y sin que haya aun entre los mismos marinos quien haya podido persuadirnos la mas leve necesidad de una maniobra semejante. Todos nos persuadimos entónces que se tomarian muy sérias medidas para la pronta reunion. El viento era poco y alternaba con algunos ratos de calma, á la cual atribuían aquellos señores la dispersion de los buques, queriendo que consistiese en el natural abatimiento de las aguas hácia esta ó aquella parte, cuando no reciben su direccion de la impresion del viento.

» Bien hubieran querido poder atribuir la separacion á la igno-

rancia con que la oficialidad de marina injuriaba á los capitanes y pilotos de los navíos mercantes con la injusticia que se deja ver; pero no pudieron tener este recurso, porque en las embarcaciones dispersas estaban comprendidos los navíos *Septentrion, San Dámaso* y *San José*, la fragata *Vénus*, el bergantin *Opp*: con que siempre la separacion debe atribuirse como única causa á la intempestiva variacion del rumbo, hecha en virtud de objeto que ellos no han podido decir y ménos justificar. 1777. Causa probable de este accidente.

» Yo no soy temerario, pero si alguno asegura que esta disposicion se hizo de intento, para que minoradas las fuerzas con la falta de tropas y pertrechos quedase el Sr. virey imposibilitado para atacar á los enemigos en Santa Catalina, no carecerá de fundamento, ni para persuadirlo, y se hace patente si se reflexiona un poco. Id.

» Todos los pilotos que se han reunido al convoy han dicho que su separacion consistió en no haber visto la señal que el general de mar hizo al entrar la noche del 10 de diciembre para virar de bordo: con que hemos de confesar precisamente que en esta maniobra estuvo la causa de la dispersion: con todo esto no se ha oido una sola palabra á los oficiales de marina para justificar la maniobra referida: luego dejan libre el campo para que cada uno la califique como le pareciere. Id.

» Reflexionemos mas. Era natural que cuando se vió perdida una tercera parte del convoy con poco viento, y como ellos quieren, con solo el abatimiento de las aguas, se le considerase muy cerca de la escuadra; y consiguientemente cuando ya hubo viento deberian haberse dedicado un par de dias para buscar los buques separados: especialmente no pudiendo ignorar que quedaban todos á nuestro sotavento; esta diligencia no se hizo, luego queda libre el discurso para llevarlo hasta la bien fundada sospecha que se ha dicho. Id.

» La navegacion iba continuando con esta lentitud, y quiso Dios que se nos fuese reuniendo una ú otra embarcacion conducida de la casualidad. La reunion de cada una era un nuevo pretexto para despreciar los bellos vientos que experimentábamos, no La isla de la Trinidad era el punto de reunion.

1777. obstante que debia suponerse que las embarcaciones separadas estaban mas avanzadas hácia el sur que nuestra escuadra, por ser regular que ellas navegasen al rumbo logrando los vientos que nosotros perdíamos voluntariamente. En fin con una pausa increible avistamos, en 20 1/3 grados de latitud sur, la isla de la Trinidad ó Ascension. Este era el último punto para reunirnos todos, y estaba en todo el convoy dada la órden para venir aquí, con la prevencion de que la escuadra esperaria solamente 48 horas. Efectivamente se logró la reunion de 3 ó 4; pero en prueba de que la marina tenia por objeto principal la dilacion, en lugar de las 48 horas se detuvo de 17 de enero hasta el 30 del mismo, sin que ninguna insinuacion bastase á persuadirlos que toda la expedicion se aventuraba, si se obstinaban en perder voluntariamente lo poco que quedaba de la estacion del verano, que se reducia á un mes. Nada les hizo fuerza; mas cuando ya fué preciso navegar, fué tambien forzoso hacerles algunas prevenciones, como las hizo el virey aunque inútilmente.

Prevencion del general pasado el paralelo de Rio Janéiro.

» El enemigo habia ya reconocido nuestro convoy y escuadra con pequeñas embarcaciones destinadas á la observacion del rumbo que tomaríamos. Previno el general del ejército que pasado el paralelo de 23 1/2 grados en que está el Janéiro, ya no podia quedarle duda de que era la isla de Santa Catalina nuestro objeto. Que en consecuencia de esto debia la marina ejecutar dos cosas. La 1ª el navegar los 7 grados que nos faltaban con la brevedad posible, para no darles tiempo de introducir socorros. La 2ª que esta navegacion se hiciese á una corta distancia de la costa del Brasil, donde nuestras fragatas destinadas á la descubierta pudiesen observar si efectivamente se les daba nuevos socorros del Janéiro, para que con su aviso pudieran interceptarse por la escuadra. ¿Sabe Vd. amigo cuál ha sido el efecto de estas prevenciones tan juiciosas y tan absolutamente necesarias? Óigalo Vd. Desde la isla de la Ascension con los tiempos que tuvimos, pudimos entrar en la de Santa Catalina en 8 dias de navegacion; y sin embargo ocuparon desde el 30 de enero hasta 20 de febrero. La distancia de la

costa fué de cerca de 200 leguas : infiera Vd. ahora si á los enemigos pudo hacérseles obsequio mas visible, ni franquearles mas proporciones para que tuviesen tiempo y mas tiempo de pertrecharse en su isla, y para recibir todos los refuerzos que eran comunicables por la costa. 1777.

Falsa creencia de la marina.

Pero ya es tiempo que abandonando aun las mas bien fundadas conjeturas, entremos en el camino de la evidencia. Los caballeros marinos pensaron que faltando del convoy 19 embarcaciones con 1,500 hombres de la tropa, y entre ellos 300 miñones catalanes, cuya falta sentia el general amargamente, y que faltando tambien 2 brulotes, algunos pertrechos, no pocas municiones de guerra con bastantes víveres, habria ya abandonado el proyecto de atacar á los enemigos en su isla: pero habiendo S. E tomado razon de todas las fuerzas que quedaban en la escuadra, y hallado que eran bastantes para hacer el servicio del rey como debia, insistió inflexible en su primera idea, y cuando la marina lo conoció así, se quitó la máscara, y apeló á un medio tan irregular como lo verá Vd.; mas para que lo pueda entender todo con la debida claridad, es menester saber que el general de mar se halló con una órden del rey para que cualquier caso que pareciese desesperado á la marina, pudiera esta hacer su correspondiente representacion al general del ejército, exponiéndole todas las dificultades que á la marina ocurriesen, pero que si no obstante la representacion, el virey insistiese en que la marina obrase, deberia ejecutarlo sin la menor detencion. Sabido esto, atienda Vd. á lo que sigue.

Representacion para que se desistiese de un ataque.

Quitada la máscara como queda iniciado, pasó un oficio el Sr. de Tilli con su consejo de guerra, exhortando al Excmo. Sr. general Ceballos, para que desistiese de la premeditada empresa de atacar la isla, insistiendo en que toda la expedicion siguiese en demanda del Rio de la Plata. Exponia unas razones capaces de melancolizar á 25 ejércitos, y de abatir el ánimo de cualquiera otro jefe que no fuese nuestro general. La respuesta de este es una pieza de batir llena de honor, dignidad y decoro por el servicio del rey, y me asegura un oficial de marina que habiéndola leido quedaron tan arrepentidos, los de su tiempo,

1777. del oficio que pasó (ó hicieron pasar) al marques de Casatilli, que no puede manifestarse hasta dónde llega el arrepentimiento de haber dado un paso tan irregular. Ello es que lo que pedian no era otra cosa que hacer ilusoria la expedicion mas séria que jamas para sus Indias premeditó la España. Otros oficios han pasado con igual falta de reflexion. Estos son unos documentos que, como Vd. sabe, no es fácil haberlos á las manos. El tiempo y la necesidad los harán públicos, y quizas con un vergonzoso deshonor á la marina.

Negativa resuelta del virey

Ya Vd. ve que ni la pausa ridícula de la navegacion, ni la pérdida voluntaria de 19 buques, ni la indecorosa solicitud de la marina por medio de sus oficios, han podido ocasionar la menor variacion en el proyecto de nuestro general; mas para no omitir nada de lo que pudiese inducir á que los demas pensasen tan melancólicamente como ellos, se hizo público en casi toda la escuadra que estábamos sin prácticos de la costa, del puerto y del país, que no teníamos noticia alguna de las actuales fuerzas con que los Portugueses habian guarnecido aquella isla; que se sabia por Lisboa que el número de sus tropas ascendia al de 15,000 hombres, conducidos por hábiles oficiales extranjeros; y que su escuadra era superior á nuestras fuerzas de mar: de modo que cuantas especies eran capaces de abatir los ánimos, y de hacer odiosa la constante resolucion del general, de otras tantas usaron, pensando que por este medio justificarian los esfuerzos hechos, á fin de que las operaciones de la campaña no comenzasen por Santa Catalina; pero se engañaron; porque cuando fué preciso hacer saber á todos los oficiales de grado mayor, asociando á ellos todos los coroneles del ejército, la solicitud y oficios del general de marina, no solamente lo calificaron todo como digno del mayor desprecio, sino que se irritaron contra su modo de pensar tan indecoroso á su carácter, tan distante de su obligacion, y tan vergonzoso para las armas del rey.

Noticia de las fuerzas portuguesas.

Sobre la falta de noticias acerca de la distribucion de las fuerzas portuguesas en aquellas costas, levantaban el grito con frecuencia. Si ellos discurriesen como buenos soldados, debian su-

ponerlos distribuidos en cinco ó seis partes, plazas y puertos de esta costa; y consiguientemente teníamos fuerzas superiores á las que ellos pudieran presentarnos en cualquiera parte que los atacásemos. Las diligencias para tener las noticias estaban hechas con anticipacion. La corte habia dado órden al gobernador de Buenos Aires para que despachára á encontrarnos algunas embarcaciones con algunos prácticos, y las noticias que habia previsto ser necesarias al Excmo. virey Ceballos, ántes de salir de Madrid para esta expedicion. Estos buques han de haber sido despachados necesariamente, pero la verdad es que no nos han encontrado; mas la Providencia, que vela muy especialmente sobre el feliz logro de esta expedicion, nos ha proporcionado por otro medio cuantas noticias podíamos apetecer, y mas individuales y ciertas que las que en Buenos Aires sabian por medio de algunos confidentes y desertores. 1777.

En los dias 6 y 7 de febrero apresamos una fragatilla que se dirigia á Lisboa, y 2 paquebotes que navegaban á la Bahía y Pernambuco. Los patrones, pilotos, pasajeros y tripulacion dijeron la verdad en sus declaraciones, y como nada sabian de declaracion de guerra, descuidaron de la diligencia de echar las cartas al agua al tiempo de rendirse, y por medio de ellas supimos á punto fijo el todo de sus fuerzas y su distribucion; y que su marina se reducia á 4 navíos de línea, 4 fragatas y 3 navíos mercantes armados en guerra durante esta expedicion. Decian las cartas tambien que esta escuadra se ocultaria en la ensenada de Garúpas, que está 7 leguas al norte de Santa Catalina; que dejaria entrar la nuestra con todo el convoy en el puerto, y cuando estuviésemos en los afanes del desembarco, entraria aquella con el designio de desbaratarnos, de esparcir la confusion y el desórden y de molestarnos entre sus fuegos y el de los castillos. Todo era cierto, y suponiéndolo así dirigimos el rumbo para dicha ensenada. Efectivamente descubrimos allí la escuadra portuguesa, y viéndose descubierta, y que sería temeridad esperarnos encerrada en ella, salió á la mar el dia 18 del corriente y se nos presentó como á 5 leguas de distancia, teniendo ganado el barlovento. Este dia y el siguiente la tuvi-

Apresamiento de una fragata. Noticias que proporcionó.

Descubrimiento de la escuadra portuguesa.

1777. mos á la vista y el 19 por la tarde tomó el rumbo del N.-E. al parecer, en demanda del Janéiro, despues de haber reconocido la notable superioridad de nuestras fuerzas, las que seguramente hubieran batido y deshecho la escuadra portuguesa si hubiéramos logrado proporcionado viento; y porque anticipadamente se previó este lance y se consideró que no convendria dejarlo al solo arbitrio de nuestra marina, resolvió el Excmo. Sr. virey Cebállos hacerse reconocer en todos y en cada uno de los buques de nuestra escuadra y trasporte por comandante general de las fuerzas de mar y tierra destinadas á esta expedicion, como en virtud de la órden del rey debia haberlo hecho luego que la escuadra se hizo á la vela en Cádiz, pero lo omitió por un efecto de moderacion, hasta que la necesidad lo puso en la dura y sensible precision de ejecutarlo.

Reconocimiento de Cebállos como jefe.

Su loable y prudente conducta.

Nada ha omitido nuestro general para evitar celos. Y ha sufrido con generosa paciencia la conducta de la marina, empeñada en hacer inútil este esfuerzo de nuestra nacion. No es decible cuánto han angustiado el ánimo de un general que todo es celo por el servicio del rey; y mil veces hemos temido que su salud por fin no se rindiese á la continuada desazon de todo un viaje, sin que hubiese industria ni fuerzas humanas para el remedio, no exponiendo el todo de la expedicion á una ruina. Esta tarde y actualmente se le están negando 2 navíos de línea que pide para cubrir el desembarco y divertir los fuegos de un pequeño castillo, á fin de precaver las desgracias que habrán de suceder sin ese auxilio. Ellos miran sus navíos como unas hostias consagradas. Conténtanse con ser unos meros conductores. Blasonan de pilotos, pero nunca hacen sus viajes sin ellos. Hacen vanidad de mandar una maniobra, que es propia de un contra-maestre, y como vuelvan de sus expediciones y campañas sin usar del cañon, sino para las salvas y demas vagatelas de su ceremonial, todo está bueno y todo ha sido feliz.

Conclusion.

N. y *N.* están con cabal salud: ayer los ví en el *Poderoso* donde concurrimos, y espero ver á Vd. en todo mayo. Esto parece estar fuerte, pero las fuerzas están divididas en sus diversos castillos, y cogidos en detall, y uno á uno, no quedará nin-

guno. Haga Vd. de esta carta el uso prudente que por ahora conviene, y adios que la confusion de esta tarde solo da lugar á poner estas últimas líneas, sobre lo que venia formado en estos últimos dias. De la Ensenada de Santa Catalina hoy 21 de febrero de 1777. — Todo de Vd., etc. 1777.

Continúase la noticia de los movimientos y operaciones de la marina hasta la suspension de armas.

Salida de Santa Catalina.

Cuando la escuadra entró en Santa Catalina, seguramente estaban arrepentidos su general y oficiales de la resistencia hecha para que no entrase; pero el propósito de la enmienda era ineficaz seguramente. Su melancólico modo de pensar siempre era uno: su prudencia crecia visiblemente, y nada producian que no anunciase desgracias : se dió fondo á distancia de dos tiros largos del cañon de los castillos. Quiso el general del ejército que se destinasen dos navíos para hacer fuego á uno de ellos á la hora del desembarco : negóse esto tenazmente con un pretexto risible : *Es menester*, decia el virey Tilli, *conservar mis fuerzas*. Esta es por junto la razon fuerte de este general. Pero y bien ¿ para cuándo queria S. E. conservarlas? Pobre rey y pobre nacion que tan engañada vive con un cuerpo inútil y solo hábil para despreciar y aborrecer mortalmente á cuantos tienen discrecion bastante para conocerlos.

Órden para el desembarco general.

El general del ejército dió sus órdenes para el desembarco general de sus tropas la noche del 21, y para esto mandó que se reuniesen ántes en las embarcaciones mas inmediatas á la costa : dejó á la marina la mecánica de la conduccion; pero habiendo acudido S. E. á donde todas las lanchas deberian reunirse, halló solo 3. Corrió en aquella misma hora las embarcaciones en que la tropa estaba, y hallóla pronta, pero ya el mayor, ayudantes y otros estaban poseidos de la turbacion que su poca práctica y alguna otra cosilla, que no quiero decir, les ocasionaba. Ya no podia remediarse una falta tan considerable sin exponerse á que llegado el dia lo examinase el enemigo. Se dió pues la órden para que cesase todo, y se retirasen las lanchas á los costados de sus respectivos buques.

1777. El virey llamó á la órden general.

Ya el Sr. virey conoció que la disposicion de lanchas deberia dirigirla por sí mismo. Se llamó el 22 por la mañana á la órden general : vinieron á recibirla todos aquellos á quienes tocaba ; y á todos iba imponiendo S. E. mismo en lo que debíamos ejecutar : mandó que luego que anocheciera acudiese la primera division á ponerse á la popa del navío *Poderoso*. El mayor general del ejército reconoció las lanchas, y todo lo halló en buen órden. Á las diez tomó S. E. la falúa con D. Victorio de Navia y otros oficiales que no pude conocer : se puso á la cabeza y dirigió el rumbo : pisó la tierra de los primeros y solo le precedieron pocos que se anticiparon, para que se apoyase en sus brazos y evitase el mojarse; porque distaba la falúa alguna cosa de la tierra. Todo lo fué poniendo en órden, y logró de este modo el desembarco con la misma felicidad que deseaba. Tambien ocupó otra falúa el general de marina, pero no sabemos para qué, ni qué mandó ni qué hizo. Se oyó que voceaba como acostumbra cuando habla con los juanetes ó gavias, y lo que entónces importaba era el silencio.

La bandera española en Punta-Grosa.

Nunca pudo conseguirse que los navíos se acercasen á batir el castillo como convenia, y cuando el *Septentrion* y una bombarda lo hicieron, ya estaba puesta la bandera de España en Punta-Grosa, y el castillo de Santa-Cruz abandonado. Luego se acercaron los demas navíos de la escuadra, se metieron tan adentro que no costó poco trabajo echarlos fuera. Ya respiraban estos caballeros despreciando á los enemigos y á sus fuerzas, sin avergonzarse de haberlas calificado algunas horas ántes por invencibles é inexpugnables.

Saqueo.

Llovió luego en tierra un copioso tropel de marineros armados con pistolas, espadas y escopetas : comenzaron á robar cuanto encontraron por las caserías de los particulares y en la fábrica de aceites de ballena, donde todo correspondia al rey. Las canoas de aquellos infelices naturales las veíamos al costado de los buques de guerra con escándalo del ejército, cuya subsistencia se hacía difícil con estos robos tan escandalosos. El señor virey se dió por entendido con el marques Tilli, enviándole algunos marineros que se le habian cogido. Nada se remedió

con esto; pero luego lo remedió todo un bando, con pena de la vida á todo individuo del ejército ó armada á quien se le justificase algun hurto. Temieron todos; y por este medio logró el general que el buen órden se restableciese, que los vecinos fugitivos se restituyesen á sus casas, que los pescadores y algunos vivanderos contribuyesen á la manutencion del ejército, y que se devolviesen varios negros que habian sido conducidos furtivamente de los navíos de guerra. 1777.

Negligencia de unos oficiales.

Tan embebidos estaban estos oficiales en lo que podia tenerles alguna utilidad, que absolutamente abandonaron cuanto era relativo al servicio del rey. Jamas hicieron salir ni una sola fragata de observacion ó vigía á la boca del puerto, ó á la costa. Yo quedé escandalizado de una omision tan vergonzosa, y me fuera increible si no la hubiera presenciado por mí mismo.

El general partió de la isla.

Nuestro general se desembarazó de la isla con toda la brevedad que pudo, y dejándola con la guarnicion conveniente, se embarcó con su ejército en 20 de marzo. Su designio era el hacer desembarco en el Rio Grande. La marina, con el pretexto, que para todo tienen alquilado, *del mal tiempo,* no quiso hacerse á la vela hasta el dia 30. Su habilidad para mantenerse unidos, no han podido acreditarla estos señores: el tiempo nos desparramó, y con eso huyeron del Rio Grande, á cuya costa tenian un horror indecible. Fueron entrando todos los buques en Maldonado y Montevideo sucesivamente. Hallaron víveres prontos, pero en mas de un mes no hubo fuerzas para hacer que saliesen á la mar. La causa de su demora fué notoria á todos. En solo el navío *San Dámaso,* que manda D. Francisco de Borja, y como suyo, metió 300 barriles con el pretexto de que eran de pólvora, y está convencida esta mentira manifiestamente con la razon dada al intendete del ejército de los buques en que se embarcó la mínima porcion de municiones. El rey ha prohibido en esta expedicion las generales; pero si no quieren obedecer al rey estos señores, ¿qué les hemos de hacer?

Conducta del señor Tilli.

El último pretexto para dilatar en Montevideo los afanes de su sórdido y clandestino comercio, fué el de pedir que se les diese dinero. Sacó de Cádiz el Sr. Tilli 3,000,000 reales y con

1777. ellos nada necesitaba en 15 meses; sin embargo fué tanta su tenacidad que se le dieron 20 mil pesos, y fué como pagarle para que cumpliese con su obligacion. Entre tanto habia quedado la costa del Brasil y del Rio de la Plata al arbitrio de la escuadra portuguesa, que apresó despues de un lijero combate

Apresamientos.

el navío *San Agustin*, que, separado de un lijero convoy que iba con víveres, fué atacado por un navío y una fragatilla de los enemigos, quienes apresaron tambien la saetía *Santa Ana*, armada en guerra y mandada por un oficial de la marina; ¿y podria haber sucedido esto si cumpliendo el marques con su obligacion, hubiera cruzado en la costa como debiera hacerlo?

Órden de que cruzase para cierto efecto.

Pues oiga Vd. ahora. Se le hizo salir por fin de Montevideo con la órden de cruzar en ella y de interceptar la comunicacion del Janéiro con su corte de Lisboa. El rey y el virey se lo mandaban, ¿y qué hizo? Se fué á Santa Catalina y se mantuvo en aquel gallinero sin salir un dia. Se admirará de esto cualquiera hombre de honor, pero todo es nada en vista de lo que sigue. Los Portugueses habian penetrado el amilanado ánimo de nuestros marinos, y el dia 9 de junio tuvieron la animosidad de entrarse con su débil escuadra en el mismo puerto de Santa Catalina. Se presentaron á la nuestra : cargaron sus mayores, que fué provocarlos al combate; pero nuestros marinos no hicieron movimiento alguno, y sobre tener ellos la sangre mas fria que las tortugas, quedó ahora helada con el sustazo desmesurado que tenian. Pensaron que iban los Portugueses á reducirlos á cenizas, pensaron ciertamente lo que debian pensar si no hubiesen sido los enemigos portugueses. No obstante si estos hubiesen investido, se la llevan, y así me lo ha dicho un oficial de marina que en aquel imaginario conflicto hizo dos votos. El uno fué de dejar el oficio para no exponerse á otra angustia como esta; y el segundo, de no decir ni revelar á nadie que ha servido en la marina, porque le dicta su conciencia que está interiormente degradado de todo lo que es honor, desde que le infundieron metódicamente el miedo, en esa que llaman Academia de los caballeros guarda-marinas : escuela en que degradándose la juventud del varonil espíritu, quedan sus

alumnos capaces solamente para presidir con decoro un monasterio de monjas solamente. 1777.

Efectos de esa falta.

Este hecho de los Portugueses y la escandalosa indolencia de los nuestros, apénas tendria ejemplar; y sin embargo de que toda el agua que entra en el mar no es capaz de lavar la feísima mancha que ha contraido la débil reputacion de nuestra marina, piensa su general haber dado una completa satisfaccion á todo el mundo con decir que estaba recorriendo sus navíos. Esta sí que es serenidad digna de un general de la escuadra. Mucho habria importado que el general del ejército hubiera acreditado otro espíritu igualmente inalterable, dando tambien una recorrida á sus tropas á vista de sus enemigos, haciendo que todas á un tiempo tomasen las unciones con el seguro de que, en caso de caer sobre el enemigo, estaba pronta la satisfaccion con solo decir que el ejército estaba puesto en carena.

Conducta indecorosa de Tilli.

El puerto de Santa Catalina es excelente, y las escuadras pueden estar cubiertas con el cañon de los castillos. No obstante, el general Tilli concibió que los Portugueses podrian volver, y no sabiendo si sus gentes habrian hecho algun voto de no reñir con persona viviente, aunque fueran á echarlos de su casa, resolvió mudarse de barrio con toda su familia, y por mas que el comandante de la isla le hizo saber que no podria responder de ella si la escuadra abandonaba el puerto, con el pretexto de salir á cruzar, aparejó para Montevideo: salió á la mar con 8 navíos de línea y todas las fragatas. Al primer vientecillo se separaron todos como lo acostumbran: la fragata *Santa Clara* quedó para siempre en el Banco ingles; los oficiales abandonaron con su lancha á su pobre gente de tripulacion (esta es leccion de la Academia); el navío el *Serio* recogió algunos, y perecieron como 120 hombres de los marineros. Esta ha sido el fruto de la vergonzosa fuga de la escuadra al gallinero de Montevideo, cohonestada con el falso pretexto de víveres que les faltaba, que es tambien pretexto alquilado para siempre.

Sensacion que causó al virey.

El dolor que todo esto ocasionó al virey es imposible concebirlo. Los oficios que ha pasado los ignoro yo; pero se cree que los dictaria su ardiente celo por el servicio del rey y

1777. el claro conocimiento de la ignorancia en que incurrió su marina. La falta de víveres era imaginaria; y el estado que presentó D. Bernardo Alcalá, ministro de marina, á cuyo cargo está el acopio de víveres, expresaba tenerlos la escuadra á su bordo para todo agosto: con que es innegable que salieron á primeros de julio para buscar los víveres que habian de comer en setiembre, y que hubieran tenido á su tiempo indefectiblemente en Santa Catalina, como ya les estaba prevenido, y se hubieran tambien anticipado, si en vez de venir la escuadra hubieran despachado un solo aviso.

Noticia sobre suspension de armas.

Últimamente, cuando el Excmo. Sr. virey reiteraba sus órdenes para que luego saliesen á la mar, ha llegado la órden para la suspension de armas. Esta les ha cogido en Montevideo, y allí quedan para sobre-hueso de estas provincias. Ocurrirán mil lancecillos hasta hacerlos regresar á España, pero serán mas dignos de que les canten los ciegos, que de ponerlos en este diario, relacion, noticia ó como quiera llamarle.

Oficio del virey D. Pedro de Cebállos al marques general del ejército para la suspension de armas y hostilidades.

Cesacion de hostilidades.

En carta de 11 de junio me dice el Ilmo. Sr. D. José de Galves, secretario del despacho universal de Indias, de órden del rey, haber convenido S. M. con la reina Fidelísima, su sobrina, en una entera cesacion de armas, y en su consecuencia me manda haga que sin pérdida de tiempo se acaben absolutamente de presente y de futuro las hostilidades y toda efusion de sangre contra los vasallos y territorios de Portugal, dando á este fin las órdenes mas positivas y convenientes.

Lo que prevengo á V. S. para que en la parte que le toca tenga el debido cumplimiento, y lo comunique para su observancia á las tropas que están en este campo, dándose aviso de haberlo ejecutado. Nuestro Señor guarde á V. S. muchos años. Santa Teresa, 4 de setiembre de 1777. — *D. Pedro de Cebállos.* — Sr. D. Pedro Güelfi.

1777.

Noticia circunstanciada de Rio Grande, comunicada en 20 de febrero.

El 19 de este entraron en aquel rio dos fragatas; una de 30 cañones en batería, otra de 24, dos paquebotes de 18 cañones; una balandra de 14, cuatro grandes zumacas de á 16. Fondearon á media canal de la inmediacion de la punta de San Pedro, se discurre á montar la artillería que traerian en la bodega para pasar el banco, y levaron á las 3 de la tarde, dirigiéndose con viento S.-S.-E., que les era en popa, á atacar las cinco embarcaciones nuestras ancladas en la costa de la Barra; y son el bergantin *Santiago*, la saetia *Misericordia*, la *San Francisco*, la goleta *Pastoriza* y corbeta *Dolóres*: cuyos buques estaban dipuestos en el mejor estado que permite su armamento, y acordadas de antemano con sus comandantes las medidas de hacer una vigorosa defensa á tan superiores fuerzas. Antes de las 4 llegaron las embarcaciones portuguesas á situarse al ancla; algunas á distancia de tiro de pistola, y las otras poco mas; y emprendiéndose una accion la mas gallardamente sostenida, se logró ántes de las oraciones derrotarlos, quedando á pique la balandra, y una zumaca enteramente inutilizada en la costa, y navegando las 7 restantes, despues de haber desamparado sus anclas al abrigo de la batería de las Higueras.

Entrada de fuerzas marítimas.

Fondearon cerca de la punta de San Pedro.

Combate naval.

Despues que rompió el fuego la batería de la barra, sufrieron nuestras embarcaciones el de la batería de la Concepcion, que tenian al frente con bala roja de los calibres de 36 y 24. Los muertos son 14, comprendidos el teniente de fragata D. Juan José Iturriaga, que mandaba la *Pastoriza*, y el alférez de navío D. Francisco Butron de la dotacion de la saetia *San Francisco*, y los heridos gravemente 25, sin traer á consideracion infinito número de los que están lastimados de contusiones y otras resultas.

Pérdidas.

El 20 se reconoció que aun se mantenia al S.-E. de nuestros busques la embarcacion portuguesa que se separó, como para su costa, y se destinaron 4 lanchas á la órden del alférez de

Detalles.

1777. navío D. José Aramburú para su aprehension, que la acreditó sin resistencia, y se hallaba ya bajo el pabellon del rey. Asimismo se reconoció que la embarcacion portuguesa cuyo paradero se ignoraba el 19 por la noche, fué inutilizada enteramente del fuego de nuestra batería de la Barra, y no pasó del frente de la de San Pedro de los Portugueses, que la misma noche salieron en lanchas á recoger la gente y sus cañones; pero aclarando el dia se retiraron, y fueron los nuestros, que sacaron 5 cañones de á 4, reforzados de 12 que tenia, y reconocida, estaba barada y con varios barrenos que imposibilitaban hacerla flotar, determinaron quitarle las jarcias y pegarle fuego.

El dia fué glorioso, y en él todos han obrado prodigios: ha sido extraordinario el valor de la marina, que ha logrado la principal gloria, y una accion completa.

Derrota de los contrarios.

Segun las demostraciones reconocidas, salieron los buques contrarios enteramente derrotados, y con mucha mortandad, y se considera perdieron al comandante de su escuadra.

Los primeros desertores de aquella banda esclarecerán las particularidades ocurridas á los enemigos, en cuanto al número de muertos, heridos y descalabros.

Breve descripcion de la isla de Santa Catalina.

El mejor puerto de ese país.

Esta isla corre de N. á S. separándola de la costa del Brasil un canal, que inmediato á la capital (que es lo mas estrecho) tiene de 450 á 500 varas de ancho y de largo de una á otra parte de la isla. Es el mejor puerto que hay en esta América, por su capacidad: su terreno es todo montuoso, quebrado y cubierto de maleza que imposibilita el tránsito por él á cualquiera que no sea natural; pues estos se comunican por estrechísimas sendas que guian de una estancia á otra, y son establecidas en su costa regular. El número de estas es de 800 casas ó faginas correspondiendo á las 3 feligresías de Nuestra Señora del Desierto, que es la capital, la de Nuestra Señora de la Necesidad y la de San Antonio, que se compone de gente blanca, excepto algunos negros esclavos que cuidan del cultivo de la tierra: esta

produce añil, lino, algodon, tabaco, caña dulce, habas, arroz, 1777.
naranjas y limones, sandías, plátanos, piñas y escasamente Producciones.
maíz; pero la falta de este la compensan con la raíz de *yuca*, de que hacen pan. Abunda de maderas, y algunas sólidas para la construccion de navíos. Produce tambien algun ganado, faisanes, pavos monteses y otras aves extrañas. Tiene asimismo
2 almacenes de ballena, uno á la entrada del puerto situado en Almacenes.
la costa de tierra firme, y otro en la isla á la parte del Sur, en los cuales se colocan, de la pesca que hacen regularmente cada año, de 300 á 400 ballenas. Tiene esta isla 9 leguas de largo y 2 de
ancho por su medianía. Está bien fortificada y municionada, y Su estado defensivo.
ademas de su ventajosa situacion, tiene 8 fuertes de mampostería y 5 de fagina provisionales con una estacada que domina la mejor plaza próxima á la capital.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y AMÉRICA.

1513. *Carta dirigida al rey por Vasco Núñez de Balboa desde Santa María de Dárien, pidiendo los auxilios necesarios para asegurar la poblacion y adelantar los descubrimientos en aquellas tierras.* (Arc. de Ind. de Sev. Descripc. y poblac., leg. 7.)

NOTICIA.

Sobre Vasco Núñez de Balboa.

Hicimos notar en la página 22 (1) la desventaja de traducir de la lengua inglesa en nuestro idioma moderno documentos escritos originalmente en el castellano del siglo XVI, y traducidos al ingles. El deseo de dar á los que hayan leido las aventuras de Vasco Núñez una idea perfecta del lenguaje é ideas de ese famoso descubridor, tomadas en su primitiva originalidad, nos mueve á poner en seguida de la traduccion (2) que se ha leido la siguiente carta, cuya lectura no puede dejar de interesar á los que deseen conocer á fondo el héroe de esta animada narracion.

(1) *Biblioteca del comercio del Plata.* Montevideo. t. I, p. 61.

(2) Traduccion del señor Don Florencio Varela de la obra escrita en ingles por Washington Irwing.

La tomamos de la importante *Coleccion de Viajes y Descubrimientos*, cuya publicacion ha dado á D. Martin Fernández de Navarrete el primer lugar entre los sabios que han contribuido á ilustrar la historia del descubrimiento y establecimientos primitivos en la América. 1513.

DOCUMENTO.

Manifiesta al rey sus necesidades.

Cristianísimo y muy poderosó Señor. — Los dias pasados escribí á V. R. M. en una carabela que á esta villa vino, haciendo saber á vuestra mui R. A. todas las cosas acaecidas en estas partes: asimismo escribí en un bergantin que de esta villa partió para la isla española, á hacer saber al almirante como estábamos en mui estrecha necesidad, y agora hanos Dios proveido de dos navíos cargados de bastimentos, con los cuales nos habemos remediado, y ha sido cabsa de ser poblada esta tierra, porque estábamos tan al cabo, que si mucho tardára el remedio, cuando viniera no fuera menester, porque no hallára que remediar segund la hambre nos ha tratado, porque á cabsa de la grand necesidad que hemos tenido, nos falta de trescientos hombres que aquí nos hallamos, los cuales yo he regido, de los de Urabá de Alonso de Hojeda, y de los de Veragua de Diego de Nicuesa, los cuales yo he juntado con mucho trabajo á los unos y á los otros, como V. R. M. verá en otra carta que á vuestra mui R. A. escribo, haciendo relacion de todas las cosas que acá han pasado. Envíame vuestra mui R. A. á mandar que envíe por las personas que están en el asiento de Diego de Nicuesa y los traiga á esta villa, y los faga mucha honra en todo lo que sea posible: vuestra mui R. A. sabrá que despues que Diego de Nicuesa á esta villa vino, y de aquí partió para ir á la isla española, yo tuve tanto cuidado de la gente que quedaba en su asiento, como si á mi cargo estoviera, y la hubiera traido de Castilla de mano de vuestra mui R. A.: luego, como supe que

Sobre las personas del asiento de Nicuesa.

1513. quedaban en necesidad, acordé de les enviar mantenimientos una y dos é tres veces, fasta tanto que podia haber un año é medio que los traje á esta villa, viendo que así cumplia el servicio de vuestra mui R. A., porque si yo no los remediára ya estaban perdidos que de hambre se morian cinco ó seis cada dia, y los Indios los iban apocando: aquí están en esta villa conmigo todos los que dejó Diego de Nicuesa. Desde el primer dia que á esta villa llegaron, se les ha fecho tan buena compañía como vuestra mui R. A. me invia á mandar, porque no ha habido ninguna diferencia para con ellos mas que si todos viniéramos aquí en un dia; luego que aquí llegaron se les dió sus solares y sus tierras de labranzas en mui buena parte, y juntamente con los que á esta villa vinieron conmigo á las ganar, porque las tierras y solares no estaban aun repartidas, y llegaron al tiempo que alcanzaron parte de todo lo bueno que habia. Hago saber á vuestra mui R. A. que amos á dos gobernadores, ansi Diego de Nicuesa como Alonso de Hojeda, dieron mui mala cuenta de sí por su culpa, que ellos fueron cabsa de su perdicion, por no saberse valer, y porque despues que á estas partes pasan, toman tanta presuncion y fantasía en sus pensamientos que les parece ser señores de la tierra, y desde la cama han de mandar la tierra y gobernar lo que es menester, y ellos ansi lo fisieron, y de que acá se hallaron, creyeron que no habia mas que hacer de darse á buen vicio; y la calidad de la tierra es tal, que si el que toviere cargo de gobernarla se duerme, cuando quiere despertar no puede, porque es tierra que quiere que el que la regiere la pase é la rodee muchas veces, y como la tierra sea mui trabajosa de andar, á cabsa de los muchos riesgos y ciénegas de grandes anegadizos y sierras, donde muere mucha gente del grand trabajo que se rescibe, hácensele de mal ir á recibir malas noches y pasar trabajos, porque cada dia es menester ponerse á la muerte mil veces, y por esta cabsa quiérense descargar con algunas personas que no se les da mucho que se haga bien que mal, como Diego de Nicuesa ha hecho, por donde fué cabsa de se perder ansi el uno como el otro: y por que vuestra mui R. A. sepa por quien se regía

Auxilios que les dió.

Diego de Nicuesa, y con qué persona se descargaba, le envío una informacion de todo lo que pasa, por donde vuestra mui R. A. verá los negocios cómo se regian, y cómo podia hacer lo que convenia al dicho servicio de Dios y de vuestra mui R. A. La mayor parte de su perdicion ha sido el maltratamiento de la gente, porque creen que desde que acá una vez los tienen, que los tienen por esclavos, porque aun de las cosas que se tomaban de comer en las entradas, se hacian tan mal con ellos, ansi en la gobernacion de Alonso de Hojeda como en la de Diego de Nicuesa, y nunca de cuanto oro se tomó ni de otras cosas se les dió valor de fasta un real, de cuya cabsa todos andaban tan desabridos que aunque vian el oro par de sí, no lo querian tomar, sabiendo que habian de haber poca parte dello.

1513. Régimen bajo Diego de Nicuesa.

Quiero hacer saber á vuestra R. M. la cabsa por donde yo he alcanzado y sabido los grandes secretos que hai en esta tierra. Vuestra mui R. A. sabrá que desque á esta tierra llegamos, yo he procurado tanto el servicio de V. R. A. que nunca de noche y de dia pienso sino cómo me podré valer y dar buen recabdo, y poner á mí y á esta poca de gente que Dios aquí nos echó en cobro, é buscar mañas con que nos pudiésemos remediar é sustentar las vidas, como por la obra vuestra mui R. A. verá, fasta tanto que vuestra mui R. A. provea de gente. Principalmente he procurado, por do quiera que he andado, que los Indios de esta tierra sean mui bien tratados, no consintiendo hacerles mal ninguno, tratándoles mucha verdad, dándoles muchas cosas de las de Castilla por atraerlos á nuestra amistad. Ha sido cabsa, tratándoles verdad, que he sabido dellos mui grandes secretos y cosas donde se puede haber mui grandes riquezas en mucha cantidad de oro, de donde vuestra mui R. A. será mui servido. Mui poderoso señor: muchas veces pienso cómo ha seido posible podernos remediar, porque habemos seido tan mal socorrido de la isla Española como si no fuéramos cristianos; mas Nuestro Señor, por su infinita clemencia, nos ha querido proveer de bastimentos de la tierra, porque muchas veces habemos estado tan al cabo que creíamos perdernos de hambre, y al tiempo de la mayor necesidad Nuestro Señor nos enseñaba

Refiere cómo descubrió los secretos de esa tierra.

Por informes de los Indios.

1513. Hambre y necesidades.

camino por donde nos remediásemos. Sabrá vuestra mui R. A. que despues que aquí estamos, habemos corrido tanto á unas partes y á otras á cabsa de la mucha necesidad que habemos tenido, que me espanto cómo se ha sufrido tanto trabajo y las cosas que han subcedido, mas han sido por mano de Dios que por mano de gentes. Yo he procurado de nunca fasta hoi haber dejado andar la gente fuera de aquí sin yo ir adelante, era fuese de noche ó de dia, andando por rios y ciénagas y montes y sierras, y las ciénagas de esta tierra, no crea V. R. A. que es tan liviano, que nos andamos folgando, porque muchas veces nos acaesce ir una legua y dos y tres por ciénagas y agua, desnudos y la ropa cogida puesta en la tablachina encima de la cabeza, y salidos de unas ciénagas entramos en otras, y andar de esta manera dos y tres y diez dias, y si la persona que tiene cargo de gobernar esta tierra se descuida con algunas personas y se queda en casa, ninguno lo puede hacer tan bien de los que en su lugar envian con la gente, que no haga muchos yerros, por donde dé cabsa á perderse, él é todos los que van con él, porque no se les dá mucho por lo que cumple á todos, y lo que mas procuran de hacer es de darse al vicio, y excusarse lo mas que pueden de el trabajo: y esto puédolo bien decir como persona que ha visto bien en qué cae, porque ciertas veces, aunque no han seido de tres arriba, que yo no he ido á entrar con la gente, á cabsa de haber tenido algund impedimento con el pueblo por hacer las simenteras, he visto que las personas que yo enviaba en mi lugar no lo han hecho como era razon, y se ha visto la gente que con ellos ha ido en mucho aprieto á cabsa de darse poco por lo que llevan á cargo. Yo, señor, he procurado

Reparto de oro, perlas, etc.

de continuo de hacer que todo lo que se ha habido fasta hoi de lo hacer mui bien repartir, ansi el oro como guanin y perlas, sacado lo que pertenece á V. mui R. A., como todas las otras cosas ansi de ropa como cosas de comer, que fasta aqui habemos tenido, en mas las cosas de comer que el oro, porque teníamos mas oro que salud, que muchas veces fué en muchas partes que holgaba mas de hallar una cesta de maiz que otra de oro: de tanto certifico á vuestra mui R. A. porque á la contina nos

ha faltado mas la comida que el oro. De tanto certifico á vuestra mui R. A. que si yo no hobiera procurado de andar con mi persona delante de todos á buscar los mantenimientos para los que en esta villa quedaban, que fuera maravilla quedar ni estar en esta villa ninguno ni en esta tierra, si Nuestro Señor milagrosamente no quisiera usar de misericordia con nosotros. La manera que he tenido en el repartimiento del oro que se ha tomado, ha sido que se ha dado á los que lo han ido á tomar, dando á cada uno segund su persona, quedando todos satisfechos y contentos, de las cosas de comer todos alcanzan parte aunque no vayan á entrar. 1513.

Quiero dar cuenta á vuestra mui R. A. de las cosas y grandes secretos de maravillosas riquezas que en esta tierra hai, de que Nuestro Señor á vuestra mui R. A. ha hecho señor, y á mí me ha querido hacer sabidor y me las ha dejado descobrir primero que á otro ninguno, y mas, por lo cual yo le doi muchas gracias y loores todos los dias del mundo, y me tengo por el mas bienaventurado hombre que nació en el mundo, y pues ansi nuestro Señor ha sido servido que por mi mano, primero que de otro, se hayan fecho tan grandes principios, suplico á vuestra mui R. A. sea servido de que yo llegue al cabo de tan grande jornada como esta, y esto me atrevo á suplicar á vuestra mui R. M., porque sé que dello ha de ser mui servido, porque yo me atrevo á tanto que con el ayuda de Dios, con mi buena industria que lo sabré guiar de tal manera que vuestra mui R. A. sea servido de ello, y para poner esto en efecto vuestra mui R. M. debe mandar proveer que para el presente vengan fasta quinientos hombres ó mas de la isla Española, para que con ellos y con los que acá están conmigo, aunque no son mas de ciento para guerra, pueda proveer á donde sea menester, y entrar la tierra adentro y pasar la otra mar de la parte de medio dia, y aunque de algunas cosas yo haya dado parte de lo que he sabido á los que van conmigo, ha seido livianamente, y el secreto y verdad de todo es esto que á vuestra mui R. A. escribo.

Noticia sobre las riquezas de ese país.

Mui poderoso señor, lo que yo con buena industria y mucho

1513. Sus descubrimientos.

trabajo con la buena ventura he descobierto es esto. En esta provincia de Dárien hai descobiertas muchas y mui ricas minas, hai oro en mucha cantidad: están descubiertos veinte rios, y treinta que tienen oro salen de una sierra que está fasta dos leguas de esta villa; va su via hácia la parte del medio dia: los rios que llevan el oro van fasta dos leguas de esta villa hácia el medio dia: esta sierra vuelve por esta costa abajo hácia el poniente: desde esta villa para el poniente por esta sierra no se ha visto rio de oro ninguno; creo que los hai. Yendo este rio grande de San Juan arriba fasta treinta leguas sobre la mano derecha, está una provincia que se dice de Abanumaqué, que tiene mui grand disposicion de oro; tengo nueva mui cierta que hai en ella rios de oro mui ricos: sélo de un hijo del cacique de aquella provincia que tengo aquí, de otros Indios é Indias que aquí están de aquella tierra que yo he tomado: yendo este rio grande arriba treinta leguas sobre la mano esquierda entra un rio mui hermoso y grande, yendo dos dias por él arriba estaba un cacique que se dice Davaive: es mui grand señor y de mui grand tierra y mui poblada de gente, tiene oro en mucha cantidad en su casa, y tanto que para quien no sabe las cosas de esta tierra será bien dudoso de creer: esto sé de nueva cierta; de casa de este cacique Davaive viene todo el oro que sale por este golfo, y todo lo que tienen estos caciques de estas comarcas, es fama que tienen muchas piezas de oro y de extraña manera, y mui grandes: dícenme muchos Indios que lo han visto, que tiene este cacique Davaive ciertas cestas de oro, que cada una dellas tiene un hombre que llevar á cuestas: este cacique coge este oro porque está apartado de la sierra, é la manera cómo lo ha es, que dos jornadas de allí hai una tierra mui hermosa en que hai una gente que es mui caribe y mala, comen hombres cuantos pueden haber: esto es gente que está sin señor, y no tiene á quien obedescer; es gente de guerra: cada uno vive sobre si, son señores de las minas: son estas minas, segund yo tengo la nueva, las mas ricas del mundo; estas minas son en una tierra que hai una sierra la mas alta del mundo á parescer, y creo que nunca se ha visto

Rio que arrastra oro.

El cacique Davaive.

Sus riquezas.

otra de tan gran altura; nace de hácia la parte de Urabá de 1513.
este golfo, algo la tierra dentro, que podia ser de la mar veinte leguas, va su via de esta sierra metiéndose á la parte de mediodia: es tierra llana do comienza, desde el nacimiento della va creciendo en mucha cantidad; es tan alta que se cubre con las nubes: dos años ha que estamos de que nunca se ha visto lo alto della sino dos veces, porque á la contina está cobierta con los cielos, desque llega en la mas altura torna á decaer, fasta allí va montosa de grand arboleda, y desde allí van cayendo unas cordilleras de sierra sin monte ninguno, va á fenescer en la mas hermosa tierra del mundo y mas llana junto con este cacique Davaive: las minas mui ricas están en esta punta de esta tierra volviendo hácia la parte del nascimiento del sol, el sol las dá en nasciendo: hai dos jornadas desde este cacique Davaive fasta estas ricas minas. La manera como se coge es sin ningun trabajo, de dos maneras: la una es que esperan que crezcan los rios de las quebradas, y desque pasan las crecientes quedan secos, y queda el oro descobierto de lo que roba de las barrancas y trae de la sierra en mui gordos granos: señalan los Indios que son del tamaño de naranjas y como el puño, y piezas segun señalan á manera de planchas llenas. Otra manera de coger oro hai, que esperan que se seque la yerba en las sierras y las ponen fuego, y despues de quemado van á buscar por lo alto y por las partes mas dispuestas, y cogen el oro en mucha cantidad y en mui hermosos granos: estos Indios, que cogen este oro, lo traen en granos como lo cogen por fundir, y lo rescatan con este cacique Davaive; dáles en precio por rescate Indios mancebos y mochachos para comer, y Indias para que sirvan á sus mujeres; no las comen; dáles puercos en esta tierra muchos; dáles mucho pescado y ropa de algodon, y sal, dáles piezas de oro labradas como ellos las quieren: con solo con este cacique Davaive tienen este rescate aquellos Indios, porque por otra parte no hai lugar. Este cacique Davaive tiene grand fundicion de oro en su casa: tiene cient hombres á la contina que labran oro: esto sé todo por nueva cierta, porque nunca otra cosa procuro por do quiera ando; he procurado

Modo de coger el oro.

Fundicion de oro del cacique.

1513. saberlo de muchos caciques e Indios, é ansí de sus vecinos de este cacique Davaive como de los de otras partes hallo ser verdad todo, porque lo he sabido en muchas maneras y formas, dando á unos tormento y á otros por amor, y dando á otros cosas de Castilla. Tengo por nueva cierta, que yendo este rio de San Juan arriba cincuenta leguas, que hai mui ricas minas de la una parte del rio y de la otra. La manera cómo este rio se ha de navegar es en canoas de los Indios, porque se hacen muchos brazos pequeños é estrechos y cerrados con arboledas, y no pueden entrar por ellos sino es en canoas de fasta tres palmos ó cuatro de anchor; despues que sea descobierto este rio, se podrá hacer navíos de ancho de ocho palmos y de cumplidos que puedan remar veinte remos á manera de fustas, porque el rio es de mui gran corriente, y aun con las canoas de los Indios no se puede bien navegar: en tiempos de grandes brisas pueden navegar á la vela por los navíos que llevan fasta doce botas, y ayudándoles del remo algunas vueltas que face el rio algunas veces: es menester ir desviados del rio tres leguas, y cinco y ocho á las veces yendo por tierra, no se puede cabalgar por tierra y caballo yendo este rio arriba fasta cuanto habemos visto; pero puédense llegar á embarcar al rio algunas veces por algunos esteros que entran al rio, que al rio principal no pueden porque es anegado á la redonda; la vez que mas cerca se pueden embarcar por los esteros es média legua: la gente que hai por este rio grande arriba es mala, y es gente de guerra: es menester mucha maña para con ellos: de otras muchas cosas tengo nuevas y no me certifico hasta que mas enteramente lo sepa, y creo se sabrá mediante Dios. Lo que por esta costa abajo hácia el poniente hai, es que yendo veinte leguas de aquí hai una provincia que se dice Careta; hai en ella ciertos rios que tienen oro; sélo de algunos Indios y Indias que aqui están en esta villa, no se han ido á cavar por no alborotar la tierra, que está de paz porque somos pocos fasta que haya mas gente: yendo mas la costa abajo, fasta cuarenta leguas desta villa, entrando la tierra adentro fasta doce leguas, está un cacique que se dice Comogre, y otro que se dice Pocorosa; están tan cerca de la

Cómo se ha de navegar el rio.

Provincia Careta.

Los caciques Comogre y Pocorosa.

mar el uno como el otro; tienen mucha guerra unos con los otros, en toda la tierra tiene cada uno de ellos un pueblo y dos á la costa de este mar, de donde se mantienen de pescado la tierra dentro: en casa de estos dos caciques me certificaron los Indios que hai rios de oro mui ricos: están á una jornada de este cacique Pocorosa unas sierras las mas hermosas que se han visto en estas partes; son sierras mui claras sin ningund monte, salvo alguna arboleda que está por algunos arroyos que descienden de las sierras. Están allí en aquellas sierras ciertos caciques que tienen oro en mucha cantidad en sus casas: dicen que los tienen todos aquellos caciques en las barbacoas como maiz, porque es tanto el oro que tienen que no lo quieren tener en cestas; dicen que todos los rios de aquellas sierras que tienen oro, é que hai granos mui gordos en mucha cantidad: la manera como se coge es que lo ven estar en la agua y lo apañan y echan en sus cestas: ansi mismo lo cogen en los arroyos desque están secos, y para que vuestra mui R. A. de las cosas de aquellas partes sea cumplidamente informado, le envío un Indio herrado de los de aquella tierra que lo ha cogido él muchas veces: esto no lo tenga vuestra mui R. A. á cosa de burla, por que de verdad yo estoi bien certificado de muchos Indios principales y caciques. Yo, señor, he estado bien cerca de aquellas sierras hasta una jornada; no he allegado á ellas porque no he podido á cabsa de la falta de la gente, porque llega hombre fasta donde puede y no fasta donde quiere: por el tanto de aquellas sierras van unas tierras mui llanas, van la via de hácia la parte de mediodia: dicen los Indios que está la otra mar de alli tres jornadas: dícenme todos los caciques é Indios de aquella provincia de Comogre que hai tanto oro cogido en piezas en casa de los caciques de la otra mar, que nos facen estar á todos fuera de sentido: dicen que hai por todos los rios de la otra costa oro en mucha cantidad y en granos mui gordos: dicen que á casa de este cacique Comogre vienen Indios de la otra mar en canoas por un rio, que llegan á casa del cacique Comogre, y traen oro de minas por fundir en mui gordos granos y mucho: el rescate que les dan por el oro es ropa de algodon, y Indios é Indias

1513.

Rios de oro

1513. hermosas: no los comen como la gente de hácia el rio grande; dicen que es mui buena gente, de buena conversacion la de la otra costa: dícenme que la otra mar es mui buena para navegar en canoas, porque está mui mansa á la contina, que nunca anda brava como la mar de esta banda, segund los Indios dicen: yo creo que en aquella mar hai muchas islas, dicen que hai muchas perlas en mucha cantidad, mui gordas, y que tienen cestas dellas los caciques, y que tambien las tienen todos los Indios é Indias generalmente: este rio que vá de este cacique Comogre á la otra mar, ántes que llegue allá se hace tres brazos, y cada uno dellos entra por sí en la otra mar: dicen que por el brazo que entra hácia el poniente vienen las perlas á rescatar en canoas á casa del cacique Comogre: dicen que por el brazo que entra hácia el levante entran las canoas con oro por todas partes, que es cosa increible y sin ninguna comparacion, y pues que de tan gran tierra á donde tanto bien hai, Nuestro Señor le ha fecho señor, no la debe de echar en olvido, que si vuestra mui R. A. es servido de me dar á enviar gente, yo me atrevo á tanto, mediante la bondad de Nuestro Señor, de descobrir cosas tan altas y á donde puede haber tanto oro y tanta riqueza con que se puede conquistar mucha parte del mundo, y si de otro vuestra mui R. A. es servido, para en las cosas que acá son menester de hacer, déjeme vuestra mui R. M. el cargo, que yo tengo tanta confianza en la misericordia de Nuestro Señor, que le sabré dar tan buena maña y industria con que lo traya todo á buen estado, que vuestra mui R. A. sea mui servido, y cuando esto no hiciere, no tengo mejor cosa que mi cabeza que pongo por prenda; y de tanto certifico á vuestra mui R. A. que procure con mas diligencia lo que cumple á servicio de vuestra mui R. A., que no los gobernadores que acá se perdieron Alonso de Hojeda é Diego de Nicuesa, porque no me quedo yo en la cama, entretanto que la gente vá á entrar y á correr la tierra, porque hago saber á vuestra mui R. A. que no se ha andado por toda esta tierra á una parte ni á otra, que no haya ido adelante por guia, y aun abriendo los caminos por mi mano para los que van conmigo;

Perlas.

El rio se divide en tres brazos.

Ofrecimientos y protestas de Vasco Núñez.

y si no es ansi, á las obras me remito y al fruto que cada uno de los que han pasado acá han dado. 1513.

Mui poderoso señor: como persona que ha visto las cosas de estas partes y que mas noticia tiene de la tierra que fasta agora nadie ha tenido; y porque deseo que las cosas de acá que yo tengo principiadas florezcan y vengan al estado que conviene al servicio de vuestra mui R. A., le quiero hacer saber lo que para el presente conviene y es menester de mandar proveer, y esto es para al presente fasta que la tierra se sepa y se vea lo que hai en ella: lo principal es menester que vengan mil hombres de los de la isla Española, porque los que agora viniesen de Castilla no valdrian mucho, fasta que se hiciesen á la tierra por que al presente ellos se perderian, y los que acá estamos con ellos. Habra vuestra mui R. A. de mandar proveer que esta tierra por el presente se provea de bastimentos por mano de vuestra mui R. A., y esto cumple para que la tierra se descubra y se sepan los secretos della, y en esto se harán dos cosas, una ganarse han muchos dineros en las mercaderías, y la otra principal es que estando la tierra proveida de bastimentos, se podrán hacer y descobrir grandes cosas y en mucha cantidad de riquezas, como por la obra se parecerá mediante Dios, y juntamente se ha de proveer que á la contina haya acá mucho adrezo para hacer navíos pequeños para los rios, la pez y clavazon y velas y jarcias sobradas; es menester que vengan algunos maestros que sepan hacer bergantines: ha de mandar vuestra mui R. A. que se trayan 200 ballestas mandadas facer fechizas, mui fornidas las cureñas y las goarniciones ..... y de mui recio tiro, y que no sean mas de fasta dos libras é en ellas se ganarán dineros, porque cada uno de los que acá están, huelgan de tener una ballesta y dos, porque de mas ser armas mui buenas para contra los Indios, mantienen mucho de aves y caza los que los pueden tener: son menester dos docenas de espingardas mui buenas de metal livianas, porque las de hierro luego se dañan con las muchas aguas y se comen de orin: ha de mandar vuestra mui R. A. proveer que se hagan dos docenas de tiros de metal, porque los de fierro se perdieran, basta ser de peso de

Pide mil hombres de la isla Española.

Y 200 ballestas y otros objetos.

1513.

Fuerza en la provincia de Davaive y en otros puntos.

fasta una arroba ó treinta libras, y largos, para que un hombre pueda llevar por donde se fuere menester uno de ellos, y buena pólvora. Para el presente, mui poderoso señor, es menester que en la provincia de Davaive se haga una fuerza en veniendo mas gente, la mas fuerte que se pueda hacer, porque es tierra mui poblada de mala gente: hase de hacer otra fuerza en las minas de Tubanamá, en la provincia de Comogre, porque ansi mismo hai mucha gente y es tierra mui poblada: y estas fuerzas, mui poderoso señor, al presente no se pueden hacer de cal é canto ni de tapia, mas han hacerse dos palizadas de mui fuerte madera, y en medio de tierra mui tapiada y mui fuerte, é del tamaño que fuere menester segund los paños que hobiere de haber, y á la redonda una mui buena cava mui fuerte: y que le digan á vuestra mui R. A. si pueden hacer fortalezas de cal y canto ni de otra cosa en esta tierra por el presente, porquel que lo dijere no habrá visto la calidad de la tierra. Esto que yo digó, mui poderoso señor, se pondrá por obra en viniendo gente, placiendo á Nuestro Señor, y de estos dos asientos el uno de Davaive y el otro de la provincia de Comogre, se corra la tierra, é se sabrán los secretos della é de la otra mar de la banda de medio dia, y todo lo demas que fuere menester. Ha de mandar vuestra mui R. A. que vengan los maestros para aderezar las ballestas, porque cada dia se desconciertan á cabsa de las muchas aguas: en todo lo que digo se ganarán dineros, y no ha de costar á vuestra mui R. A. cosa ninguna mas de mandar proveer de gente la que es menester, que yo me atrevo, mediante Nuestro Señor, hacer todo lo que en estas partes conviene á servicio de vuestra mui R. A., mui poderoso señor, porque como tengo dicho, yo estoi aqui para servir y avisar á vuestra mui R. A. de lo que me paresciere que cumple á su servicio. Y por que agora los vecinos de esta villa invian á suplicar á vuestra mui R. A. les faga ciertas mercedes, lo cual conviene que la mayor parte les conceda V. A. porque cumple á su servicio; en lo que toca de ciertos Indios que hai en ciertas provincias que comen los hombres, y otros que están en la culata deste golfo de Urabá, y en los anegadizos del rio grande de S. Juan y otros

Pide que se envien maestros.

Indios antropófagos

anegadizos que hay en alagunas deste rio y muy grandes y muchas, y de otros anegadizos que hay á la redonda deste golfo, que están fasta entrar en la tierra llana de la provincia de Davaive, que estos todos tienen labranzas ningunas, ni se mantienen de otra cosa sino del pescado y con el pescado van á rescatar maiz; es gente sin ningund provecho, y facen mas, que en pasando canoas de cristianos por este rio grande de S. Juan, salen con sus canoas y los corren, y nos han muerto algunos cristianos; y ansimismo solo para donde todos los Indios de la tierra se acogen allí y de toda la redonda. Adonde es la tierra de los Indios que comen los hombres es muy mala é desaprovechada, adonde en ningund tiempo podia haber ningund provecho: asimismo estos Indios del Caribana tienen bien merescido mil veces la muerte, porque es muy mala gente y han muerto en otras veces muchos cristianos y algunos de los nuestros á la pasada cuando perdimos alli la nao, y no digo darlos por esclavos segun es mala casta, mas aun mandarlos quemar á todos, chicos y grandes, porque no quedase memoria de tan mala gente. Esto digo, señor, en cuanto á la punta de Caribana fasta veinte leguas la tierra dentro, lo uno por que la gente es muy mala, y lo otro por la tierra que es muy estéril y sin provecho: y desto unos y otros convienen que V. A. dé licencia que los puedan llevar á la isla Española y á las ostras islas pobladas de cristianos á vender y aprovechar dellos, y que puedan traer otros esclavos en precio dellos, porque para tenerlos en estas partes es imposible poderse servir dellos ni tan solamente un dia, porque hay muy larga tierra por donde se pueden esconder y de esta manera no teniendo los vecinos destas partes Indios seguros, no se podrá hacerlo que conviene al servicio de V. A., ni se podrá sacar ningund oro de las minas. Asimismo invian á suplicar á V. A. les haga merced que puedan traer Indios de las partes de Veragua, desde un golfo que se dice S. Blas, que es fasta 50 leguas desta villa por la costa abajo. V. A. será muy servido en hacerles esta merced, porque es tierra muy desaprovechada y muy fragosa de muy grandes arboledas y muchas sierras, y vera de la mar es

1513

Medidas relativas á los Indios bravos.

toda tierra anegada; de manera que los Indios de aquellas partes de Veragua y de Caribana, que es mas abajo, no se ha de ver ningund provecho dellos sino es desta manera, trayendo á pueblos de los cristianos, é que los puedan llevar á las islas de Cuba y Jamáica y á otras islas pobladas de cristianos, á trocar por otras naborías Indios que ansimismo hay en las otras islas pobladas de cristianos muchos dellos bravos, y que los cristianos no se pueden bien servir dellos, y desta manera mandando los bravos á donde estén fuera de su natural, los destas partes servirán bien en las islas y los de las islas acá. Esto aviso á V. A. que conviene mucho á su servicio, de la merced que les face que tomen los Indios de las islas comarcanas á esta tierra firme: de esto hago saber á V. A. que en todas estas comarcas, con doscientas leguas á la redonda desta villa, no hay isla poblada sino es en Cartagena una, y por agora hay harta gente, y ellos defienden bien su ropa.

Quinto del oro cogido por los Indios.

Asimismo en lo que toca en lo de oro que está cogido en poder de los Indios, que se hobiere por rescate y en la guerra, conviene á su servicio que les haga merced que de aquí adelante dén el quinto de todo lo que se hubiere á V. A., y la cabsa por que conviene á V. A. es que en estar agora el cuarto háceles de mal ir á descobrir la tierra y andar en la guerra con mucho trabajo, por que de verdad se pasa tanto que es cosa incomportable, y quieren ántes sacar oro de las minas, que las hay muy buenas cerca de aquí, que no ir á morir; y puesto caso que yo ó el gobernador que fuere adelante, los haga ir á los cristianos á entrar y descobrir la tierra, nunca irán de buena voluntad y nunca cosa hecha de mala gana se pudo hacer tan bien como es menester, y si se hace de buena gana, todo se hace como se pide, y lo hallan fecho todo lo que quieren hacer; y de tanto certifico á V. A. que estando el oro al quinto, que se tome en mucha mas cantidad que estando al cuarto, y mas que descobrirán la tierra como V. A. desea.

Otras medidas que convienen.

Asimismo en lo que toca en lo de la ropa de los Indios y menudencias de casa, es cosa liviana y de poco valer, y todo lo demas se toma en parte que no se pueden aprovechar dello,

por que de verdad muchas veces se quedan á los Indios en sus casas por no haber lugar para traerlo, y conviene y es servicio de V. A. hacerles merced de todo francamente. En lo que toca de las armas y tiros y aderezo para hacer bergantines, y maestros para los hacer, esto conviene bien sobre todo, por que sin esto no se puede hacer cosa buena, y aunque hagora V. A. lo mande proveer, todo sea á costa de los vecinos destas partes, sin que á V. A. le cueste cosa alguna: en todo lo que V. A. mandase proveer de Castilla de lo que tengo dicho, se ganará mucho y será la tierra proveida de lo que es menester: todo esto tome V. A. de mí como de mui leal servidor, y dé crédito á todo esto por que ansi conviene al servicio de V. A., y no quiero hacer torres de viento como armaban los gobernadores que V. A. acá envío, que entre amos á dos faltan 800 hombres, y los que yo he podido recoger de los que amos dejaron perdidos y escaparon son fasta 50, y esto pasa en verdad: y mire V. A. lo que yo he fecho y descobierto é sostenido á toda esta gente sin ningun remedio sino el de Dios y con mi buena industria, y á quien esto ha sabido sostener é remediarse con los Indios, y hacer por lo que V. A. allá verá que le sabrá decir lo que para estas partes convenga, y si en algo errare de lo que cumple al servicio de V. A., suplico á V. A. que reciba mi mui sobrada voluntad y deseo del servicio de V. A. Y aunque agora, mui poderoso Señor, yo no alcance todo lo que en esta tierra es menester para lo de adelante, de tanto le certifico para lo que conviene que sabré dar tan buen recabdo y maña, como todos los que fasta agora acá han venido, é para que V. A. lo vea, mire lo que los gobernadores descobrieron fasta hoy, han sabido y alcanzado, y todos han vuelto perdidos y dejan acá bien llenas las playas de sepulturas, y aun si yaciesen en tierra los cristianos que se les mueren, no harian poco que la verdad la mas parte de los cristianos que se les morian los comian perros y cuervos. No quiero alargar mas sino que por las obras vea V. A. lo que cada uno puede hacer y ha hecho fasta agora. Muy poderoso señor, para que mejor seja V. A. informado de todo lo que acá pasa, invio á Sebastian del Campo: suplico á V. A. le dé entero

1513.

Que sea creido en todo su enviado Sebastian del Campo.

crédito, por que de mí va informado de toda la verdad y de todo lo que en esto se puede hacer en servicio de V. A., y lo que es menester para la tierra. V. A. sabrá que los dias pasados hubo aquí ciertas diferencias, porque los alcaldes y regidores desta villa, con invidia y falsedad, intentaban de me prender, y desque no pudieron ficieron contra mí una pesquisa falsa y con falsos testigos y secretamente; de lo cual yo me quejo á V. A. por que si esto no se castigase, nunca á ningund gobernador de los que acá pasasen por V. A. nunca les faltarian revueltas, por que siendo yo alcalde mayor por V. A., intentaron contra mí mil maldades, y ansimismo han fecho á cuantos á estas partes han venido, y si la justicia de V. A. no es temida, nunca se hará lo que á su servicio cumpla: y por que los alcaldes y regidores inviaron una pesquisa contra mí, la cual allá creo verá V. A., fice jueces á dos fidalgos para que ficiesen pesquisa é informacion de mi vida y de mis mui leales y grandes servicios, que en estas partes de las Indias y tierra firme y estas provincias en que agora estamos yo he hecho á V. A., lo cual invio á V. A. para que vea las maldades de las gentes; y porque creo V. A. habrá mucho placer de todo lo que yo en estas partes he fecho en su servicio, suplico á V. A. lo vea todo y conforme á mis servicios ansi me faga las mercedes: ansimismo invio una informacion de lo que pasó sobre que inventaron sus maldades.

Que no se permita á ningun bachiller en leyes ir á esas tierras.

Mui poderoso señor, una merced quiero suplicar á V. A. me haga, por que cumple mucho á su servicio, y es que V. A. mande que ningund bachiller en leyes ni otro ninguno, si no fuere de medicina, pase á estas partes de la tierra firme so una grand pena que V. A. para ello mande proveer, porque ningund bachiller acá pasa que no sea diablo y tienen vida de diablos, é no solamente ellos son malos, mas aun facen é tienen forma por donde haya mil pleitos y maldades: esto cumple mucho al servicio de V. A., por que la tierra es nueva. Mui poderoso señor, con un bergantin que de aquí inviamos en que fué Juan de Quizedo y Rodrigo de Colmenares, envié á V. A. 500 pesos de oro de minas en granos muy hermosos, y por que

la navegacion es algo peligrosa para navíos pequeños, torno á inviar agora á V. A. con Sebastian del Campo 370 pesos de oro de minas; mas se inviaran si no fuera por que no se pudo coger en tanto que acá estuvieron los navíos. En todo lo que he dicho suplico á V. A. provea lo que mas á su servicio cumpla. Nuestro Señor la vida y mui real estado de V. A. prospere con acrescimiento de muchos mas reinos é señoríos á su santo servicio, y que en estas partes se descubran y venga todo á manos de V. A. como vuestra muy R. A. desea, por que hai mas riquezas que en todo el mundo.

1513.

Remesas de oro en granos.

De la villa de Santa María del Antigua de la provincia de Dárien, en el golfo de Urabá, hoi jueves á 20 de enero de 513 años. — De V. A. hechura y crianza que sus mui reales manos y piés besa

VASCO NÚÑEZ DE BALBOA.



PRIMER PERÍODO.

AMÉRICO VESPUCIO.

MEMORIA É INVESTIGACIONES

HISTÓRICAS, CRÍTICAS Y BIBLIOGRÁFICAS

SOBRE LOS VIAJES DE AMÉRICO VESPUCIO (1).

NOTICIA HISTÓRICA.

1826. Falsedad de las relaciones de Vespucio.

Los viajes y descubrimientos de Américo Vespucio dieron materia á larga controversia, aun en la época en que, por primera vez, aparecieron *sus navegaciones*. Varios escritores las tacharon entónces de inexactas y de falsas, dejando, al ménos, entre sombras la gloria que se atribuía el afortunado Florentino.

El libro del visconde de Santarem disipó todas las dudas, puso en toda su evidencia la falsedad de las relaciones de Vespucio, y le arrebató para siempre un laurel usurpado.

Por desgracia, no era ya posible despojarle tambien de la gloria, no merecida, de haber dado su nombre á los países que descubrió Colon. Es una injusticia sancionada por los siglos.

(1) Véase las obras del visconde de Santarem.

La naturaleza de la obra original del visconde no permite que su interes sea igual y sostenido. El autor hacía realmente *investigaciones;* y las iba registrando, á medida que hallaba algo digno de su atencion, sin otro método que el órden en que lo encontraba. De ahí la falta de todo plan regular y seguido; como tambien las repeticiones en que el libro abunda. 1826. Se demuestran en la obra de Santarem.

Los editores de la *Revista enciclopédica*, al publicar la obra del sabio portugues, conocieron la conveniencia de suprimir pasajes repetidos y todo aquello que fatigaria al lector sin interesarle ni darle mayor instruccion. Así tambien la publicamos nosotros.

El visconde de Santarem — uno de los hombres mas notables del siglo, por su inmensa erudicion histórica, — es, sin disputa, el mas versado en todo lo que se refiere á las navegaciones y descubrimiento del siglo XVI. El libro sobre Vespucio es la ménos extensa de sus obras. En 1842 publicó, tambien en frances, las *Investigaciones sobre el descubrimiento de los países situados en la costa occidental del África, mas allá del cabo Bojador;* libro rico en erudicion y en datos históricos, destinado á asegurar á los Portugueses el título de primeros descubridores en el África. Empezó tambien entónces la publicacion, en portugues, de una obra titulada *Cuadro elemental de las relaciones diplomáticas de Portugal, desde el establecimiento de la monarquía hasta nuestros dias.* Su genio investigador le condujo progresivamente á nuevos descubrimientos históricos y bibliográficos, que agrandaron las proporciones de su plan primitivo; y hoy trabaja en una obra que se compondrá, á lo ménos, de 22 volúmenes, y que abrazará la historia y los documentos de las relaciones diplomáticas de todos los países de la Europa. Ilustracion de este escritor.

El visconde, miembro de las principales sociedades de geografía y de historia, reside, hace muchos años, en Paris, donde tenia, en el invierno de 1844, mas de cincuenta amanuenses, segun él mismo nos lo dijo, empleados en tomar notas y copiar documentos en diversas bibliotecas públicas y particulares; sin contar los que trabajaban para él en las bibliote- Sus trabajos.

1826. cas de las principales ciudades de Inglaterra, Bélgica, Alemania, España y Portugal (1).

DOCUMENTO (2).

1826. Julio 25. Carta de Santarem á Fernández de Navarrete.

Carta del excelentísimo señor visconde de Santarem, archivero mayor del reino de Portugal, sobre los viajes que Vespucio supuso haber hecho por órden de la corte de Lisboa en los años 1501 y 1503.

Acusa recibo de otra en que se le piden noticias sobre Vespucio.

Muy señor mio, tuve el gusto de recibir la carta y nota que Vd. se sirvió enviarme con fecha de 24 de mayo último, pidiéndome noticias documentales del real archivo de Portugal de la Torre del Tombo, concernientes al célebre Américo Vespucio, y otra sobre el descubrimiento de la Nueva Holanda. Respecto al primer asunto, apénas tengo por ahora que contestar á Vd. sino lo siguiente :

No se encuentran en ningun archivo público.

Cuando recibí la de Vd. me hallaba gravemente quebrantado de salud : quebranto que todavía me prohibe hacer exámen mas extenso para dar una cabal respuesta. Así que sobre la materia en cuestion lo que quiero decir es, que ni en las chancillerías originales del rey D. Manuel desde 1495 hasta 1503 inclusive, ni en los 82,902 documentos del cuerpo cronológico, ni en los 6,095 del cuerpo de las Gavetas, ni en los numerosos paquetes de las cartas misivas de los reyes y otros personajes, aparece en documento alguno el nombre de Vespucio. Tampoco se encuentran en los mismos cuerpos indicaciones algunas de Julian del Giocondo y de Bartolomé del Giocondo.

Ni en la Biblioteca real de Paris.

Á consecuencia de este exámen, y de la falta de documentos, debo añadir que en la preciosísima coleccion de manuscritos de

(1) Florencio Varela, *Biblioteca del Comercio del Plata*. Montevideo, t. I, pág. 73.

(2) Este trabajo, que será leido con vivo interes por todo Americano, aunque no tiene un carácter diplomático, me ha parecido conveniente que hiciese parte de esta obra, como un tributo debido á la memoria del inmortal Colon.

la biblioteca real de Paris, que examiné durante mi residencia en Francia, donde recogí muchos documentos sobre los cuales formé diversas memorias críticas, que se han publicado en los Anales de las ciencias, tomos XII, XIII y XV, y de los que trata Balbi en su *Essai statistique,* tomo II de los Archivos literarios, no he encontrado donde habla de nuestros descubrimientos y viajes el nombre de Vespucio, como ni tampoco en el códice 10,023 intitulado *Journal des Voyages des Portugais depuis l'an* 1497 *jusqu'à* 1632, que fué originalmente escrito en portugues y compuesto por autor portugues, el cual, á pesar de ser copia, se ve por la ortografía y letras dobles que fué sacado de memorias antiguas. 1826.

Son por lo tanto muy sospechosas las pretensiones de Vespucio y cuanto refirió en sus cartas á Pedro Soderini, que fueron traducidas en portugues y publicadas en la coleccion de noticias para la historia y geografía de las naciones ultramarinas, por la Academia real de las ciencias de Lisboa en 1812; y á pesar de lo que colige el sabio editor portugues que Pedro Alvarez Cabral cuando volvió á Portugal, adonde llegó á fin de julio de 1501, pasando por Cabo Verde, se encontró con la armada de tres navíos en que iba Vespucio, el cual le habló entónces, puede conjeturarse que lo sacó de lo que refiere la memoria de este viaje de Pedro Alvarez Cabral, escrita por un piloto portugues, que está en el número 3 de la citada coleccion, capítulo 21, en donde dice: « Llegamos al Cabo de Buena Esperanza, dia de Pascua florida, y allí hallamos buen tiempo, con el que pasamos adelante, y abordamos á la primera tierra junto á Cabo Verde, que se llama Besenegue, en donde hallamos tres navíos, que el rey de Portugal habia mandado para descubrir la tierra nueva, que nosotros habíamos hallado cuando íbamos para Calicut. » La relacion de Soderini es sospechosa.

¿Cómo, pues, puede deducirse de aquí que el nombre de Vespucio fuese tan oscuro que el piloto portugues no se acordase de mencionarlo en su relacion? Y porque encontraron los tres navíos, ¿se sigue que fuese la expedicion de Vespucio, á pesar de la coincidencia de su primera carta con dicho capítulo? Id.

1826. Id. No me parece pues que esta noticia sea fundamento bastante para suplir la falta de documentos y para que podamos enteramente confiarnos en sus cartas á Pedro Soderini.

Argumento sacado del silencio de Goes respecto á Vespucio.

Tambien parece increible que Damian de Goes, el mas acreditado é instruido de los historiadores portugueses, y que fué coetáneo de estos descubrimientos, poseyendo vastísimos conocimientos, habiendo viajado por toda la Europa, y siendo archivero mayor del reino, ó guarda mayor, que es el nombre que se le da, de la Torre del Tombo, en donde adquirió la mayor parte de las noticias documentales para formar su crónica, no habiéndose olvidado de hablar en la parte primera, capítulo 62, de Pedro Pascoaligo, embajador de Venecia en Lisboa, se olvidase de un hombre tan célebre como Vespucio, refiriendo á cada paso los nombres de individuos muy indiferentes, y que hablando de la vuelta de Pedro Alvarez Cabral en el capítulo 60 de la primera parte de dicha crónica, y de la llegada á Cabo Verde, diga solamente: « Y de aquí vino á Cabo Verde, en donde halló á Pedro Díaz; que le se habia desaparecido cuando iba para la India, segun queda dicho. » ¿Cómo era posible que se le pasase el pretendido citado encuentro con la expedicion de Vespucio?

Instruccion de Damian de Goes.

Damian de Goes habia estado en Padua, donde tuvo mucha comunicacion con Julio Sprone y otras muchas personas instruidas, con quienes conversaba sobre nuestras navegaciones, y se hallaba tan instruido en ellas, que despues de pasar á Holanda continuó en ser consultado por sus amigos de Italia sobre esta materia, siendo él el que mandó á Ramusio la obra manuscrita del P. Luis Alvarez. ¿Cómo pues este sabio escritor, que estaba informado tan à fondo de los viajes de Cadamosto, segun se ve en el capítulo 8 de la crónica del príncipe D. Juan, á pesar de no ser contemporáneo de Cadamosto, cómo era posible que ignorase la expedicion de Vespucio?

No podia ocultársele la expedicion de Vespucio.

¿Cómo habiendo viajado por Milan, Lombardía, Ferrara, Roma y Venecia, conociendo personalmente y manteniendo correspondencia literaria con los sabios cardenales Bembo, Bonamico, Sadoleto, Cristóval Madrucio, Juan Magno, y su her-

mano Olao Magno, y con otros sabios italianos, podia ignorar las circunstancias de los descubrimientos de Vespucio, y sus cartas de Pedro Soderini ? 1826.

¿ Cómo despues de volver á Portugal y siendo nombrado por el rey Don Juan III archivero mayor del reino, mayor de la Torre del Tombo, en recompensa de sus servicios, por ser uno de los empleos mas eminentes de la monarquía, de que se le despachó albalá ó título en 3 de junio de 1540, que está en la cancillería de dicho rey, lib. LX, fol. 43, verso, y recogiendo luego en este lugar con grande afan los materiales para sus crónicas y arreglando todos los papeles del mismo archivo ; cómo era posible, digo, que se le ocultase la expedicion de Vespucio y la celebridad de este explorador si hubiese existido 45 años ántes ? ¿ Cómo era posible que en este riquísimo archivo no encontrase algun documento que indicase semejante viaje? ¿Cómo habiendo el mismo Goes recogido durante sus viajes tantos códices manuscritos y documentos raros que envió al infante D. Fernando, duque de Guarda, hijo del rey D. Manuel, no encontró ni uno solo de Américo Vespucio ? Id.

Se resuelve una objecion sobre esto.

No puede objetarse que Damian de Goes, por prevencion á favor de sus compatriotas, querria ocultar de propósito y oscurecer la gloria de Vespucio por ser extranjero, pues que ya su patria y un compatriota suyo disfrutaban la prioridad del descubrimiento de América, por haberlo hecho Pedro Alvarez Cabral el año anterior al supuesto primer viaje de Vespucio; y el mismo Goes, sumamente exacto y verídico, y profundamente instruido, escribió con imparcialidad todas las circunstancias de los viajes de Cadamosto , que tambien era extranjero. Últimamente, ¿ será posible que se ocultase á las investigaciones del mismo Goes lo que Vespucio dice en el fin de su sumario, que luego que habia llegado á Portugal entregó todos los libros y papeles al rey D. Manuel, que los quiso ver y examinar ?

Silencio de Pedro Pascoaligo.

Me parece tambien reparable que en el sumario de una carta de Pedro Pascoaligo, embajador de Venecia en Lisboa, escrita á sus hermanos, á Italia, en 20 de octubre de 1501, en el mismo año de la supuesta expedicion de Vespucio, que yo he visto, les

1826. hable de la navegacion de Corte Real, y no trate de la de Vespucio.

Nada se halla sobre Vespucio en el cuerpo de derecho público diplomático.

Es igualmente singular que habiendo yo examinado las dos divisiones de un trabajo del cuerpo de derecho público diplomático paterno de Portugal, tanto respecto á las relaciones con España como con Italia, no haya encontrado cosa alguna sobre Vespucio, y que Ruy de Saude, ministro del rey Don Manuel en España, en sus oficios de 1500 y 1501, nada diga respecto á Vespucio, ni Juan Méndez de Vasconcéllos en su correspondencia oficial del año 1502, etc.

Expedicion de Juan de Nova.

El citado códice de la Biblioteca real de Paris, que examiné, y el mismo Goes, no tratan de otra expedicion en 1501 mas que de la de Juan de Nova, sngeto muy insignificante en comparacion de Vespucio, lo que todavía produce mas incertidumbre sobre el viaje de este último.

Silencio de Goes sobre el segundo viaje.

Cuanto al segundo viaje, Damian de Goes guarda el mismo silencio y los demas modernos lo traen con mucha variedad. Pedro de Mariz en su diálogo 5° dice, sin señalar el año, que el rey Don Manuel mandó una armada de seis naos, y por capitan á Gonzalo Coello, el cual habiendo perdido dos de ellas, volvió con las otras cuatro á Portugal, despues de la muerte de aquel rey. Esto mismo repite el padre Simon de Vasconcéllos y algunos otros: pero Goes en su crónica dice expresamente, que el año 1503, á 10 de junio, fué cuando partió Gonzalo Coello con las seis naos.

La obra de Coello.

Lo que podria ilustrarnos mas acerca de este viaje de Gonzalo Coello al Brasil, y de si Vespucio iba en esta expedicion, sería la obra que el mismo Coello escribió sobre la América, por haber examinado ocularmente por órden del rey Don Manuel todo cuanto escribió; pero esta obra se ha perdido, conservándose solamente la tradicion de haber sido ofrecida por su propio autor al rey Don Juan III.

En los títulos de los Coellos no se cita á Vespucio.

Igualmente examiné en la Torre del Tombo todos los documentos que allí existen concernientes á dicho Gonzalo Coello, y en ninguno he hallado noticia relativa á Vespucio; ni tampoco hay cosa alguna sobre este asunto en el título genealógico, do-

cumental é histórico de la familia de los Coellos que allí existe. 1826.

Debo añadir á esto que el mismo Vespucio, en su primera carta, hablando de su llegada á Cabo Verde al puerto llamado Besenegue, no dice una palabra del encuentro con Pedro Alvarez Cabral.

Este mismo no cita á Cabral.

Todo lo que queda referido concurre para convencer la notable insubsistencia que hay en sus pretensiones, porque cotejando unos pasajes con otros, resulta contradiccion con lo que cuenta en esta primera carta, cuando despues de la descripcion de su viaje de 750 leguas de costa, dice: Que viendo que en la tierra no habia mina alguna, etc., concluye diciendo y hablando siempre colectivamente: Y así se determinó, encargándome absolutamente del mando de la armada; de donde se infiere que la primera vez no salió de Lisboa mandando; y despues dice: Convinimos con el capitan mayor en hacer señal á la armada, etc. Á vista de lo que dejo expuesto y de los documentos que los Italianos publicaron sobre Vespucio, no me atrevo á decidir terminantemente si se halló en alguna de dichas expediciones como uno de los hombres de aquel tiempo mas instruidos en materias de cosmografía y de navegacion; pero á pesar de sus relaciones me inclino mucho á la opinion del sabio Muñoz, y por lo ménos, en todo caso, como se ve por sus cartas á Pedro Soderini, si les damos crédito, entiendo que iria en ambas armadas como subalterno, y así no me admira que él hiciese con respecto á Portugal lo mismo que hizo con las relaciones de Hojeda.

Contradicciones de Vespucio.

Desearia aun, para rectificar mas mis ideas sobre esta cuestion, poder consultar la obra publicada en Alemania en 1823, de que solamente tengo extractos, y se titula: *Allgemeine Geschichte neurer neiten, etc.*: Historia general de los tiempos modernos, por Rotteck.

Obra histórica de Rotteck.

En esta obra, pues, al examinar su autor si la América fué conocida ó visitada en algunas épocas anteriores al descubrimiento de Colon, habla mucho de Américo Vespucio, y de la grande parte que algunos escritores le han dado en este importante acontecimiento, y continúa diciendo: « Lo que aun mas

Tiene como sospechosas las pretensiones de Vespucio.

1826. » que las pretensiones de Vespucio ataca la gloria de Colombo, » etc.; » donde se ve que este escritor no se fió mucho de Vespucio.

Conclusion.

Lo referido es lo que por ahora se me ofrece decir á Vd. sobre este asunto, pidiéndole disimule la falta de concierto y órden que el tiempo y mis muchas ocupaciones no me han permitido guardar, y reservándome contestar á Vd. sobre el descubrimiento de la Nueva Holanda, por órden del virey de la India, en 1600 y 1601, segun el Atlas manuscrito de Teixéira del siglo XVII, luego que haya examinado, ademas de otros documentos, los sesenta libros que vinieron de la secretaría de estado de la India, y se colocaron en la Torre del Tombo el año 1778, de los cuales he extractado ya los 19 primeros.

Tendré mucho gusto en que esta mi carta se publique en la coleccion de Vd., del mismo modo que el célebre viajero M. Bowdich publicó en su obra sobre los establecimientos portugueses en África los trabajos que le comunique, declarando en la misma obra cuál era la naturaleza de ellos.

Concluyo ofreciéndome á la disposicion de V. como su afectísimo y seguro servidor. — El visconde de Santarem. — Sr. D. Martin Fernández de Navarrete. — Lisboa, 25 de julio de 1826.

NOTAS ADICIONALES.

I.

Notas á la carta anterior.

Agrega á su opinion la de muchos otros escritores.

En la carta que antecede, he sentado un hecho y emitido una opinion acerca de Américo Vespucio; he presentado un gran número de pruebas contemporáneas ú originales, que forman y tienen derecho para formar autoridad en la materia; ahora voy á agregar á mi propia opinion la de otros muchos escritores que han hablado de Vespucio, ó que han alegado los títulos de este Florentino para imponer su nombre al Nuevo Mundo, á expensas de Colon, de Cabral, de Gonzalo Coello y de otros, y aun con perjuicio de la importante cuestion de averiguar si la América fué ó no conocida por los antiguos. Por lo tanto, ántes de hacerme cargo de las opiniones de otros escritores, in-

sistiré aquí sobre lo que dejo dicho en la página 306, á saber, que no he hallado, de modo alguno, el nombre de Vespucio citado en los diferentes cuerpos de los documentos que se custodian en los archivos del reino, en Lisboa. Y con este motivo, haré observar que no solo es muy notable el silencio de mas de cien mil documentos de las colecciones que he citado y que fueron consultados, sino que lo es, sobre todo, el de los registros, de los diplomas y cédulas reales del rey Don Manuel, tanto mas cuanto que Vespucio dice en su primera carta á Pedro Soderini: « *Hallándome en Sevilla con deliberado propósito de no volver á* » *Portugal*, me llegó un mensajero expreso de parte del dicho » señor (el rey Don Manuel), *con cédula real*, etc. (1). » Las cédulas de nuestros reyes se registraban siempre en la cancillería del reino; todos esos registros se hallan en los archivos reales de la *Torre do Tombo*, y forman una coleccion de mas de dos mil volúmenes. Ni uno solo de esos libros se ha perdido, de modo que la cancillería del rey Don Manuel se conserva completa; ¿cómo, pues, habia de recibir Vespucio *cédula real*, como dice, sin que esta se registrase en la cancillería, con arreglo á las disposiciones de los códigos y de las leyes? ¿Es de creer que se infringiesen los códigos y las leyes en favor de Vespucio?

1826.

Silencio de los diplomas y cédulas reales del rey D. Manuel.

Tambien insistiremos sobre lo que dejamos dicho en la página 311, y repetiremos que el mismo Vespucio, en sus cartas á Soderini, manifiesta del modo mas evidente que no estaba encargado en jefe de la comision de descubrir tierras, como vamos á ver en otro pasaje de su segunda carta: « *Pero nuestro capitan en jefe*, dice, *hombre muy arrogante y voluntarioso*, *quiso ir á reconocer*,..... etc., *y para hacer alarde de que era capitan de seis naves llevó á cabo su intento, á pesar de todos nosotros capitanes*, etc. »

Argumentos sacados de cartas del mismo Vespucio.

Este pasaje, esta confesion formal del mismo Vespucio, ¿no prueban que si en efecto formó parte de aquella expedicion, no fué sino en calidad de subalterno, y que los otros cinco capi-

(1) Véase la coleccion titulada: *Del África*, por Leon el Africano, y la « Navegacion de los antiguos capitanes portugueses á las Indias, » traduccion de Juan Temporal, tomo II, pág. 477.

1826 tanes tenian tanto derecho á imponer sus nombres al continente que visitaron como podia tenerlo Vespucio, y que el comandante en jefe tenia para ello todavía mas derecho que los subalternos?

Autoridad de Juan de Bárros y de Osorio.

En nuestra carta al Sr. Navarrete no hemos citado la autoridad del historiador Juan de Bárros, ni la del clásico Osorio, contemporáneos ambos de Vespucio, y escritores muy recomendables, uno y otro, en opinion de todos los sabios de Europa; veamos, pues, lo que resulta de esas fuentes auténticas acerca de la materia de que nos ocupamos.

Silencio del primero.

Bárros, hablando del descubrimiento del Brasil, y citando, con la mas escrupulosa puntualidad, los nombres de los capitanes que mandaban las naves de la expedicion de Cabral, no dice una sola palabra acerca de Vespucio (1), ni en punto á su viaje de 1497, citado por algunos geógrafos; y hablando de Colon, aquel célebre historiador guarda el mismo silencio que los demas sobre el supuesto encuentro del Cabo Verde con las naves en que se dice que se hallaba Vespucio: solo habla del encuentro con *Pedro Díaz* (2). Por lo que respecta al soñado viaje de Vespucio en 1501, aquel historiador coetáneo no menciona mas que la salida de Lisboa de *Juan da Nova*, con cuatro naves, en el mes de marzo de 1501, *sin decir una palabra de Vespucio*, aunque no oculta que aquel capitan no era portugues. ¿Pues qué motivo podia tener para omitir el nombre de otro extranjero, mucho mas célebre como lo era Vespucio, si en realidad hubiera hecho aquel viaje de descubrimiento por órden del rey, en aquella época? Si aquel viaje de Vespucio hubiera existido, ¿no le hubiera citado Bárros, como citó el nombre de otro Florentino como Vespucio, Bernardo Vinet, entre los capitanes que mandaban las naves de la armada? ¿Qué interes hubiera podido tener aquel historiador en ocultar el nombre de Vespucio, y en decir que *Fernando Vinet, Florentino,* mandaba *la nave de que era dueño Bartolomé Marchioni, Florentino tam-*

Lo que menciona.

(1) Bárros, cap. 2, lib. 5.
(2) *Id.*, Década 1, lib. 5, cap. 9.

bien? Este historiador, tan minucioso en sus pormenores históricos, no se limita á decir que una de las naves iba al mando de un Florentino, y que aquella nave pertenecia á otro Florentino, mas añade que aquel Marchioni residia en Lisboa; y ¿es de presumir que Bárros, que tan bien enterado estaba de todo lo tocante á los compatriotas de Vespucio que residian en Lisboa, y estaban empleados en las navegaciones, ignorase hasta la existencia de Vespucio? ¿ignórase que le habia llamado el rey, como él dice, y como han repetido muchos geógrafos? 1826.

Ni es mas favorable á Vespucio el testimonio de este historiador contemporáneo en punto á sus pretensiones sobre el segundo viaje de 1503. Bárros, al llegar á este año, habla sumariamente de la expedicion que el rey Don Manuel envió á la India, en tres divisiones, cuyo mando dió á Alfonso de Albuquerque, á Francisco de Albuquerque y á Antonio Saldanha, y no habla palabra de ninguna expedicion de Vespucio, ni aun dice dónde se hallaba este en aquella época. Habla de otras expediciones.

Osorio, historiador justamente célebre, no habla en su obra (1), cuando llega á tratar del descubrimiento del Brasil y de los viajes á aquella parte del globo, en aquella época, mas que de la expedicion de Cabral y de Gaspar de Lémos, y no dice ni una palabra de Vespucio; ¿y es de creer que este historiador contemporáneo, que viajaba por Francia, y sobre todo por Italia, para estudiar las lenguas orientales, en una época y en unos países en que tanto se ocupaban todos los ánimos en viajes y descubrimientos, hubiese ignorado los dos viajes de Vespucio, de 1501 y 1503, hechos, como supone el mismo Vespucio, de órden del rey D. Manuel, cuya historia escribió Osorio? ¿Se hace creible que este escritor tan docto no hubiese conocido, durante su residencia en Francia y en Italia, ni despues de su regreso á Portugal, las numerosas obras publicadas ya acerca de Vespucio, en Italia, en Alemania y en Francia? Sin duda debia conocer las obras; pero, escritor concienzudo y verídico, Expediciones de que habla el segundo.

(1) Jerónimo Osorio, *De Rebus Emmanuelis regis Lusitaniæ virtute et auspicio gestis, libri* XII. Olyssipone, Antonius Gondisalvus, 1571.

1826. no quiso trascribir en su historia mas que la pura verdad.

Argumento sacado de una obra francesa.

Pero si, por una parte, se propagaban entónces el error y la confusion con las cartas de Vespucio y los numerosos escritos en que se les daba crédito; por otra, hasta en várias colecciones contemporáneas salieron á luz documentos que confirman, no solo á los escritores contemporáneos portugueses, Bárros, Goes, Osorio y otros, mas tambien mi propia opinion; tales son los que se hallan en un librito impreso en Paris en 1516, en letra gótica, con el título : *S'ensuit le Nouveau Monde et navigations faites par Améric Vespuce*. Este tomito no es mas que un resúmen de diferentes viajes. Empieza por una noticia de las navegaciones hechas de órden del infante don Enrique de Portugal, luego pasa á las de Colon, y prosigue con la carta de Vespucio á Lorenzo de Médicis; pero cuando llega al descubrimiento del Brasil, en la sexta navegacion, con arreglo á su enumeracion, habla del descubrimiento de Cabral, y en esta relacion se halla una *copia de un capítulo de las cartas de Domingo Cretie, mensajero de la señoría de Venecia en Portugal*. La carta de este Veneciano lleva la fecha de 27 de junio de 1501, época en que dice Vespucio haber hecho un viaje de órden del rey don Manuel. El mensajero veneciano empieza por referir la expedicion de Cabral, diciendo que su gobierno tendria ya noticia por su embajador de la expedicion que el rey habia enviado á la India, y del descubrimiento que habia hecho, apartándose de su rumbo, de *una tierra firme por cuya costa navegó mas de quinientas leguas, sin hallarle remate*, etc. Este empleado veneciano se hallaba con el rey don Manuel, en ocasion de la vuelta de la armada; asistió á las fiestas que se dieron con aquel motivo, y añade que el rey *le recomendó* que comunicase aquel suceso á su gobierno; luego habla del regreso de una nave, de que era propietario un tal Bartolomé, Florentino, y no habla palabra de la expedicion de Vespucio ni de él. Este Bartolomé es sin duda el Florentino Bartolomé Marchioni, citado por el historiador Bárros. ¿Y cómo es posible que el diplomático veneciano, testigo de todos aquellos sucesos, que se los comunicó oficialmente á su corte, y que vivia en la intimidad del rey

Id. del silencio de *Domingo Cretie*.

don Manuel, desconociese el viaje de Vespucio y su nombre, en aquella época, siendo así que habla de otro Florentino que no hacía mas que un papel muy insignificante en aquellas navegaciones? 1826.

Pero, en aquella época, las numerosas copias y traducciones de las cartas de Vespucio, publicadas en Europa, y sobre todo, la obra ya citada por varios escritores, *Cosmographiæ introductio insuper quatuor Americi Vespucii navigationes*, impresa en Lorena, en 1507, ocasionaron la general confusion que siempre ha existido en punto á los viajes de Vespucio. Confusion causada por las traducciones de las cartas de Vespucio.

Casi todos los geógrafos de fines del siglo XVI y los del XVII propagaron esta confusion, sin tomarse el trabajo de averiguar la verdad.

No solo las numerosas obras y colecciones de viajes citados por Baudins, Washington Irving (1), Navarrete (2), y sobre todo las de Apiano, Valdianus y Camers, citadas por el baron de Humboldt (3), propagaron esta confusion; mas tambien otras de las cuales vamos á citar algunas. Otras obras que la propagaron.

Ruscelli, célebre Italiano, natural de Viterbo, que murió en 1566, en su traduccion de la geografía de Tolomeo (Venecia, 1561), añadió treinta y seis cartas nuevas, así del mundo conocido de los antiguos como del Nuevo Mundo, y aunque presenta la carta de la América meridional bajo la denominacion de *Terra Nova*, añadió un artículo en que atribuye su descubrimiento á Vespucio. Cartas de *Ruscelli*.

Sin embargo *Cellarius* no adoptó entera y exclusivamente las pretensiones de Vespucio y de sus panegiristas con perjuicio de la gloria de Colon. Dice, en su obra *Geographia nova*, etc., página 663 : *America seu India occidentalis, per Christophorum Colombum, Genuensem, 1492, detecta fuit*, etc. *Geographia nova* de *Cellarius*.

Algunos geógrafos del siglo XVII, entre otros *Baudrand*, em-

(1) History of the life of Christoforus Columbus.

(2) Col. de los viajes y descub., etc., tomo III.

(3) Cronología de las cartas mas ant. de Amér., *Boletin de geog.*, tomo IV, pág. 411.

1826. pezaron ya á dudar de la exactitud de lo que se habia dicho en punto á los descubrimientos de Vespucio.

Dudas de *Baudrand.*

Solo cita el descubrimiento de Cabral.

Baudrand, en el artículo *América* de su Diccionario geográfico, cuando habla del Brasil, no cita mas que el descubrimiento de Cabral, aunque le pone en el año de 1501 en vez del 1500, y no dice una palabra de Vespucio, ni de sus viajes en 1501 y 1503, de órden del rey don Manuel. Sin embargo, dice que el Nuevo Continente fué descubierto por Colon en los años 1492 y 1493, y luego por Américo Vespucio, que le dió su nombre.

Error en que incurre *Barlœus.*

Barlœus, en su obra sobre el Brasil, publicada en latin, en 1648, en Amsterdan, aunque cita primeramente á Colon como el primero que descubrió el Nuevo Mundo, incurrió, por lo tocante á Vespucio, en el mismo error que los geógrafos del siglo anterior, diciendo que este Florentino descubrió otra parte del Nuevo Continente, de órden del rey de Portugal.

Id. de *Juigné-Brossinière.*

El Diccionario histórico y cosmográfico de Juigné-Brossinière ha contribuido tambien á propagar esta confusion. Un error todavía mas grave comete este autor cuando dice: « Américo Vespucio, Florentino, nombrado piloto, fué el primero que, con ayuda de don Manuel, rey de Portugal, en el año 1407 (1), descubrió las Indias occidentales y meridionales, y por eso dió el nombre de América á aquel Nuevo Mundo..... » Pero, á pesar de este gravísimo error, el autor dice, en el artículo *Brasil,* que esta parte del Nuevo Continente fué descubierta por Cabral.

Id. de *Brusen de la Martinière, José Vaisse y Robinet.*

Si en el siglo XVII algunos autores geógrafos, como Brusen de la Martinière (2), y el benedictino José Vaisse, en su *Geografía histórica y eclesiástica*, los autores de un *Diccionario geográfico é histórico* de Italia, publicado en Paris en 1775, y Robinet en su *Diccionario universal*, han continuado adoptando y propagando los mismos errores, otros escritores ha habido mas concienzudos y eruditos que no los han adoptado.

(1) Esta fecha no corresponde ni al reinado de D. Manuel ni á la época de ninguno de los descubrimientos hechos en el Nuevo Mundo.

(2) *Dicc. geog. é hist.*

Citaremos entre otros los siguientes : 1826.

Planche dice en su *Concordancia de la geografía de diferentes edades*, página 106, despues de haber hablado de Colon : « Américo Vespucio, viajero florentino, que arribó á las mismas » costas de la América meridional, engañó al público con rela- » ciones que hicieron que se diese á la América el nombre de » aquel aventurero, aunque era mas natural y mas justo darle » el de Colon, que fué el primero que descubrió las islas y la » tierra firme ó el continente. » *Planche* no adoptó esos errores.

Charlevoix, viajero muy docto, dice en su *Historia general de Nueva Francia*, que Américo Vespucio no tuvo el honor de dar su nombre al Nuevo Mundo, sino en virtud de una superchería. Ni *Charlevoix*.

Este laborioso escritor, en sus *Fastos cronológicos*, no cita, en el año 1500, mas que la expedicion de Cabral, y no dice palabra de los dos supuestos viajes de Vespucio en 1501 y 1503. Hablando del viaje de Hojeda en 1499, dice : Fastos cronológicos.

« Américo Vespucio, que no era mas que un subalterno en » la escuadra que mandaba Hojeda, publicó la relacion de » aquel descubrimiento, del cual se atribuyó todo el honor ; y » para persuadir al público que él fué el primer Europeo que » arribó al continente del Nuevo Mundo, dijo que su viaje habia » durado veinticinco meses. Hojeda, preguntado en justicia sobre » este hecho, *le desmintió ;* pero como al principio se creyó á » Vespucio sobre su palabra, cundió la costumbre de dar su » nombre al Nuevo Mundo, y así prevaleció el error sobre la » verdad. »

Este autor unió á su obra una lista y un exámen de ochenta y un autores que consultó al efecto, y es sin duda autoridad muy competente.

Lafiteau, que se ocupó muchos años en hacer investigaciones sobre la América, atribuye el descubrimiento de esta parte del globo á Colon, y el del Brasil á Pedro Alvarez Cabral. (Hist. de los descubrimientos y conquistas de los Portugueses en el Nuevo Mundo ; Paris, 1733, tom Iº, pág. 122 y 123.) Este escritor refiere solamente en el año de 1501 (época del supuesto viaje Ni *Lafiteau*.

1826. de Vespucio de órden del rey D. Manuel), los de Juan de Nova y Pedro Coello; y guarda el mas completo silencio sobre Vespucio; tampoco dice palabra del otro viaje de aquel Florentino, en 1503.

Su silencio sobre Vespucio.

El silencio de Lafiteau sobre Vespucio es tal que, en el prefacio de su historia, hablando de los autores y de las obras manuscritas que consultó, y que existian en su época acerca de los viajes de los Portugueses, hablando de las relaciones de Ramusio y de sus colecciones, no menciona á Vespucio ni á sus cartas, algunas de las cuales se hallan en las colecciones citadas por Ramusio.

El de *Raynal.*

El abate Raynal (1), hablando del descubrimiento del Brasil, solo cita á Pedro Alvarez Cabral, que lo descubrió en 1501, y no dice palabra de Vespucio ni de sus dos viajes de 1501 y 1503.

El de *Gomera* y *Oviedo.*

El sabio historiador Robertson dice: « Es extraño que ni » Gomera ni Oviedo, los mas antiguos historiadores españoles » de América, ni el mismo Herrera, hayan mirado á Hojeda ó » á su compañero Vespucio como partícipes del primer descu» brimiento de América; todos unánimemente atribuyen este » honor á Colon. Algunos autores han supuesto que un resen» timiento nacional contra Vespucio, que dejó el servicio de » España por pasarse al de los Portugueses, movió á aquellos » historiadores á no hablar de sus descubrimientos; pero Mar» tir y Benzoni, Italianos ambos, no podian participar de se» mejante resentimiento. Martir era un autor contemporáneo, » que residia en la corte de España, y que estaba muy en po» sicion de enterarse á fondo de aquellos hechos públicos; sin » embargo no atribuye á Vespucio la gloria de haber descu» bierto el primero la América, ni en sus Décadas, que son la » primera historia general del Nuevo Mundo que se ha publi» cado, ni en sus cartas, en que habla de los principales suce» sos ocurridos en su tiempo.

» Benzoni pasó como aventurero á América en 1541, y resi-

(1) *Hist. filos. y polít.* de los acontecimientos y del comercio de los Europeos en ambas Indias; edic. de 1786. Aviñon, tomo IV, pag. 349.

» dió allí mucho tiempo. Parece que le animaba un celo ardiente por la gloria de Italia, su patria, pero no habla de las proezas ni de los descubrimientos de Vespucio. 1826. El de *Benzoni*.

» Herrera, que cumplió su historia general en vista de los testimonios mas auténticos, se sirvió no solo de aquellos autores que le precedieron, *mas acusó de falsificacion, en Vespucio, las fechas de los dos viajes que hizo al Nuevo Mundo, y de haberlos confundido uno con otro á fin de poder arrogarse la gloria del descubrimiento de América.* » El de *Herrera*.

Tales son las opiniones de uno de los mejores historiadores modernos; y ¿es de creer que un historiador tan erudito como Robertson ignorase la existencia de las muchas obras que ántes se habian publicado acerca de Vespucio? No; las conocia, pero crítico hábil é imparcial, no quiso presentar mas que la verdad.

Castro, J. B., escritor portugues muy erudito (1), fundándose sobre la autoridad de Bárros, sobre las de Faria y Sousa (2), de Roca Pitta (3) y de Brito Freire (4), menciona el descubrimiento del Brasil por Cabral, en 1500, y no dice palabra acerca de Vespucio. El de *Castro*.

Barbosa, autor de la excelente obra titulada *Biblioteca lusitana*, en el artículo Cabral, dice que él fué quien descubrió la América en 1500, que escribió la relacion de su viaje, y que esta relacion se publicó en el *Novus orbis regionum*, etc., de Grineo, y en italiano, en Venecia, en 1563 *Barbosa* dice que Cabral descubrió la América.

Lacroix, en su obra de la *Geografía moderna*, dice que Cabral descubrió el Brasil en 1500, y no menciona el nombre de Vespucio. Por otra parte, Camus, en su Memoria sobre los viajes de Bry y Thevenot, publicada en 1802, por órden del Instituto de Francia, examinó las diferentes obras conocidas acerca de los viajes de Vespucio, é hizo notar muchos de los despropósitos que presentan las relaciones de aquel Florentino. Silencio de *Lacroix*. *Camus*.

(1) Mapa de Portugal.
(2) Asia, tomo I, pág. 1, cap. v.
(3) América portuguesa.
(4) Nova Lusitania.

1826. Reservado estaba á los escritores del siglo XIX presentarnos una crítica todavía mas luminosa sobre esta cuestion.

El profesor *Heeren* Oigamos á varios de estos escritores. El sabio profesor Heeren, léjos de atribuir el descubrimiento del Brasil á Vespucio, dice : « *Y la costa del Brasil descubierta*, y ocupada (desde el » 1500) por Cabral. »

Pinkerton. *Pinkerton*, aunque dice que el capricho de la fortuna hizo dar á la América el nombre de Vespucio, no menciona siquiera sus dos viajes al Brasil de 1501 y 1503.

Mentelle. *Mentelle* (Geog. univ., t. XV, p. 369), léjos de atribuir el descubrimiento del Brasil á Vespucio, y de citar los dos viajes de 1501 y 1503, *dice que Cabral fué indudablemente el primer Europeo que vió la costa oriental del Brasil.*

M. de *Las Cásas.* M. de *Las Cásas*, en su Atlas de le Sage, coloca á Colon (en su nomenclatura cronológica de los navegantes) en primera línea, y se lamenta de la dicha que tuvo Vespucio de dar, por una injusticia, su nombre á la América. « Así, como dice un » historiador (añade el autor del Atlas), el primer instante en » que la América fué conocida del resto del mundo, fué seña» lado por una injusticia, presagio fatal de que debia ser teatro » esa desgraciada region. »

Vosgien. *Vosgien*, en su Diccionario geográfico, revisado y aumentado por Malte-Brun, en la edicion publicada en 1829, dice lo siguiente : « Cristóbal Colon descubrió la América en 1492, y » le dió el nombre de Indias Occidentales : *El nombre de Amé» rica, que ha prevalecido, es una injusticia hecha á Colon.* »

Diccionario geográfico. Paris, 1823. Los autores de un Diccionario geográfico publicado en Paris en 1823, dedicado al baron de Humboldt, dicen en el artículo América : « Se debe el descubrimiento de la América á Cris» tóbal Colon, y aun se le atribuye el descubrimiento del con» tinente en 1498 ; » y en cuanto á Vespucio dicen : « Un » Florentino, Américo Vespucio, acompañaba á Hojeda en esta » navegacion ; de vuelta en España, se jactó de haber descu» bierto el primero el continente del Nuevo Mundo. » Esta obra no menciona los dos primeros viajes hechos de órden del rey Don Manuel de Portugal, en 1501 y 1503.

En el artículo Brasil, dicen : « Gonzalo Coelho fué reconocido » por comandante de las tres naves que salieron de Lisboa, en » mayo de 1501, por órden de Don Manuel. Una segunda escua- » dra de seis naves, enviada poco tiempo despues por el mismo » soberano, reconoció la costa meridional hácia el cabo *das* » *Virgens*, y dejó una colonia en Porto Seguro. » 1826. Artículo *Brasil*.

En casi todas las obras publicadas en estos últimos tiempos en Inglaterra, sobre todo desde principios de este siglo, observamos que sus autores no han dado crédito á las relaciones de Vespucio. Las obras inglesas

La Enciclopedia británica empieza en su artículo América por decir: « América, así denominada por haberse atribuido » falsamente Américo Vespucio la gloria de haber descubierto » el continente, etc.; » y pág. 37: « *Colon fué el primer Europeo* » *que puso el pié en el Nuevo Mundo, que descubrió.* » Tampoco los autores de la Enciclopedia hablan palabra de los supuestos viajes de Vespucio en 1501 y 1503. *Enciclopedia británica*

En el *Edimburgh Gazetteer, or Geographical Dictionary*, Cabral es proclamado descubridor del Brasil, y no hemos hallado en esta obra una sola palabra sobre los viajes, como tampoco en la historia de Portugal, compuesta originalmente en ingles por una sociedad de literatos, obra muy fidedigna y dilucidada con 1,553 notas, en que se cita un crecidísimo número de autores, así portugueses como extranjeros. *Edimburgh Gazetteer.*

M. *Bonné de Cresse*, en su *Historia de la marina de todos los pueblos*, dice: « Todas las naciones han asentido en dar el nom- » bre de América á esta nueva parte del globo. La atrevida » pretension de un feliz impostor ha usurpado al autor de » aquel descubrimiento la gloria que le pertenecia. » Lo mismo, en sustancia, dice Malte-Brun en su História de la Geografía (tomo I°, pág. 617), y mas adelante añade, sin nombrar á Vespucio: « Colon y Vasco de Gama, traspasando los límites qui- » méricos que habian atajado el vuelo de los antiguos, echaron » de un golpe por tierra los sistemas de Tolomeo, de Estrabon » y de los demas geógrafos de la antigüedad. » M. *Bonné de Cresse.*

No analizaré aquí la opinion que emite en otro pasaje el

1826. El mismo geógrafo. mismo geógrafo, fundada sin duda en las relaciones de Ramusio, y particularmente en las de Canovai, panegirista de Vespucio, sobre el supuesto primer viaje de este Florentino á América, un año ántes que Colon, y que parece que no admitió su continuador, pues dice en la nota 3, pág. 518 del tomo I°, hablando de Vespucio: *Excitado ademas por los buenos resultados que habia obtenido Colon, emprendió su primer viaje de descubrimiento*, etc.; y todavía se explica mas categóricamente cuando dice (tom. II, pág. 1ª): *De nuevo hemos acompañado al inmortal Colon á aquel continente, que hubiera debido llevar su nombre.*

El caballero *de Bossi*. El erudito caballero *de Bossi*, en su Historia de Cristóbal Colon, dice (pág. 155-156): « La llegada de Colon á Lisboa » puede considerarse como el término de su primer viaje, el » mas importante de todos, pues abrió el Nuevo Mundo á todas » las edades y á todas las naciones. No tienen estos hechos » mejor apoyo que las palabras mismas del ilustre Genoves. » Existe afortunadamente una carta de Cristóbal Colon, dirigida » al tesorero del rey de España, Rafael Sánchez, que se publicó » en Lisboa en 1493, y que hace relacion á los primeros descubrimientos de América que acababan de verificarse. Tradújose en Roma del castellano al latin, y se imprimió dos veces » en el mismo año, como dice el caballero Morelli. Varios biógrafos de Colon hacen mencion de esta carta, y aun la han » insertado en sus obras; entre ellos se cuentan su hijo, y » *Antonio Gallo*, Genoves, de quien existe en la coleccion de » Muratori una obrita titulada: *De navigatione Columbi per* » *inaccessum antea Oceanum*; pero este precioso documento, que, » por mucho tiempo, se ha considerado como el único escrito » de Colon, publicado miéntras él vivió, y cuyo original español se imprimió, en opinion de Murr, en el siglo XV°, se ha » dado várias veces desnaturalizado y mal traducido al público, » á tal punto que no se le podia considerar como la carta auténtica de Colon; pero, por fortuna, existe en la Biblioteca de » Brera un ejemplar impreso en 1493, que nunca he podido » haber á las manos, y de que ni aun los mismos bibliógrafos

» hacen mencion (1). *Fossi* habla tambien de otra edicion de » esta carta que data del siglo XV, y que ciertamente pocos » han visto; pero esta, á ménos de que esté incompleta, nada » tiene que ver con la de que vamos hablando, etc. » 1826.

Este pasaje de la obra del caballero Bossi viene tambien en apoyo de las autoridades precedentes, que prueban que Colon se adelantó á Vespucio en la carrera de aquellos descubrimientos; pero lo que se ve en el documento transcrito en las páginas 170 y siguientes hasta la 179, sobre la opinion de los que rehusan á Colon el haber descubierto, el primero, el continente de América, es tan digno de repetirse que creo deber copiarlo en apoyo tambien de lo que he dicho en mi carta al Sr. Navarrete y en estas notas adicionales. Dice así este documento: « Animado de un generoso celo, el autor del Elogio de » Colon trata de probar que este grande hombre fué el primero » que descubrió la tierra firme de América; apóyase particu» larmente en Tiraboschi, y ademas de los historiadores de » Fernando, cita á Pedro Martir de Anghiera (2), y la relacion » impresa en Milan en 1508. Otras muchas obras hubiera podi» do citar, pero sobre todo, *se propuso asegurar á Colon la* » *gloria de aquel descubrimiento, reclamada en favor de Américo* » *Vespucio*. Parece que la contradicen los autores españoles que » colocan el viaje del navegante toscano á las Indias Occiden» tales, no en el año 1497, lo que sería un año ántes del tercer » viaje de Colon, sino en 1499. Podria creerse que, sea por un » error de data, sea por atribuirse el honor del descubrimiento, » Vespucio anticipó en sus cartas dos años sobre aquella época, » porque ningun testimonio depone en su favor: mas hay; en » el año 1496 Colon se dirigió hácia España, de donde no salió » hasta 1498, lo que prueba que se hallaba en la corte en 1497; » en esta época se dieron, sin miramiento y en su perjuicio,

Este pasaje apoya las autoridades precedentes.

(1) M. Enrique Ternaux posee en su preciosa biblioteca, en Paris, un ejemplar de esta edicion, que se ha servido comunicarnos.

(2) En el territorio de Milan: de Angleria se llamaba él, y así decimos comunmente.

1826. » numerosas licencias para descubrir nuevas tierras, quejóse » de ello Colon con justicia, y la corte, que tenia entónces » interes en no descontentarle, revocó aquellas licencias. Sería, » pues, preciso suponer que en aquel intervalo, Vespucio partió » con Hojeda, encarnizado enemigo de Colon, que gozaba en- » tónces del favor y mercedes de la corte . . . .

. . . .

Salida de Hojeda con Vespucio.

» Salió Hojeda con Vespucio un año despues del tercer viaje » de Colon, cuando empezaba la corte á entibiarse con este..... » En efecto, Hojeda no llegó á Santo Domingo hasta 1499, mu- » cho tiempo despues de la llegada de Colon, que ya habia re- » corrido las costas del Nuevo Continente. ¿ Qué hicieron du- » rante aquellos dos años, Hojeda y Vespucio, que, segun la re- » lacion de este último, ni siquiera arribaron á aquellas playas, » aunque dijeron que las habian visto los primeros? ¿ Cómo » el mismo Colon no hubiera hablado de ello, siendo así que » todo lo nota en sus cartas y no sabe acallar sus quejas cuando » le parecen fundadas? ¿ Cómo se explicará el silencio de los » autores contemporáneos sobre este punto? » — *Y sin embargo » Américo Vespucio*, exclama con dolor el autor del Elogio de » Colon, *tuvo la no merecida gloria de dar su nombre á aquella » parte del mundo, y la indiferente posteridad sancionó un fallo » dado contra Colon por la injusticia, y que el transcurso de los » tiempos ha hecho irrevocable.*

Lo que dice *Tiraboschi.*

» Pero ni Tiraboschi, ni el autor del Elogio se occuparon en » refutar á aquellos escritores, que, para asegurar la gloria del » viajero florentino, dicen que Colon nunca se alejó de Santo » Domingo, de la Jamáica, de Cuba, y de las otras islas del ar- » chipiélago mejicano; sin embargo, aun prescindiendo de las » relaciones de varios historiadores que han hecho mencion de » aquel viaje de Colon por las costas de la tierra firme, parécе- » nos que la misma carta del navegante genoves, publicada la » primera vez por Morelli, confirma este hecho hasta la eviden- » cia. »

Analiza el autor en seguida la citada carta, y observa un paso importante, cotejándole con lo que dice *Hornio* en sus Orígenes

americanos, y luego añade las siguientes observaciones acerca de Vespucio : 1826.

Observaciones de varios escritores sobre Vespucio.

« Varios escritores refieren que Américo, ántes de emprender » su viaje al Nuevo Mundo, visitó la Inglaterra y la Irlanda. » Añaden que cuando salió de estos reinos, se adelantó hasta un » punto del mar del Norte, donde los hielos le obligaron á vol- » verse atras; pero todos estos dichos no estriban mas que en » la autoridad de Jerónimo Bartolomei, que, en el siglo XVI, » compuso un poema titulado *La América*, en el que, por una » ficcion poética, llevó á Vespucio á la corte del rey de Etiopia, » y le hizo contar sus soñados viajes á los mares del Norte !.....

Id.

» Los partidarios de Vespucio, añade el autor, niegan á Co- » lon hasta la circunstancia de haberse alejado nunca de las islas » que descubrió para acercarse á la tierra firme, pero no presen- » tan mas pruebas en apoyo de sus denegaciones que el testi- » monio de *Francisco Giuntini*, que vivió cosa de un siglo des- » pues, miéntras que en favor de Colon se invocan los testimo- » nios de los autores contemporáneos, de Pedro Martir de An- » ghiera, que indica el país de Paria como el continente de » América, y del autor de las relaciones de los viajes, impresa » desde principios del siglo XVI en Viena y en Milan.

Cuestion sobre Vespucio.

» ¿ Fué Vespucio el jefe de la armada enviada á América, ó no » se embarcó en ella mas que como simple pasajero ? Cuestion » es esta que todavía no está resuelta (decia entónces el autor). » Todos los escritores españoles que cuentan la expedicion en » que figuró Vespucio, aseguran que no se efectuó sino en 1499, » y que el arzobispo de Badajoz, enemigo de Colon, despachó » órdenes, que él solo habia firmado, á Alfonso de Hojeda, en las » que se mandaba á este Español que avanzase hasta el Nuevo » Continente y probase á hacer otros descubrimientos, con la » esperanza de que estos eclipsarian la gloria de Colon, que á la » sazon se hallaba en Santo Domingo, y que debia ignorar las » tramas que se urdian contra él en España.

Juan de la Cosa

» Hojeda llevó por piloto á Juan de la Cosa, Vizcaino, y se- » gun el sentir de los mismos escritores, Américo no se embar- » có mas que *como simple pasajero*, y llevando solo, en calidad de

1826. » tratante, un interes pecuniario en aquel armamento. Con efec-
» to, en sus relaciones siempre habla en plural, *fuimos, desem-*
» *barcamos*, etc., y no dice que partió con una comision del rey
» de España mas que en una de sus cartas, dirigida á Lorenzo de
» Médicis. Estos fueron probablemente los motivos que movie-
» ron á Pedro Martir de Anghiera, bien que elogiándole como
» buen geógrafo y buen astrónomo, á no contarle nunca entre
» los descubridores del Nuevo Mundo. »

Relacion del segundo viaje de Vespucio.

Así termina el autor : « En la relacion de su segundo viaje,
» si es que puede suponerse que hizo un primero, Vespucio deja
» columbrar cierta envidia del que visitó, el primero, el nuevo
» hemisferio; los viajes que aquel Florentino hizo posterior-
» mente se emprendieron de órden de la corte de Portugal, *y*
» *entónces fué cuando se atribuyó el honor de haber descubierto el*
» *Brasil, honor que les disputan los Españoles, y que los Portu-*
» *gueses atribuyen á uno de sus compatriotas, Pedro Alvarez Ca-*
» *bral, en* 1500. »

Publicacion del tercer tomo de la coleccion.

Despues de los escritores y geógrafos que dejamos citados, el Sr. Navarrete publicó el tercer tomo de su *Coleccion de los viajes y descubrimientos que hicieron por mar los Españoles*, etc., y se ocupa en un exámen mas circunstanciado de Vespucio, en las diferentes relaciones de sus viajes, y en el cotejo de las várias ediciones de las obras que hablaban de aquel Florentino, con lo que adquirió noticias de sumo interes que pueden verse en su obra. El sabio académico español, despues de restablecer en su punto la verdad de los hechos acerca de los viajes de Vespucio, rebate con luminosa crítica las pretensiones de Bandini y Canovai, de modo que sería inútil insistir aquí sobre los errores y evidentes contradicciones de estos dos panegiristas del navegante florentino; sin embargo, añadirémos con este motivo algunas observaciones que no hemos hallado ni en el exámen del Sr. Navarrete, ni en otros autores.

Dedicatoria de Vespucio.

Ademas de todas las incoherencias y confusiones que nos presentan las relaciones de los viajes de Vespucio, que muchos han notado, resultan otras no ménos graves, en nuestro sentir, de la dedicatoria de Vespucio, fecha en Lisboa, á 4 de setiem-

bre de 1504, á Renato, duque de Lorena, que se titulaba rey de Sicilia y de Jerusalen, dedicatoria que se halla en la *Cosmographiæ introductio* ya citada, impresa en Saint-Dié, en Lorena, en 1507, donde se lee por primera vez el nombre de América. 1826.

Muerte de Renato de Anjou.

Este Renato de Anjou, duque de Lorena, murió en Ex (Aix), en 1480, y Vespucio no podia escribirle ni dirigirle sus relaciones veinticuatro años despues de muerto.

Duque de *Lorena*.

Este duque de Lorena tampoco pudo haber tenido relaciones con Vespucio relativamente á los viajes de este, ni protegerle aun ántes de que hubiese emprendido ninguna expedicion, pues que el duque Renato I°, gran protector de Huber, de Van-Eyck, de Botinelli, de Perugino, de Filelfo, de Maggio, de Marcelo, de Marcial de Auvernia y de otros hombres célebres, murió diez años ántes de la llegada de Vespucio á España, y este no emprendió su primer viaje hasta el de 1499, es decir, diez y nueve años despues de la muerte de aquel príncipe.

Nacimiento de Vespucio.

Tampoco pudo haberse criado con él, como dice en la misma dedicatoria. *Ubi recordabitur quod olim mutuam habuerimus amicitiam tempore juventutis nostræ, cùm grammaticæ rudimenta imbibentes sub probatâ viâ et doctrinâ venerabilis fratris de S. Marco, frat. Georgii Antonii Vespucii, avunculi mei, pariter militaremus*, etc... Vespucio nació en Florencia el 9 de marzo de 1451, y el duque Renato I° nació en el castillo de Angers el 16 de enero de 1409. Claro está que mediando entre ellos cuarenta y dos años de diferencia en la edad, no pudieron estudiar la gramática juntos. Ademas, Renato se crió en Angers con su madre, y fué luego en la corte de Francia, al paso que Vespucio pasó su juventud en Italia.

Primeras relaciones del duque de *Lorena* con la Italia.

Las primeras relaciones de este duque de Lorena con la Italia no datan mas que desde el año 1434, en que envió á aquel país á la reina Isabel, su esposa, con el título de su lugarteniente, á fin de poner al papa y al duque de Milan en sus intereses, de reanimar el celo del partido anjovino, y de frustrar los amaños de D. Alfonso, rey de Aragon. No salió para Génova y Nápoles hasta el año 1438, y volvió á Francia por Marsella, á

1826. fines de 1442, ántes de que naciera Vespucio. Cuando volvió á Italia, donde se detuvo poco tiempo, Vespucio no tenia mas que dos años, y Renato cuarenta y cuatro.

Renato de Lorena. Si no se presentan las mismas dificultades para que el duque Renato de Lorena, de quien se habla en la dedicatoria de Vespucio, titulado rey de Sicilia y de Jerusalen, sea Renato II, todavía no obstante se presentan algunas de bastante bulto, como vamos á ver.

El duque de Lorena. En efecto, aun que este Renato II, duque de Lorena, que tambien tomaba el título de rey de Sicilia y de Jerusalen, en sentir de algunos escritores modernos (1), fué contemporáneo de Vespucio, basta leer su historia para convencerse de que no pudo tener en su juventud relacion ninguna con Vespucio. Ninguno de los numerosos escritores de la Lorena dice que Renato II estuviese en Italia ántes de su viaje á Venecia, en 1480, cuando negoció un tratado con aquella república. Ninguno, con mas motivo, dice que estudiase en Florencia. Cuando este duque pasó á Italia, tenia veintinueve años, y no me parece que esta sea edad para que empezase á estudiar la gramática, quien ya negociaba tratados y estaba nombrado teniente general de los ejércitos de la república.

Julian Ricci. Mas hay. No solo, como queda dicho, ningun historiador declara que Renato II hiciese sus estudios en Florencia, sino, lo que todavía es mas decisivo, el mismo Bandini, gran panegirista de Américo, copia de la pág. 25, cap. 2°, un pasaje de Julian Ricci, célebre anticuario, en que constan los nombres de algunos alumnos de la escuela de Antonio Vespucio, y es el siguiente:

Antonio Vespucio. « Antonio Vespucio daba lecciones de gramática á varios » muchachos de la principal nobleza, y entre otros, á Pedro » Miser, Tomas Soderini y á Américo Vespucio. »

Consecuencias. Y si Renato II, si un príncipe hubiera sido discípulo de Antonio Vespucio y *compañero de Américo*, ¿lo hubieran olvidado

(1) No hemos hallado ningun documento contemporáneo que pruebe que este duque tomaba semejante título.

el anticuario Ricci y el panegirista Bandini? Este último sobre todo, que tantas investigaciones hizo, y tan menudamente habló sobre la crianza de Vespucio y la genealogía de su familia, hubiera acaso omitido una particularidad tan interesante? El mismo Bandini parece que reconoció la impostura de esta dedicatoria, y procuró evitar un exámen que hubiera podido menoscabar la memoria de su héroe, y la supuesta autenticidad de los documentos publicados por él ó por los especuladores de aquella época ó por sus amigos, á principios del siglo XVI, siglo fértil en toda casta de falsarios. 1826.

Otras cuestiones.

Vamos ahora á examinar otras cuestiones que nos presentan las datas de las cartas de Vespucio, dirigidas ya á Lorenzo de Médicis, ya á Lorenzo Pedro de Médicis, ya á Lorenzo Pedro Francisco de Médicis, de Florencia, fechas en 18 de julio de 1500, de mayo de 1501, segun otros, y de 1504.

Lorenzo Pedro de Médicis.

Si este Lorenzo Pedro de Médicis es, como parece serlo en las primeras ediciones, Lorenzo de Médicis, apellidado el *Magnífico*, este príncipe murió en 1442, y mal podia Vespucio dirigirle sus cartas cuando ya no existia. Aun cuando esta observacion de crítica fundamental no fuese terminante, el silencio de Valori, de Fabronio y de Roscoe, que tan minuciosamente escribieron la historia de ambos Lorenzos de Médicis, sobre un suceso de tanta importancia como la del descubrimiento de un mundo nuevo, sería un motivo grave para excitar nuestra desconfianza. El mismo silencio observamos en la obra *Diario de succesi importanti, seguito*, etc., desde 1498 hasta 1512, publicado en Florencia en 1563.

Objeciones en favor de Vespucio.

Los partidarios de las pretensiones de Vespucio podrán decir que aquellas cartas no iban dirigidas á Lorenzo de Médicis, apellidado el *Magnífico*, sino á Lorenzo II, aunque esto no es nada probable, pues ya hemos dicho que en las primeras ediciones se lee Lorenzo Pedro, y este fué el que se tituló el *Magnífico* y fué hijo de Pedro I°, de quien tomó su segundo nombre; pero supongamos que así fuera. Lorenzo II nació el 13 de setiembre de 1492, y todavía no tenia ocho años en la época de la primera carta de Vespucio; ¿y es de creer que Vespucio escribiese

1826. á un niño sobre descubrimientos y viajes? Bien conoció Bandini cuán improbable era todo esto, pero firme siempre en su propósito de sacar airoso á su héroe, y para dar á la tal carta cierto viso de autenticidad, dijo que aquel Lorenzo de Médicis podia ser un tal Lorenzo Pedro Francisco; pero obsérvese que su conjetura no solo pone en duda la autenticidad del documento, mas tambien que está en contradiccion manifiesta con este pasaje de su propio texto : « *Non si puó negare que ne sia » indirizzada ad un Lorenzo, mentre egli lo nomina nel corpo » della medesima col titolo di* Magnifico. » Ademas de que esta conjetura de Bandini es *contrà producentem*, no la apoya, ni creemos que pudiera apoyarla en ninguna razon plausible (1).

Acabamos de ver por el simple análisis que precede, solo sobre las personas á quienes dirigió Vespucio sus cartas, cuántas dificultades, incoherencias y confusiones se ofrecen en punto á su autenticidad; ahora añadirémos que no podemos comprender cómo, en aquella época (en tiempo del rey Don Manuel), Vespucio, que ya estaba al servicio de España, ya al de Portugal, no temia comprometerse siguiendo correspondencia al mismo tiempo con un individuo de la casa de los Médicis, declarados rebeldes por la república de Florencia, su patria, y con Soderini, detestado y perseguido por el papa Julio II, gran favorecedor de los Médicis, y que tanto influjo ejercia en España y en Portugal. Tampoco podemos comprender cómo habiéndose impreso en Lisboa en 1502, en portugues, las obras de tres célebres viajeros, Marco Polo, Nicolas de Conti, y Girolomo de Santo Stéfano, no se imprimió tambien la relacion de los descubrimientos que Vespucio dice que ya entónces habia hecho, y nada ménos que de órden del rey.

Nuevo tratado diplomático.

Algunos acaso querrian sostener, en vista de lo que dejamos

(1) La opinion de Robertson acerca de Bandini es la siguiente: « En » 1745, el abate Bandini publicó en Florencia una Vida de Vespucio en 4º. » Esta obra, desnuda de todo mérito, está escrita con tan poco criterio como » veracidad. El autor sostiene las pretensiones de su compatriota al descubrimiento del Nuevo Mundo con mucho celo, pero sin el menor fundamento. » (Veáse su *Historia de América*.)

expuesto, que un documento no queda convicto de falsedad por el argumento negativo ó por el silencio de uno ó de muchos autores; pero los sabios que han compuesto el *Nuevo tratado diplomático*, y que son autoridad muy competente, dicen con mucha razon: *Queda convicto de falsedad* (*un documento*) *á ménos de que fuese imposible que hablasen de él* (*los autores*) *si fuese auténtico*. Y, en nuestro concepto, precisamente en este caso debe considerarse el silencio de Bárros, de Goes, de Osorio, de Buonacorsi y de Valori, autores contemporáneos de las pretensiones de Vespucio. Cabalmente tambien en este caso debe considerarse la circunstancia del silencio de los documentos contemporáneos de los archivos generales de Portugal, el de mas de 200 manuscritos portugueses de la Biblioteca real de Paris, y sobre todo, del que lleva el número 10,023, titulado: *Diario de los viajes de los Portugueses, desde el* 1497 *al* 1682; el de 703 volúmenes de la coleccion de los manuscritos italianos de la misma Biblioteca, cuyo catálogo acaba de dar á luz el Sr. profesor Marsand, colecciones en que no se halla citado el nombre de Vespucio, como tampoco en muchos millares de manuscritos de las 432 bibliotecas cuyos índices ha publicado M. Haenel. 1826.

Falsedad de los documentos relativos á Vespucio.

Una crítica severa no titubearia en tachar de impostura á los documentos relativos á Vespucio publicados á principios del siglo XVI, cuyos caractéres todos presentan, en virtud de las reglas de la diplomática, porque los caractéres de falsedad son los que contradicen las relaciones hipotéticamente necesarias que debe tener un documento con el siglo á que pertenece; « *porque una sola falta esencial, ó que moralmente hablando no ha podido deslizarse en un documento verdadero, prueba la falsedad de la pieza en que se halla* (1); *porque errores capitales contra la historia y la cronologia* (y no son pocos los que dejamos señalados) *producen una conviccion manifiesta de falsedad* (2); » porque es otra regla diplomática que, *un solo hecho*, que no puede con certeza unirse á cua-

(1) Nuevo tratado de diplomática, tomo VI, pág. 289.
(2) *Id.*

1826. lesquiera circunstancias ó personas á que se refiere un documento, *basta para convencerle de falsedad* (1), y en las cartas de Vespucio, no hemos hallado *un solo hecho, sino muchos* que están en este caso. Los antiguos partidarios de estos errores podrian decir que en vida de Vespucio se difundieron con caractéres de verdad; pero ademas de que se presentan caractéres de verdad en un siglo, *que en otro son pruebas evidentes de falsedad* (2), hay un número infinito de documentos impresos que han tenido un carácter de autenticidad, y que actualmente están reconocidos por evidentemente falsos. Bástenos citar los de los diez y siete libros publicados á fines del siglo XV (en la época de Vespucio) por Anio de Viterbo, y los de Bivar, publicados bajo el nombre de Flavio Dexter, imposturas documentales forjadas por la Higuera.

NOTA DE LA REVISTA ENCICLOPÉDICA.

Este segundo y último artículo sobre esta materia es, mas bien que una traduccion, un resúmen de lo mas sustancial que hemos hallado, acerca de la cuestion que nos ocupa, en la erudita obra del Sr. vizconde de Santarem.

Dificultad de dilucidar los sucesos antiguos.

Cuando un intérvalo de muchos siglos nos separa de un suceso que era dudoso aun en la época á que se atribuye, es dificilísima empresa dilucidarle completamente, y tal es por desgracia el caso en que nos hallamos con respecto á las navegaciones problemáticas de Américo Vespucio. Aumentan en el dia la dificultad los inmensos estudios que hay que hacer de tantos libros y documentos geográficos como se han publicado desde principios del siglo XVI, época en que ya se empezó á embrollar la cuestion que nos ocupa; y todavía sube de punto aquella dificultad, atendidas las evidentes contradicciones en que incurren muchos autores, así en cuanto á los hechos como en cuanto á las fechas.

(1) Nuevo tratado de diplomática, tomo VI, pág. 289.
(2) *Id.*, pág. 311.

En medio de este laberinto, no hubiéramos creido llenar nuestro objeto limitándonos á analizar las relaciones atribuidas á Vespucio, cotejándolas de nuevo con las de los navegantes que le precedieron, ó que hicieron descubrimientos en la época de la publicacion de sus cartas, y por eso hemos procurado someter á una discusion clara y rigorosa este importante punto de historia geográfica, ora apoyándonos en un crecido número de testimonios desatendidos por otros críticos, ora examinando nuevamente las obras ántes alegadas como irrecusables textos. Creemos, en fin, haber entrado en la cuestion de un modo enteramente especial, y, séanos lícito decirlo, enteramente nuevo. 1826.

Por mas duro que nos sea cansar al lector con una serie de extractos y citas, muévenos á seguir este sistema la consideracion de que esos extractos y esas citas son otros tantos autos de este gran proceso, discutidos contradictoriamente con nuestra propia opinion para ilustrar á los jueces á quienes compete fallar definitivamente. Ya hemos manifestado que la famosa *Cosmographiæ introductio*, impresa en Saint-Dié en Lorena, en 1507, fué la principal fuente del error, igualmente que las numerosas colecciones de las cartas de Vespucio, publicadas á principios del siglo XVI; ahora vamos á citar otra publicacion hecha en el mismo año, y cuyo título falaz aumentó la confusion; tal fué la coleccion de Montalbo do Francesano, impresa en Vicencio en 1507, libro rarísimo en el dia, y cuyo título es: *Paesi nuovamente ritrovati, e Nuovo Mondo da Americo Vespucio, Fiorentino, intitolato.* Hé aquí una indicacion de las materias contenidas en esta obra:

La *Cosmographiæ introductio* fué la causa principal de los errores.

1° *Libro de la prima navigatione per l'Oceano a la terra di Nigri de la Bassa Etiopia, per commandamento del illustre signor infante don Hurrich, fratello de don Dourth, re di Portogallo.*

Coleccion de Montalbo do Francesano.

2° *El libro secundo de la navigatione de Lisbona a Callichut, de lingua portogallese in italiana.* — Observamos que en este libro se halla la *relacion del viaje de Pedro Alvarez Cabral y del descubrimiento que hizo de la tierra de Santa Cruz* (el Brasil). Id.

3° *El libro terzo de la navigatione de Lisbona a Callichut, de* Id.

1826. *lingua portogallese in italiana*. Al fin de este libro leemos: « E incomensa la *navigatione del re de Castiglia delle isole e paesi nuovamente ritrovati*. Este libro empieza con la relacion de la expedicion de Colon, á quien llama « *homo de alta e procera statura, rosso, de grande ingegno e fassa larga.* »

Lo que se lee en el libro V.

Despues de estas relaciones, se lee en el libro V de esta coleccion lo que sigue: *Il Nuovo Mondo, da lingua spagnuola interpretato in idioma romano. Alberico Vesputio, a Lorenzo Petri dei Medici, salutem.*

Carta del mensajero de la república de Venecia.

Hállase tambien en el mismo libro la carta del mensajero de la república de Venecia residente en Lisboa, la del embajador de la misma república, Pascoaligo, y otras cartas y relaciones que léjos de ser favorables á las pretensiones de Vespucio, ponen en grave duda la realidad de sus viajes. Una de estas cartas, que parece ser de los tratantes italianos establecidos en Portugal y estar dirigida á sus corresponsales de Florencia y Venecia, es de 1502 y posterior al mes de marzo; en ella hacen una prolija relacion de los viajes de Cabral á Calicut, de las producciones de la India y del África occidental; hablan de las concesiones particulares hechas por el rey mediante un derecho de 37 por 100; sacan á colacion á Salomon y á la reina de Sabá con motivo de Sofala; citan á Plinio, con ocasion de la Trapobana, descubriéndose el influjo de la erudicion bíblica y de la lectura de los antiguos clásicos en la mente que dió impulso á los descubrimientos; pero no se halla ni una sola palabra relativa á Vespucio ni á su supuesto viaje del año anterior. Otra carta, fecha en Lisboa á 16 de setiembre del mismo año 1502, y escrita por *Francesco de Santa Cremone* á Pascoaligo, embajador de Venecia, que se hallaba á la sazon en España, contiene minuciosos pormenores sobre los viajes que se estaban haciendo y aun sobre los buques que se estaban construyendo en los puertos de Portugal para aquella clase de expediciones, y ni una sola vez se menta en ella á Vespucio.

Carta de *Francesco de Santa Cremone*.

La notable diferencia que existe, como acabamos de manifestar, entre el contenido real de la coleccion de que vamos hablando, y el anuncio engañoso del título, basta para que se

vea cómo semejantes publicaciones propagaban los mas graves errores, en una época en que el entusiasmo por los viajes y los descubrimientos tenia fascinados á casi todos los ánimos en Europa, y hacía acoger con ávida credulidad las pomposas promesas de un título impostor. 1826.

Camus (1) no conoció esta coleccion, pues confiesa que lo que de ella dice está tomado de Tiraboschi (2), y sin embargo sienta que contiene en su mayor parte las relaciones de Vespucio, lo que no es cierto. El mismo escritor cita un cuaderno de seis hojas titulado: *Albericus Vespucius Laurentio Petro Francisco de Medicis salutem plurimam dicit.* Al pié se ve el nombre de Juan Lambert, impresor, que ejerció su arte en Paris desde 1493 hasta 1514. Este cuaderno contiene la relacion, en latin, del viaje de 1501, y Camus advierte que *algunos creen* que se imprimió este mismo año. Hemos examinado este cuaderno en la Biblioteca real de Paris, y ni podemos atribuirle esta fecha, ni comprendemos cómo se la ha atribuido nadie, tanto mas cuando es materialmente imposible que en 1501 se imprimiese en Paris la relacion de un viaje hecho en el mismo año, y que duró diez y seis meses, como dice Vespucio en una de sus cartas, ó veinte, como dice en otra.

Camus cita un cuaderno escrito en latin.

Como quiera que sea: no obstante la publicacion de la célebre coleccion de Francesano, en 1507, la de la *Cosmographiæ introductio*, en el mismo año, y la de los otros escritos arriba citados, anteriores á las cartas de Vespucio, los escritores á quienes se debe la hermosa edicion de Tolomeo, publicada en Roma en el siguiente año 1508, Marco Benavente y Cotta, no solo guardan el mas profundo silencio acerca de Vespucio y de sus supuestos viajes, mas advierten que el Nuevo Continente fué descubierto por Colon y los Portugueses.

Silencio de M. Benavente y Cotta.

Acabábamos de examinar detenidamente esa edicion cuando pudimos haber á las manos la excelente obra de M. de Hum-

(1) Memorias sobre los grandes viajes.
(2) Tomo VII, part. 1, pág. 213.

1826. boldt (1), y nos apresuramos á presentar aquí las observaciones de este ilustre sabio, cuya autoridad en la materia es tan decisiva.

Observaciones del baron de Humboldt.

Dice así M. de Humboldt: « He hallado en la hermosa edicion de la geografía de Tolomeo, hecha en 1508, el *indicio de las navegaciones portuguesas por las costas orientales de la América del Sud, que llegaron hasta los* 50 *grados de latitud austral;* en ella se dice al mismo tiempo que aun no se habia descubierto el límite del continente. Esta edicion, impresa por Evangelista Tossinus, redactada por Marco de Benavente y Juan Cotta de Verona, contiene un mapamundi de Ruysch en el que la América meridional se presenta como una isla de inmensa extension, bajo el nombre de *Terra Sanctæ Crucis, sive Mundus Novus.*

Disertacion *Nova orbis descriptio.*

« Esta misma edicion romana de 1508 ofrece una disertacion con el título: *Nova orbis descriptio, ac nova Oceani navigatio quâ Lisbona ad Indicum pervenitur pelagus; á Marco Beneventano monacho cœlestino edita.*

Cap. XIV.

» El capitulo XIV dice: *Terra Sanctæ Crucis decrescit usque ad latitudinem* 37° *aust., quamque ad Archipoli usque ad* 50° *aust. navigarint, ut ferunt; quam reliquam portionem descriptam non reperi,* etc. »

Prosigue el mismo autor.

Añade el sabio autor que el descubrimiento del Brasil hecho por Cabral (de 10° á 16° 1/2 de latitud austral) produjo tal impresion en los ánimos, que desde entónces la corte de Lisboa dirigió seriamente sus miras á hallar un paso hácia el oeste. « Paréceme por consiguiente bastante probable, prosigue, que se hiciese de 1500 á 1508 una serie de tentativas portuguesas al sud de Porto-Seguro, en la *Terra Sanctæ Crucis,* y que algunas vagas nociones de aquellas tentativas sirviesen de base á una multitud de cartas marinas que se fabricaban en los puertos mas frecuentados. »

Añadiremos aquí una cronología de los viajes hechos por los

(1) Exám. crit. de la Hist. de la Geog. del nuevo continente. Paris, 1837, tomo II, pág. 9.

Portugueses á la *Terra Sanctæ Crucis* (el Brasil), desde el descubrimiento por Cabral hasta el año 1506, para manifestar que los escritores del Tolomeo de 1508 estaban sin duda informados de la verdad, y que conociendo puntualmente los principales sucesos, es decir, los resultados de aquellas expediciones portuguesas, no pecaron de ignorancia pasando por alto los soñados viajes y descubrimientos de Vespucio en 1501 y 1503. 1826.

Expedicion de Gonzalo Coelho.

1501. — Una expedicion mandada por Gonzalo Coelho salió de Lisboa para explorar la costa de la *Terra Sanctæ Crucis*. Galvao, autor contemporáneo, dice que habiendo reconocido esta expedicion la tierra del Brasil hácia los 5° de latitud, siguió la costa hasta el 32° de latitud austral.

Otra al mando de Cristóbal Jacques.

1503. — Regresado que hubo la expedicion que acabamos de mencionar, salió de Portugal otra compuesta de seis naves, al mando de *Cristóbal Jacques*, que exploró y reconoció la costa hasta el cabo de las Vírgenes, á la entrada del estrecho de Magallánes. Este C. Jacques fué el que descubrió la bahía de Todos los Santos.

Segunda expedicion de Coelho.

1503, 10 de junio. — Segunda expedicion de Gonzalo Coelho. Goes dice que el rey Don Manuel mandó á este capitan á reconocer la Tierra de Santa Cruz, y que salió de Lisboa el 10 de junio con seis naves : lo mismo dice Osorio, autor contemporáneo.

Alfonso Albuquerque.

1503. — En este mismo año, el célebre capitan Alfonso de Albuquerque, yendo con una escuadra de Lisboa á la India, reconoció el Brasil, donde hizo escala.

Don Francisco de Alméida.

1505. — La escuadra al mando de D. Francisco de Alméida, que salió de Lisboa para la India el 25 de marzo, con veinte naves, siguió y reconoció la costa del Brasil.

Tristan da Cunha.

1506. — Tristan da Cunha, que mandaba una escuadra de once naves, destinada para la India, salió de Lisboa el 6 de marzo, fué á reconocer el Brasil y siguió una parte de la costa.

Reflexiones que sugieren estas expediciones.

El cotejo de las fechas de estas expediciones y de su objeto con el texto de la disertacion de Beneventano, en la edicion de Tolomeo de 1508, y con la historia contemporánea, manifiesta : 1° que los editores estaban muy bien informados de esta serie

1826. de expediciones *enteramente portuguesas;* 2° que las relaciones íntimamente seguidas entre el Portugal y la Santa Sede facilitaban la comunicacion sucesiva é inmediata de las nociones mas exactas sobre los descubrimientos que tanto interesaban á la corte de Roma; y 3° que la serie de las expediciones cuyo resúmen acabamos de presentar, bastaria para demostrar la falsedad de las relaciones de Vespucio, pues parece evidente que si este hubiese descubierto la costa del Brasil en sus dos supuestos viajes de 1501 y 1503, no se hubieran enviado en la misma época y posteriormente otras expediciones para descubrir lo que ya estaba descubierto.

Carta de Pedro Vaz Caminha al rey D. Manuel.

No es ménos importante en la cuestion que nos ocupa la carta de Pedro Vaz Caminha, empleado en la escuadra de Cabral, y dirigida al rey Don Manuel desde el Nuevo Continente en 1° de mayo de 1500, precioso y curiosísimo documento que se conserva original en los archivos reales de Lisboa, y que publicó Ayres de Cazal en su *Corografía brasílica,* tomo I, pág. 12. El exámen comparativo de esta carta y de las relaciones de Galvao, que vamos á citar, con las cartas atribuidas á Vespucio, bastaria, en nuestro concepto, para dar á las relaciones de este último su verdadero valor. Dicha carta demuestra tambien cuán infundada es la conjetura del caballero Napione (1), pues en ella se ven los nombres de todos los que acompañaron á Cabral en aquella expedicion, *y no el de Vespucio.*

Relacion de los viajes de Luis de Barthema.

En la relacion de los viajes de Luis de Barthema, en Bolonia, leemos que este estuvo empleado al servicio del rey Don Manuel, que volvió de la India á Portugal á bordo de la nave del Florentino Bartolomé Marchioni, de quien hablan Bárros, Goes y el mensajero de Venecia, y que llegó á Lisboa en 1507, pero no hallamos ni aun mencion de Vespucio. El mismo silencio guardan Castanheda (2), autor contemporáneo, Barréiros, contemporáneo tambien, en su tratado *de Ophira Regione,* impreso en Coimbra en 1560, y Galvao, autor de la obra *Desco-*

(1) Exam. crit. del primo viaggio del Vespuci, pág. 17.
(2) Hist. da conquista das Indias pelos Portuguezes.

brimentos antigos e modernos, etc., contemporáneo y testigo de algunas de las expediciones que refiere. 1826.

El historiador Pedro de Magalhaes Gandavo.

En el mismo caso se encuentra el mas antiguo historiador del Brasil, Pedro de Magalhaes Gandavo. Este escritor, en su *Historia de la provincia de Santa Cruz*, impresa en Lisboa por primera vez en 1576, y que mereció los elogios del gran poeta Camoens, proclama á Cabral descubridor del Brasil, y ni una sola vez cita á Américo Vespucio. ¿Y es probable por ventura que Magalhaes ignorase la existencia de las obras publicadas en Lorena, en Viena, en Venecia, en Paris, y otras partes? No lo creemos. Tambien haremos notar el silencio del P. José Teixéira, en su obra publicada en 1582, bajo este título: *De Portugaliæ ortu regni, initiis*, etc., donde hace el autor un resúmen de los principales sucesos del reinado de Don Manuel, y de la época de los supuestos viajes de Vespucio, y no nombra á este para nada.

Silencio de los historiadores del siglo XVI.

Por tanto, en los historiadores portugueses del siglo XVI, nunca se halla citado el nombre de Vespucio. Napione observa muy juiciosamente que parece increible que no se conociesen en Roma las cartas de Vespucio, y confiesa que si no se mencionan en el *Itinerarium Portugalensium* (1) publicado en 1508, ni en los itinerarios de Albertino, Giraldini y otros contemporáneos, es porque estos escritores *no las consideraban* como auténticas.

Confesion de Napione.

Tambien confiesa Napione que muchos autores italianos no han atribuido á Vespucio los descubrimientos de que él se vanagloriaba, citando entre ellos á Guichardini. Á esto añadiremos que la opinion de este historiador es importantísima en la discusion que nos ocupa, pues era Florentino, contemporáneo de Vespucio, y estuvo de embajador en España cerca de Don Fernando el Católico; ademas estaba muy relacionado con la familia de los Médicis, y por todas estas circunstancias, unidas á sus notorias diligencia y laboriosidad, es imposible que no tuviese noticia de las cartas de Vespucio á Lorenzo Pedro de Médicis y

(1) En esto se engaña Napione.

1826. de las pretensiones de su paisano, á quien sin embargo no reconoce por descubridor del Nuevo Continente, honor que con justicia atribuye á Colon.

El historiador Bernardo Segni.

El historiador Bernardo Segni, que nació en Florencia á principios del siglo XVI, dirigia una casa de comercio, y era natural que estuviese al corriente de los descubrimientos que abrian á las empresas mercantiles tan vastas regiones; ademas hizo grandes servicios á los Médicis, y el duque Cosme le dió una comision diplomática cerca de Fernando, rey de los Romanos. Era hombre docto y fué nombrado director de la academia de la *Crusca*, en cuyo cargo murió en Florencia en 1558: sin embargo Segni no da crédito á las pretensiones de Vespucio.

Ramusio.

¿Qué mas? El mismo Ramusio, á pesar de que insertó en su coleccion los supuestos viajes de Vespucio, dice terminantemente en su prefacio que Colon fué el primer descubridor del Nuevo Mundo; y por lo que respecta al autor de la *Corografía brasílica*, propende á creer que Vespucio *nunca estuvo en el Brasil.*

Una autoridad respetable.

Pero todavía podemos citar otras muchas autoridades respetables. El autor de la obra titulada *Novus orbis seu India occidentalis*, etc., publicada en 1621, proclama á Colon primer descubridor del Nuevo Mundo, y se lastima de que no se le hubiese dado el nombre de aquel gran mareante. El P. Serafin de Freitas, escritor portugues de principios del mismo siglo, en su obra: *De justo imperio Lusitanorum asiatico*, impresa en Valladolid en 1625, ni siquiera mienta á Vespucio, y en cuanto á los autores del siglo XVIII, todos ó los mas son contrarios á las pretensiones de este impostor, con especialidad el docto español D. Juan Bautista Muñoz, cuya *Historia del Nuevo Mundo*, por desgracia muy incompleta, es sumamente apreciada en toda Europa. Últimamente el Sr. Navarrete y el baron de Humbolt han acumulado una multitud de pruebas que patentizan del modo mas evidente la gloria de Colon y la vanidad de las pretensiones de Vespucio.

El P. Serafin de Freitas.

D. Juan B. Muñoz.

Hechos que resultan.

De todas estas pruebas, unidas á las que nosotros hemos alegado, resultan los siguientes hechos, apoyados en un gran nú-

mero de autores competentes, examidadas y discutidas segun las reglas de una sana crítica. 1826.

1° La prioridad del descubrimiento del Nuevo Mundo pertenece indudablemente á Colon; ó, si este no fué el primero que descubrió esa parte del globo, fué á lo ménos él que halló su derrotero y la dió á conocer de un modo positivo; porque si verificó lo que el sacerdote egipcio indicó á Solon el Ateniense sobre la isla Atlántide, como refiere Platon en el *Timeo;* si realisó la suposicion de Eliano; si cumplió la famosa profecía de Séneca en la Medea; si demostró que la historia que cuentan Aristóteles y Teofrasto del misterioso buque cartagines no era un sueño; si ha patentizado con hechos que tampoco lo era lo que san Gregorio indicó en una de sus cartas á san Clemente; si Colon, en fin, probó con su descubrimiento la existencia de la tierra que Madoc visitó ántes que él, como aseguraron luego Nakluyt y Powel; si puso en claro lo que antiguos y modernos miraron como tan incierto y misterioso, su gloria parecerá todavía mas grande é inmarcesible.

Colon fué el primer descubridor de la América.

2° La prioridad del descubrimiento de la parte oriental del Nuevo Mundo meridional se debe á los navegantes portugueses.

Los Portugueses, de la parte este de la América del Sur.

3° Américo Vespucio no mandó ninguna expedicion, porque aun en el segundo viaje de Hojeda (1499-1500) no era mas que un empleado subalterno. Esta expedicion, la única en que parece que tomó parte, *se limitó á reconocer la costa de Venezuela,* y fué dirigida por el célebre piloto vizcaino Juan de la Cosa.

Américo Vespucio no fué mas que un subalterno de Hojeda.

4° Siendo muy problemáticos los viajes atribuidos á Vespucio, no se debe colocar á este navegante entre los descubridores del Nuevo Mundo, título á que tienen mucho mas derecho Pinzon (1499-1500), Lepe (1500); de las Bastídas (1501) y otros, que á lo ménos mandaban en jefe las expediciones que siguieron inmediatamente á las de Colon y Cabral.

No debe figurar entre los descubridores.

Una serie de documentos contemporáneos, sacados de los archivos reales de Simáncas y de Sevilla, y que no se han publicado sino muy recientemente (1827), demuestran con evidencia que Vespucio estuvo empleado en los suministros de las naves,

1826. desde el año 1495, en que murió su antecesor Berardi, y que se ocupó exclusivamente en este objeto hasta el año 1499, en que se embarcó con Hojeda. De estos documentos resulta que Vespucio se naturalizó Español en 1505, en virtud de cédula de 24 de abril, y que todavía tenia la contrata de los diferentes objetos necesarios para los buques que salian de Sevilla para el Nuevo Mundo y las Indias Orientales, por los años 1506 y 1507, época de la publicacion hecha en Lorena por el pseudónimo Ylacomylus de la famosa *Cosmographiæ introductio,* y de los supuestos descubrimientos del geógrafo florentino. Estos documentos, que no conocieron ni Bandini, ni M. Canovai, los dos apologistas de Vespucio, establecen del modo mas positivo los resultados que acabamos de exponer, pues en ninguno de ellos se hace mencion de sus descubrimientos; y ciertamente no podia darse ocasion mas oportuna para recordarlos que la que presentaba la relacion oficial de su carta de naturaleza y de su diploma de piloto mayor, de 22 de marzo de 1508. De aquí resulta tambien que los servicios de Vespucio eran tan poco considerados, que diez y seis años despues del descubrimiento del Nuevo Continente creyó el gobierno premiarlos suficientemente con el mero nombramiento de piloto mayor.

Objecion á favor de Vespucio.

Se ha objetado á favor de Américo Vespucio que Colon hizo un misterio de sus propios descubrimientos, y que, como Vespucio publicó desde luego la relacion de sus viajes, naturalmente debió granjearse en Europa mayor celebridad que su rival; pero esto es absolutamente falso, bastando recordar, entre mil pruebas, que las cartas de Colon se publicaron ántes que las que se atribuyen á Vespucio, y que en 1493 se hicieron de ellas hasta tres ediciones. Tambien haremos observar que en vida de Colon nadie fué osado á poner el nombre de Américo al Nuevo Continente, á pesar de las cartas de Vespucio, escritas ántes de la muerte del ilustre Genoves (1506), y que solo en el año siguiente propuso el pseudónimo Ylacomylus el nombre de América, como sospecha Mr. Humboldt. Todo mueve á creer que este Ylacomylus, que se cree fuese el sabio geógrafo de Friburgo, Waldseemuller, no pecó de ignorancia, y

no pudo proponer tamaña injusticia sino á instigacion de Vespucio; y aun dado que así no fuese, siempre sería una mancha para Vespucio no haber reclamado contra aquella inmerecida honra.

1826.

Lo que dicen sus defensores para justificarle.

Los defensores de Vespucio dicen para justificarle, que nunca asentó en sus cartas que él habia descubierto el Nuevo Continente ; pero esto es un subterfugio, pues si no lo dijo positivamente en una ocasion, lo dió á entender en muchas, particularmente en su carta de 1501, cuando habla de los naturales de los países *que descubrió por órden del rey de Castilla,* y en aquel notable pasaje en que dice textualmente : « Salimos del puerto de Cádiz el 10 de mayo de 1497...... y en este viaje, que duró diez y ocho meses, descubrimos *molta terra ferma e infinite isole;* » pasaje en que se apoya Canovai para asegurar que Vespucio descubrió el continente ántes que Colon. De todos modos, es evidente que Vespucio hizo cuanto pudo para difundir la idea de que se le debia, por lo ménos, el descubrimiento de la mayor parte de la tierra firme, lo que era absolutamente falso.

El nombre de *América* data desde 1520.

Hasta el año 1520 no se halla empleado en carta alguna geográfica el nombre de América, que se lee por primera vez en un mapamundi de Apiano (1), y aun despues de este tiempo, nunca le hallamos empleado como una denominacion indudablemente adoptada y generalmente admitida, sino mezclada con otras, como las de *Insula Atlántica, Brasilia, Terra Nova, Peruviana, India Nova,* etc., y casi siempre se lee al mismo tiempo en esas cartas, sin exceptuar ni aun la de *Solinus* de Camers, una nota que designa á Colon como el verdadero descubridor del Nuevo Continente.

(1) En el *Solinus* de Camers.



PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y ESPAÑA.



TRAITÉ DE PAIX

ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE ROI D'ESPAGNE;

DU 22 JUILLET 1795.

NOTICE HISTORIQUE.

1795. La délimitation de 1777 mit un terme aux incessantes querelles de la frontière. Il s'ensuivit une ère de quiétude parfaite pour la colonie espagnole; mais les événements de l'Ouest réveillèrent dans les cœurs le souvenir des luttes passées. Les autorités espagnoles prêtèrent une déplorable assistance aux premiers chefs de la révolte des noirs, Jean-François et Biasson; puis cette hostilité détournée se changea bientôt, et enfin l'Espagne, par une convention, partagea avec l'Angleterre cet ancien territoire.

Les troupes espagnoles concoururent activement à cette dépossession presque totale, jusqu'au jour où se livra le combat de l'Artibonite, qui blessa à mort la confédération anglo-espagnole du golfe mexicain (août 1794).

Nos voisins recommencèrent leur redoutable provocation. 1795.
« Si l'on cède aux Espagnols, aux brigands, avaient dit les commissaires de la République dans le style de l'époque, ou si l'on mollit devant eux ; disons mieux, si nous ne faisons pas la conquête de la partie espagnole, les Espagnols et les brigands envahissent, brûlent, pillent et dévastent tout. » La conquête de la partie espagnole, c'était le cri presque général, qui ne rencontrait guère de l'opposition.

L'idée de la réunion des deux territoires remontait au règne de Louis XIV. Plusieurs démarches diplomatiques furent tentées dans ce but. En 1698, la France faisait sonder le cabinet de Madrid sur l'équivalent qui pourrait être offert à l'Espagne pour l'échange. En 1740, l'île de Corse lui fut proposée. En 1783, il fut question de la Guadeloupe. A ce sujet, un manuscrit dit ce qui suit : « C'était la première conquête de l'Espagne dans le Nouveau Monde ; les cendres de Colomb y reposaient. Ferdinand s'était formellement engagé pour lui et ses successeurs de ne jamais la détacher de la couronne de Castille. L'amour-propre national attachait un grand prix à sa conservation, et la faisait regarder comme la pierre fondamentale de l'immense édifice de la puissance espagnole en Amérique (1). »

Ce fut à la suite de cette situation que le Directoire fit intervenir la question de Saint-Domingue dans les négociations qui terminèrent par ce traité, signé à Bâle le 22 juillet 1795, dont voici l'article 9 concernant la cession : « En échange de la restitution portée par l'article 4 (celle des places prises par la France), le roi d'Espagne, pour lui et ses successeurs, cède et abandonne en toute propriété à la République française toute la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue aux Antilles. » La clause relative à l'exécution du nouveau pacte disait : « Un

(1) Voyez Moreau de Saint-Méry, tome II de la description topographique. — Là, ainsi que dans l'ouvrage de M. Barré de Saint-Venant (*Les colonies sous la zone torride*), se trouve traitée à fond la question qui fut si vivement controversée de l'utilité économique et politique de la réunion des deux territoires. Toute discussion à cet égard serait, on le comprend bien, parfaitement oiseuse aujourd'hui.

1795. mois après que la ratification du présent traité sera connue dans l'île, les troupes espagnoles devront se tenir prêtes à évacuer les places, ports et établissements qu'elles y occupent, pour les remettre aux troupes de la République française au moment où celles-ci se présenteront pour en prendre possession. Les places, ports et établissements dont il est fait mention ci-dessus, seront remis à la République française avec les canons, munitions de guerre et effets nécessaires à leur défense, qui y existeront au moment où le présent traité sera connu à Saint-Domingue.

»Les habitants de la partie espagnole de Saint-Domingue qui, par des motifs d'intérêt ou autres, préféreront de se transporter avec leurs biens dans les possessions de Sa Majesté Catholique, pourront le faire dans l'espace d'une année à compter de la date de ce traité.

» Les généraux et commandants respectifs se concerteront sur les mesures à prendre pour l'exécution du présent article (1). »

DOCUMENT.

(*V. la copie imprimée par ordre de la Conv. nationale ;* GEBHARD, *R. des traités conclus entre la République française, etc.*, t. I, p. 305 ; *Recueil gén.*, p. 53 ; KOCK, *Abrégé des traités*, t. IV, p. 172 ; et se trouve en allemand dans POSSELT, *Annalen*, b. III, p. 154. *Hist. pol. Magazin*, *août*, p. 170 ; en anglais, dans *Coll. of state papers*, t. III, p. II, p. 27. *Morning-Chronicle*, nº 8053. *Oracle and public advertiser*, nº 19075, 78, 19103).

La République française et Sa Majesté le roi d'Espagne, également animés du désir de faire cesser les calamités de la

(1) De l'an IV, où fut conclu ce traité, à l'an VIII, différentes tentatives avaient été faites, par les représentants de la République, pour l'exécution du traité ; mais la marche des événements, dans la partie française, les avait toujours forcés de s'arrêter. — *Saint-Domingue, Etude et solution nouvelle de la question haïtienne*, par M. R. Lepelletier de Saint-Remy.

guerre qui les divise, intimement convaincus qu'il existe entre les deux nations des intérêts respectifs qui commandent un retour réciproque d'amitié et de bonne intelligence, et voulant, par une paix solide et durable, rétablir la bonne harmonie qui depuis longtemps avait constamment été la base des relations des deux pays, elles ont chargé de cette négociation importante, savoir : 1795.

La République française, le citoyen *François Barthélemy*, son ambassadeur en Suisse,

Et Sa Majesté Catholique, son ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire près du roi et de la République de Pologne, *Don Domingo d'Iriarte*, chevalier de l'ordre royal de Charles III, etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivants :

ART. 1er. — Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et le roi d'Espagne. Paix.

ART. 2. — En conséquence, toutes hostilités entre les deux puissances contractantes cesseront à compter de l'échange des ratifications du présent traité, et aucune d'elles ne pourra, à compter de la même époque, fournir contre l'autre, en quelque qualité et à quelque titre que ce soit, aucun secours ni contingent, soit en hommes, en chevaux, vivres, argent, munitions de guerre, vaisseaux ou autrement. Neutralité.

ART. 3. — L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre. Passage.

ART. 4. — La République française restitue au roi d'Espagne toutes les conquêtes qu'elle a faites sur lui dans le cours de la guerre actuelle ; les places et pays conquis seront évacués par les troupes françaises dans les quinze jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité. Restitutions de la France.

ART. 5. — Les places fortes dont il est fait mention dans l'article précédent, seront restituées à l'Espagne, avec les canons, munitions de guerre et effets à l'usage de ces places qui y auront existé au moment de la signature de ce traité. Places fortes.

1795.

Contributions.

ART. 6. — Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre cesseront entièrement à compter de quinze jours après la signature du présent acte de pacification. Tous les arrérages dus à cette époque, de même que les billets et promesses données ou faites à cet égard, seront de nul effet. Ce qui aura été pris ou perçu après l'époque susdite, sera d'abord rendu gratuitement ou payé en argent comptant.

Traité de limitation.

ART. 7. — Il sera incessamment nommé de part et d'autre des commissaires pour procéder à la confection d'un traité de limites entre les deux puissances. Ils prendront, autant que possible, pour base de ce traité, à l'égard des terrains qui étaient en litige avant la guerre actuelle, la crête des montagnes qui forment les versants des eaux de France et d'Espagne.

Troupes sur les frontières.

ART. 8. — Chacune des puissances contractantes ne pourra, à dater d'un mois après l'échange des ratifications du présent traité, entretenir sur ses frontières respectives que le nombre des troupes qu'on avait coutume d'y tenir avant la guerre actuelle.

Cession de Saint-Domingue.

ART. 9. — En échange de la restitution portée par l'art. 4, le roi d'Espagne, pour lui et ses successeurs, cède et abandonne en toute propriété à la République française toute la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue aux Antilles.

Un mois après que la ratification du présent traité sera connue dans cette île, les troupes espagnoles devront se tenir prêtes à évacuer les places, ports et établissements qu'elles y occupent, pour les remettre aux troupes de la République française au moment où celles-ci se présenteront pour en prendre possession.

Les places, ports et établissements dont il est fait mention ci-dessus, seront remis à la République française, avec les canons, munitions de guerre et effets nécessaires à leur défense qui y existeront au moment où le présent traité sera connu à Saint-Domingue.

Les habitants de la partie espagnole de Saint-Domingue qui, par des motifs d'intérêt ou autres, préféreraient de se transporter avec leurs biens dans les possessions de Sa Majesté Catholique, pourront le faire dans l'espace d'une année à compter de la date de ce traité.

Les généraux et les commandants respectifs des deux nations se concerteront sur les mesures à prendre pour l'exécution du présent article. 1795.

ART. 10. — Il sera accordé respectivement aux individus des deux nations, la mainlevée des effets, revenus, biens, de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou conquis à cause de la guerre qui a eu lieu entre la République française et Sa Majesté Catholique; de même qu'une prompte justice à l'égard des créances particulières quelconques, que ces individus pourraient avoir dans les Etats des deux puissances contractantes.

ART. 11. — En attendant qu'il soit fait un nouveau traité de commerce entre les parties contractantes, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies entre la France et l'Espagne sur le pied où elles étaient avant la présente guerre. Commerce.

Il sera libre à tous négociants français de passer et de reprendre en Espagne leurs établissements de commerce, et d'en former de nouveaux selon leur convenance, en se soumettant, comme tous autres individus, aux lois et usages du pays.

Les négociants espagnols jouiront de la même faculté en France, et aux mêmes conditions.

ART. 12. — Tous les prisonniers faits respectivement depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et des grades, y compris les marins et matelots pris sur des vaisseaux français ou espagnols, soit d'autres nations, ainsi qu'en général tous ceux détenus de part et d'autre pour cause de la guerre, seront rendus dans l'espace de deux mois au plus tard après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque de part ni d'autre, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. On en usera de même à l'égard des blessés aussitôt après leur guérison. Prisonniers.

Il sera nommé incessamment des commissaires de part et d'autre pour procéder à l'exécution du présent article.

ART. 13. — Les prisonniers portugais faisant partie des troupes portugaises, qui ont servi avec les armées et sur les vais- Prisonniers portugais.

1795. seaux de Sa Majesté Catholique, seront également compris dans l'échange sus-mentionné.

La réciprocité aura lieu à l'égard des Français pris par les troupes portugaises dont il est question.

Espagne et Provinces-Unies.

ART. 14. — Les mêmes paix, amitié et bonne intelligence, stipulées par le présent traité entre la France et le roi d'Espagne, auront lieu entre le roi d'Espagne et la République des Provinces-Unies, alliée de la République française.

Médiation de l'Espagne.

ART. 15. — La République française, voulant donner un témoignage d'amitié à Sa Majesté Catholique, accepte sa médiation en faveur de la reine de Portugal, du roi de Naples, du roi de Sardaigne, de l'infant duc de Parme et autres Etats de l'Italie, pour le rétablissement de la paix entre la République française et chacun de ces princes et Etats.

Bons offices pour la paix générale.

ART. 16. — La République française, connaissant l'intérêt que Sa Majesté Catholique prend à la pacification générale de l'Europe, consent également à accueillir ses bons offices en faveur des autres puissances belligérantes qui s'adresseraient à elle pour entrer en négociation avec le gouvernement français.

Ratifications.

ART. 17. — Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans le terme d'un mois, ou plus tôt, s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de la République française et de Sa Majesté le roi d'Espagne, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité de paix et d'amitié, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle, le quatrième thermidor, l'an troisième de la République (22 juillet 1795).

Signé FRANÇOIS BARTHÉLEMY.

DOMINGO D'IRIARTE.

PRIMER PERÍODO.

ANGLETERRE, FRANCE, ESPAGNE ET RÉPUBLIQUE BATAVE.

TRAITÉ DÉFINITIF DE PAIX

ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE D'UNE PART,

ET LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE ROI D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE BATAVE DE L'AUTRE;

SIGNÉ A AMIENS, EN FRANÇAIS LE 25, ET EN ANGLAIS LE 27 MARS 1802 (6 GERMINAL AN X).

NOTICE HISTORIQUE.

Par ce traité, la possession de la partie espagnole de Saint-Domingue qui avait été cédée à la France par le traité du 22 juillet 1795, a été confirmée (1). En outre, ce traité offre un grand intérêt aux anciennes colonies de l'Amérique, et en particulier au Brésil, dans la partie relative à l'article septième, sur les limites des Guyanes française et portugaise. 1802.

(1) Voyez le traité du 22 juillet 1795, pag. 346.

1802.

DOCUMENT.

(Nouv. polit. 1802. Suppl. n° 27 (1).)

Le premier consul de la République française, au nom du peuple français, et Sa Majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de faire cesser les calamités de la guerre, ont posé les fondements de la paix par les articles préliminaires signés à Londres le 1er octobre 1801 (9 vendémiaire an x) (2).

Et comme, par l'article 15 desdits préliminaires, il a été convenu qu'il serait nommé, de part et d'autre, des plénipotentiaires qui se rendraient à Amiens pour y procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes :

Le premier consul de la République française, au nom du peuple français, a nommé le citoyen Joseph Bonaparte, conseiller d'Etat; et Sa Majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le marquis de Cornwallis, chevalier de l'ordre très illustre de la Jarretière, conseiller privé de Sa Majesté, général de ses armées, etc.

Sa Majesté le roi d'Espagne et des Indes et le gouvernement d'Etat (3) de la République batave ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : Sa Majesté Catholique, don Joseph-Nicolas de Azara, son conseiller d'Etat, chevalier grand'croix de Charles III, ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté près la République française, etc., et le gouvernement d'Etat de la Répu-

(1) Cette copie est faite sur l'instrument signé par la République batave. Elle concorde avec celle insérée dans le *Moniteur* et qui, après avoir été communiquée à la diète par le citoyen Bacher, a été imprimée à Ratisbonne, aux différences près qu'on trouvera indiquées dans les notes.

(2) 9 vendémiaire an x. (1er octobre 1801.)

(3) Le mot *d'Etat* manque dans l'imp. de Ratisbonne ainsi qu'aux autres endroits où il est question de ce gouvernement.

blique batave, Roger-Jean Schimmelpenninck, son ambassadeur extraordinaire près la République française ; 1802.

Lesquels, après s'être dûment communiqué leurs pleins pouvoirs, qui sont transcrits à la suite du présent traité, sont convenus des articles suivants :

ART. 1er. — Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre (1) Sa Majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la République française, Sa Majesté le roi d'Espagne, ses héritiers et successeurs et la République batave, d'autre part. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir une parfaite harmonie entre elles et leurs Etats, sans permettre que, de part et d'autre, on commette aucune sorte d'hostilité par terre ou par mer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être. Elles éviteront soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie, et ne donneront aucun secours ni protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à aucune d'elles. Paix.

ART. 2. — Tous les prisonniers faits de part et d'autre, tant par terre que par mer, et les ôtages enlevés ou donnés pendant la guerre et jusqu'à ce jour, seront restitués sans rançon, dans six semaines au plus tard, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, et en payant les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité. Chaque partie contractante soldera respectivement les avances qui auraient été faites par aucune des parties contractantes pour la subsistance et l'entretien des prisonniers dans le pays où ils ont été détenus. Il sera nommé de concert pour cet effet une commission spécialement chargée de constater et de régler la compensation qui pourra être due à l'une ou à l'autre des puissances contractantes. On fixera également de concert l'époque et le lieu où se rassembleront les commissaires qui seront chargés de Prisonniers de guerre.

(1) Dans l'imp. de Ratisbonne la République française et ses alliés sont nommés en premier.

1802. l'exécution de cet article, et qui porteront en compte non-seulement les dépenses faites par les prisonniers des nations respectives, mais aussi pour les troupes étrangères qui, avant d'être prises, étaient à la solde et à la disposition de l'une des parties contractantes.

Restitution des conquêtes.

ART. 3. — Sa Majesté Britannique restitue à la République française et à ses alliés, savoir, Sa Majesté Catholique et la République batave, toutes les possessions et les colonies qui leur appartenaient respectivement et qui ont été occupées ou conquises par les forces britanniques dans le cours de la guerre, à l'exception de l'île de la Trinité et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan.

Cession de la Trinité.

ART. 4. — Sa Majesté Catholique cède et garantit en toute propriété et souveraineté à Sa Majesté Britannique l'île de la Trinité.

Cession de Ceylan.

ART. 5. — La République batave cède et garantit en toute propriété et souveraineté à Sa Majesté Britannique toutes les possessions et établissements dans l'île de Ceylan, qui appartenaient avant la guerre à la République des Provinces-Unies ou à la compagnie des Indes-Orientales.

Cap de Bonne-Espérance.

ART. 6. — Le cap (1) de Bonne-Espérance reste à la République batave en toute souveraineté, comme cela avait lieu avant la guerre. Les bâtiments de toute espèce appartenant aux autres parties contractantes, auront la faculté d'y relâcher et d'y acheter les approvisionnements nécessaires comme auparavant, sans payer d'autres droits que ceux auxquels la République batave assujettit les bâtiments de sa nation.

Portugal.

ART. 7. — Les territoires et possessions de Sa Majesté très Fidèle sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre. Cependant les limites des Guyanes française et portugaise sont fixées à la rivière d'Arawari, qui se jette dans l'Océan au-dessus du cap Nord, près de l'île Neuve et de l'île de la Pénitence, environ à un degré un tiers de latitude septentrionale. Ces limites suivront la rivière d'Arawari, depuis son em-

(1) Dans l'imp. de Ratisbonne il y a *le port du cap de Bonne-Espérance*.

bouchure la plus éloignée du cap Nord jusqu'à sa source, et ensuite une ligne droite tirée de cette source jusqu'au Rio-Branco vers l'ouest. En conséquence, la rive septentrionale de la rivière d'Arawari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source, et les terres qui se trouvent au nord de la ligne de limites fixée ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté à la République française. La rive méridionale de ladite rivière, à partir de la même embouchure, et toutes les terres au sud de ladite ligne de limites, appartiendront à Sa Majesté très Fidèle. La navigation de la rivière d'Arawari, dans tout son cours, sera commune aux deux nations. Les arrangements qui ont eu lieu entre les cours de Madrid et de Lisbonne pour la rectification de leurs frontières en Europe, seront toutefois exécutées suivant les stipulations du traité de Badajoz. 1802.

Art. 8. — Les territoires, possessions et droits de la Sublime Porte sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre. Sublime Porte.

Art. 9. — La république des Sept-Iles est reconnue. République des Sept-Iles.

Art. 10. — Les îles de Malte, de Gozo et de Comino seront rendues à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, pour être par lui tenues aux mêmes conditions auxquelles il les possédait avant la guerre, et sous les stipulations suivantes : Malte.

1. — Les chevaliers de l'ordre dont les langues continueront de subsister après l'échange des ratifications du présent traité, sont invités à retourner à Malte aussitôt que l'échange aura eu lieu ; ils y formeront un chapitre général et procéderont à l'élection d'un grand-maître, choisi parmi les natifs des nations qui conservent des langues ; à moins qu'elle n'ait été déjà faite depuis l'échange des ratifications des préliminaires. Il est entendu qu'une élection faite depuis cette époque sera seule considérée comme valable, à l'exclusion de toute autre qui aurait eu lieu dans aucun temps antérieur à ladite époque.

2. — Les gouvernements de la République française et de la Grande-Bretagne, désirant mettre l'ordre de l'île de Malte dans un état d'indépendance entière à leur égard, conviennent qu'il

1802. n'y aura désormais ni langue française ni anglaise, et que nul individu appartenant à l'une ou à l'autre de ces puissances ne pourra être admis dans l'ordre.

3. — Il sera établi une langue maltaise qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île; cette langue aura des dignités qui lui seront propres, des traitements et une auberge : les preuves de noblesse ne seront pas nécessaires pour l'admission des chevaliers de ladite langue; ils seront d'ailleurs admissibles à toutes les charges, et jouiront de tous les priviléges, comme les chevaliers des autres langues. Les emplois municipaux, administratifs, civils, judiciaires et autres, dépendant du gouvernement de l'île, seront occupés, au moins par moitié, par des habitants des îles de Malte, Gozo et Comino.

4. — Les forces de Sa Majesté Britannique évacueront l'île et ses dépendances, dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications, ou plus tôt si faire se peut. A cette époque, elle sera remise à l'ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le grand-maître, ou des commissaires pleinement autorisés suivant les statuts de l'ordre, soient dans ladite île pour en prendre possession, et que la force qui doit être fournie par Sa Majesté Sicilienne, comme il est ci-après stipulé, y soit arrivée.

5. — La moitié de la garnison, pour le moins, sera toujours composée de Maltais natifs; pour le restant, l'ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent de posséder des langues. Les troupes maltaises auront des officiers maltais. Le commandement en chef de la garnison, ainsi que la nomination des officiers, appartiendront au grand-maître, et il ne pourra s'en démettre, même temporairement, qu'en faveur d'un chevalier, d'après l'avis du conseil de l'ordre.

6. — L'indépendance des îles de Malte, de Gozo et de Comino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Russie et de la Prusse.

7. — La neutralité *permanente* (1) de l'ordre et de l'île de Malte, avec ses dépendances, est proclamée. 1802.

8. — Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations, qui y paieront des droits égaux et modérés; ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, comme il est spécifié dans le paragraphe 3, à celui des établissements civils et militaires de l'île, ainsi qu'à celui d'un lazaret général, ouvert à tous les pavillons.

9. — Les Etats barbaresques sont exceptés des dispositions des deux paragraphes précédents jusqu'à ce que, par le moyen d'un arrangement que procureront les parties contractantes, le système d'hostilités qui subsiste entre lesdits Etats barbaresques, l'ordre de Saint-Jean et les puissances possédant des langues ou concourant à leur composition, ait cessé.

10. — L'ordre sera régi, quant au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vigueur lorsque les chevaliers sont sortis de l'île, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent traité.

11. — Les dispositions contenues dans les paragraphes 3, 5, 7, 8 et 10, seront converties en lois et statuts perpétuels de l'ordre dans la forme usitée; et le grand-maître, ou, s'il n'était pas dans l'île au moment où elle sera remise à l'ordre, son représentant, ainsi que ses successeurs, seront tenus de faire serment de les observer ponctuellement.

12. — Sa Majesté Sicilienne sera invitée à fournir deux mille hommes natifs de ses Etats, pour servir de garnison dans les différentes forteresses desdites îles : cette force y restera un an à dater de leur restitution aux chevaliers, et si à l'expiration de ce terme, l'ordre n'avait pas encore levé la force suffisante au jugement des puissances garantes pour servir de garnison dans l'île et ses dépendances, telle qu'elle est spécifiée dans le paragraphe 5, les troupes napolitaines y resteront jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par une autre force, jugée suffisante par lesdites puissances.

(1) Ce mot manque dans l'imp. de Ratisbonne.

1802.

13. — Les différentes puissances désignées dans le paragraphe 6, savoir, la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse, seront invitées à accéder aux présentes stipulations.

Evacuations en Italie.

ART. 11. — Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'Etat romain ; les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

Epoque de l'exécution.

ART. 12. — Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par le présent traité, seront exécutées pour l'Europe dans le mois, pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique dans les trois mois, pour le continent et les mers d'Asie dans les six mois qui suivront la ratification du présent traité définitif, excepté dans le cas où il y est spécialement dérogé.

Fortifications ; habitants des pays cédés ou restitués.

ART. 13. — Dans tous les cas de restitutions convenues par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvaient au moment de la signature des préliminaires, et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation, resteront intacts. Il est convenu, en outre, que, dans tous les cas de cession stipulée, il sera alloué aux habitants, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans à compter de la notification du présent traité, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit pendant la guerre actuelle, dans lequel terme de trois ans ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés. La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux, soit habitants ou autres, qui y auront fait des établissements quelconques pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne. Quant aux habitants des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des parties contractantes, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour des dettes contractées envers des individus, ou pour des actes postérieurs au présent traité.

1802.

ART. 14. — Tous les séquestres mis de part et d'autre sur les fonds, revenus et créances, de quelque espèce qu'ils soient, appartenant à une des puissances contractantes, ou à ses citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après la signature de ce traité définitif. La décision de toutes réclamations entre les individus des nations respectives, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être reproduites à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétents, et dans ce cas il sera rendu une prompte et entière justice dans les pays où les réclamations seront faites respectivement. Séquestres.

ART. 15. — Les pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve et des îles adjacentes, et dans le golfe de Saint-Laurent, sont remises sur le même pied où elles étaient avant la guerre. Les pêcheurs français de Terre-Neuve, et les habitants des îles Saint-Pierre et Miquelon, pourront couper les bois qui leur seraient nécessaires, dans les baies de Fortune et du Désespoir, pendant la première année à compter de la ratification du présent traité. Terre-Neuve.

ART. 16. — Pour prévenir tous les sujets de plaintes et de contestations qui pourraient naître à l'occasion des prises qui auraient été faites en mer après la signature des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui pourraient avoir été pris dans la Manche et dans les mers du Nord après l'espace de douze jours à compter de l'échange des ratifications des articles préliminaires, seront de part et d'autre restitués; que le terme sera d'un mois depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée; de deux mois depuis les îles Canaries jusqu'à l'Equateur; et enfin de cinq mois dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception ni autre distinction plus particulière de temps et de lieu. Prises après la signature.

ART. 17. — Les ambassadeurs, ministres et autres agents des puissances contractantes jouiront respectivement, dans les Ambassadeurs.

1802. Etats desdites puissances, des mêmes rangs, priviléges, prérogatives et immunités dont jouissaient avant la guerre les agents de la même classe.

Maison de Nassau. ART. 18. — La branche de la maison de Nassau qui était établie dans la ci-devant République des Provinces Unies, actuellement la République batave, y ayant fait des pertes, tant en propriétés particulières que par le changement de constitution adopté dans ce pays, il lui sera procuré une compensation équivalente pour lesdites pertes.

Accession de la Porte. ART. 19. — Le présent traité définitif de paix est déclaré commun à la Sublime Porte Ottomane, alliée de Sa Majesté Britannique, et la Sublime Porte sera invitée à transmettre son acte d'accession dans le plus court délai possible.

Extradition de criminels. ART. 20. — Il est convenu que les parties contractantes, sur les réquisitions faites par elles respectivement, ou par leurs ministres ou officiers dûment autorisés à cet effet, seront tenues de livrer en justice les personnes accusées des crimes de meurtre, de falsification ou banqueroute frauduleuse, commis dans la juridiction de la partie requérante, pourvu que cela ne soit fait que lorsque l'évidence du crime sera si bien constatée, que les lois du lieu où l'on découvrira la personne ainsi accusée auraient autorisé sa détention et sa traduction devant la justice, au cas que le crime y eût été commis : les frais de la prise de corps et de la traduction en justice seront à la charge de ceux qui feront la réquisition. Bien entendu que cet article ne regarde en aucune manière les crimes de meurtre, de falsification ou de banqueroute frauduleuse commis antérieurement à la conclusion de ce traité définitif.

Garantie réciproque. ART. 21. — Les parties contractantes promettent d'observer sincèrement et de bonne foi tous les articles contenus au présent traité, et elles ne souffriront pas qu'il y soit fait de contradiction directe ou indirecte par leurs citoyens ou sujets respectifs, et les susdites parties contractantes se garantissent généralement et réciproquement toutes les stipulations du présent traité.

Ratifications. ART. 22. — Le présent traité sera ratifié par les parties con-

tractantes dans l'espace de trente jours, ou plus tôt si faire se peut, et les ratifications en due forme seront échangées à Paris. 1802.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires avons signé de notre main, et en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, le présent traité définitif, et y avons fait apposer nos cachets respectifs.

Fait à Amiens, le vingt-sept mars mil huit cent deux, ce six germinal an dix de la République française (1).

(L. S.) JOSEPH BONAPARTE.
(L. S.) CORNWALLIS.
(L. S.) J. NICOLAS DE AZARA.
(L. S.) R. J. SCHIMMELPENNINCK.

L'échange des ratifications a eu lieu entre la Grande-Bretagne et la France le 18 avril; celles de l'Espagne et de la République batave étant arrivées un peu plus tard à Paris, l'échange n'en a eu lieu que les jours suivants.

(1) Dans l'imp. du *Moniteur* et de Ratisbonne on lit le 4 germinal an X (25 mars 1802).



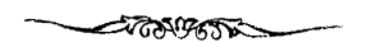
ÍNDICE DEL TOMO SEXTO.



ÍNDICE DEL PRIMER PERÍODO,

POR ÓRDEN CRONOLÓGICO.

Esta Memoria y la Contestacion que la sigue se han publicado por equivocacion en el tomo I° con la fecha de 1681. Esos documentos pertenecen al año 1749.



ÍNDICE DEL PRIMER PERÍODO,

POR ÓRDEN ALFABÉTICO.

ESTADOS UNIDOS.

FRANCIA.

PAÍSES BAJOS.

PORTUGAL.



FE DE ERRATAS.

Página 7. Suprímase el título *Reglamento sobre el rango de los agentes diplomáticos.*

BESANZON, IMPRENTA DE J. JACQUIN.